



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1992/30
31 janvier 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-huitième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES ~~LIBERTES~~
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions sommaires ou arbitraires

Rapport présenté par M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial, conformément
à la résolution 1991/71 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES.

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 5	1
<u>Chapitre</u>		
I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL	6 - 18	2
A. Consultations	6	2
B. Communications	7 - 18	2
II. CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL S'INSCRIT LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL	19 - 36	4
A. Cadre général	19 - 23	4
B. Instruments pertinents pour l'application de la peine capitale	24 - 27	5
C. Violations du droit à la vie pendant les conflits armés	28	5
D. Décès dus à l'emploi de la force par les responsables du maintien de l'ordre	29	6
E. Décès en détention	30 - 32	6
F. Exécutions perpétrées par des escadrons de la mort ou des individus non identifiés	33	7
G. Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger	34 - 35	7
H. Les droits des victimes	36	7
III. SITUATIONS	37 - 604	8
A. Généralités	37	8
B. Situation dans les pays mis en cause	38 - 604	8
Albanie	38 - 41	8
Algérie	42 - 47	9
Argentine	48 - 53	10
Bangladesh	54 - 56	12
Bhoutan	57 - 60	13

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. (suite)	Bolivie	61 - 63	14
	Brésil	64 - 81	14
	Burkina Faso	82 - 84	20
	Burundi	85 - 87	20
	Tchad	88 - 90	21
	Chine	91 - 98	22
	Colombie	99 - 132	24
	Cuba	133 - 137	40
	République dominicaine	138 - 139	41
	Equateur	140 - 141	42
	Egypte	142 - 144	43
	El Salvador	145 - 174	43
	Ethiopie	175 - 180	50
	Grèce	181 - 184	51
	Grenade	185 - 188	52
	Guatemala	189 - 246	53
	Haïti	247 - 260	69
	Honduras	261 - 263	72
	Inde	264 - 276	73
	Indonésie	277 - 288	76
	Iran, République islamique d'	289 - 303	79
	Iraq	304 - 324	83
	Israël	325 - 327	88
	Jamaïque	328 - 329	89
	Jordanie	330 - 334	89
	Koweït	335 - 344	91
	Lesotho	345 - 347	93
	Madagascar	348 - 352	94
	Malaisie	353 - 357	95
	Mali	358 - 362	96
	Mauritanie	363 - 366	97
	Mexique	367 - 375	98
	Maroc	376 - 380	101
	Myanmar	381 - 387	102
	Nicaragua	388 - 394	104
	Niger	395 - 397	107
	Nigéria	398 - 411	107
	Pakistan	412 - 416	111
	Paraguay	417 - 419	112
	Pérou	420 - 451	113
	Philippines	452 - 460	121

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
<u>Chapitre</u>			
III.	Rwanda	461 - 467	125
(suite)	Sénégal	468 - 471	126
	Afrique du Sud	472 - 490	127
	Sri Lanka	491 - 502	133
	Soudan	503 - 519	135
	Suriname	520 - 522	140
	Thaïlande	523 - 526	141
	Togo	527 - 531	142
	Trinité-et-Tobago	532 - 534	143
	Tunisie	535 - 545	144
	Turquie	546 - 556	147
	Ouganda	557 - 562	155
	Union des Républiques socialistes soviétiques	563 - 571	156
	République-Unie de Tanzanie	572 - 574	158
	Etats-Unis d'Amérique	575 - 580	158
	Venezuela	581 - 584	161
	Yémen	585 - 587	162
	Yougoslavie	588 - 597	162
	Zaïre	598 - 604	166
IV.	EXAMEN ET RECOMMANDATIONS	605 - 653	167
	A. Examen de la première décennie d'activités .	605 - 647	167
	B. Recommandations	648 - 653	180
<u>Annexe</u> -	Liste des instruments et autres textes qui constituent le cadre juridique du mandat du Rapporteur spécial		183

INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 1991/71 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991, intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires". C'est le dixième rapport que le Rapporteur spécial soumet à la Commission des droits de l'homme sur le sujet.

2. Dans les neuf rapports précédents (E/CN.4/1983/16 et Add.1, E/CN.4/1984/29, E/CN.4/1985/17, E/CN.4/1986/21, E/CN.4/1987/20, E/CN.4/1988/22 et Add.1 et 2, E/CN.4/1989/25, E/CN.4/1990/22 et Add.1 et E/CN.4/1991/36), le Rapporteur spécial a examiné le phénomène des exécutions sommaires sous ses divers aspects, notamment les questions d'ordre juridique et théorique.

3. Le chapitre premier du présent rapport est un résumé des activités entreprises par le Rapporteur spécial au cours de l'année écoulée. Au chapitre II, le Rapporteur présente le cadre juridique et analytique dans lequel il s'est acquitté de son mandat. Au chapitre III, il traite des situations dans les pays où il est intervenu dans l'exercice de son mandat : dans la partie B, il rend compte des demandes d'intervention d'urgence et autres communications qu'il a adressées aux gouvernements et des réponses et observations qu'il a reçues d'eux. Le Rapporteur spécial espère avoir brossé un tableau complet de la situation dans chaque pays.

4. Enfin, au chapitre IV, le Rapporteur spécial présente ses conclusions concernant quatre questions : 1) menaces de mort, 2) décès pendant la garde à vue, 3) exécutions à la suite de procès ou de procédures judiciaires irréguliers et 4) exécutions extrajudiciaires dans des situations de conflit interne.

5. Se fondant sur l'analyse des renseignements qu'il a reçus, le Rapporteur spécial clôt son rapport avec un certain nombre de recommandations visant à garantir plus efficacement à l'avenir le respect des normes et instruments internationaux auxquels son mandat fait référence.

I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

A. Consultations

6. Le Rapporteur spécial s'est rendu au Centre pour les droits de l'homme, à l'Office des Nations Unies à Genève, en juillet 1991 pour y procéder à des consultations avec le secrétariat, puis en janvier 1992 pour mettre son rapport au point.

B. Communications

1. Renseignements reçus

7. Au cours de son mandat actuel, le Rapporteur spécial a reçu des communications de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et de particuliers contenant des renseignements relatifs à des exécutions sommaires ou arbitraires. Le nombre des communications a augmenté de nouveau par rapport à l'année écoulée.

8. Des renseignements d'ordre général ou concernant des allégations précises d'exécutions sommaires ou arbitraires ont été reçus des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social suivantes : Amnesty International, Association internationale des juristes démocrates, Comité international de la Croix-Rouge, Commission andine de juristes, Commission des Eglises pour les affaires internationales (Conseil oecuménique des Eglises), Commission internationale de juristes, Commission internationale des professionnels de la santé pour la santé et les droits de l'homme, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération démocratique internationale des femmes, Fédération internationale des droits de l'homme, Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe, Ligue internationale des droits de l'homme, Mouvement contre l'apartheid, Mouvement international des étudiants catholiques, Organisation internationale des journalistes, Pax Christi - Mouvement catholique international pour la paix, Pax Romana - Mouvement international des intellectuels catholiques, Regional Council on Human Rights in Asia, Terre des hommes, Union des avocats arabes et Union des juristes arabes.

9. En outre, des renseignements concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires ont été reçus d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales régionales, nationales et locales, de groupes et de particuliers de différentes régions du monde.

2. Allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires

10. Au cours de son mandat, le Rapporteur spécial a envoyé des télégrammes et des lettres à des gouvernements au sujet d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires qui avaient eu lieu ou étaient sur le point d'avoir lieu dans leur pays.

11. Un certain nombre de gouvernements lui ont fait parvenir en réponse des renseignements et des observations concernant les allégations. Pour que le présent rapport soit prêt à temps, le Rapporteur spécial a dû laisser pour son prochain rapport les réponses qui lui sont parvenues après le 31 décembre 1991.

a) Demandes d'intervention d'urgence

12. Ayant été informé que des exécutions sommaires ou arbitraires qui semblaient, à première vue, relever de son mandat, seraient sur le point d'avoir lieu ou risqueraient d'avoir lieu, le Rapporteur spécial a adressé par télégramme 125 messages urgents concernant 345 cas identifiés ou des groupes nombreux de personnes n'ayant pas pu être identifiées nommément, adjurant les gouvernements de protéger le droit à la vie des intéressés et leur demandant des renseignements sur les allégations formulées. Il s'agit des pays suivants : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Argentine, Brésil, Burundi, Chine, Colombie, Cuba, El Salvador, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Grenade, Guatemala, Haïti, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Koweït, Madagascar, Malaisie, Mali, Myanmar, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yémen, Yougoslavie et Zaïre.

13. Des réponses ont été reçues des gouvernements des 21 pays suivants : Algérie, Argentine, Bhoutan, Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Guatemala, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït, Maroc, Nicaragua, Nigéria, Pérou, Soudan, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

14. En outre, des réponses à des télégrammes envoyés par le Rapporteur spécial en 1990 ont été reçues des gouvernements des huit pays suivants : Brésil, Colombie, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Mexique, Myanmar, Paraguay et Philippines.

15. Les messages du Rapporteur spécial et les réponses reçues sont résumés au chapitre III. Le texte intégral peut en être consulté au Secrétariat.

b) Demandes de renseignements concernant d'autres incidents ou d'autres allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires

16. Le Rapporteur spécial a envoyé aussi des lettres à 49 gouvernements au sujet d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires dans leur pays. Il s'agit des pays suivants : Afrique du Sud, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie, Burkina Faso, Chine, Colombie, Cuba, Egypte, El Salvador, Egypte, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Lesotho, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tanzanie, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre.

17. Le Rapporteur a reçu une réponse des gouvernements des 17 pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Colombie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Iraq, Jordanie, Maroc, Nicaragua, Rwanda, Sri Lanka, Soudan, Tunisie, Turquie et Yougoslavie.

18. En outre, des réponses concernant des allégations transmises par le Rapporteur spécial en 1990 ont été reçues des gouvernements des 11 pays suivants : Brésil, Colombie, Iran (République islamique d'), Mauritanie, Myanmar, Nigéria, Paraguay, Philippines, Soudan, Tunisie et Yougoslavie.

II. CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL S'INSCRIT LE MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL

A. Cadre général

19. Le mandat du Rapporteur spécial a été défini par le Conseil économique et social dans sa résolution 1982/35 du 7 mai 1982. Dans les deux premiers alinéas du préambule, il est fait référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui constituent le cadre normatif d'application du mandat. L'article 3 de la Déclaration reconnaît le droit à la vie en termes généraux. L'article 6 du Pacte reconnaît le droit naturel de toute personne à la vie, précisant que ce droit "doit être protégé par la loi" et que "nul ne peut être arbitrairement privé de la vie". Cet article contient aussi plusieurs dispositions qui restreignent l'application de la peine capitale dans les Etats qui ne l'ont pas encore abolie. D'autres dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont pertinentes également pour le mandat du Rapporteur spécial dans certaines circonstances, comme on le verra ci-après.

20. Dans l'application des dispositions du Pacte aux situations relevant de son mandat, le Rapporteur spécial s'inspire des constatations du Comité des droits de l'homme quant à leur signification et à leurs conséquences, telles qu'elles sont formulées dans les observations générales adoptées par le Comité et dans les avis qu'il donne en vertu du Protocole facultatif.

21. Pour déterminer si les allégations reçues relèvent bien de son mandat, et, dans l'affirmative, comment y répondre efficacement, le Rapporteur spécial est guidé aussi par d'autres traités, déclarations et instruments adoptés par les organes compétents de l'ONU. L'un des plus pertinents est constitué par les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989. Le Rapporteur spécial avait signalé dans son quatrième rapport (E/CN.2/1986/21, par. 209) la nécessité de formuler des normes dans ce domaine, et par la suite, il a participé activement à leur élaboration. Ces Principes sont donc fondés en grande partie sur les leçons de l'expérience acquise par le Rapporteur dans l'étude et le traitement du problème des exécutions sommaires et arbitraires pendant plusieurs années et ils donnent des indications utiles aux gouvernements pour agir dans beaucoup des cas et situations signalés.

22. En mai 1991, le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires a publié un document d'une importance capitale pour la protection du droit à la vie. Intitulé "Manuel sur la prévention des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et les moyens d'enquête sur ces exécutions" (ST/CSDHA/12), cet ouvrage expose la manière de conduire les enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires. Le Rapporteur spécial invite instamment tous les gouvernements à incorporer ces procédures dans leur droit et leur pratique nationaux, ainsi que dans les programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois.

23. D'autres instruments que le Rapporteur spécial juge pertinents pour son mandat sont mentionnés ci-après.

B. Instruments pertinents pour l'application de la peine capitale

24. L'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques énonce plusieurs restrictions importantes à l'application de la peine de mort, comme on l'a indiqué plus haut. Le paragraphe 2 dispose entre autres choses "qu'elle ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves" et "ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent". Le paragraphe 4 reconnaît aux condamnés à mort le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine; le paragraphe 5 interdit l'imposition de la sentence de mort pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et l'exécution de cette peine contre les femmes enceintes. L'article 14, relatif au droit à un procès équitable, est pertinent aussi, ainsi que l'article 15, qui interdit, entre autres choses, l'application rétroactive de peines plus rigoureuses.

25. Outre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'instrument le plus pertinent pour les cas où la peine de mort est en cause est le texte sur les "Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort", adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984. Cet instrument prévoit expressément que cette peine ne peut être exécutée qu'en vertu d'un jugement "offrant toutes les garanties possibles pour assurer un procès équitable, garanties égales au moins à celles énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques", il réaffirme les normes énoncées dans le Pacte international à l'égard des personnes de moins de 18 ans et des femmes enceintes et il ajoute certaines autres restrictions.

26. L'application de la peine de mort pour les crimes commis par des personnes de moins de 18 ans est interdite aussi par l'article 37 a) de la Convention relative aux droits de l'enfant.

27. Les constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire Carlton Reid c. Jamaïque, reproduites dans sa communication No 250/1987 et adoptées le 20 juillet 1990 (A/45/40, chap. IV J), concernant le droit des personnes accusées d'un crime capital à l'assistance juridique et le droit d'interjeter appel, ont été citées aussi par le Rapporteur spécial.

C. Violations du droit à la vie pendant les conflits armés

28. Le Rapporteur spécial reçoit de nombreuses allégations concernant des exécutions sommaires et arbitraires perpétrées pendant des conflits armés. Lorsqu'il examine ces affaires et y donne suite, il tient compte, en plus des instruments susmentionnés, des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels de 1977. Sont particulièrement pertinents à ce sujet l'article 3 commun aux Conventions de 1949, qui protège le droit à la vie des populations civiles et des combattants qui sont blessés ou qui ont déposé les armes, et les articles 51 du Protocole additionnel I et 13 du Protocole additionnel II concernant le droit de la population civile à la protection contre les dangers résultant d'opérations militaires.

D. Décès dus à l'emploi de la force par les responsables
du maintien de l'ordre

29. Les décès dus à l'emploi de la force par des agents responsables de l'application des lois, en réaction à des manifestations publiques ou à des violences collectives, par exemple, constituent une part importante des cas soumis au Rapporteur spécial. Le principal instrument pris en considération en pareil cas, outre ceux qui sont indiqués plus haut, est le texte des Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants qui s'est tenu à La Havane en 1990; sont particulièrement pertinents les principes 4, 5, 9 et 11, ainsi que les principes 13 et 14, qui contiennent des directives précises sur "le maintien de l'ordre en cas de rassemblements illégaux". Est aussi pertinent l'article 3 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/169 du 17 décembre 1979, qui stipule que "les responsables de l'application des lois peuvent recourir à la force seulement lorsque cela est strictement nécessaire et dans la mesure exigée par l'accomplissement de leurs fonctions".

E. Décès en détention

30. Le Rapporteur spécial reçoit de nombreuses allégations concernant des décès survenus en détention dans des circonstances diverses. Lorsque la mort résulte de la torture ou d'autres mauvais traitements délibérés, l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques sont applicables, en plus des articles mentionnés précédemment. En outre, le Rapporteur spécial tient compte de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975, et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée dans sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984.

31. Si le décès paraît imputable à l'usage de la force, par exemple en vue de prévenir une évasion ou de réprimer des troubles, les principes 15 et 16 des Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois sont pertinents.

32. Si le décès résulte d'autres causes telles que l'inanition ou l'absence de soins médicaux, le Rapporteur spécial tient compte de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977, et de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988.

F. Exécutions perpétrées par des escadrons de la mort
ou des individus non identifiés

33. En cas d'allégations concernant des exécutions attribuées à des escadrons de la mort ou des exécutions qui ne semblent pas être des crimes de droit commun mais dont les responsables sont inconnus, les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, donnent des instructions détaillées sur la façon dont les gouvernements doivent procéder pour s'acquitter de leur obligation d'enquêter sur les exécutions et de poursuivre les responsables après les avoir identifiés.

G. Expulsion de personnes dans un pays où leur vie est en danger

34. Le Rapporteur spécial a reçu des allégations concernant l'expulsion imminente de réfugiés ou de demandeurs d'asile vers leur pays d'origine dans des circonstances où ils courraient le risque d'être exécutés à leur retour. Pour répondre à ces allégations, le Rapporteur spécial tient compte des normes concernant le droit à la vie mentionnées précédemment, mais aussi de l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît le droit de chercher un asile. Si les intéressés sont des réfugiés, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés peut s'appliquer. Son article 33 interdit le "refoulement" d'un réfugié vers un territoire "où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques". Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés estime que le principe du non-refoulement fait partie intégrante du droit international coutumier.

35. A ce sujet, le principe 5 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions dispose que "nul ne sera envoyé ou extradé de force à destination d'un pays lorsqu'il y aura des raisons valables de craindre qu'il soit victime d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire dans ce pays.

H. Les droits des victimes

36. La Déclaration des Principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, recommandée pour adoption par le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/34 du 29 novembre 1985, est elle aussi pertinente pour le mandat du Rapporteur spécial. Il convient de citer particulièrement le principe 11, qui dispose que "lorsque des fonctionnaires ou d'autres personnes agissant à titre officiel ou quasi officiel ont commis une infraction pénale, les victimes doivent recevoir restitution de l'Etat dont relèvent les fonctionnaires ou les agents responsables des préjudices subis". A noter que le terme "victime" inclut "la famille proche ou les personnes à la charge de la victime directe" (principe 2). Sont aussi pertinents les principes 18 et 19, concernant l'abus de pouvoir, et le principe 6, concernant la participation des victimes aux procédures judiciaires relatives à la réparation du préjudice subi. Jusqu'à présent, le Rapporteur spécial n'a eu connaissance que d'un très petit nombre de cas concernant l'indemnisation des familles de personnes exécutées sommairement ou arbitrairement.

III. SITUATIONS

A. Généralités

37. Le Rapporteur spécial a été informé, au cours de son mandat, d'exécutions ou de décès qui se seraient produits sans que soient respectées les garanties tendant à protéger le droit à la vie prévues dans divers instruments internationaux, comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 4, 6, 7, 9, 14 et 15), l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50, du 25 mai 1984, et les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, que le Conseil économique et social a adoptés dans sa résolution 1989/65, du 24 mai 1989. Le Rapporteur spécial a également pris en considération la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme, du 6 mars 1991, dans laquelle la Commission a exprimé sa préoccupation persistante au sujet des cas signalés d'intimidation et de représailles contre des particuliers et des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes chargés des droits de l'homme.

B. Situation dans les pays mis en cause

Albanie

Demandes d'intervention d'urgence

38. Le 15 mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement albanais pour transmettre des allégations concernant l'exécution extrajudiciaire de trois personnes et 15 autres personnes au moins qui auraient été blessées au cours d'une fusillade qui aurait eu lieu à l'extérieur de l'Académie militaire de Tirana, ou peu après, le 22 février 1991. Au cours d'une manifestation, au moins trois personnes auraient été tuées, dont un agent de police; parmi les blessés, il y aurait eu des personnes qui apparemment n'étaient pas dans la rue au moment de cet incident, mais qui ont été ultérieurement attaquées par des membres des forces de sécurité. Parmi les blessés signalés, il y aurait eu plusieurs enfants, dont un était dans un état grave.

39. Le Rapporteur spécial s'est référé aux Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, ainsi qu'aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, où il est dit, aux articles 3 et 6 respectivement, que tous les individus ont le droit à la vie et à la sécurité de leur personne et que ce droit doit être protégé par la loi; il a demandé au gouvernement de fournir toutes informations utiles sur les mesures qu'il aurait prises pour assurer la protection du droit à la vie et sur les enquêtes pertinentes menées par les autorités au sujet de l'incident susmentionné.

40. Le 5 avril 1991, un autre télégramme a été adressé au Gouvernement albanais au sujet d'allégations reçues à propos d'un incident où trois personnes auraient été tuées, parmi lesquelles Arben Broci, dirigeant du Parti démocratique, et au moins 50 autres blessées lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des manifestants, près du siège du Parti des travailleurs, à Shkoder, le 2 avril 1991. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est de nouveau référé aux articles pertinents des Principes de base sur l'emploi de la force et des armes à feu par les responsables de l'application des lois, et il a réitéré un appel en vue d'une enquête et de la fourniture de renseignements sur cet incident.

41. Au moment où le présent rapport a été rédigé, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement albanais.

Algérie

Demandes d'intervention d'urgence

42. Le 12 avril 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement algérien pour appeler son attention sur des informations selon lesquelles, le 19 mars 1991, Rahid Bouhouche, Abdenmour Laras, Tahar Lyazed et Moussa Djebbare auraient été condamnés à mort par le Tribunal criminel de la Cour d'Alger, qui les aurait reconnus coupables d'avoir détourné plusieurs millions de dollars provenant des fonds publics de la Banque extérieure d'Algérie, ainsi que de corruption et de mauvaise gestion. Deux des accusés, MM. Lyazed et Djebbare, auraient été jugés in absentia. MM. Bouhouche et Laras, tous deux emprisonnés à Alger, porteraient des chaînes aux mains et aux pieds.

43. Le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux exposés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui concerne notamment le droit à la vie et à la sécurité de la personne inhérent à toute personne humaine et qui doit être protégé par la loi. Il a également rappelé au gouvernement le paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte qui stipule notamment que "dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis, et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte".

44. Le Rapporteur spécial a prié le gouvernement de bien vouloir prendre en considération les dispositions des instruments précités dans le contexte général de ses préoccupations relatives au droit à la vie de tout individu, et de lui fournir des commentaires ou renseignements sur les cas susmentionnés.

Réponse du gouvernement

45. Le 20 mai 1991, répondant à la communication du 12 avril 1991 du Rapporteur spécial, le Gouvernement algérien attirait l'attention du Rapporteur spécial sur le fait que les cas évoqués ne sauraient être assimilés à des exécutions sommaires ou arbitraires et que la réponse qu'il apportait

dans un esprit de bonne coopération ne saurait, dès lors, être interprétée comme habilitant le Rapporteur spécial à mentionner ces cas dans son rapport à la Commission des droits de l'homme.

46. Les quatre personnes susnommées ont été poursuivies pour des infractions de droit commun qualifiées de crimes par la législation en vigueur au moment de leur commission et passibles de la peine capitale. Elles ont eu droit à un procès équitable entouré des garanties qui s'y rattachent. Elles ont été reconnues coupables par le Tribunal criminel de la Cour d'Alger qui est pleinement habilité à juger, comme ce fut le cas, les individus renvoyés devant lui par arrêt de la chambre d'accusation. MM. Tahar Lyazed et Moussa Djebbare, qui n'ont pas déféré à l'ordre de comparution devant le tribunal, ont été jugés par contumace.

47. Concernant la question de l'abolition de la peine de mort l'Algérie, qui avait choisi de s'abstenir lors de l'adoption du deuxième Protocole facultatif additionnel au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, entendait se déterminer en toute sérénité, compte tenu de son attachement profond aux principes humanitaires, et dans le respect des fondements essentiels de son système juridique. En outre, la possibilité de réduire les infractions passibles de la peine de mort n'est pas écartée, et le Ministère de la justice est saisi du dossier.

Argentine

Demandes d'intervention d'urgence

48. Le 28 juin 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement argentin au sujet d'une information selon laquelle Hebe de Bonafini, Présidente des Mères de la Place de mai, et d'autres membres de cette organisation, ainsi que Fernando "Pino" Solanas, directeur de cinéma, auraient été menacés de mort. Les allégations concernant les circonstances de ces cas étaient les suivantes :

a) Mme Bonafini et d'autres membres des Mères de la Place de mai ont reçu des menaces de mort de manière répétée à partir de février 1991. En outre, leur siège, au centre de Buenos Aires, a été visité illégalement quatre fois entre le 2 mars et le 4 juin 1991; de l'argent, du matériel d'enregistrement, des récompenses, un ordinateur et des archives informatiques ont été dérobés. Les plaignants ont exprimé la supposition que ces menaces provenaient de forces liées au gouvernement.

b) M. Solanas aurait essuyé à plusieurs reprises des coups de feu d'un tireur non identifié dans des circonstances pouvant indiquer qu'il aurait été victime d'une tentative d'exécution extrajudiciaire. Le 22 mai 1991, M. Solanas se dirigeait à pied avec un collègue vers le parc de stationnement du studio de cinéma d'Olivos, lorsqu'il a essuyé plusieurs coups de feu d'un tireur déguisé. Il semble que ce tireur ait averti la personne qui accompagnait M. Solanas de s'écarter et dit à M. Solanas de ne pas parler de ce fait. M. Solanas aurait été blessé aux deux jambes et conduit dans un service hospitalier d'urgence de la ville. Par la suite, il a été transféré dans un hôpital de Buenos Aires pour recevoir un traitement. La tentative probable d'exécution extrajudiciaire de M. Solanas a eu lieu trois jours après

la publication dans le journal Página 12 d'un entretien dans lequel il critiquait publiquement le Président de la République. En conséquence, le Président l'a poursuivi pour calomnie. Bien que des informations reçues l'implication des forces de sécurité ne ressorte pas clairement, les plaignants ont souligné que les victimes avaient été choisies à cause de leurs critiques à l'égard du gouvernement, et que personne n'avait été traduit en justice à la suite de ces incidents, ce qui amenait à penser que les attaques avaient jusqu'à un certain point été tolérées par les autorités.

49. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires que le Conseil économique et social a adoptés dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, étant donné que les personnes mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 48 avaient collaboré régulièrement aux procédures établies par l'ONU pour la protection des droits de l'homme, le Rapporteur spécial s'est référé également à la résolution 1991/70, adoptée par la Commission des droits de l'homme le 6 mars 1991, qui demandait aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés cherchant à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement argentin de n'épargner aucun effort pour garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées. Il a également exprimé le souhait d'être renseigné sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités sur ces affaires.

50. Le 12 septembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement argentin un télégramme au sujet de divers magistrats et fonctionnaires de justice qui auraient fait l'objet d'agressions et de menaces destinées à les intimider dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, en rapport avec des procès dans lesquels paraissaient impliqués des membres des forces de police ou des forces militaires.

51. Des informations reçues sont ressortis les faits suivants :

a) Le 19 mai 1990, l'automobile de Luis Jorge Cevalco, juge pénal de la capitale fédérale, qui est chargé d'un procès dans lequel des policiers sont accusés, aurait été atteinte par des balles;

b) Les 9 et 17 octobre 1990, Raul Borrino, juge pénal de San Isidro (province de Buenos Aires), qui s'occupait d'un procès pour torture contre un agent de police, aurait été menacé de mort;

c) Le 10 octobre 1990, un prétendu "comando de interfuerzas policiales" aurait menacé de mort Juan Makintach, juge pénal de San Isidro, ainsi que le procureur de la cour d'appel de Lomas de Zamora et Alberto Durán, juge pénal de La Plata. Tous les trois s'occupaient d'affaires judiciaires dans lesquelles des membres de la police étaient accusés de délits tels que des menaces et des homicides;

d) Le 5 mai 1991, Orfeo Maggio, juge pénal de Quilmes, qui enquêtait sur la profanation de tombes au cimetière juif de Berazategui, aurait été menacé de mort;

e) Le 20 mai 1991, Ariel Villar, greffier du tribunal qui enquêtait sur les menaces adressées à M. Maggio, aurait été menacé à son tour;

f) Du 26 mai au 4 juin 1991, Raul Casal, juge pénal de San Isidro, qui enquêtait sur les menaces adressées à son collègue Makintach, aurait reçu diverses menaces de mort dirigées contre lui et sa famille;

g) Du 13 au 20 juillet 1991, Maria Servini de Cubria et Ricardo Weschler, juges fédéraux, qui enquêtent sur des affaires de trafic des revenus de la drogue, se sont plaints d'avoir reçu des menaces de mort;

h) Entre mai et juin 1991, plusieurs magistrats et fonctionnaires judiciaires qui s'occupaient du procès contre le groupe militaire "carapintadas" (en raison de sa tentative de coup d'Etat militaire) auraient été menacés de mort, en particulier le juge Jorge Casanovas, qui en outre aurait essuyé des tirs d'inconnus qui utilisaient des armes puissantes à visée télescopique. Les menaces de mort étaient également dirigées contre des membres des familles des magistrats.

52. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé au Gouvernement argentin de n'épargner aucun effort pour garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées. Il a également exprimé le souhait d'être renseigné sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités sur ces affaires.

Réponse du gouvernement

53. Le 26 août 1991, une réponse a été reçue au télégramme envoyé par le Rapporteur spécial le 28 juin 1991 : dans cette réponse était transmise une communication de la Direction nationale des droits de l'homme du Ministère de l'intérieur sur les affaires concernant Hebe de Bonafini et les Mères de la Place de mai ainsi que Fernando Solanas, et sur les enquêtes en cours. Cette communication indiquait que le gouvernement était convaincu qu'il s'agissait d'un attentat politique de l'extrême droite qui faisait l'objet d'une enquête dans les milieux de la police de la province de Buenos Aires. Il était souligné que cela, ajouté à la poursuite de l'enquête judiciaire, montrait tout à fait l'attention que le Ministère de l'intérieur portait à l'examen de cette affaire et à sa solution.

Bangladesh

1. Demandes d'intervention d'urgence

54. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres affaires communiquées par le Rapporteur spécial

55. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement du Bangladesh pour lui transmettre des informations qu'il avait reçues concernant plusieurs incidents d'exécutions sommaires ou arbitraires présumées à la prison centrale de Dhaka. Fin décembre 1990, une dizaine de prisonniers auraient été tués par des membres des forces de sécurité au cours d'une émeute dans la prison. Les 8 et 9 avril 1991, 69 détenus de la même prison auraient été exécutés après que des membres du groupe paramilitaire "Bangladesh Rifles" et de l'armée aient pénétré dans la prison à la suite d'une tentative d'évasion de cinq détenus. Le Rapporteur spécial a été informé que le gouvernement avait annoncé la création d'une commission pour procéder à une enquête sur les incidents de la prison centrale de Dhaka.

56. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés à l'annexe, a prié le Gouvernement du Bangladesh de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés, et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Bhoutan

1. Demandes d'intervention d'urgence

57. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres affaires communiquées par le Rapporteur spécial

58. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement du Bhoutan pour lui communiquer des affaires concernant des exécutions sommaires ou arbitraires présumées. Selon les informations qu'il avait reçues, 185 personnes auraient été tuées par l'armée royale bhoutanaise lors d'une manifestation pacifique organisée par l'Union des étudiants du Bhoutan conjointement avec le Parti populaire du Bhoutan, entre le 19 septembre et le 5 octobre 1990. L'armée royale bhoutanaise aurait ouvert le feu sur des manifestants civils non armés et pacifiques dans les villes de Chengmari le 20 septembre 1991, de Sibsoo le 21 septembre 1991 et de Pugli le 22 septembre 1991, et aurait tué des centaines de personnes.

59. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés à l'annexe, a prié le Gouvernement bhoutanais de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés, et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

60. Le 17 décembre 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement bhoutanais à la lettre du 8 novembre 1991 envoyée par le Rapporteur spécial; ce gouvernement a rejeté catégoriquement comme fausses les allégations selon lesquelles 185 personnes auraient été tuées par l'armée royale bhoutanaise, qui aurait ouvert le feu sur des manifestants civils non armés et pacifiques

dans les régions de Chengmari, Sibsoo et Pugli, dans le district de Samchi, au Bhoutan, entre les 20 et 22 septembre 1991. Ce gouvernement n'avait connaissance que d'un décès accidentel confirmé au cours des manifestations en question. Il a affirmé que ces allégations trompeuses et malveillantes émanaient de personnes qui avaient déclaré publiquement leur hostilité envers les autorités civiles existantes et les politiques intérieures légitimes du Bhoutan.

Bolivie

1. Demandes d'intervention d'urgence

61. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres affaires communiquées par le Rapporteur spécial

62. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement bolivien une lettre transmettant le cas d'un étudiant qui aurait été tué en juillet 1990 par des membres du Groupe spécial antiterroriste pour avoir fait partie des Forces armées de libération Zarae Willka (Fuerzas Armadas de Liberación Zarate Willka, FAL-ZW). Le Rapporteur spécial a été informé qu'aucun mandat n'avait été délivré pour l'arrêter et qu'aucune indication ne confirmait que la victime ait été recherchée par les autorités. Selon les renseignements reçus aucune enquête officielle n'avait été menée sur cette affaire.

63. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés à l'annexe, a prié le Gouvernement bolivien de lui fournir les renseignements sur le cas susmentionné, et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Brésil

1. Demandes d'intervention d'urgence

64. Le 5 février 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement brésilien un télégramme concernant quatre personnes qui auraient été menacées de mort. Il s'agissait des personnes suivantes : Joao Lucas da Silva, Cícero da Silva et José Cícero da Silva, dirigeants du Syndicat des travailleurs ruraux de Palmares (Pernambouc) et de Maria Aparecida Pedrosa Bezerra da Silva, conseiller juridique auprès du même syndicat. Selon les renseignements reçus, le 13 décembre 1990, au moment du procès des assassins du dirigeant des travailleurs des plantations de caoutchouc Chico Mendes, un autre dirigeant du Syndicat des travailleurs ruraux a été tué. Il s'agissait de José Helio da Silva, conseiller juridique du Syndicat des travailleurs ruraux de Palmares. Il a été affirmé que depuis l'assassinat de José Helio da Silva les quatre personnes mentionnées et d'autres dirigeants syndicaux de Palmares auraient reçu des menaces et fait l'objet de brimades, et que 45 syndicalistes ont été assassinés dans l'Etat de Pernambouc au cours des sept dernières années.

65. Le 8 mars 1991, un autre télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien concernant les menaces de mort qui auraient été proférées contre sept personnes. Il s'agissait des personnes suivantes : le père Ricardo Rezende, ancien coordonnateur de la Commission foncière pastorale de Conceição do Araguaia, Carlos Cabral Pereira, Roberto Neto da Silva, Valderio Pereira dos Santos et Orlando Canuto, dirigeants du Syndicat des travailleurs ruraux de Rio Maria (Pará), qui auraient reçu des menaces de mort depuis plus d'un an; Manoel Pereira da Silva, membre du Syndicat des travailleurs des plantations de caoutchouc, des petits exploitants et des travailleurs agricoles (SINPASA) de Rio Branco (Acre) qui aurait reçu des menaces de mort pendant six mois; et Tania Maria Salles Moreira, Procureur général de Duque de Caxias (Etat de Rio de Janeiro) qui depuis un certain temps aurait reçu des menaces téléphoniques à son travail et à son domicile. Il a été signalé que Mme Salles Moreira avait reçu une offre de protection pour aller à son travail et pour retourner à son domicile, de la part du Secrétaire d'Etat à la sécurité publique, et que M. Pereira da Silva avait demandé la protection de la police, mais que les autorités de l'Etat n'avaient pas répondu à cette demande. Les autres personnes nommées étaient également sans protection.

66. Le 11 avril 1991, un autre télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien au sujet de trois personnes qui avaient été menacées de mort. Il s'agissait de José Alves de Souza, Antonio Fernandes Pereira et Isaias Mendonça Araujo. Selon les renseignements reçus, le 7 mars 1991, on aurait tiré sur José Alves de Souza alors qu'il se trouvait dans le jardin situé derrière sa maison, dans l'établissement de Sao Jorge-Sucavo, commune de Sitio Novo, dans la région appelée Bico do Papagaio; M. Alves de Souza aurait été blessé aux mains, aux jambes et dans le dos; c'était la deuxième tentative faite pour l'assassiner. Lorsque le Président du Syndicat des travailleurs ruraux de Sitio Novo a signalé la tentative d'assassinat, le délégué local de la police lui aurait déclaré qu'outre M. Alves de Souza, deux autres syndicalistes ruraux et résidents du même établissement, Antonio Fernandes Pereira et Isaias Mendonça Araujo, figuraient également sur la liste des personnes menacées de mort. Il a été signalé que ni l'un ni l'autre n'avait reçu de protection de la police, et que personne n'avait été arrêté en rapport avec la tentative d'assassinat de M. Alves de Souza.

67. Le 5 août 1991, un télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien au sujet d'allégations de menaces de mort et de tentatives d'assassinat contre Antonio Rodrigues de Amorim, ancien candidat au Parlement du Parti des travailleurs et Président du Syndicat des travailleurs ruraux de Taua (Ceara). Selon les renseignements reçus, le 2 juillet 1991, M. Rodrigues de Amorim a été menacé par une personne dont la famille avait été impliquée dans un litige avec la famille de M. Rodrigues de Amorim et d'autres familles de paysans. Les menaces ont initialement été orales, puis elles ont été faites avec un couteau. L'agresseur aurait précédemment menacé de mort plusieurs fois M. Rodrigues de Amorim. Selon les renseignements reçus par le Rapporteur spécial, il a été brièvement gardé par la police, puis relâché sans inculpation.

68. Le Rapporteur spécial a également transmis au gouvernement des renseignements qu'il avait reçus selon lesquels en 1977 des agriculteurs du domaine Abobora, y compris la famille de M. Rodrigues de Amorim, avaient intenté une action en justice contre leur propriétaire pour que leur loyer

soit diminué légalement. Depuis les propriétaires auraient tenté d'expulser les agriculteurs de leurs terres. En 1987, un tribunal a décidé que les familles restantes ne pouvaient pas être expulsées et il a réduit leur loyer. M. Rodrigues de Amorim aurait commencé à recevoir des menaces de mort depuis cette décision judiciaire.

69. Le 4 octobre 1991, un télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien au sujet d'allégations faisant état de menaces répétées contre la vie et l'intégrité physique de six personnes. Ces affaires se seraient produites dans deux Etats du pays, où il a été affirmé que les autorités n'avaient pas pris de mesures efficaces pour traduire en justice les responsables. Les noms et les activités des personnes menacées étaient les suivants : Gumercindo Rodrigues, syndicaliste et conseiller auprès du Conseil national des travailleurs des plantations de caoutchouc et du Syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri, Rio Branco (Acre); Carlos Cabral Pereira, Roberto Neto da Silva, Valdério Pereira dos Santos et Orlando Canuto, tous dirigeants ruraux à Rio Maria (Pará); et le père Ricardo Rezende.

70. Le 5 novembre 1991, un télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien concernant des menaces de mort et d'autres formes d'intimidation qui auraient été pratiquées contre la vie et l'intégrité physique du père Ladislau da Silva, prêtre paroissial d'Esperantina (Piauí), au nord-est du Brésil, et contre le père Manoel Aparecido Monteiro, prêtre paroissial de Monte Santo (Bahia) et Maria de Conceição Neves Barbosa, avocate à la Comissão Pastoral da Terra (CPT) dans la localité proche de Bonfim (Bahia). Selon les renseignements reçus, les menaces de mort contre le père Ladislau da Silva auraient commencé après qu'il ait dénoncé publiquement ce qu'il considérait comme la corruption des autorités locales et leurs salaires élevés comparés aux faibles salaires des travailleurs locaux urbains et ruraux; le père Ladislau aurait parlé ouvertement en défense des droits des paysans. Le 27 septembre 1991, alors qu'il était sorti, des hommes armés non identifiés auraient fait irruption dans sa maison paroissiale. Des menaces de mort contre le père Manoel et Mme Neves Barbosa auraient commencé après qu'il soit intervenu en août 1991 en faveur de 170 familles paysannes qui étaient impliquées dans un conflit foncier avec deux propriétaires du voisinage. Ce conflit avait entraîné des violences des deux côtés. Le 20 août, deux employés des propriétaires ont été tués dans un affrontement armé. Deux paysans sont détenus et attendent d'être jugés sous l'accusation de ces assassinats. Selon le rapport reçu, il n'y avait pas d'indications que le père Manoel ou Mme Neves Barbosa aient incité à la violence ou l'aient soutenue. Une lettre anonyme tachée de sang qui aurait été laissée sur le seuil du père Manoel menaçait non seulement lui-même, mais aussi Mme Neves Barbosa et cinq autres travailleurs paroissiaux laïques.

71. Le 13 novembre 1991, un télégramme a été adressé au Gouvernement brésilien au sujet de la vie et de l'intégrité physique de Mauro Carneiro dos Santos et de Francisco Nunes de Sousa, dont les vies semblaient être en danger. Selon les renseignements reçus, Mauro Carneiro dos Santos, dirigeant du Syndicat des travailleurs ruraux de Paragominas et président du Parti socialiste brésilien, et Francisco Nunes auraient été tués alors qu'ils travaillaient à la construction d'une route rurale entre les villes de Paragominas et Tome-Açu (Pará) : M. Carneiro dos Santos aurait joué un rôle clé dans l'obtention de l'autorisation de la prefeitura nécessaire

pour construire cette route, qui devait être utile à plusieurs communautés paysannes; un propriétaire local, furieux au sujet de la construction de la route qui coupait à travers sa propriété, serait allé sur l'emplacement des travaux avec une dizaine d'hommes armés (pistoleiros). Dans l'incident qui a suivi, M. Carneiro dos Santos et M. Nunes de Souza, qui tentait d'empêcher l'assassinat de M. Carneiro dos Santos, auraient été tués par le propriétaire, dans des circonstances peu claires. La police locale avait conduit une enquête sur ces meurtres. La source de renseignements a exprimé de l'inquiétude au sujet de la vie et de la sécurité de membres et de dirigeants de syndicats ruraux représentant des familles à Pará, qui auraient fait l'objet de menaces de mort, d'agressions, d'enlèvements et d'assassinats.

72. Le 29 novembre 1991, un télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien concernant la vie et l'intégrité physique de Carlos Cabral Pereira et Roberto Neto da Silva, dirigeants syndicalistes ruraux de Rio Maria (Pará), dont les vies paraissaient être en danger. Selon les renseignements reçus, MM. Cabral Pereira et Neto da Silva auraient bénéficié d'une protection de la police fédérale à la suite de menaces de mort et d'agressions contre des membres et des dirigeants de syndicats ruraux représentant des paysans et leurs familles au sud de Pará. Quatre dirigeants du syndicat de Rio Maria auraient été assassinés depuis 1985. Ces actes d'intimidation et ces assassinats auraient été le fait d'hommes armés agissant pour le compte de propriétaires et qui bénéficieraient d'une grande impunité. Il a également été affirmé que les autorités brésiliennes avaient continué à s'abstenir de toute action efficace pour empêcher les assassinats ou leur consacrer des enquêtes, ou traduire en justice les responsables. Il a été signalé que la protection de la police fédérale avait été récemment retirée à MM. Cabral Pereira et Neto da Silva. La crainte a été exprimée que cela ait pu mettre en danger leur vie et leur intégrité physique, car la protection de la police était toujours jugée indispensable à la sécurité personnelle des dirigeants syndicalistes ruraux.

73. Le 11 décembre 1991 un télégramme a été envoyé au Gouvernement brésilien au sujet de Flávio Cláudio Luis dos Santos (9 ans), Erivaldo Passos (16 ans), Edson Cunha da Silva (17 ans), Cristiano Batalha Neves (15 ans), Márcio (16 ans) et Rose dos Santos (14 ans) qui auraient été exécutés de manière extrajudiciaire. Selon les mêmes renseignements, la vie et l'intégrité physique d'Andréia da Silva Lourenço (16 ans) pourraient être en danger. Selon ces renseignements, les six enfants et adolescents susmentionnés auraient été tués le 14 novembre 1991 dans le bidonville de Nova Jerusalem (Duque de Cazias), faubourg particulièrement défavorisé de Rio de Janeiro. Les circonstances suggéraient que les assassinats avaient été commis par des escadrons de la mort. Les enfants et adolescents auraient été enlevés dans la hutte où ils se rassemblaient, pour être conduits dans un terrain vague situé à proximité, à côté de la rivière Sapuf, où on les aurait fait s'allonger face contre terre et où on leur aurait tiré une balle dans la tête à bout portant. Six des victimes sont mortes immédiatement; la septième, Andréia da Silva Lourenço, bien que blessée à la tête, serait demeurée en vie et consciente. Le Rapporteur spécial a exprimé la crainte que sa vie et son intégrité physique soient en danger parce qu'elle était le seul témoin de l'incident. Une personne se serait livrée à la police pour assumer l'entière responsabilité des assassinats. Il est prétendu cependant que d'autres personnes y ont participé, et que l'assassin déclaré pourrait les couvrir.

74. Selon des chiffres officiels, de janvier à juin 1991, il y aurait eu 139 assassinats illégaux d'enfants enregistrés dans l'Etat de Rio de Janeiro. Des sources non officielles ont signalé au Rapporteur spécial qu'il y avait au moins 15 escadrons de la mort connus agissant dans différentes zones de Rio de Janeiro. Dans plusieurs cas les autorités seraient mêlées aux activités des escadrons de la mort. En particulier le Rapporteur spécial a été informé de cas où des membres d'escadrons de la mort auraient reçu des cartes d'identité les accréditant comme membres du pouvoir judiciaire; de cas où des membres de la police militaire ont été dénoncés pour implication dans des crimes des escadrons de la mort sans qu'une enquête soit menée sur leurs responsabilités; et du cas d'un ancien officier supérieur de la police condamné pour l'assassinat d'un enfant, et qui n'avait jamais été emprisonné alors que tout le monde savait où il se trouvait.

75. A propos des neuf cas ci-dessus, le Rapporteur spécial s'est référé dans tous ses télégrammes au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, que le Conseil économique et social a adoptés dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a de plus lancé un appel au Gouvernement brésilien pour qu'il prenne toutes les mesures en son pouvoir afin de protéger la vie et l'intégrité physique des personnes concernées, et demandé à être informé de ces mesures ainsi que des enquêtes menées par les autorités dans ces cas.

Réponses du gouvernement

76. Le 8 janvier 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement brésilien, après deux communications antérieures datées des 7 et 12 décembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 56 à 63) envoyées en réponse au message urgent du Rapporteur spécial, daté du 29 novembre 1990, concernant des menaces de mort qui auraient été reçues par Osmarino Amancio Rodrigues, Secrétaire du Conseil national des travailleurs des plantations de caoutchouc, et le fait que les autorités de l'Etat d'Acre n'auraient rien fait pour protéger sa vie. Ce gouvernement a affirmé que le Ministère de la justice avait demandé à nouveau aux autorités de l'Etat d'Acre de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de M. Amancio Rodrigues.

77. Le 25 février 1991 une autre réponse a été reçue du Gouvernement brésilien concernant plusieurs cas déjà mentionnés par le Rapporteur spécial dans son rapport à la quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1991/36). Les renseignements qu'elle contenait concernaient les personnes suivantes :

a) Wolmer do Nascimento (voir par. 44 et 53). Depuis la fin novembre 1990, M. do Nascimento avait été sous la protection permanente de trois agents de la police fédérale. En sa qualité de Coordonnateur du Mouvement national des enfants des rues, il avait participé à toutes les initiatives prises par le Gouvernement brésilien pour combattre la violence contre les mineurs et assurer aux enfants abandonnés des conditions de vie et des soins meilleurs;

b) Osmarino Amancio Rodrigues (voir par. 46, 55, 56, 61-63) et Ilzamar Mendes (voir par. 31). Une protection de la police a été assurée à plein temps à ces deux personnes. Cependant, M. Amancio Rodrigues a décidé, après avoir été protégé pendant un certain temps, de se passer de cette protection;

c) Simone Amaral Cerqueira (voir par. 41 a) i), 51 et 52). La réponse donnée par le Gouvernement brésilien n'était pas correctement reproduite aux paragraphes 51 et 52. Les quatre individus impliqués dans la mort de Mme Cerqueira ont tous été traduits en justice et condamnés à des peines de prison allant de 2 1/2 à 37 ans;

d) Mário Davis (voir par. 41 b) et 60) et Damião Mendes (voir par. 41 b) et 60). Des enquêtes complètes ont été effectuées par la police fédérale, qui a confirmé les allégations. Les meurtriers soupçonnés attendent d'être jugés;

e) Francisco "Chico" Mendes (voir par. 32). Le procès par jury des assassins de Francisco "Chico" Mendes a eu lieu en décembre 1990. Les deux hommes responsables directement et indirectement de son assassinat (Darli Alves da Silva et Darci Pereira Alves) ont été condamnés l'un et l'autre à 19 années de prison.

78. Le 8 avril 1991 le Rapporteur spécial a reçu une réponse du Gouvernement brésilien à ses appels urgents datés des 5 février et 8 mars 1991. Ce gouvernement a affirmé que le Conseil de défense des droits de la personne humaine (Conselho de Defesa dos Direitos da Pessoa Humana - CDDPH) a récemment tenu une session extraordinaire consacrée entièrement à l'examen du problème de la violence résultant de litiges fonciers, et que cette session s'était déroulée dans le contexte du récent assassinat d'Expedito Ribeiro de Souza, dirigeant du Syndicat des travailleurs ruraux de Rio Maria (Pará) ainsi que de menaces de mort signalées contre d'autres syndicalistes du sud de Pará (dans la région appelée "Bico do Papagaio"). Il a également indiqué que le Ministère de la justice avait :

a) Recommandé qu'une protection de la police fédérale soit assurée à Tania Maria Salles Moreira pour aller au tribunal de Duque de Caizas et en revenir. Elle recevait déjà cette protection;

b) Offert les ressources matérielles et humaines de la Police fédérale au Gouverneur de l'Etat de Pará, en rapport avec l'agression commise contre Carlos Cabral Pereira;

c) Demandé au Gouverneur de Pará d'assurer l'intégrité physique de M. Cabral Pereira et de tous ceux qui auraient été menacés selon le Comissão Pastoral da Terra;

d) Par l'intermédiaire du CDDPH, demandé aux autorités de l'Etat de donner des assurances à Manoel Pereira da Silva contre des menaces de mort.

79. Le 10 avril 1991, une communication a été reçue du Gouvernement brésilien, qui transmettait un document rédigé par le représentant de l'UNICEF au Brésil au sujet du problème de la violence contre les mineurs dans ce pays et des efforts déployés par le Gouvernement brésilien pour la combattre.

80. Le 6 juin 1991, une autre réponse a été reçue du Gouvernement brésilien au télégramme envoyé par le Rapporteur spécial le 5 février 1991 (voir par. 64 ci-dessus) au sujet des allégations de violences causées par des litiges fonciers. Le Ministre de la justice a déclaré que les assassins de José Alves de Souza avaient été arrêtés et qu'une enquête était en cours. Le Ministre a également demandé des renseignements à l'Etat de Pernambouc sur les mesures prises pour enquêter sur le meurtre de José Hélio da Silva et protéger les vies de Joao Lucas da Silva, Cícero da Silva, José Cícero da Silva et Mme Maria Aparecida Pedrosa Bezerra da Silva.

81. Le 3 septembre 1991 une troisième réponse a été reçue du Gouvernement brésilien au télégramme envoyé par le Rapporteur spécial le 5 février 1991 (voir par. 64 ci-dessus) : le Ministre de la justice avait été informé par la Police fédérale que Joao Lucas da Silva et Cícero da Silva avaient demandé que la protection de la police soit retirée, et que José Cícero da Silva et Maria Aparecida Pedrosa Bezerra da Silva ne bénéficiaient pas d'une protection spéciale parce qu'on ne savait pas où ils se trouvaient.

Burkina Faso

1. Demandes d'intervention d'urgence

82. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres affaires communiquées par le Rapporteur spécial

83. Le 8 novembre 1991 le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement du Burkina Faso pour transmettre le cas d'un étudiant en médecine qui était décédé alors qu'il se trouvait détenu au secret en mai 1990; il aurait auparavant été torturé par des agents de police. Selon les renseignements reçus aucune enquête officielle n'avait été menée sur cette affaire.

84. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés à l'annexe, a demandé au Gouvernement du Burkina Faso de lui fournir des renseignements sur le cas susmentionné, et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Burundi

Demandes d'intervention d'urgence

85. Le 27 décembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement burundais pour lui transmettre des allégations selon lesquelles, en novembre 1991, six personnes, dont quatre enfants, auraient été exécutées par des soldats; il semblerait en outre que la vie et l'intégrité physique d'Isidore Ciiza pourraient être menacées. Selon les renseignements, à la suite d'attaques des installations militaires à Bujumbara et dans les provinces de Bubanza et Citiboke, M. Ciiza, agriculteur et chauffeur de taxi, aurait été dénoncé aux soldats de la garnison de Muzinda comme possédant des armes; par crainte d'une arrestation ou d'une exécution, M. Ciiza se serait caché.

Vers le 26 novembre 1991, six soldats se seraient rendus à son domicile à Muzinda : après avoir cherché en vain des armes, les soldats auraient tué Maria Mawazo, épouse de M. Ciiza, leur fils Nduwimana (5 ans) et leur fille Anita (4 ans), deux autres enfants, Guillaume (8 mois) et Goretti (6 ans), ainsi que Générose (18 ans), l'employée de la famille; la deuxième épouse de M. Ciiza, Tabu, aurait été grièvement blessée. M. Ciiza se serait enfui à Bujumbara, mais à son retour à Muzinda, une semaine plus tard, il aurait été arrêté sur ordre d'un fonctionnaire du gouvernement. D'après les renseignements reçus, il aurait été soumis à des tortures pendant sa détention au siège de la Brigade spéciale de recherches (BSR). Au vu de ces renseignements, il y a lieu de croire que la vie et l'intégrité physique de M. Ciiza pourraient être en péril.

86. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment à l'article 3, et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment à l'article 6. Il s'est également référé, d'une part, aux Principes de base relatifs au recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et, en particulier, aux paragraphes 4, 5, 9 et 10 qui reposent sur le principe fondamental selon lequel l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre et, d'autre part, aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions.

87. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement burundais au moment de l'établissement du présent rapport.

Tchad

1. Demandes d'intervention d'urgence

88. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas signalés par le Rapporteur spécial

89. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement tchadien, lui transmettant des allégations qu'il avait reçues concernant l'exécution extrajudiciaire de plus de 300 prisonniers politiques, peu avant la fuite du président Hissène Habré au Cameroun, le 1er décembre 1990. Ces prisonniers auraient été détenus au secret dans l'enceinte du palais présidentiel de la capitale, N'Djamena. Selon la source de renseignements, les cadavres auraient été soit jetés dans le fleuve Chari, soit abandonnés sur place.

90. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement tchadien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, de l'informer de l'état d'avancement et des résultats des enquêtes menées par les autorités judiciaires compétentes.

Chine

1. Demandes d'intervention d'urgence

91. Le 15 mars 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement chinois concernant des allégations selon lesquelles cinq personnes seraient sur le point d'être exécutées. Les cas portés à l'attention du Rapporteur spécial étaient ainsi décrits :

a) Le 8 février 1991, Radio Lhasa a annoncé que le Tribunal populaire intermédiaire de Chamdo avait condamné à mort un dénommé Apho. Ce dernier aurait été accusé de vol et de meurtre prémédités. Aucun détail n'a été fourni ni à l'appui des allégations formulées, ni sur les procédures suivies avant et pendant le procès;

b) Le 25 février 1991, Radio Lhasa a annoncé que le Tribunal intermédiaire de Shigatse avait condamné à mort Kelsang Tsering, Migmar Tsering et M. Penpa. Aucun détail n'a été fourni ni sur les chefs d'accusation, ni sur les procédures suivies avant et pendant le procès;

c) Le 11 mars 1988, Lobsang Tenzin a été arrêté, ainsi que cinq autres jeunes Tibétains, pour avoir prétendument assassiné un policier chinois, Yuan Shisheng, au cours d'une manifestation pour l'indépendance qui a eu lieu à Lhasa le 5 mars 1988. Le 19 janvier 1989, M. Tenzin a été condamné à mort au motif qu'il aurait été "le principal coupable" de l'assassinat évoqué plus haut. A l'époque, un sursis de deux ans à l'exécution de la peine avait été accordé. Ce délai de deux ans ayant expiré, le gouvernement avait officiellement annoncé, le 27 décembre 1990, son intention d'exécuter le coupable. Lobsang Tenzin aurait subi des tortures et aurait été notamment suspendu au plafond pendant une semaine, privé de nourriture pendant plusieurs semaines, roué de coups à maintes reprises et placé en régime cellulaire, les pieds et les poings liés.

92. Le Rapporteur spécial a indiqué qu'il craignait pour la vie des personnes susmentionnées et a demandé instamment au Gouvernement chinois de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller au respect des normes minimales de procès équitable, conformément aux principes fondamentaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et repris dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

93. Le 21 mars 1991, une autre lettre a été adressée au Gouvernement chinois concernant le cas de Wang Xiguo, ouvrier au chômage de la ville de Wuxue, province d'Hubei, qui aurait été accusé d'avoir volé environ 20 000 yuan à une société non précisée et qui devait être exécuté sous peu. Aucun autre détail n'a été fourni sur le délit commis. M. Wang a été récemment condamné à mort par le tribunal populaire intermédiaire pour vol à main armée, après un procès qui s'est déroulé dans le non-respect des normes internationales minimales. En outre, les procédures suivies par les tribunaux chinois seraient souvent loin d'être conformes aux normes internationales d'équité. Les inculpés n'auraient pas toujours accès aux services d'un avocat et lorsqu'ils en disposaient d'un, celui-ci n'avait pas plus d'un jour ou deux pour préparer

la défense. Les condamnations à mort étaient souvent acquises d'avance par décision de "comités de règlement judiciaire", décision rarement contestée par les tribunaux. Enfin, bien que le droit de faire appel soit prévu dans la législation, les inculpés étaient souvent dans l'incapacité de s'en prévaloir, soit parce que la procédure d'appel était inefficace, soit parce que l'accusé ne pouvait se faire représenter par un avocat, ni avant ni pendant la procédure de recours.

94. Le Rapporteur spécial a indiqué qu'il craignait pour la vie de M. Wang; il avait donc instamment prié le Gouvernement chinois de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la protection des droits des personnes risquant la peine de mort, et demandé un complément d'information sur le cas susmentionné.

Réponse du gouvernement

95. Une réponse du Gouvernement chinois aux messages urgents que le Rapporteur spécial lui avait adressés les 15 et 21 mars 1991 a été reçue le 14 mai 1991. Le gouvernement faisait savoir qu'il ressortait des enquêtes effectuées sur le cas de Lobsang Tenzin qu'avant sa condamnation, celui-ci était étudiant à l'Université du Tibet et qu'il avait été condamné à mort pour homicide volontaire, puis qu'il avait bénéficié d'un sursis pendant deux ans. Conformément aux dispositions applicables de la législation chinoise et au désir manifesté par le coupable lui-même, celui-ci avait été exécuté en février 1991 après l'expiration de ce sursis. Les allégations selon lesquelles il aurait été détenu au secret, torturé et brutalisé relevaient de la rumeur. A propos de "l'affaire" des condamnations à mort d'Ap Ho, de Kelsang Tsering, de Mi Gmar et de Pen Pa, il s'agissait de délinquants de droit commun, condamnés séparément par les tribunaux locaux en application de la législation sanctionnant le vol et l'assassinat. Au cours des audiences et de la procédure judiciaire, les responsables de l'application des lois avaient rendu des jugements équitables, en se fondant sur les faits et en appliquant les dispositions de la loi. Wang Xiguo, âgé de 33 ans, ancien ouvrier d'une usine de fabrication de matériel à Wuxue, dans la province d'Hubei, avait été jugé et condamné à mort le 15 janvier 1991 par le tribunal populaire intermédiaire du district de Huanggang, dans la province d'Hubei, pour un vol commis en septembre 1990. Il avait fait appel et, le 1er mars 1991, le tribunal populaire suprême de la province d'Hubei avait rendu une décision finale suspendant la condamnation à mort pendant deux ans. Les allégations selon lesquelles Wang Xiguo pourrait être rapidement exécuté étaient entièrement dénuées de fondement.

96. Il était également indiqué que Wang Xiguo s'était rendu coupable de vol et d'actes de violence et qu'en vertu du Code pénal chinois, les voleurs pouvaient, dans des circonstances graves, être condamnés à mort. L'affaire avait été jugée publiquement par les organes chargés d'assurer le respect des lois, les audiences avaient été publiques, l'avocat désigné pour défendre l'accusé s'était présenté devant le tribunal et avait assuré la défense et, avant le procès, l'avocat avait disposé d'une semaine pour consulter les dossiers. Le procès s'était déroulé dans les délais prescrits par le Code chinois de procédure pénale et les droits de l'accusé avaient été amplement garantis.

2. Autres cas signalés par le Rapporteur spécial

97. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement chinois, portant à son attention 28 cas d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. Selon les renseignements reçus, trois personnes avaient été exécutées par les autorités chinoises entre le mois d'avril et le mois d'octobre 1990, pour vol et complicité de vol. Les accusés auraient été exécutés à l'issue d'un procès au cours duquel les règles minimales d'équité n'auraient pas été respectées. Le 14 octobre 1989, un ouvrier d'usine aurait été condamné pour destruction de biens et exécuté à l'issue d'un procès au cours duquel les normes minimales d'équité n'auraient pas été respectées. Entre le 22 juin et le 8 août 1989, 11 travailleurs auraient également été exécutés par les autorités, après avoir été arrêtés lors des manifestations de la place Tiananmen en 1989. Au cours du procès, les accusés n'auraient pas bénéficié des garanties minimales d'équité. Le 22 août 1989, un peintre tibétain serait décédé dans la prison de Drapchi des suites des brutalités que lui aurait fait subir le personnel carcéral. Selon des informations parvenues le 15 décembre 1990, un étudiant serait décédé des suites des tortures qu'il aurait subies à la prison de Drapchi. Il aurait été arrêté le 5 décembre 1990, avec cinq autres étudiants tibétains, et accusé d'avoir créé une organisation "contre-révolutionnaire" dite "Association de la jeunesse des monts Gangchen" et d'avoir collé des affiches "réactionnaires" réclamant l'indépendance du Tibet, dans le centre de Lhasa. Un autre Tibétain serait décédé le lendemain du jour où il avait été remis en liberté, apparemment des suites des brutalités et des tortures subies en prison. Le 6 juillet 1991, un Tibétain résidant à Lhasa aurait été poignardé par un policier lors d'une manifestation pacifique dans le quartier du marché (Trumsikgang).

98. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme cités en annexe, a prié le Gouvernement chinois de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, de l'informer de l'état d'avancement et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Colombie

1. Demandes d'intervention d'urgence

99. Le 21 février 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien un télégramme au sujet de Mónica Sánchez Arrieta, une avocate qui, depuis six ans, se consacrait à la défense des droits de l'homme à Medellín, département d'Antioquia, et qui aurait reçu, le 5 février 1991, des appels téléphoniques de personnes l'accusant de défendre les combattants de la guérilla et proférant des menaces de mort. Deux jours plus tard, Mónica Sánchez Arrieta aurait reçu un sufragio (invitation à ses propres obsèques) pour le 10 février. Selon les informations reçues, elle aurait travaillé pour le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), défendu des prisonniers politiques et mené des enquêtes sur des cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions et de torture dans lesquels des membres des forces de sécurité auraient été impliqués. Les menaces auraient été signalées au Procureur du département d'Antioquia, au Comité des droits de l'homme du cabinet du Procureur général et au Comité des droits de l'homme de la Direction nationale de l'instruction criminelle.

100. Au sujet des renseignements susmentionnés, le Rapporteur spécial s'est référé à la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme en date du 6 mars 1991, dans laquelle la Commission demandait aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a demandé instamment au gouvernement de prendre toutes les mesures possibles pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et a demandé en outre des renseignements sur ces mesures, ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités sur cette affaire.

101. Le 22 février 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement colombien un autre message concernant le cas d'Hernando Pinto. M. Pinto, l'un des dirigeants de la communauté paysanne d'El Carmen, municipalité de San Vicente de Chucuri, département de Santander, aurait été menacé par Luciano d'Eluyas Battalion, lieutenant de la base militaire d'El Carmen, qui l'aurait accusé d'inciter les collectivités paysannes de la région à la révolte, ce qui aurait donné à M. Pinto des raisons de craindre pour sa vie. L'incident aurait eu lieu le 3 février 1991, en présence de témoins, au cours d'une réunion organisée par le commandant de la base militaire en vue d'obtenir l'appui des paysans aux groupes paramilitaires. En novembre 1990, M. Pinto aurait également été menacé par des membres de la brigade mobile et sa femme aurait été arrêtée et victime de mauvais traitements.

102. Le Rapporteur spécial a prié instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures possibles pour protéger le droit à la vie et à l'intégrité physique de la personne susmentionnée et a demandé des renseignements sur ces mesures, ainsi que sur l'état d'avancement de l'enquête menée par les autorités sur cette affaire.

103. Le 10 mai 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement colombien un autre message urgent concernant Elkin de Jesús López Ospina, l'un des dirigeants de la collectivité paysanne et membre du Comité pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme de la municipalité de Tibu, département du Norte de Santander, qui aurait reçu des menaces de mort. Après avoir été persécuté pendant plusieurs années par les forces de sécurité, Elkin de Jesús López Ospina aurait été menacé de mort en avril 1991 par un groupe paramilitaire soupçonné d'avoir des liens avec l'armée. Il aurait signalé ces incidents au Procureur municipal le 18 avril 1991.

104. Le 30 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien un télégramme concernant des renseignements selon lesquels, le 13 juillet 1991, trois hommes armés auraient fait irruption au domicile de Hugues López, un instituteur qui vit avec sa famille dans le village de Convención, municipalité de Teorama, département du Norte de Santander, et auraient braqué leurs armes sur lui; M. López avait pu s'échapper en passant par la maison d'un voisin, mais son domicile et celui du voisin avaient été violés et fouillés. Les hommes armés auraient été reconnus par les voisins comme faisant partie du bataillon "Rook" du régiment stationné dans une base militaire située à proximité. M. López avait dû quitter son travail et se cacher pour éviter d'être assassiné. Sa famille serait également en danger.

105. Le 7 octobre 1991, un télégramme a été envoyé au Gouvernement colombien à propos du cas d'Eduardo Umaña Mendoza, un avocat qui aurait été récemment menacé de mort, en particulier par un appel téléphonique du 1er octobre. Les menaces seraient dues au fait qu'il est le représentant légal de la famille Palacios, dont plusieurs membres ont été assassinés le 18 septembre 1991 dans la localité de Fusagasuga (Cundinamarca). En outre, Mme María Palacios, veuve, aurait été également menacée pour avoir dénoncé ces assassinats.

106. Le 4 novembre 1991, un télégramme a été adressé au Gouvernement colombien à propos des menaces de mort dont aurait été apparemment victime Antonio Sanguino, sociologue et président de l'Association des jeunes travailleurs colombiens de Bucaramanga (département de Santander). Par une lettre du 30 septembre 1991, M. Sanguino aurait fait savoir au Procureur régional que des lettres anonymes de menaces avaient été déposées dans deux boîtes aux lettres. Les lettres lui étaient adressées et consistaient en "sufragios", l'invitant à assister à une messe pour le repos de son âme, et en une note de menaces rédigée à l'aide de lettres découpées dans des journaux. M. Sanguino, craignant pour sa vie, a quitté son travail et son domicile à Bucaramanga. Dans son télégramme, le Rapporteur spécial mentionnait également les informations selon lesquelles Edward Alvarez Vacca, président et coordonnateur du Comité pour la défense des droits de l'homme d'Ocaña, département du Norte de Santander, ainsi que d'autres membres de l'organisation, auraient aussi reçu des menaces.

107. Le 7 novembre 1991, un autre télégramme a été adressé au Gouvernement colombien à propos du décès, le 13 octobre 1991, d'Hugues López, dans des circonstances qui laisseraient penser qu'il a été victime d'une exécution extrajudiciaire.

108. Le 13 novembre 1991, un télégramme a été adressé au Gouvernement colombien, indiquant que, selon les renseignements reçus, Eduardo Umaña Mendoza, avocat, aurait fait l'objet d'incessantes menaces de mort. M. Umaña aurait reçu des appels anonymes à son bureau et chez lui, l'informant qu'il ne pouvait se cacher nulle part, que tous ses faits et gestes étaient connus. Ces menaces lui seraient parvenues en dépit de la protection offerte par le gouvernement pour garantir son intégrité physique. Le Rapporteur spécial a de nouveau demandé instamment au Gouvernement colombien de prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique de M. Umaña.

109. Le 13 novembre 1991, un autre télégramme a été envoyé au Gouvernement colombien à propos de renseignements selon lesquels la vie et l'intégrité physique de quatre instituteurs membres de syndicats d'enseignants de provinces, seraient menacées. Selon ces renseignements, le 17 octobre 1991, une enveloppe aurait été glissée sous la porte du siège du syndicat des enseignants de Santander à Bucaramanga, contenant une lettre de menaces de mort adressée au Secrétaire général du syndicat, David Flores González, et à d'autres membres du syndicat. Par ailleurs, dans le département d'Aranca, des "sufragios" auraient été envoyés à José Angel Lasso Sierra, Président de l'association des enseignants d'Arauca, à Barreto Arenas, membre du syndicat des employés de la ville, et à Enrique Pertuz, trésorier. Selon les renseignements reçus, le recteur de l'établissement d'enseignement secondaire Rafael Pombo à Saravena (Arauca) aurait également reçu un "sufragio".

Il s'agit là d'invitations à assister à sa propre messe d'enterrement. Compte tenu de ces incidents et des exécutions extrajudiciaires de membres du corps enseignant signalées par la Fédération colombienne des enseignants (FECODE), plus de 400 enseignants auraient reçu des menaces de mort et 47 auraient été assassinés depuis le début de 1991.

110. Le 29 novembre 1991, un télégramme a été adressé au Gouvernement colombien à propos des informations selon lesquelles la vie et l'intégrité physique de David Flores González seraient menacées. Selon les informations reçues, M. Flores González, éducateur à Bucaramanga, serait membre de l'Union syndicale des travailleurs de Santander (USITRAS) et du Syndicat des enseignants de Santander (SES), dont il serait présentement le Secrétaire général. Le 17 octobre 1991, à 8 heures du matin, un individu qui circulait à moto aurait glissé sous la porte du siège du SES une enveloppe contenant une feuille photocopiée où était représentée une main noire accompagnée d'un texte composé de lettres et de mots découpés, exprimant des menaces de mort. Le groupe dénommé "la main noire", qui serait à l'origine des menaces, serait lié aux forces armées et aurait précédemment déjà menacé d'autres syndicalistes et enseignants.

111. Le 18 décembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien un télégramme concernant William Peña Barrios et Ramiro Antury. Selon les renseignements reçus, MM. Peña Barrios et Antury, avocats, membres du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques de Cali, auraient reçu le 6 décembre 1991 des lettres de menaces de mort signées d'un groupe paramilitaire appelé "Mort aux communistes" (MAC). Les deux avocats auraient reçu d'autres menaces, apparemment liées à leurs interventions dans le cadre de l'enquête judiciaire menée sur l'assassinat en 1989 du syndicaliste Jorge Eliécer Agudelo. Des membres des forces armées auraient reconnu leur responsabilité dans l'affaire.

112. A propos des neuf cas susmentionnés, le Rapporteur spécial s'est référé dans tous ses télégrammes au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, approuvés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, il a demandé au Gouvernement colombien de n'épargner aucun effort pour garantir l'application de toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et, par ailleurs, il a demandé des renseignements sur ces mesures et sur l'état d'avancement des enquêtes menées par les autorités sur ces affaires.

Réponses du gouvernement

113. Le 23 janvier 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement colombien, donnant suite au télégramme du Rapporteur spécial daté du 9 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 116 et 117) et faisant parvenir des renseignements sur les cas ci-après :

a) John Jairo Galindo et John Edward Fandiño Correa (voir par. 117 a) i)). Ce cas a été inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions composé du cabinet du Conseiller présidentiel pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme, des services du Procureur général de la nation et des procureurs délégués à la surveillance de la police nationale, aux forces militaires et à la défense des droits de l'homme, du Ministère du travail et de la sécurité sociale, de la Direction nationale des enquêtes criminelles, du Département administratif de la sécurité (DAS) et du Ministère des relations extérieures. Des renseignements ont été demandés au Procureur délégué à la surveillance de la police nationale, au Directeur des enquêtes criminelles d'Antioquia et au Procureur du département. Il convient de noter à ce sujet que la Direction nationale des enquêtes criminelles a fait savoir qu'en dépit des efforts considérables déployés pour obtenir un complément d'information sur certains des cas mentionnés, il n'a pas été possible d'obtenir les renseignements en temps voulu, étant donné l'insuffisance des moyens de communication dans certaines des zones visées, notamment dans le département d'Antioquia.

b) Julio César Arias Castaño (voir le paragraphe 117 a) ii)). Même situation que dans le cas précédent. Des renseignements ont été demandés à la Direction régionale des enquêtes criminelles de Medellín, à l'Association des instituteurs d'Antioquia (ADIDA) et au Procureur du département;

c) Americo Torres Ibarguén et Claudio Benítez (voir le paragraphe 117 a) iii)). La Direction départementale des enquêtes criminelles d'Antioquia a indiqué que la 65ème Juridiction d'instruction criminelle de la municipalité de Turbo avait ouvert une enquête sur les faits et poursuivait l'affaire au pénal;

d) Pedro Pablo Ospina (voir le paragraphe 117 a) iv)). La Direction départementale des enquêtes criminelles de Cali a indiqué que, conformément à l'article 347 du Code de procédure pénale et par décision du 15 août 1990, l'enquête menée par la juridiction compétente avait été suspendue et avait été confiée à l'unité d'enquête du Service technique de la police judiciaire. Le dossier contenait l'exposé des preuves recueillies, en particulier des témoignages reçus;

e) Apolinar Fabra (voir le paragraphe 117 a) viii)). Des renseignements ont été demandés au Procureur régional d'Apartado et à la Direction départementale des enquêtes criminelles d'Antioquia. Aucune réponse n'est encore parvenue. Le cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

f) Jorge Alberto Echeverri et Emilio Copete (voir le paragraphe 117 a) ix)). La Direction départementale des enquêtes criminelles de Medellín a indiqué à la Direction nationale que la 48ème Juridiction d'instruction criminelle de Medellín poursuivait l'enquête sur l'assassinat d'Echeverri. Le 18 juillet 1990, l'enquête a été ouverte, diverses déclarations ayant été reçues. Il a été indiqué par ailleurs qu'il appartenait à un représentant de la 77ème Juridiction permanente d'instruction criminelle d'examiner le cadavre d'Emilio Copete Armijo; le 18 juillet également, les enquêtes préliminaires ont été entamées; l'enquête pénale se poursuit au sein de la 54ème Juridiction d'instruction criminelle de Medellín;

g) Alvaro Gómez Padilla (voir le paragraphe 117 a) x)). La Direction régionale des enquêtes criminelles de Montería a indiqué que l'assassinat avait eu lieu à Sahagún le 15 juillet 1990. Le 17 juillet 1990, la 14ème Juridiction d'instruction criminelle de la même ville a ouvert une enquête préliminaire;

h) Ramón Hernández et Fredy Enrique Mejía (voir le paragraphe 117 a) xi)). Des renseignements ont été demandés au Procureur provincial d'Apartadó, à la Direction nationale des enquêtes criminelles et à la Direction départementale d'Antioquia. Ce cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

i) Héctor Castro, Roque Jiménez et Leonel Sumaque (voir le paragraphe 117 a) xii)). Des renseignements ont été demandés d'urgence aux entités mentionnées à l'alinéa précédent. Une réponse était attendue. Ce cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions.

j) Leopoldo Calderón (voir le paragraphe 117 a) xvii)). L'enquête sur cette affaire se poursuivait au sein du service d'enquêtes préliminaires de Barrancabermeja. On avait eu connaissance qu'un rapport avait été remis à la Division des enquêtes de Bogota, rapport dont le texte serait communiqué dès qu'il serait parvenu aux services gouvernementaux;

k) Roel Alvis (voir le paragraphe 117 a) xiii)). Le Procureur provincial de Girardot a indiqué que la 10ème Juridiction d'instruction criminelle d'Espinal (Tolima) poursuivait l'enquête préliminaire sur l'affaire et que tous les recours internes jouaient à plein;

l) Esteban Palmet Domínguez (voir le paragraphe 117 a) xiv)). Des renseignements ont été demandés d'urgence aux services du Procureur provincial d'Apartadó et à la Direction des enquêtes criminelles du département d'Antioquia. Le cas était inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

m) Luis Eduardo Calderón (voir le paragraphe 117 a) xv)). Les mesures décrites à l'alinéa précédent avaient été prises. Le gouvernement attendait une réponse;

n) Pablo Antonio González et John Jairo Gómez Rueda (voir le paragraphe 117 a) xvi)). La Direction départementale des enquêtes criminelles de César (Guajira) a indiqué que le juge de la juridiction mixte de la municipalité de San Alberto (Cesar) avait entrepris, depuis le 29 octobre 1991, des enquêtes préliminaires sur les assassinats de González et de Gómez Rueda, commis dans le district de las Llanas, relevant de la municipalité de San Alberto. Par la décision No 623 du 14 décembre 1990, le premier juge itinérant de Valledupar a été autorisé à se rendre pour trois jours sur les lieux afin d'y recueillir des preuves;

o) Henry Delgado, Luis Antonio Meza et Beatriz Elena Méndez (voir le paragraphe 117 b) i)). L'assassinat de Delgado a fait l'objet d'une enquête au sein de la 15ème Juridiction d'instruction criminelle de Barrancabermeja, qui a transmis ses conclusions au tribunal municipal de Betulia. Pour ce qui est de la mort de Luis Antonio Meza et de Beatriz Elena Méndez, une enquête a été ouverte par la 14ème Juridiction d'instruction criminelle. Selon les dernières

informations, la 24ème Juridiction d'instruction pénale militaire de Barrancabermeja a été saisie de ces affaires dans la mesure où les faits s'étaient produits lors d'un affrontement avec des soldats de l'armée nationale. En outre, le Procureur provincial de Barrancabermeja a indiqué que Me Segundo Guarín Pinto, avocat consultant, avait été désigné pour mener l'enquête préliminaire concernant la responsabilité éventuelle de membres de l'armée nationale, comme suite à la déposition faite par Luis Francisco Durna. Le plaignant a été appelé à exposer son cas et certains témoins ont été cités à comparaître. Des renseignements supplémentaires ont été demandés au Procureur délégué aux forces armées et le gouvernement attend une réponse. Ce cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

p) Jacinto Quiroga (voir le paragraphe 117 b) ii)). Des informations ont été demandées au Procureur délégué aux forces armées, au Procureur provincial de Barrancabermeja et à la Section de l'instruction criminelle. Le secrétariat de la Section d'instruction criminelle a indiqué que l'enquête sur l'assassinat de M. Quiroga avait été confiée à la 23ème Juridiction d'instruction pénale militaire, bataillon d'artillerie No 5, à Galán (El Socro), depuis le 10 septembre 1990. Auparavant, l'affaire avait été confiée au premier tribunal mixte de la municipalité de Bolívar;

q) Silvie Feldman et Tomas Rodríguez (voir le paragraphe 117 b) iii) et iv)). L'affaire concernant les incidents violents au cours desquels une religieuse suisse et un citoyen colombien ont trouvé la mort avait été confiée au premier tribunal de l'ordre public de Pasto-Nariño, qui avait effectué des enquêtes sur le lieu des incidents. Selon le rapport remis par le Commandant général des forces militaires colombiennes au Bureau du Conseiller pour les droits de l'homme, les deux victimes auraient été tuées au cours d'affrontements militaires. Une patrouille de l'armée aurait été attaquée par des guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) à partir d'une maison située à proximité de la réserve de chasse "Sande". Selon le Commandant général des forces militaires, la religieuse suisse se trouvait apparemment dans cette maison, occupée à soigner un malade. Les soldats de l'armée auraient découvert dans la maison et aux alentours des armes diverses, des uniformes et du matériel militaire. Le Procureur du Département de Nariño avait ensuite ordonné une enquête spéciale du magistrat instructeur du premier tribunal de l'ordre public. Par ailleurs, le Bureau des enquêtes spéciales des services du Procureur général de la nation avait chargé deux enquêteurs d'effectuer diverses vérifications sur les lieux des incidents. Selon les derniers renseignements reçus, le tribunal de l'ordre public avait transmis l'affaire à la justice pénale militaire. Il convenait de souligner qu'il avait été difficile d'obtenir des renseignements sur les résultats des dernières enquêtes effectuées par le tribunal pénal militaire, car la procédure en était à l'étape de l'instruction et certaines réserves devaient en conséquence être observées pour éviter que la publicité donnée à l'affaire ne vienne entraver le cours de la justice;

r) María Zenaida García Gómez, Luz Elida Duque García, Ramón Evelio Rúa et Horacio Graciano (voir le paragraphe 117 b) v)). Des renseignements ont été demandés au Procureur délégué aux forces armées et à la Direction nationale de l'instruction criminelle. Ce cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

s) Germán Antonio Parada (voir le paragraphe 117 b) vi)). Les services du Procureur du Département du Norte de Santander avaient entrepris d'urgence une enquête préliminaire sur cette affaire. L'origine de l'enquête avait été la plainte déposée par Mme María Antonia Jiménez Parada, ainsi que la vérification des faits et les détails supplémentaires apportés par la plaignante. Le Procureur du Département avait également recueilli divers témoignages. Par la suite, l'affaire avait été confiée aux services du Procureur délégué à la surveillance des forces armées, qui était toujours responsable de l'enquête. Par ailleurs, le représentant municipal (Personero) d'Arboledas avait indiqué que le premier tribunal de l'ordre public de Cúcuta, capitale du Département du Norte de Santander, poursuivait l'enquête sur l'assassinat présumé et la détention arbitraire de Germán Antonio Parada. Par décision du 6 août 1990, le tribunal avait entamé des poursuites contre X (membres de l'armée nationale) pour délit d'homicide sur la personne de Germán Antonio Parada. Par décision du 15 août 1990, des poursuites pénales avaient été engagées contre Raúl Ramírez Castellanos, capitaine de l'armée nationale, et contre d'autres personnes, responsables présumés du délit susmentionné. Le 26 septembre 1990, l'affaire avait été transmise à la 25ème Juridiction d'instruction criminelle militaire, qui avait été considérée comme l'instance compétente pour enquêter sur l'affaire et rendre un jugement;

t) Ricardo Henry Montenegro Paz (voir le paragraphe 117 b) vii)). Des renseignements ont été demandés à la Direction régionale de l'instruction criminelle d'Antioquia et aux services régionaux du Procureur général de la nation à Cauca. Une réponse était attendue. Le cas était inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

u) Edmundo Villamizar et Orlando de Jesús Ortega Chiquique (voir le paragraphe 117 b) viii)). Des renseignements ont été demandés à la Direction nationale de l'instruction criminelle, qui a fait diligence dans cette affaire et a indiqué que l'enquête préliminaire était menée par le Service technique de la police judiciaire de Bogota, sous le contrôle direct du chef de la section de l'instruction criminelle de Cundinamarca, l'enquête pénale devant avoir lieu en priorité;

v) Filemón Cala Reyes (voir le paragraphe 117 b) ix)). Des renseignements ont été demandés à la Direction de la section de l'instruction criminelle de Santander, aux services régionaux du Procureur général de la nation à Ocaña et au Procureur délégué à la surveillance des forces militaires. Le cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

w) Osvaldo Recalde (voir le paragraphe 117 b) x)). La Direction régionale de l'instruction criminelle de Pasto a indiqué que l'enquête sur la mort d'Osvaldo Recalde avait été menée à l'origine par le 11ème tribunal d'instruction pénale de Cali (Valle) et que cette juridiction avait ensuite transmis l'affaire au Bureau d'instruction criminelle de Puerto Asís (Putumayo), le 28 août 1990. Des renseignements supplémentaires ont été demandés aux services du Procureur du département de Nariño;

x) Javier Francisco Cardona (voir le paragraphe 117 c) i)). Des renseignements ont été demandés aux services du Procureur délégué à la surveillance des forces militaires, aux services départementaux du Procureur général de la nation à Ocaña et à la Direction départementale de l'instruction criminelle de Santander. Ce cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

y) Leonor Sarmiento (voir le paragraphe 117 c) ii)). La septième Juridiction d'instruction criminelle de San Vicente a indiqué qu'elle avait fait parvenir à la 130ème Juridiction d'instruction pénale militaire (Batallón Luciano d'Elhuyar) le dossier concernant l'enquête sur l'assassinat de Leonor Sarmiento. Le dossier d'accusation, visant des membres de l'armée nationale, portait le numéro 356. Des renseignements supplémentaires ont été demandés aux services du Procureur délégué à la surveillance des forces armées. La réponse sera transmise aussi rapidement que possible;

z) Juan et Eliseo Caballero (voir le paragraphe 117 c) iii)). A propos de cette affaire, des enquêtes ont été menées comme dans les deux cas précédents. Le responsable de l'enquête préliminaire de San Vicente a indiqué que l'affaire portait le numéro 310;

aa) Ariel Vargas Ardila (voir le paragraphe 117 c) iv)). Des renseignements ont été demandés d'urgence à la Direction départementale de l'instruction criminelle de Santander, aux services du Procureur régional et aux services du Procureur délégué à la surveillance des forces militaires. Le cas est inscrit sur la liste du Groupe interinstitutions;

bb) Ana Isabel Florez, José Agustín Olivares, Rafael Ayazo et Eido José Bravo (voir le paragraphe 117 b) xi)). La Direction nationale de l'instruction criminelle a indiqué que l'enquête avait été confiée à la deuxième Juridiction d'ordre public, qui bénéficiait des services de deux agents enquêteurs détachés par la Direction départementale de Cordoba, et qui étaient sur le point de faire rapport sur les résultats de leurs enquêtes. Le dossier, relativement volumineux, comptait 500 pages.

114. Le 4 février 1991 a été reçue une autre réponse du Gouvernement colombien aux télégrammes que le Rapporteur spécial lui avait adressés les 3 décembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 118) et 9 novembre 1990 (ibid, par. 116 et 117 a) iv) et vii)). Dans sa réponse, le gouvernement fournissait des renseignements sur le cas du père Rafael Martínez Mora. Il avait immédiatement porté les faits à la connaissance du Directeur du Département administratif de la sécurité (DAS), du Procureur régional de Bolívar, du Procureur délégué aux droits de l'homme, du Représentant municipal de Pinillos et du Conseiller présidentiel pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'homme, afin que les mesures nécessaires soient prises pour garantir la vie et l'intégrité physique des personnes menacées. Selon les derniers renseignements reçus des services du Conseiller présidentiel, des conversations téléphoniques qui auraient eu lieu les 24 et 28 décembre 1990 entre l'évêque de Magangué et le Supérieur de l'ordre des Franciscains, auquel le père Martínez appartenait, indiqueraient que ce dernier avait quitté le pays depuis un certain temps. Il n'était pas précisé quand le père Martínez avait quitté le pays, ni où il se trouvait. L'évêque a affirmé qu'il n'avait demandé au gouvernement aucune protection personnelle pour le père Martínez, les conditions de sécurité de la région ne l'exigeant pas. Le chef adjoint de l'état-major commun des forces militaires était du même avis. Les services du Procureur délégué aux droits de l'homme menaient les enquêtes nécessaires, dont les résultats n'étaient pas encore connus.

115. S'agissant des autres cas signalés, le gouvernement n'avait toujours pas reçu les renseignements qu'il avait demandés à la Direction nationale de l'instruction criminelle et au Conseiller présidentiel pour les droits de l'homme. Ce dernier avait été prié, au cas où il n'aurait pas été déposé de plainte à propos de chaque cas particulier, de vérifier les faits.

116. La Direction nationale de l'instruction criminelle a fourni au Rapporteur spécial les renseignements suivants concernant les cas d'Héctor Mario López et de Pedro Pablo Ospina. La 14ème Juridiction d'instruction criminelle de Cali a entrepris des poursuites pénales à propos de l'assassinat d'Héctor Mario López. Il avait été entendu avec le juge d'instruction qu'une mission serait chargée de vérifier les dépositions et d'élaborer un portrait-robot. Le tribunal a approuvé la proposition formulée par la section des droits de l'homme de la localité et, le 26 septembre 1990, a constitué la mission No 047 mandatée pour 45 jours. La mission s'est acquittée intégralement de son mandat et a établi un rapport dans lequel il était fait état du "Parche Pelesino" et deux portraits-robots. Par la décision interlocutoire du 23 novembre et en application de l'article 347 du Code de procédure pénale, dont le texte est reproduit dans la note précédente, l'enquête a été confiée au Service technique de la police judiciaire. Par décision du 4 décembre 1990, l'Unité d'enquêtes préliminaires a été saisie de l'affaire. Au vu des résultats obtenus et étant donné que, si l'auteur présumé de l'assassinat n'avait pas été pleinement identifié, son portrait avait été néanmoins établi, en application de l'article 128 du Code de procédure pénale, l'affaire a été transmise au tribunal pour qu'il poursuive l'enquête.

117. Le cas de Pedro Pablo Ospina a été confié à l'Unité d'enquête du Service technique de la police judiciaire. Les enquêtes effectuées auprès de l'entreprise dans laquelle le défunt était employé et les déclarations du chef du dépôt d'autobus de Yumbo (Valle) ont fait apparaître qu'il s'agissait d'une personne ayant de nombreux problèmes personnels, apparemment sans aucun lien avec ses activités syndicales. Par ailleurs, l'Unité d'enquêtes préliminaires a constaté que le dossier UIP No 3627 concernant l'assassinat de José Antonio Ruiz Acuña, survenu le 12 juin 1990, faisait apparaître une relation avec la mort d'Ospina. Dans une déclaration faite dans le cadre de l'affaire susmentionnée, était mis en cause un dénommé "Lucho" qui aurait demandé quelques jours auparavant à Ruiz Acuña de le protéger et de ne pas le dénoncer pour l'assassinat d'Ospina. Se fondant sur ces éléments, l'Unité d'enquêtes préliminaires a constitué les missions de travail No 0262 et 0263 qu'elle a chargées de vérifier les faits.

118. Le 4 février 1991 également a été reçue une autre réponse du Gouvernement colombien au télégramme que le Rapporteur spécial lui avait adressé le 9 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 116 et 117), réponse dans laquelle figuraient des renseignements sur les cas ci-après :

a) Jorge Alberto Echeverri Vargas (voir le paragraphe 117 a) ix)). La Juridiction d'instruction criminelle No 48 de Medellín avait entamé une procédure pénale concernant l'assassinat d'Echeverri. On rassemblait des preuves visant à identifier les auteurs du délit. Diverses déclarations avaient été recueillies; l'enquête se poursuivrait jusqu'à ce qu'on puisse mettre un terme à l'instruction;

b) Emiliano Armijo Copete (voir le paragraphe 117 a) ix)). La Juridiction d'instruction criminelle No 54 de Medellín avait été saisie de cette affaire. L'enquête préliminaire avait été suspendue le 26 septembre 1990 et, le 29 septembre, le dossier avait été transmis à l'Unité d'enquêtes préliminaires du Service technique de la police judiciaire de Medellín, qui avait repris l'enquête qui se poursuivait.

c) Esteban Palmet Rodríguez (voir le paragraphe 117 a) xiv)). La 16ème Juridiction d'instruction criminelle d'Apartadó poursuivait l'enquête sur l'assassinat de Palmet. L'Unité d'enquêtes préliminaires d'Apartadó a indiqué que ce dernier était directeur de l'établissement d'enseignement secondaire de la municipalité. Au cours de l'année 1989, des incidents s'étaient produits avec des élèves de la classe de onzième, qui avaient été menacés de ne pas se voir délivrer leur diplôme de fin d'études secondaires. Les élèves auraient envoyé des lettres de menace à Nelson Reyes et à Nancy Jaramillo. Selon les déclarations, non encore vérifiées, de certains élèves, Palmet aurait été impliqué dans des vols et des détournements de fonds et aurait été apparemment assassiné par trois élèves, Maguin Arias Sáenz Martínez (classe de dixième), José Nelson Minota García (classe de onzième) et Carlos Wilmar Londoño Díaz (ayant achevé ses études en 1989); ce dernier, qui ferait partie d'une "bande", a fait l'objet d'enquêtes pour homicide. On rassemblait les preuves nécessaires pour déterminer l'authenticité des faits décrits et arrêter les responsables présumés. Jusqu'au moment de l'enquête, rien n'indiquait que les auteurs du délit aient eu des liens avec les services de la sécurité ou de la police de l'Etat. Les preuves recueillies paraissaient indiquer qu'il s'agissait de délinquants de droit commun agissant individuellement;

d) Ricardo Henry Montenegro Paz (voir le paragraphe 117 b) vii)). L'enquête sur cette affaire était en cours devant la 40ème Juridiction d'instruction criminelle de Tarazá. La Direction nationale de l'instruction criminelle avait demandé aux fonctionnaires de justice d'accélérer la procédure.

e) María Zenaida García Gomez, Luz Elida Duque García, Ramón Evelio Rúa et Horacio Graciano (voir le paragraphe 117 b) v)). La deuxième juridiction d'ordre public de Medellín avait renvoyé l'affaire devant le tribunal afin de déterminer l'instance compétente. Le Tribunal avait décidé que l'autorité compétente pour connaître de l'affaire était la quatrième brigade. L'enquête était menée par la 21ème Juridiction d'instruction pénale militaire, présidée par Armando Trucco;

f) Julio César Arias Castaño (voir le paragraphe 117 a) ii)). Des enquêtes avaient été entreprises par le Service technique de la police judiciaire de Bolívar (Antioquia). En septembre 1990, ce dernier avait transmis l'affaire à la 63ème Juridiction d'instruction criminelle, qui avait recueilli une série de témoignages et rassemblé des preuves visant à identifier les auteurs de l'assassinat ou leurs complices.

119. Le 13 février 1991 a été reçue une autre réponse du Gouvernement colombien au télégramme que le Rapporteur spécial lui avait adressé le 3 décembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 199 et 120), dans laquelle il transmettait des renseignements sur les cas ci-après :

a) Germán Antonio Redondo. Il a été signalé le 17 janvier 1991 que la première Juridiction d'ordre public de Buga (Valle), ayant vérifié la qualité de syndicaliste de Redondo, avait entrepris une enquête sur la mort de celui-ci. Selon des informations parvenues le 28 janvier, Gloria da la Pava, responsable de la section de défense des droits de l'homme de Valle, se serait rendue au tribunal pour suivre le procès. Toutefois, elle n'avait pas pu

obtenir les renseignements qu'elle souhaitait car, le même jour, le tribunal avait été transféré à Cali, en application des décrets 2790 de 1990 et 099 de 1991, portant modification de la structure de la juridiction d'ordre public. En raison de cette restructuration, les autorités compétentes avaient suspendu la procédure et les procès en cours avaient été transférés à d'autres instances, ce qui avait entravé l'obtention d'informations sur les enquêtes entreprises. Le gouvernement a néanmoins indiqué qu'il veillerait à transmettre les informations qu'il recevrait sur cette affaire, lorsque ces difficultés auraient été surmontées;

b) Gloria Amparo Viveros Lucumy. La procédure en était au stade de l'enquête préliminaire devant la neuvième Juridiction d'instruction criminelle de Buga. Le juge chargé de l'affaire avait rassemblé une série de preuves visant à révéler l'identité ou à donner la description des auteurs du délit ou de leurs complices. Par ailleurs, une mission de travail avait été constituée et les résultats de ses enquêtes seraient communiqués au Rapporteur spécial dès que le gouvernement les aurait reçus;

c) Francisco Antonio Satizabal, Luis Alfoso Ciaskier et Jorge Ocampo. Le constat des décès avait été établi par le juge de la 16ème Juridiction d'instruction criminelle de Santander de Quilichao (Cauca). La section de défense des droits de l'homme de Valle menait l'enquête préliminaire en se fondant sur les renseignements fournis par les services du Procureur provincial de Valle.

120. Le 18 juin 1991 a été reçue une réponse du Gouvernement colombien au télégramme que le Rapporteur spécial lui avait adressé le 21 février 1991, indiquant, à propos du cas de Mónica Sánchez Arrieta, qu'à l'issue de l'enquête menée par les services du Conseiller présidentiel aux droits de l'homme, le chef de la SIJIN avait retrouvé Mme Sánchez Arrieta à l'Association des employés de la Banque industrielle de Colombie et qu'il avait communiqué avec elle par téléphone. Celle-ci avait indiqué qu'elle n'avait demandé aucune protection, mais qu'elle avait simplement signalé les faits et que l'affaire était en cours d'enquête au sein du DAS. Par ailleurs, le Chef des services de police de Medellín avait indiqué qu'au cours de la conversation qu'il avait eue avec l'avocate, celle-ci avait précisé qu'elle n'était pas membre du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques, mais que le Comité faisait parfois appel à ses services pour défendre certaines causes.

121. Le 16 août 1991 a été reçue une réponse du Gouvernement colombien au télégramme que le Rapporteur spécial lui avait adressé le 10 mai 1991, dans laquelle il affirmait, à propos du cas d'Elkin de Jesús López Ospina, que selon l'enquête menée par le DAS, des faits probants permettaient de conclure à la réalité de menaces de mort. Le 24 juillet 1991, un représentant du DAS s'était rendu à la municipalité de Tibu; en dépit des efforts déployés, il n'avait pas été possible de rencontrer la victime présumée des menaces car, selon les renseignements fournis par les membres de sa famille, celui-ci était en traitement médical dans une autre localité, qui n'avait pas été précisée. Les autorités locales avaient affirmé ignorer où se trouvait l'intéressé.

122. Le 14 novembre 1991 a été reçue une autre réponse du Gouvernement colombien au télégramme du Rapporteur spécial daté du 7 octobre 1991, concernant les menaces adressées à Eduardo Umaña Mendoza. Dans sa réponse, le gouvernement indiquait qu'Umaña Mendoza avait confirmé aux autorités qu'il avait reçu de graves menaces par téléphone et qu'il estimait dangereux de quitter son bureau. En accord avec Umaña Mendoza, il avait été décidé de demander l'aide des services nationaux d'enquête et de sécurité, en particulier de la Direction nationale de l'instruction criminelle et du DAS. Le Directeur adjoint des services d'instruction criminelle s'était ainsi rendu au bureau d'Umaña Mendoza pour organiser ses déplacements entre son bureau et son domicile, avec toute la protection voulue. En accord avec Umaña Mendoza et les services du DAS, une escorte officielle et un véhicule spécial avaient été mis à la disposition de l'intéressé. Cette protection serait maintenue tant que les circonstances l'exigeraient et que l'intéressé le jugerait acceptable. De son côté, la Direction nationale de l'instruction criminelle avait entamé une enquête sur les menaces et avait chargé l'un de ses meilleurs inspecteurs de tenter d'en retrouver l'origine.

2. Autres cas signalés par le Rapporteur spécial

123. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement colombien une lettre transmettant des allégations qui lui avaient été adressées et selon lesquelles, entre mai 1990 et mai 1991, plus de 300 personnes auraient été victimes d'exécutions sommaires ou arbitraires sous la responsabilité directe ou indirecte des autorités colombiennes. Parmi elles, on compterait 57 dirigeants, des militants et des sympathisants de l'Union patriotique (UP), coalition d'opposition de gauche, et du Parti communiste colombien, les deux formations politiques qui seraient les principales cibles des agressions commises par les forces de sécurité, des groupes paramilitaires et des escadrons de la mort, constitués de civils; une centaine de paysans et de travailleurs agricoles, sept dirigeants de communautés autochtones et quatre syndicalistes. Seize d'entre eux seraient décédés des suites de tortures. Parmi ces derniers, trois auraient été des leaders étudiants, qui auraient été tués par des membres des forces armées en février et en avril 1991. Des groupes paramilitaires et des escadrons civils, agissant apparemment avec l'assentiment tacite des autorités colombiennes, auraient été responsables de 170 morts tandis que plus de 130 exécutions auraient été le fait de membres des forces armées et de la police.

124. Dans sa lettre, le Rapporteur spécial a également porté à l'attention du Gouvernement colombien des allégations selon lesquelles dix personnes, dont un défenseur des droits de l'homme, deux dirigeants de l'Union patriotique et un dirigeant d'une communauté autochtone, auraient reçu des menaces de mort. Ces menaces émaneraient de membres de l'armée et de groupes paramilitaires.

125. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme cités en annexe, a prié le Gouvernement colombien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, de l'informer de l'état d'avancement et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

126. Le 18 décembre 1991 a été reçue du Gouvernement colombien une réponse à la lettre que le Rapporteur spécial lui avait adressée le 8 novembre 1991; le gouvernement faisait parvenir des renseignements concernant les cas ci-après :

a) Juan Fernando Porras Martínez. A l'annonce de la disparition de l'intéressé, survenue le 5 février 1990 à Bucaramanga, département de Santander, le Bureau des enquêtes spéciales des services du Procureur général de la nation avait entrepris une enquête préliminaire. Des commissions spéciales avaient été chargées, à trois reprises, de rechercher Porras Martínez et d'enquêter sur les causes de sa disparition, ainsi que de trouver les auteurs éventuels de son enlèvement. L'une des commissions qui s'étaient rendues à Bucaramanga et à San Vicente de Chucurí avait découvert, le 20 février 1990, le cadavre d'un homme qui se trouvait sur le chemin d'Agua Dulce, commune de Llana Fría, municipalité de San Vicente de Chucurí. Bien qu'à l'origine la comparaison des empreintes digitales ait amené à conclure que le corps était celui d'un autre homme, une nouvelle analyse avait démontré de façon certaine que les empreintes étaient effectivement celles de Juan Fernando Porras Martínez;

b) Mónica Sánchez Arrieta. Les résultats des enquêtes quant aux menaces de mort reçues par l'avocate ont été communiqués le 30 mai 1991. Il était précisé que l'avocate avait refusé la protection proposée par le gouvernement. Selon les rapports établis par les agents du DAS, les menaces dirigées contre l'avocate avaient cessé dès que celle-ci avait renoncé à défendre certaines causes;

c) Hernando Pinto Nocua. Les renseignements fournis le 22 avril 1991 par le commandant général des forces militaires ont permis d'établir ce qui suit :

- i) une réunion a eu lieu le 3 février 1991 à la base militaire d'El Carmen, département de Santander; participaient à cette réunion des paysans de la région, des délégués aux droits de l'homme et des représentants du journal Vanguardia Liberal. Pinto Nocua se trouvait parmi les participants;
- ii) selon les renseignements communiqués par un paysan qui assistait à la réunion, il est apparu que Pinto Nocua était le frère d'un guérillero du nom d'Argemiro Pinto Nocua (alias "Diomède" ou "el mocho"). Celui-ci a tout d'abord nié ses liens de parenté, mais les a reconnus par la suite, après l'intervention de son père;
- iii) les témoins ont affirmé que le personnel de la base militaire n'avait jamais formulé de menaces;
- iv) Hernando Pinto Nocua a été convoqué par le représentant municipal à la mairie d'El Carmen pour qu'il rende compte des faits survenus, mais il ne s'est toujours pas présenté;

d) Alvaro Marín Arango. La mort de ce dernier avait été attribuée au personnel de la SIJIN du département, mais les renseignements fournis par les membres de la famille et les témoins n'avaient permis d'incriminer personne. L'affaire en était au stade de l'instruction;

e) Alcides Castrillón. La procédure d'enquête préliminaire sur l'assassinat de Castrillón avait été entamée par la centième Juridiction d'instruction criminelle de Bogota, devant laquelle le Procureur délégué au nom du ministère public avait désigné un avocat chargé de représenter spécialement ce dernier durant la procédure pénale. L'affaire était en cours d'instruction;

f) Alfonso Tique Timote. La huitième Juridiction d'instruction pénale itinérante d'Ibagué avait engagé des poursuites pénales concernant l'assassinat de Tique Timote. L'enquête avait été ouverte par le tribunal le 5 mars 1991 après que l'inspecteur de la police municipale de Coyaima, département de Tolima, eut procédé au constat de décès. Le 8 mars 1991, des agents du Service technique de la police judiciaire, avec le concours de la Division des enquêtes de ce même Service, avaient arrêté Jaime Morales Andrade et Jairo Azuero Bonilla, auteur et instigateur présumés de l'assassinat, qui aurait apparemment été provoqué par un conflit à propos de terres situées dans la propriété de Jairo Azuero Bonilla. Après avoir entendu les deux suspects lors de l'enquête préliminaire, le juge avait rendu une ordonnance de mise en détention provisoire, mais il avait ensuite annulé sa décision à l'égard de Jairo Azuero Bonilla, en raison de l'insuffisance d'éléments justifiant le maintien en détention. Un complément d'information devait être fourni sur l'état d'avancement de l'enquête;

g) Darío de Jesús Vega Rodríguez. Ce dernier, qui était membre de la direction du Syndicat des travailleurs du département d'Antioquia, avait trouvé la mort lors d'incidents survenus le 4 mars 1991, alors qu'il accompagnait son fils à l'école dans le quartier de Belencito à Medellín. Le constat de décès avait été établi par un représentant de la juridiction d'instruction criminelle de Medellín, et deux personnes soupçonnées d'être les auteurs du délit avaient été mises à la disposition de la justice. Le 7 mars 1991, les accusés avaient fait une déclaration sous serment niant toute participation aux faits. L'enquête suivait son cours;

h) José Domingo Leguizamo Cortés. Cet agriculteur aurait été arbitrairement détenu et aurait disparu le 3 mars 1991, après avoir été arrêté par une patrouille militaire vers la fin de l'après-midi, sur le chemin Alto Morrocoy, dans la commune de La Macarena, département de Meta. La procédure en était au stade de l'enquête préliminaire, mais on n'avait encore identifié aucun suspect.

i) Au cours d'une opération militaire visant des membres présumés des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) menée dans la vallée du fleuve Pepitas, deux personnes soupçonnées d'appartenir à des éléments subversifs et identifiées par la suite comme étant Gloria Elsa Rodríguez et Alfredo Eduardo Hull, avaient été tuées. Des quantités considérables de matériel et de documents avaient été découverts, prouvant le bien-fondé des informations qui avaient été à l'origine des opérations;

j) Rodrigo Elías Barrera, Camilo Palacios Romero, Antonio Palacios Urrea, Blanca Cecilia Gómez et Janeth Palacios. Le tribunal d'instruction pénale militaire avait délivré une ordonnance de détention provisoire à l'égard du sous-lieutenant Tomás Emilio Cruz Amaya, du sergent William Ramírez Mora et des soldats Arnulfo Aguilar Ayala, John Rivas Gómez, Oscar Gómez Ochoa, Alvaro Ayala Rodríguez, Florentino Camacho Barón et James Roa González. Un agent spécial des services du Procureur général de la nation avait, par ailleurs, participé activement à la procédure pénale ainsi engagée. Pour ce qui était de l'enquête disciplinaire, le Procureur général de la nation, par l'entremise de son délégué à la défense des droits de l'homme, avait déposé des actes d'accusation contre le sous-lieutenant Cruz Amaya et le sergent Ramírez Mora, qui aurait commandé la patrouille militaire apparemment responsable des incidents au cours desquels les personnes susmentionnées avaient trouvé la mort.

3. Renseignements supplémentaires reçus par le Rapporteur spécial

127. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont appelé l'attention du Rapporteur spécial sur le nombre alarmant d'exécutions extrajudiciaires qui continuaient de se produire en Colombie. Au cours des six premiers mois de 1991, plus de 1 100 personnes auraient été exécutées. Les principales victimes seraient des personnes associées à des syndicats, des mouvements communautaires de défense des droits civiques et des partis de gauche autorisés. Les principaux responsables des exécutions seraient des membres des forces armées et de la police, ainsi que plus d'une centaine de groupes paramilitaires et d'escadrons de la mort composés de civils, dont un grand nombre auraient agi sous les ordres ou avec l'appui des forces de sécurité colombiennes.

128. Le Rapporteur spécial a été informé en outre que les responsables des violations des droits de l'homme agissaient en toute impunité. Bien qu'un certain nombre d'enquêtes sur des allégations d'exécutions extrajudiciaires aient été ouvertes, celles-ci n'auraient qu'exceptionnellement permis d'identifier et de poursuivre les responsables.

129. Le Rapporteur spécial a été en outre informé de cas d'exécutions par des commandos à la solde de trafiquants de drogue, en particulier dans des zones hautement militarisées où les trafiquants agiraient de connivence avec l'armée. Bien que le mouvement M-19 (Mouvement du 19 avril) ait officiellement déposé les armes en mars 1990, les principales forces de guérilla, soit les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) poursuivraient leurs campagnes d'opposition armée. Après les négociations de paix de juin, juillet et septembre 1991, les guérilleros auraient repris leurs offensives, faisant un nombre considérable de victimes parmi les membres de l'armée et de la police, ainsi que de nombreux morts parmi la population civile. D'autre part, les forces armées considéreraient souvent les civils comme d'éventuels collaborateurs des guérilleros, ce qui aurait entraîné l'assassinat de nombreux civils au cours des opérations de contre-insurrection.

130. Selon des renseignements reçus le 20 décembre 1991, 20 autochtones de la réserve de Huellas, dont six femmes et cinq enfants, auraient été massacrés le 16 décembre 1991 dans la municipalité de Caloto, département de Cauca.

Il s'agissait des personnes suivantes : Carolina Tombé, Ofelia Tombé, Joselia Tombé, Adán Mestizo, Mariana Mestizo, Feliciano Otela, Mario Tilcué, Calistro Chilhueso, Mario Ulcué, Julio Dagua, Domingo Calis, Floresmiro Dicué, María Conda, Etiberio Dicué Corpus, Maria Jesús Buetia, José Jairo Secué, Darío Coicué, Jesús Albeiro Peté, Edgar Mestizo et Severino Dicué.

131. Depuis le mois de juillet 1991, le Conseil régional autochtone de Cauca (CRIC) avait signalé au Procureur régional et aux autorités municipales de Caloto une série d'actes d'intimidation, de menaces et de violences dont auraient été victimes les autochtones résidant à Caloto, mais les autorités n'avaient pris aucune mesure pour protéger la collectivité autochtone et éviter le massacre. Le 7 décembre 1991, avant le massacre, un groupe de civils fortement armés, accompagné d'un avocat Me Gilberto Márquez, avait incendié les fermes et saccagé les cultures de la collectivité. Le jour du massacre, les habitations que la collectivité avait entrepris de reconstruire avaient été détruites à nouveau, les biens saccagés et les animaux domestiques tués.

132. La collectivité autochtone était établie depuis plus de quatre ans dans le domaine "El Nilo" de la municipalité de Caloto avec l'assentiment de sa propriétaire, qui avait récemment vendu le domaine à des personnes qui seraient impliquées dans le trafic de stupéfiants et qui étaient représentées par Me Márquez.

Cuba

1. Demandes d'intervention d'urgence

133. Le 4 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement cubain concernant l'information qu'il avait reçue selon laquelle la vie et l'intégrité physique d'Eriberto del Toro Argote et de Miriam Zaragoza Pérez étaient en danger. Selon cette information, M. del Toro Argote, militant des droits de l'homme, avait récemment reçu des menaces par téléphone au milieu de la nuit; en outre, il aurait été insulté et menacé de mort en raison de ses activités au sein du Comité cubain pour les droits de l'homme (CCPDH). On aurait menacé de la même manière Mme Zaragoza Pérez, militante des droits de l'homme appartenant au même groupe. Le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique de M. Toro Argote et de Mme Zaragoza Pérez.

134. Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement cubain.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

135. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement cubain une lettre par laquelle il transmettait des informations qu'il avait reçues concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. De février à juillet 1991, dix personnes au moins seraient décédées dans différentes prisons du pays, notamment à Combinado del Este, Bayamo, El Guayabo et Guanajay : neuf seraient mortes à la suite de tortures ou de mauvais traitements infligés par des gardiens; dans trois cas, ces faits seraient survenus au cours d'émeutes, alors que les prisonniers protestaient

contre leurs mauvaises conditions de détention; un homme aurait été abattu après une tentative d'évasion. Un autre décès des suites de torture se serait produit en janvier 1990, lorsqu'un homme aurait été tué par des gardes frontière (Tropas Guardafronteras) à Guantánamo.

136. Par la même lettre, le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement cubain des informations qu'il avait reçues au sujet de huit personnes qui auraient été assassinées par des membres des forces armées et de la police. Il a notamment eu connaissance des incidents ci-après :

a) En septembre 1990, un militant des droits de l'homme aurait été abattu par un policier à La Havane, lequel aurait été ultérieurement traduit en justice. Les règles internationales minima relatives à l'équité de la procédure n'auraient toutefois guère été respectées au cours du procès;

b) En juillet 1991, un militant du Parti communiste délégué du Comité "Poder Popular" aurait été abattu à El Corajal par un soldat de l'armée cubaine; la victime conduisait son tracteur et n'aurait pas entendu le soldat lui ordonner de s'arrêter. Elle serait morte trois jours plus tard;

c) En juin 1991, un policier aurait tué un étudiant à Holguín. Les autorités n'auraient pas donné suite à la plainte déposée par la famille de la victime, qui s'est également vu refuser une audience avec le Procureur général du ministère de l'intérieur;

d) Dans la même ville, cinq autres hommes ont été tués entre septembre 1990 et juillet 1991. L'un d'eux aurait été tué par un soldat de la brigade spéciale de l'armée; trois auraient été abattus par des agents de police et un garçon de 17 ans serait mort après avoir été passé à tabac par des policiers. Dans plusieurs cas, les responsables ont pu être identifiés mais les autorités ne les auraient pas traduits en justice.

137. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, a demandé au Gouvernement cubain de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

République dominicaine

1. Demandes d'intervention d'urgence

138. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

139. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement dominicain par laquelle il lui transmettait le cas d'un ressortissant haïtien qui serait mort dans un poste de police d'Andrés Boca Chica en avril 1991 après avoir été torturé pendant sa garde à vue. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs

aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement dominicain de lui fournir des renseignements sur cette affaire et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

Equateur

1. Demandes d'intervention d'urgence

140. Le 9 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement équatorien un télégramme au sujet de l'information qu'il avait reçue selon laquelle la vie et l'intégrité physique des membres de la coopérative Francisco Jácome, de Guayaquil, étaient en danger. Selon la plainte, le 14 juillet 1991, 15 membres du bataillon Quinto Guayas auraient pénétré dans la zone agricole de cette coopérative : il semble qu'un caporal du nom de Guerrero aurait menacé les membres de la coopérative de placer une bombe dans les champs et d'en cacher une autre ailleurs. Avant ces événements, une bombe à moitié enterrée avait explosé en janvier 1991 dans cette zone, faisant un blessé grave, le jeune Armando Mora, qui a perdu la vue et a été mutilé, infirmités pour lesquelles il n'a pas été indemnisé. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions et aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé au gouvernement de s'employer à prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et a en outre souhaité recevoir des renseignements au sujet de ces mesures et des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

Réponse du gouvernement

141. Le 15 novembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu une réponse du Gouvernement équatorien à son télégramme du 9 octobre 1991. Le gouvernement affirmait avoir établi que, depuis deux ans, les dirigeants de la coopérative Francisco Jácome, de Guayaquil, avaient fabriqué une série de plaintes à tous les niveaux contre les officiers et les soldats du bataillon Quinto Guayas, les accusant d'attenter à la vie des membres de la coopérative, d'usurper leurs terres et autres agissements de ce genre. On avait établi que les dirigeants de cette coopérative se servaient de ces plaintes comme moyens de pression afin d'obtenir des terrains appartenant à l'armée nationale, laquelle en détenait les titres de propriété en bonne et due forme. De plus, cette coopérative avait déposé plainte auprès du Tribunal des garanties constitutionnelles, lequel connaissait du différend qui l'opposait au Ministère de la défense nationale et à des membres du bataillon Quinto Guayas. Lors de ce procès, le Ministère de la défense avait demandé que le Tribunal des garanties constitutionnelles nomme une commission qui se rendrait sur les lieux des faits afin de vérifier le bien-fondé des faits incriminés.

Egypte1. Demandes d'intervention d'urgence

142. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

143. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement égyptien une lettre par laquelle il transmettait quatre cas d'exécutions sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu. L'un d'eux concernait un prisonnier chrétien décédé des suites des tortures que les autorités de la prison lui auraient infligées en raison de sa religion. Selon des renseignements reçus, fin février 1991, une charge de la police contre une manifestation pacifique d'étudiants à l'Université du Caire aurait fait un mort et de nombreux blessés. Le Rapporteur spécial a reçu des informations concernant deux prisonniers d'opinion, sympathisants de groupes islamistes, détenus au Caire entre le 19 février et le 2 mars 1991 par des agents de la sûreté de l'Etat en vertu de la législation d'exception; les deux prisonniers auraient été brutalement et systématiquement torturés. Ils n'avaient été présentés devant aucune autorité judiciaire et les agents de la sûreté de l'Etat les auraient menacés de mort.

144. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement égyptien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

El Salvador1. Demandes d'intervention d'urgence

145. Le 14 mai 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien un télégramme l'informant que des menaces de mort auraient été reçues par les membres ci-après de la direction du Comité des familles pour la libération des prisonniers politiques et des personnes disparues en El Salvador "Marianella García Villas" (CODEFAM) : Armando Salazar, président; Guadalupe Mejía, vice-président, Fidelina Alvarenga, Margarita Alemán, Cristina Cardoza et Mauricio Martínez. Selon les informations reçues, le dimanche 12 mai 1991, des membres du Comité qui se trouvaient dans les locaux de l'organisation ont reçu un appel téléphonique anonyme d'un homme qui s'est identifié comme étant l'"ange de la mort"; il a mentionné les noms des six membres de la direction et a dit : "Nous savons où vous êtes". Par ailleurs, quatre membres de la direction auraient été antérieurement arrêtés : Mme Alvarenga, en janvier 1989; M. Martínez, en janvier et juillet 1989; Mme Alemán, en avril 1989; quant à M. Salazar, il avait disparu pendant un certain temps il y a quelques années. Dans ce contexte et étant donné la gravité du message, les intéressés craignaient pour leur vie et leur sécurité.

146. Le Rapporteur spécial tenait à souligner à ce propos qu'il incombait aux gouvernements d'interdire par la loi toutes les exécutions sommaires ou arbitraires extrajudiciaires et de veiller à ce que de telles exécutions ne se produisent pas. Ils avaient également la responsabilité de garantir une protection efficace, assurée par des moyens judiciaires ou autres, aux personnes qui risquaient pareille exécution, y compris à celles qui faisaient l'objet de menaces de mort. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé instamment au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et l'a prié de le tenir au courant de ces mesures, ainsi que de l'enquête menée par les autorités sur ces cas.

147. Le 24 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien un télégramme concernant une information qu'il avait reçue et selon laquelle, le 15 juillet 1991, l'évêque luthérien d'El Salvador, Medardo Gomez, qui est aussi président de l'Association internationale contre la torture, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, aurait reçu des menaces de mort émanant d'un "Front anticommuniste salvadorien (FAS)", lequel aurait menacé de déclencher une véritable guerre civile contre ceux qui essaieraient de faire aboutir les négociations de paix en cours en El Salvador. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé au gouvernement de tout mettre en oeuvre pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et l'a prié de le tenir au courant des mesures prises et des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

148. Le 31 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien un télégramme concernant des informations selon lesquelles des membres de l'Institut d'étude, de formation et de développement de la femme "Norma Virginia Guirola de Herrera" (IMU) et du Mouvement national révolutionnaire (MNR) auraient été l'objet de harcèlements et de menaces de mort. Selon ces informations, les bureaux de l'IMU auraient été surveillés en permanence dès le début du mois de juin 1991 par des hommes en civil et un employé de l'Institut aurait été suivi par deux véhicules. Le bureau aurait reçu à deux reprises des menaces par téléphone : lors d'un de ces appels, la directrice de l'IMU, Nora García, s'était entendu intimer l'ordre d'abandonner son travail dans les 25 jours sous peine d'être exécutée; les appels auraient été effectués par un groupe s'appelant "Condor".

149. Selon une autre plainte, René Flores, député du parti de l'entente démocratique (Convergencia Democrática) siégeant à l'Assemblée législative et Secrétaire général du Mouvement national révolutionnaire (MNR), aurait reçu une lettre anonyme dans une enveloppe avec en-tête de la police du fisc,

le menaçant de mort, ainsi que toute sa famille, pour avoir formulé des critiques contre l'actuel gouvernement lors d'une émission télévisée. D'autres dirigeants du MNR auraient reçu des menaces de mort par téléphone de la part d'un individu s'identifiant comme étant "l'ange de la mort".

150. Dans les cas ci-dessus, les auteurs des plaintes ont signalé que les menaces provenaient des escadrons de la mort dont les membres étaient liés à des groupes militaires. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, selon lequel "une protection efficace sera assurée par des moyens judiciaires ou autres aux personnes et aux groupes qui seront menacés d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire, y compris à ceux qui feront l'objet de menaces de mort", et aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lesquels prévoient dans leurs articles 3 et 6, respectivement, que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. Le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de tout mettre en oeuvre afin que soient protégées la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées, et il l'a prié de le tenir au courant des mesures prises et des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

151. Le 31 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement salvadorien un télégramme concernant l'information selon laquelle des menaces de mort avaient été envoyées au personnel de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à quelques groupes et particuliers ayant coopéré avec l'ONU ou avec les représentants de ses organes de défense des droits de l'homme, ou ayant eu recours aux procédures mises en place pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En mai 1991, des membres du Comité des familles pour la libération des prisonniers politiques et des personnes disparues en El Salvador (CODEFAM) avaient reçu des menaces de mort émanant d'un individu qui s'était identifié comme étant "l'ange de la mort" et que l'on croyait lié aux escadrons de la mort opérant avec l'assentiment des forces armées (voir par. 145).

152. Au début de juin, tous les commerçants salvadoriens qui fournissaient des services aux organisations internationales opérant en El Salvador, y compris l'Organisation des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales telles que l'organisme français "Médecins sans frontières" avaient été menacés de représailles dans des imprimés signés par un "Front anticomuniste salvadorien (FAS)", s'ils ne cessaient pas de collaborer avec des "organisations liées au communisme qui cherchaient à prendre le pouvoir dans le pays". En juillet 1991, le FAS avait même menacé un membre de la mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL). Le FAS aussi serait un groupe qui opérerait avec l'assentiment des forces armées et s'attaquerait à des personnes ou des organisations dont l'action, selon certaines autorités, favoriserait la politique de l'opposition armée.

153. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux principes énoncés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, étant donné que les personnes mentionnées travaillent pour l'Organisation des Nations Unies ou pour des organisations qui collaborent régulièrement aux procédures mises en place par l'ONU afin d'assurer la protection des droits de l'homme, le Rapporteur spécial s'est référé à la résolution 1991/70 adoptée par la Commission des droits de l'homme le 6 mars 1991. Dans cette résolution, la Commission a demandé instamment aux gouvernements "de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles, sous quelque forme que ce soit, contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme ou qui ont cherché à recourir aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

154. Le Rapporteur spécial a donc lancé un appel au gouvernement afin qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et il l'a prié de le tenir au courant des mesures prises et des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

155. Le 14 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien un télégramme concernant une information qu'il avait reçue selon laquelle Mirtala López et d'autres militants des droits de l'homme avaient été l'objet de harcèlement et leur vie et leur intégrité physique avaient été menacées. Mme López, membre du Comité chrétien pour les personnes déplacées en El Salvador (CRIPDES), aurait reçu plusieurs menaces de mort; elle participait aussi activement au Comité permanent pour le débat national (CPDM), coalition rassemblant des organisations communautaires et l'Eglise, qui, ces dernières semaines, aurait été accusé à plusieurs reprises par le Ministère de la défense de servir de couverture au Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Mme López avait déjà été arrêtée en avril 1989 lors d'une descente de police dans les bureaux du CRIPDES. Selon ses déclarations, elle-même et sept autres militants du CRIPDES ont été torturés pendant qu'ils étaient aux mains de la police et ont ensuite été libérés sans avoir été inculpés.

156. Selon l'information reçue, le commandant d'une brigade militaire locale de Chalatenango a menacé d'arrêter Mme López le 3 septembre 1991 durant une visite des militants du CRIPDES dans les communautés réinstallées dans la zone. Le 7 septembre, celle-ci a été suivie par un véhicule aux vitres fumées dans les rues de San Salvador. En outre, une lettre émanant du "Front anticommuniste salvadorien (FAS)", adressée au "chef terroriste Mirtala López - organisation-écran CRIPDES" serait arrivée au bureau du CRIPDES le 12 septembre 1991. Il y était dit, entre autres, textuellement :

"Tout comme nous avons éliminé les jésuites de l'UCA, nous sommes résolus à supprimer ceux qui se disent dirigeants des machiavéliques organismes du FMLN-FDR ... Ta jeunesse est en danger. Ta fin est proche." (Souligné dans l'original.)

Moins d'une semaine plus tard, le 18 septembre 1991, Mme López aurait reçu une deuxième lettre du FAS, adressée à la "terroriste Mirtala López", où il était dit entre autres ce qui suit :

"Nous décapiterons les dirigeants terroristes ... Le moment de faire justice approche. Ta jeunesse se termine aujourd'hui". (souligné dans l'original).

157. Dans sa communication du 13 juillet 1991, le Rapporteur spécial avait déjà signalé que, selon des informations qu'il avait reçues, le FAS aurait distribué des tracts menaçant des membres des groupes de l'opposition et que plusieurs organisations populaires prétendaient que leurs membres avaient reçu des menaces de mort par téléphone. Quelques personnes ayant reçu de telles menaces auraient été exécutées extrajudiciairement. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, étant donné que les personnes mentionnées collaboraient régulièrement aux procédures mises en place par les Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme, il s'est également référé à la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991.

158. Le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de tout mettre en oeuvre afin que soient protégées la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et il l'a prié de l'informer des mesures prises et des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

Réponses du gouvernement

159. Le 16 janvier 1991, une communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant un communiqué publié par le Ministre des affaires étrangères qui dénonçait l'assassinat de deux militaires américains, le soldat Ernest Dawson et le lieutenant-colonel David Pickett, dont l'hélicoptère avait été abattu au-dessus de Lolotique dans le département de San Miguel le 2 janvier 1991.

160. Le 29 janvier 1991, une communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant un communiqué des forces armées qui dénonçait le massacre de 15 membres de la famille Aragón par le FMLN à Ayutuxtepeque le 21 janvier 1991.

161. Le 14 janvier 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant une déclaration du Ministre de la défense et de la sécurité publique d'El Salvador concernant le meurtre, le 22 octobre 1991, de Vilma Chavez, enseignante de La Libertad dans le département de Colon.

162. Le 19 février 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant un communiqué de presse des forces armées salvadoriennes dans lequel celles-ci dénonçaient le meurtre par le FMLN de M. José Valeriano Ramírez à Cacaopera, département de Morazán, le 9 décembre 1990. La mère de la victime ne souhaitait pas d'enquête et aucune autre information n'a pu être obtenue au sujet du crime.

163. Le 27 mai 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant une note des forces armées salvadoriennes qui dénonçaient énergiquement une campagne de menaces menée par le FMLN contre des maires et des juges, principalement dans le département de Usulután, qui avaient été élus par le peuple salvadorien.

164. Le 24 juin 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien par laquelle il transmettait un communiqué des forces armées dénonçant le meurtre du capitaine Carlos Lopez Aviles par le FMLN à San Salvador, le 17 juin 1991.

165. Le 8 août 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant un communiqué des forces armées qui dénonçait le meurtre, le 13 mai 1991, d'Isaac Martínez García, parlementaire du département de Santa Ana, membre du Parti de l'entente démocratique. L'enquête ultérieure avait permis d'arrêter les coupables, des criminels de droit commun; tout soupçon à l'égard de l'armée était donc sans fondement.

166. Le 6 décembre 1991, une autre communication a été reçue du Gouvernement salvadorien transmettant des renseignements au sujet de la mort d'Isaac Martínez García, parlementaire et membre du Parti pour l'entente démocratique. La Commission des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES) a déclaré qu'Antonia Villatoro et José Alpedo Alarcón, épouse et beau-fils du défunt, avaient avoué le meurtre.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

167. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement salvadorien une lettre transmettant des allégations d'exécutions sommaires et arbitraires et de menaces de mort. Plus de 100 assassinats, qui seraient imputables directement ou indirectement aux forces de sécurité du gouvernement, se seraient produits entre février 1990 et juin 1991, dont 60 durant les six premiers mois de 1991. Quarante-cinq assassinats auraient été perpétrés par des groupes paramilitaires, des escadrons de la mort qui seraient liés à l'armée ou à la police, ou qui agiraient avec leur assentiment, et par des groupes de défense civile, organisés et dirigés par l'armée qui leur fournissait également des armes.

168. Une des victimes, qui aurait été tuée, avec sa femme, par un escadron de la mort le 21 février 1991, avait été un candidat de l'Union démocratique nationale (UDN) aux élections du 10 mars 1991 dans la municipalité de Ciudad Delgado. Le 11 février 1991, lors d'un autre incident qui serait lié à ces élections, un membre du parti d'opposition Convergencia democrática (CD) (l'entente démocratique) âgé de 19 ans, neveu d'un candidat de la CD aux élections locales de Metapán, a également été tué. Parmi les victimes d'autres incidents signalés, il y avait un grand nombre de paysans, de syndicalistes, d'étudiants et de membres du FMLN qui n'auraient pas été armés au moment de leur exécution.

169. Douze cas d'intimidation sous forme de menaces de mort ont été signalés au Rapporteur spécial; ils se seraient tous produits durant le premier semestre de 1991; dans trois de ces cas, les menaces de mort, qui auraient émané de membres de l'armée et de groupes apparentés, visaient des candidats

aux élections ainsi qu'un juge qui faisait une enquête sur le recrutement forcé dans les forces de défense civile. Le 12 mai 1991, sept dirigeants du CODEFAM auraient reçu des menaces de mort.

170. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement salvadorien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

3. Renseignements complémentaires reçus par le Rapporteur spécial

171. Le Rapporteur spécial a été informé que la situation des droits de l'homme en El Salvador restait précaire malgré l'accord signé par les représentants du gouvernement et ceux du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) à San José (Costa Rica), en juillet 1990. Le conflit armé en El Salvador semblait avoir diminué de violence durant la deuxième moitié de 1990, mais la guérilla aurait lancé une grande offensive fin 1990 qui aurait entraîné une augmentation du nombre des morts parmi les combattants des deux camps, ainsi que parmi les civils victimes des attaques aveugles, lancées aussi bien par les forces armées que par le FMLN.

172. Le Rapporteur spécial a en outre été informé que le nombre des assassinats perpétrés par les escadrons de la mort, qui avait baissé durant les six derniers mois de 1990, de même que celui des assassinats attribués aux forces armées et de sécurité, avait recommencé à augmenter au début de 1991. Une flambée de violence politique et d'assassinats a été signalée avant les élections législatives et municipales du 10 mars 1991.

173. Le Rapporteur spécial avait aussi reçu des informations concernant une série de menaces de mort contre les membres d'organisations populaires, de groupes politiques et des travailleurs étrangers durant les mois de mai et juin 1991. Des menaces de mort auraient notamment été adressées à des personnes pour les empêcher de coopérer et d'avoir des contacts à l'avenir avec la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL). D'autres groupes dont les membres auraient été menacés et intimidés sont les suivants : le Comité chrétien pour les personnes déplacées d'El Salvador (CRIPDES), le Comité des familles pour la libération des prisonniers politiques et des personnes disparues en El Salvador (CODEFAM) et la Commission non gouvernementale des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES).

174. Selon d'autres renseignements parvenus au Rapporteur spécial, des membres des forces officielles de sécurité, notamment des militaires, étaient responsables d'un grand nombre de violations des droits de l'homme. On lui a également signalé que les exécutions et les menaces de mort, outre qu'elles étaient ouvertement le fait des forces de sécurité du gouvernement, pouvaient souvent être attribuées à des groupes paramilitaires et à des "escadrons de la mort" liés à l'armée ou opérant avec son assentiment. Selon des informations reçues, le FMLN et d'autres groupes, notamment le Front anticommuniste salvadorien (FAS) continuaient de perpétrer de nombreuses violations des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a noté que le système judiciaire salvadorien restait incapable d'assurer la justice, même dans les grandes

affaires liées aux droits de l'homme qui avaient retenu l'attention au niveau international. On disait notamment que les forces armées salvadoriennes jouissaient de l'impunité. Si la condamnation récente d'un colonel et d'un lieutenant tenus responsables du meurtre de six jésuites en novembre 1989 était une exception, il semblait nécessaire de poursuivre les enquêtes judiciaires afin de traduire en justice tous ceux qui pourraient avoir participé à ce crime.

Ethiopie

1. Demandes d'intervention d'urgence

175. Le 14 mai 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement éthiopien un télégramme au sujet de la détention de personnes qui couraient le risque de subir des représailles dans le climat de violence permanente entre les forces gouvernementales, le Front de libération du peuple érythréen (EPLF) et le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF). Selon l'information reçue, le gouvernement avait détenu sans inculpation un grand nombre de civils soupçonnés de sympathiser avec les rebelles. On craignait que ces détenus ne soient victimes d'exécutions sommaires dans l'éventualité où le front des forces rebelles progresserait. Plusieurs exécutions se seraient déjà produites dans ce contexte, notamment en représailles à des violations des droits de l'homme perpétrées par l'EPLF et l'EPRDF telles que l'assassinat de personnes soupçonnées de collaborer avec les forces de sécurité du gouvernement et la détention de fonctionnaires capturés.

176. A cet égard, le Rapporteur spécial a souligné les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui, dans leurs articles 3 et 6, respectivement, prévoient que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

177. Au moment de la préparation du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement éthiopien.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

178. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement éthiopien une lettre par laquelle il transmettait des informations qu'il avait reçues au sujet de la mort de 18 personnes en janvier 1991, qui auraient été tuées par des agents du gouvernement parce qu'elles étaient soupçonnées de sympathiser avec le groupe d'opposition armé, EPLF. Ces exécutions se seraient produites dans le contexte plus général d'une campagne dirigée contre tous ceux qui appuieraient ce mouvement séparatiste. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement éthiopien des informations concernant un incident au cours duquel huit personnes auraient été tuées durant une manifestation contre le nouveau gouvernement par des membres de l'EPRDF, groupe qui avait pris le pouvoir en mai 1991.

179. Le Rapporteur spécial a également transmis d'autres accusations concernant l'exécution extrajudiciaire à Addis-Abeba, à la fin mai 1991, d'un ancien fonctionnaire du gouvernement renversé par les membres de l'EPRDF, au pouvoir depuis mai 1991. Le Rapporteur spécial a également été informé

que 40 détenus de la prison d'Alatu, à 20 km au nord-est d'Addis-Abeba, auraient été victimes d'une exécution extrajudiciaire en avril 1990.

180. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement éthiopien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes. Il a, en outre, rappelé les normes humanitaires minima applicables à toutes les situations - notamment en cas de violence, de troubles et de tensions internes - auxquelles il n'était possible de déroger en aucune circonstance. Il a souligné en particulier que tout enfant avait le droit de bénéficier des mesures de protection requises par sa condition de mineur et qu'il fallait tout mettre en oeuvre pour ne pas permettre à des personnes de moins de 18 ans de prendre part à des actes de violence. Le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de l'informer des mesures prises pour sauvegarder, dans toute la mesure possible, la vie et l'intégrité physique des personnes touchées par la violence susmentionnée.

Grèce

1. Demandes d'intervention d'urgence

181. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

182. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement grec une lettre transmettant des informations qu'il avait reçues selon lesquelles un citoyen turc était décédé le 29 janvier 1991 à l'hôpital Flat, après avoir été torturé au quartier général de la police à Athènes. La victime aurait été arrêtée le 21 janvier 1991 par des agents du Bureau des stupéfiants de la police d'Athènes.

183. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement grec de lui fournir des renseignements sur ce cas et, en particulier, sur le progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

184. Le 3 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu une réponse du Gouvernement grec à sa lettre du 8 novembre 1991. Le gouvernement indiquait que les cas de Yalcin Halit et Suleiman Akyar semblaient liés, les deux intéressés étant des trafiquants de drogue qui se connaissaient et travaillaient ensemble. S'agissant de Yalcin Halit, aucun mauvais traitement d'aucune sorte n'a jamais été signalé à la police; interrogé sous serment, le 5 janvier 1991, il ne s'est jamais plaint d'avoir été torturé. Quant à Suleiman Akyar, qui avait été arrêté par le Bureau des stupéfiants de l'Attique occidentale pour trafic de drogue, il est soudainement tombé malade durant sa garde à vue le 21 janvier 1991 et a perdu conscience; transporté à l'hôpital de Kifissia, il y est décédé le 29 janvier 1991. La police judiciaire a établi qu'il était mort des suites d'une pneumonie.

Grenade

1. Demandes d'intervention d'urgence

185. Le 29 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement grenadin un télégramme concernant l'exécution imminente des personnes ci-après : Callistus Bernard, Dave Bartholomew, Christopher Stroude, Bernard Coard, Leon Cornwall, Colville McBarnette, Phyllis Coard, John Ventour, Lester Redhead, Hudson Austin, Liam James, Ewart Layne, Selwyn Strachan et Cecil Prime. Selon l'information reçue, le premier ministre, Maurice Bishop, et d'autres personnes, notamment des ministres et des dirigeants syndicaux, ont été tués le 19 octobre 1983 par des membres des forces armées durant un coup d'Etat qui aurait été organisé par une faction d'extrême gauche du New Jewel Movement (NJM). Le Gouvernement révolutionnaire du peuple a été dissous et le Conseil militaire révolutionnaire a brièvement pris le pouvoir. Il a été renversé après que des troupes des Etats-Unis, aidées par les forces d'autres pays des Caraïbes, eurent envahi la Grenade le 25 octobre 1983. Les personnes soupçonnées d'avoir participé aux assassinats ont finalement été inculpées pour meurtre et traduites en justice.

186. Selon des informations reçues, les règles internationales relatives à l'équité de la procédure n'auraient pas été respectées durant toutes les phases critiques, notamment avant et durant le procès, et les accusés se seraient vu dénier le droit de faire appel. En outre les personnes soupçonnées d'avoir participé aux assassinats auraient été détenues pendant plusieurs mois sans inculpation et certains des accusés auraient signé des aveux obtenus à la suite des mauvais traitements qu'ils auraient subis durant leur interrogatoire par la police. Les conditions d'incarcération des personnes impliquées dans l'affaire n'auraient pas satisfait aux règles internationales minima. Les accusés se sont vu refuser une assistance juridique adéquate avant et après leur inculpation. En outre, il se peut que le jury n'ait pas été totalement impartial à l'égard des accusés, comme le prouve le fait que certains jurés ont applaudi lorsque le juge a informé les avocats de la défense qu'ils pouvaient être assignés à comparaître pour outrage à magistrat pendant la procédure préliminaire.

187. A ce propos, le Rapporteur spécial a rappelé au gouvernement les principes fondamentaux contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et repris dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que dans la Déclaration et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'est également référé aux garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution du 25 mai 1984, ainsi qu'à la résolution du Conseil 1989/64 du 24 mai 1989, dans laquelle celui-ci a approuvé l'application de ces garanties. Le Rapporteur spécial a demandé des renseignements sur les mesures prises par les autorités compétentes pour assurer le respect du droit à la vie des personnes susmentionnées.

188. Au moment de la préparation du présent rapport, aucune réponse n'était parvenue du Gouvernement grenadin.

Guatemala1. Demandes d'intervention d'urgence

189. Le 21 février 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos de Mario Salazar et de Julio López, deux éducateurs qui travaillent pour Casa Alianza, organisation s'occupant des enfants des rues du Guatemala, et qui auraient été menacés par des policiers en civil brandissant des armes à feu. D'après les renseignements reçus, le 26 janvier 1991, vers 11 heures du matin, les deux éducateurs s'occupaient d'un groupe d'enfants à Guatemala quand ils ont vu s'approcher deux individus en civil qui ont braqué leurs armes sur la tête de M. López et d'un garçon du nom de José Luis González puis ont conduit les deux éducateurs au siège de la police nationale, où les enfants les ont vus entrer. D'après MM. Salazar et López, ils ont été l'un et l'autre interrogés et insultés par des membres de la police qui, après les avoir accusés de créer des problèmes, ont voulu leur faire signer une déclaration selon laquelle ils avaient été arrêtés par erreur. Il semble que les victimes de cet incident aient fait un rapport pour se plaindre d'abus d'autorité et d'enlèvement dans lequel elles se déclaraient d'autant plus préoccupées par cet incident que d'autres membres de leur organisation avaient déjà été l'objet d'incidents graves, comme Rene Geovanny Soto García, enlevé et tué en octobre 1989 et le directeur de Casa Alianza, Bruce Harris, qui avait reçu récemment des menaces de mort.

190. Le Rapporteur spécial a exhorté le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour enquêter sur les menaces reçues par les personnes mentionnées et déterminer les circonstances de l'incident et pour protéger le droit à la vie des membres de Casa Alianza et des autres éducateurs qui s'occupent des enfants sans abri, ainsi que des enfants eux-mêmes, groupe particulièrement vulnérable exigeant une plus grande protection. Il a également demandé des renseignements sur les résultats des enquêtes et sur les mesures de protection qui avaient pu être prises.

191. Le 15 mars 1991, un télégramme a été adressé au Gouvernement guatémaltèque à propos de six paysans habitant le canton de Chunima, Chichicastenango (département d'El Quiché), qui avaient été menacés de mort par des membres des patrouilles d'autodéfense civile rattachés à l'armée, lesquels contrôlaient apparemment aussi les routes d'accès au village. Il semble qu'en février deux membres de ces patrouilles aient exécuté deux paysans et en aient blessé un troisième dans le canton de Chupol (département d'El Quiché). Les paysans ayant fait l'objet de menaces étaient Diego Perebal, Sebastián Perebal Suy, Sebastián Suy Coc, Tomás Perez Suy, José Velazquez Morales et Sebastián Morales.

192. Le Rapporteur spécial, se référant au principe fondamental énoncé à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lequel le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et doit être protégé par la loi, a exhorté le gouvernement à veiller dans toute la mesure possible à assurer la protection des personnes susmentionnées et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet égard.

193. Le 1er mai 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos des menaces de mort qu'auraient reçues les personnes suivantes :

a) Alejandro Vázquez Cua. Le 14 avril 1991, M. Vázquez aurait été menacé de mort dans le village de Xepac, Tecpan (département de Chimaltenango) par un officier de l'armée à la tête de 45 soldats, qui l'avait obligé à sortir de chez lui et à s'agenouiller à ses pieds sous peine, s'il ne le faisait pas, de devoir en subir les conséquences; les militaires ont accusé la famille de M. Vázquez de collaborer avec la guérilla;

b) Simón López Escriba. Le 4 avril 1991, il aurait été passé à tabac et menacé de mort par un spécialiste de l'armée du nom de Luis Alfredo Godoy Lerona, appartenant à l'état-major présidentiel, alors qu'il marchait dans une rue de Quezada (Jutiapa).

c) Byron Morales. Le 12 avril 1991, dans la ville de Guatemala, M. Morales, Secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSITRAGUA), aurait reçu par téléphone des menaces de mort proférées par des personnes qui seraient proches des forces de sécurité gouvernementales.

194. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social par sa résolution 1989/65 en date du 24 mai 1989, ainsi qu'aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé au gouvernement de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes susmentionnées. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui faire parvenir des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

195. Le 10 mai 1991, un autre télégramme a été adressé au Gouvernement guatémaltèque au sujet de M. Amilcar Méndez Urizar, dirigeant du Conseil des communautés ethniques "Runujel Junam" (CERJ), qui aurait été menacé de mort, le 15 avril 1991, à Guatemala (dans la Calzada Roosevelt, zone 11), par quatre hommes armés soupçonnés d'appartenir aux forces gouvernementales; ceux-ci avaient essayé de l'arrêter mais il avait pu s'échapper grâce à l'intervention de plusieurs habitants du quartier. Cet incident est d'autant plus inquiétant qu'un autre membre de la même organisation, Camilo Ajqui Jimón, 26 ans, aurait été assassiné, le 14 avril 1991, à Potrero Viejo, Zacualpa (département d'El Quiché) par des agents soupçonnés d'appartenir aux forces de sécurité. M. Ajqui Jimón aurait réclamé l'ouverture d'une enquête sur la disparition récente de quatre autres membres du CERJ.

196. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils

et politiques. En outre, les personnes susmentionnées appartenant à une organisation qui coopère régulièrement avec l'Organisation des Nations Unies dans ses activités de protection des droits de l'homme, il a également rappelé la résolution 1991/70, en date du 6 mars 1991, par laquelle la Commission des droits de l'homme demandait instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Il a exhorté le Gouvernement guatémaltèque à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour assurer la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a aussi demandé des renseignements sur ces mesures ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires. Il l'a également engagé à prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie de M. Méndez Urizar et lui a demandé des renseignements à ce sujet ainsi qu'au sujet des enquêtes menées par les autorités dans cette affaire.

197. Le 13 mai 1991, un autre message urgent a été adressé au Gouvernement guatémaltèque au sujet d'Axel Mejía, enseignant à Casa Alianza, à Guatemala, qui aurait fait l'objet de menaces de mort les 28 et 30 avril 1991; M. Mejía avait reçu un coup de téléphone d'un interlocuteur anonyme lui enjoignant d'arrêter de travailler pour cette organisation. Le numéro de téléphone de Casa Alianza où certains de ces appels ont été reçus avait été changé récemment et n'avait pas encore été rendu public; par conséquent il ne pouvait être connu que de quelqu'un ayant directement accès au réseau de télécommunications. En outre, Axel Mejía avait récemment témoigné lors du procès d'un membre de la police du fisc accusé d'appartenir à un groupe d'agents du SIPROCI qui avaient tué trois enfants des rues le 7 novembre 1990.

198. Le 3 juin 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au sujet de Miguel Sucuqui Mejía et de sa famille qui auraient été menacés de mort par des membres des patrouilles d'autodéfense civile (PAC), dans la nuit du 6 mai 1991, dans le village de Sacpulup, Chichicastenango (département d'El Quiché). D'après les renseignements reçus, le 6 mai 1991 vers minuit, des membres des PAC de Sacpulup avaient cerné la maison de M. Sucuqui Mejía, membre du Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux" (CERJ). Le chef de la patrouille avait pénétré dans la maison et demandé où se trouvait M. Sucuqui Mejía; apprenant qu'il n'était pas chez lui, il avait menacé de tuer sa femme. M. Sucuqui Mejía a déclaré par la suite que le chef de la patrouille avait menacé toute la famille et avait dit que "tôt ou tard, il se vengerait sur ma famille de tout ce qui s'était passé et à fortiori si nous parlions de l'incident de cette nuit". A la suite de quoi, M. Sucuqui Mejía et sa famille avaient cherché refuge dans les bureaux du CERJ. Depuis sa création, le CERJ a été l'objet de toutes sortes d'atteintes aux droits de l'homme : depuis mars 1990, au moins huit de ses membres ont été tués dans des circonstances qui portent à croire à la participation de milieux proches du gouvernement; depuis janvier 1991, trois parents de membres du CERJ ont été tués et un grand nombre d'autres ont été la cible de mesures d'intimidation et de menaces de la part de membres des forces de sécurité ou d'agents sous leurs ordres.

199. A propos de ces incidents, le Rapporteur spécial a appelé l'attention du Gouvernement guatémaltèque sur le paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi que sur

les principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Conseil des communautés ethniques "Runujel Junam" ayant, en outre, coopéré avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de l'ONU, il a aussi rappelé la résolution 1991/70 par laquelle la Commission des droits de l'homme demandait instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Il a demandé des renseignements sur les mesures prises pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées, ainsi que l'assurance que les dispositions de la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme étaient bien respectées.

200. Le 17 juin 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre message urgent au Gouvernement guatémaltèque à propos de nouvelles menaces de mort dirigées contre Amilcar Méndez Urizar, ainsi que de menaces dirigées contre des membres de sa famille; ces incidents avaient eu lieu après une tentative d'enlèvement dont M. Méndez Urizar avait été l'objet le 15 avril 1991 (voir plus haut par. 195).

201. D'après les renseignements disponibles, le 16 mai 1991 à 20 heures, M. Méndez Urizar avait reçu chez lui un coup de téléphone d'un interlocuteur anonyme proférant des menaces. L'inconnu avait déclaré que M. Méndez n'en réchapperait pas, pas plus que sa femme et ses enfants. Depuis sa création, le Conseil des communautés ethniques "Runujel Junem" (CERJ) a été la cible de toutes sortes d'atteintes aux droits de l'homme. Depuis mars 1990, au moins huit de ses membres ont été tués dans des circonstances qui donneraient à croire que des membres des milieux gouvernementaux sont impliqués; depuis janvier 1991, trois membres du CERJ et trois proches de membres du CERJ ont été assassinés. En outre, un grand nombre d'autres membres du CERJ ont été l'objet d'intimidations et de menaces de la part de membres des forces de sécurité ou d'agents travaillant sous leurs ordres. L'assassinat le plus récent d'un membre du CERJ, Camilo Ajqui Jimón, a eu lieu le 14 avril 1991 à Potrero Viejo, Zacualpa (département d'El Quiché).

202. Le Rapporteur spécial a appelé une fois encore l'attention du gouvernement sur le paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, et sur les principes consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, le CERJ coopérant régulièrement avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de l'ONU, il a rappelé la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme (voir plus haut par. 199). Le Rapporteur spécial a demandé des renseignements sur les mesures prises pour assurer la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes susmentionnées, ainsi que l'assurance que les dispositions de la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme étaient bien respectées.

203. Le 25 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de Rosendo de León Dubón et de Mauricio Raxcacó Henriquez, employés typographes et membres du Syndicat national des typographes, affilié à la Fédération nationale des syndicats de travailleurs de l'Etat du Guatemala (FENASTEG), qui feraient l'objet, depuis le mois d'avril 1991, de menaces de mort de la part de membres des forces de sécurité dont il y a lieu de croire qu'ils ont partie liée avec les escadrons de la mort pour avoir dénoncé quelques cas de corruption officielle au sein des services d'imprimerie du Ministère de l'intérieur. D'après les renseignements reçus, le 6 juin 1991, deux individus auraient poursuivi M. Raxcacó, qui rentrait chez lui, dans la zone 1 de Guatemala, l'auraient roué de coups et lui auraient ordonné d'abandonner toutes ses accusations. Au cours de l'année, plusieurs plaintes avaient été reçues dénonçant une recrudescence récente des menaces par téléphone, des enlèvements et des exécutions sommaires à l'encontre de syndicalistes, de membres d'associations professionnelles et de mouvements populaires; des agents des forces de sécurité ou de groupes qui s'y rattachent seraient impliqués.

204. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, et aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoient en leurs articles 3 et 6 respectivement que tout individu a droit à la vie et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. En outre, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut et a sollicité des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes effectuées par les autorités dans ces affaires.

205. Le 26 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos de plusieurs membres du personnel de Casa Alianza et en particulier de Bruce Harris, son directeur exécutif, qui auraient été menacés de mort par des membres des forces de sécurité. Par deux fois, le 12 juillet 1991 et le 18 juillet 1991, d'après des témoins oculaires, quatre individus à bord d'une voiture BMW, quatre portes, de couleur bleue aux vitres teintées, auraient tiré de nombreux coups de feu sur le bâtiment de Casa Alianza, tout en proférant des menaces de mort à l'encontre de son directeur, du personnel et des enfants qui y sont hébergés.

206. Il a été signalé que le Service juridique de Casa Alianza, récemment créé, avait réclamé l'ouverture d'enquêtes sur les violations des droits des enfants qui auraient été commises par des membres de la police, lesquels s'étaient présentés parfois en uniforme et parfois en civil. A ce jour, les tribunaux étaient saisis de 39 plaintes contre 50 membres de la police nationale et devaient mener l'enquête. Quelques enfants des rues et quelques travailleurs de Casa Alianza qui avaient témoigné auraient été l'objet de menaces de mort constantes et d'autres formes de représailles. M. Axel Mejía, principal témoin dans une affaire mettant en cause 18 membres des forces de sécurité de la ville de Guatemala pour mauvais traitements infligés à des enfants des rues en novembre 1991, aurait été contraint de quitter le pays à cause des menaces reçues.

207. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux principes consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, les personnes mentionnées ayant collaboré régulièrement avec les mécanismes établis par l'Organisation des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme, il a aussi rappelé la résolution 1991/70, en date du 6 mars 1991, par laquelle la Commission des droits de l'homme demandait instamment aux gouvernements "de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles, sous quelque forme que ce soit, contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme ou qui ont cherché à recourir aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut, et a sollicité des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

208. Le 30 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de Hugo Arce, journaliste qui travaillait pour le quotidien guatémaltèque Siglo XXI et qui aurait reçu plusieurs fois des menaces de mort par téléphone depuis qu'il avait commencé à écrire des articles critiques à l'égard du gouvernement. Le 4 juillet 1991, deux hommes l'auraient accosté dans la rue pour le menacer de subir le même sort que Humberto Gonzales Gamarra (journaliste assassiné en octobre 1990), s'il ne renonçait pas à critiquer le gouvernement; le lendemain, une automobile l'aurait suivi et, le 12 juillet, alors qu'il circulait dans sa propre voiture avec sa famille, il aurait été menacé avec une arme à feu brandie depuis une autre voiture venue à la hauteur de la sienne. Au début de 1991, la police aurait accusé M. Arce de détenir de la cocaïne et des explosifs dans sa voiture, ce qui n'avait jamais été prouvé. Pour la personne qui a fait part de ces renseignements, cette accusation n'est qu'une autre forme de la persécution qui s'exerce à l'encontre du journaliste, au même titre que les menaces de mort proférées récemment.

209. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux principes consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé, en outre, au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique du journaliste et a sollicité des renseignements sur les mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans cette affaire.

210. Le 30 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de Carmen Reina et d'Otto Peralta, dirigeants de l'Association des étudiants de l'université de San Carlos (AEU),

qui avaient assisté, en tant que membres d'organisations non gouvernementales, à la dernière session de la Commission des droits de l'homme tenue à Genève en février et mars 1991; ils auraient été menacés de mort par des inconnus dont il y a lieu de croire qu'ils ont partie liée avec les forces gouvernementales, selon la plainte déposée auprès du Ministre de l'intérieur lors de la réunion qu'ils ont eue avec celui-ci le 13 juillet 1991. D'autres membres de l'AEU auraient fait l'objet de persécutions et d'une surveillance et auraient également été menacés de mort; l'incident est d'autant plus préoccupant que l'AEU serait victime de persécutions depuis plusieurs années : depuis août-septembre 1989, 12 de ses dirigeants auraient disparu et sept autres auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires.

211. Le 12 août 1991, Le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de José Miguel Mérida Escobar, 36 ans, chef de la section des homicides du département des enquêtes criminelles de la police nationale, assassiné le 5 août 1991, dans la zone 1 de la ville de Guatemala. D'après les auteurs des plaintes, cet assassinat est lié à l'enquête que M. Mérida menait sur l'assassinat, en 1990, de l'anthropologue Mme Myrna Mack Chang, qui avait collaboré avec des organes de l'ONU. M. Mérida avait établi un rapport dans lequel il indiquait que Mme Chang avait été tuée pour des motifs politiques et, dans sa déposition devant les tribunaux, avait fait état de la complicité et de la participation d'officiers de haut rang; de plus, M. Mérida s'apprêtait à témoigner également devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Les auteurs des communications se déclaraient, par conséquent, inquiets pour la sécurité des membres de la famille et des collègues de Mme Mack, ainsi que des autres membres de la police nationale qui participent à l'enquête.

212. A propos de ces deux derniers cas, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social en vertu de sa résolution 1989/65, en date du 24 mai 1989, aux termes duquel "une protection efficace sera assurée par des moyens judiciaires ou autres aux personnes et aux groupes qui seront menacés d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire, y compris à ceux qui feront l'objet de menaces de mort", ainsi qu'aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lesquels prévoient en leurs articles 3 et 6 respectivement que tout individu a droit à la vie et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être privé arbitrairement de la vie. En outre, les personnes mentionnées ayant collaboré régulièrement avec les mécanismes établis par l'ONU pour la protection des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a rappelé aussi la résolution 1991/70 adoptée par la Commission des droits de l'homme le 6 mars 1991. La Commission y demandait instamment aux gouvernements "de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles, sous quelque forme que ce soit, contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme ou qui ont cherché à recourir aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales". Par ailleurs, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort pour prendre

toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes susmentionnées, et a sollicité des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

213. Le 12 août 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet des menaces qui pèsent sur la vie et l'intégrité physique de Carlos Hernández, âgé de 16 ans, et de "Caballo", 15 ans, ainsi que sur la découverte à Guatemala du corps terriblement mutilé d'un enfant des rues, âgé de 7 ou 8 ans, dont on ignore tout, jusqu'à son nom. D'après les renseignements reçus, le 9 août 1991, Carlos Hernández et "Caballo" étaient assis sous le pont Amate, situé dans la 19ème rue, entre la 4ème et la 5ème avenue, dans la zone 1 de Guatemala. Apparemment, ce pont est un lieu de réunion habituel pour les enfants des rues de Guatemala. Vers 1 h 30, est passée une camionnette banalisée à bord de laquelle se trouvaient deux hommes armés, en civil; ils ont ouvert le feu sans sommation, blessant Carlos Hernández à la cuisse droite; d'après les médecins de l'hôpital San Juan de Dios, où l'enfant a été transporté, la blessure avait été produite par une balle de pistolet de calibre 38. L'autre enfant, "Caballo", n'a pas été touché encore que, apparemment, les tireurs inconnus l'aient visé aux jambes. Après cet incident, "Caballo" a demandé secours à Casa Alianza : cette organisation, qui s'occupe des enfants des rues de Guatemala, a mené des enquêtes ou demandé l'ouverture d'enquêtes sur ces agissements, imputés à la police, dont ces enfants ont été victimes.

214. Dans son télégramme au Gouvernement guatémaltèque daté du 26 juillet 1991 (voir par. 205), le Rapporteur spécial a transmis les renseignements qui lui avaient été communiqués concernant un incident survenu en juillet 1991 : des inconnus avaient tiré sur le centre d'urgence de Casa Alianza après avoir proféré des menaces de mort à l'encontre de son directeur exécutif, Bruce Harris, du personnel et des enfants des rues dont s'occupe l'organisation. Par ailleurs, le 31 juillet, dans un dépôt d'ordures à côté d'un transformateur électrique de la zone 3 de Guatemala, on avait retrouvé le corps sauvagement torturé d'un enfant des rues non identifié. D'après les renseignements reçus, on lui avait arraché les yeux et on lui avait frappé ou écrasé la tête si violemment qu'il était impossible de l'identifier; le personnel de Casa Alianza aurait demandé aux autorités d'ouvrir une enquête sur la mort cet enfant.

215. D'après les renseignements reçus, l'année passée, le nombre de cas de violations des droits de l'homme concernant des enfants des rues, y compris les cas d'exécutions extrajudiciaires, de tentatives d'exécution extrajudiciaire et de menaces de mort, auraient augmenté de façon vertigineuse. Dans un grand nombre de cas, les responsables seraient des fonctionnaires des forces de sécurité et tout particulièrement de la police, qui agiraient parfois en civil et parfois en uniforme. Le Rapporteur spécial a également reçu des renseignements faisant état de certaines violations des droits de l'homme commises par des membres d'agences de sécurité privées. On a appris que les tribunaux guatémaltèques étaient saisis d'environ 39 plaintes contre plus de 50 agents de la police nationale; toutefois, d'après les renseignements disponibles, les enquêtes donnaient rarement lieu à l'inculpation et à la condamnation des responsables. De plus, les enfants des rues qui avaient été témoins des violences subies par d'autres enfants ou qui avaient donné des renseignements à ce sujet faisaient l'objet de représailles,

et ceux qui s'occupaient des enfants des rues étaient victimes de harcèlements, d'actes d'intimidation et de menaces de mort. Enfin, il a été signalé qu'au début d'août 1991, le tribunal des mineurs avait ordonné la fermeture du service juridique de Casa Alianza au motif qu'il n'avait pas compétence pour défendre les mineurs.

216. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux principes consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'est référé en outre aux Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants tenu à La Havane (Cuba) du 27 août au 7 septembre 1990. Ces Principes établissent notamment que "les responsables de l'application des lois, dans l'accomplissement de leurs fonctions, auront recours autant que possible à des moyens non violents avant de faire usage de la force ou d'armes à feu. Ils ne peuvent faire usage de la force ou d'armes à feu que si les autres moyens restent sans effet ou ne permettent pas d'escompter le résultat désiré", que "les responsables de l'application des lois doivent se faire connaître en tant que tels et donner un avertissement clair de leur intention d'utiliser des armes à feu" et que "les gouvernements feront en sorte que l'usage arbitraire ou abusif de la force ou des armes à feu par des responsables de l'application des lois soit puni comme une infraction pénale, en application de la législation nationale".

217. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut. Il lui a demandé aussi des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

218. Le 4 septembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos des journalistes Juan Carlos Ruiz, Hugo García, Silvino Velásquez, Miguel Angel Lopez et Maricel Dieguez, des syndicalistes Rosendo de León Dubón et Mauricio Raxcacó Henríquez et d'un paysan, Rolando René Pérez.

219. En juillet 1991, trois journalistes, Juan Carlos Ruiz (Crónica), Hugo García (Gráfico) et Silvino Velásquez (Prensa Libre) auraient été agressés par des inconnus qui leur auraient volé leur portefeuille et leurs papiers d'identité. Le 12 août, ces mêmes journalistes et d'autres personnes accrédités auprès des organes d'information radiophonique El Independiente et Patrullaje Informativo auraient reçu des coups de téléphone anonymes par lesquels on les menaçait et on leur demandait pourquoi ils s'intéressaient aux procès contre des militaires, à l'affaire de Myrna Mack, de Michael Devine et de Diana Ortiz ainsi qu'au procès de Dino Roberto Villata Valdez, fils du Vice-Ministre de l'intérieur. Le 19 août 1991, des membres de la police nationale auraient désamorcé un explosif placé au neuvième étage de l'immeuble "El Centro" situé au coin de la 7ème avenue et de la 9ème rue de la zone 1.

Cet édifice abrite les bureaux de l'agence de presse mexicaine (Notimex), du journal Crítica, de l'agence de presse DPA et du Conseil des communautés ethniques "Runujel Junam" (CERJ). Le 24 août 1991, deux inconnus auraient pénétré dans les bureaux de la Notimex, demandant à voir deux correspondants, MM. Miguel Lopez et Maricel Dieguez et auraient examiné les archives. Les deux correspondants, craignant pour leur vie, auraient quitté le pays le lendemain.

220. Les deux syndicalistes Rosendo de León Dubón et Mauricio Raxcacó Henríquez auraient déjà fait l'objet par le passé de menaces et de persécutions (voir par. 203). M. Raxcacó Henríquez est secrétaire à l'éducation, à l'art et à la culture et membre du Comité exécutif de la Fédération nationale des syndicats de travailleurs de l'Etat du Guatemala (FENASTEG). Le 19 août 1991 il aurait été victime d'une tentative d'enlèvement dans la ville de Guatemala. M. de León Dubón continuerait, pour sa part, de recevoir des menaces. D'après les renseignements reçus, le 19 août 1991, M. Raxcacó Henríquez quittait son domicile dans la zone 1 (qui avait apparemment été surveillé pendant les deux semaines précédentes), vers 20 h 30, quand il aurait été intercepté par quatre hommes en civil, qui circulaient à bord d'un véhicule blanc aux vitres teintées : ces individus l'auraient frappé et lui auraient dit que ni lui ni M. de León Dubón n'avaient pris au sérieux les avertissements et qu'ils étaient devenus gênants; ils lui avaient en outre demandé l'adresse de M. León Dubón. Alors qu'ils essayaient de l'attirer dans la voiture, M. Raxcacó Henríquez avait réussi à s'échapper et s'était réfugié dans les bureaux de la Croix-Rouge. Des agents de la police nationale en civil se seraient rendus, le lendemain, dans les bureaux de la Croix-Rouge pour voir M. Raxcacó qui aurait aussi été interrogé, le même jour, par un autre groupe de policiers en uniforme. M. Raxcacó aurait ensuite quitté les lieux pour se cacher.

221. D'après les renseignements reçus, Rolando René Pérez, paysan habitant à Los Cerezos, Tejutla (San Marcos) aurait reçu verbalement et par écrit des menaces de mort émanant du bureau de renseignements de l'armée, le G-2, de l'escadron de la mort appelé "Mano negra" (La main noire), des patrouilles d'autodéfense civile et des comisionados militares (agents civils rattachés à l'armée) de la région.

222. Le 10 septembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de ses télégrammes du 10 mai 1991 et du 17 juin 1991 par lesquels il lui transmettait les plaintes faisant état des menaces de mort reçues par Amílcar Méndez Urizar, Président du Conseil des communautés ethniques "Runujel Junam" (CERJ) (voir par. 195 et 200). D'après les renseignements reçus, le 24 août 1991, M. Méndez aurait reçu dans les bureaux du CERJ à Guatemala un autre message écrit contenant des menaces de mort signé du "Jaguar Justiciero" (Le Jaguar justicier), escadron de la mort à qui ont été attribués par le passé de nombreux assassinats et disparitions et dont on soupçonne que des agents des forces armées et des forces de sécurité feraient partie. Plus tard, le 29 août 1991, quatre hommes, dont deux étaient vêtus de noir et les deux autres portaient l'uniforme de l'armée, se sont présentés au domicile de la soeur de M. Méndez, à Colonia San Francisco (ville de Guatemala), et ont demandé s'il était là; comme il n'y était pas, ils ont également interrogé les voisins. A la suite de cet incident, M. Méndez a appelé le Ministre de l'intérieur pour vérifier si ces hommes avaient été envoyés officiellement; la réponse du Ministre a, semble-t-il, été négative.

223. Le 11 octobre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de renseignements qu'il avait reçus, donnant à penser que la vie et l'intégrité physique des syndicalistes Rosendo de León Dubón, Mauricio Raxcacó Henríquez, Armando Sánchez et David Montejo étaient menacées.

224. Après les télégrammes adressés au Gouvernement guatémaltèque le 25 juillet 1991 et le 4 septembre 1991 (voir par. 203 et 218), concernant les menaces de mort proférées au téléphone contre les syndicalistes Rosendo de León Dubón et Mauricio Raxcacó Henríquez en avril et en juin 1991 et la tentative d'enlèvement de M. Raxcacó Henríquez, le 19 août 1991, le Rapporteur spécial a été informé que M. de León Dubón n'avait cessé d'être persécuté et de recevoir des menaces de mort au point qu'il avait quitté le pays.

225. Il a été signalé aussi que deux autres dirigeants syndicaux membres du Comité exécutif de la Fédération nationale des syndicats de travailleurs de l'Etat du Guatemala (FENASTEG), Armando Sánchez et David Montejo, auraient été persécutés et menacés de mort. Le 10 septembre 1991, M. Sánchez, Secrétaire général de la FENASTEG et M. Montejo, Secrétaire intersyndical, ont reçu l'un et l'autre chez eux des menaces proférées au téléphone par des correspondants anonymes les avertissant que s'ils ne quittaient pas le pays dans les 72 heures, ils seraient éliminés. Il a été signalé en outre que depuis le mois d'avril 1991, M. Sánchez avait reçu de sérieuses menaces de mort et que des inconnus le surveillaient en permanence.

226. Dans les trois télégrammes mentionnés (voir par. 218, 222 et 223), le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social en vertu de sa résolution 1989/65 en date du 24 mai 1989, aux termes duquel "une protection efficace sera assurée par des moyens judiciaires ou autres aux personnes et aux groupes qui seront menacés d'une exécution extrajudiciaire, arbitraire ou sommaire, y compris à ceux qui feront l'objet de menaces de mort", ainsi qu'aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoient en leurs articles 3 et 6 respectivement que tout individu a droit à la vie et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. Par ailleurs, le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la vie et de l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut. Il a demandé en outre des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

227. Le 13 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque au sujet de renseignements concernant Verónica Ortiz Hernández, membre de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), dont la vie et l'intégrité physique seraient en danger. D'après des témoins, Mme Ortiz Hernández, 22 ans, aurait été capturée le 16 octobre 1991, après avoir été blessée par des troupes de l'armée lors des combats qui ont eu lieu dans le département de Sacatepequez. Les autorités auraient nié la garder en détention et on craint pour son intégrité physique.

228. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions ainsi qu'à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Etant donné que d'après les renseignements reçus, l'armée n'aurait jamais admis avoir capturé des guérilleros et que l'on s'inquiète pour la vie et l'intégrité physique de la personne mentionnée, le Rapporteur spécial a demandé au gouvernement de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique de l'intéressée. En outre, il a sollicité des renseignements sur ces mesures et sur les enquêtes menées par les autorités dans cette affaire.

229. Le 13 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos de renseignements selon lesquels la vie et l'intégrité physique de Luisa Ruíz Saquic et de 11 autres habitants de Tuanaja, Zacualpa (département d'El Quiché) étaient menacées. D'après les renseignements reçus, Mme Ruíz Saquic et 11 habitants de Tuanaja, tous membres du Groupe d'entraide pour la réapparition vivants de nos parents (GAM) auraient été menacés de mort par plusieurs membres des patrouilles d'autodéfense civile (PAC) de cette localité, au nombre desquels M. Santos Coj Rodríguez. Mme Ruíz Saquic et les 11 autres personnes devaient témoigner lors du procès intenté contre M. Santos Coj Rodríguez et d'autres membres des PAC accusés d'avoir torturé et tué, en 1982 et 1983, des proches d'habitants de Tuanaja, qui était en cours. En avril 1989, on avait découvert à Tuanaja un cimetière clandestin, contenant, selon les informations reçues, les corps de huit des victimes des incidents décrits. Le GAM aurait alors demandé que les responsables de ces violations des droits de l'homme soient traduits en justice et à partir de ce moment-là aurait reçu des menaces de mort émanant de M. Santos Coj Rodríguez et de proches de celui-ci. M. Santos Coj Rodríguez aurait été arrêté en juin 1991 mais en octobre 1991 les proches des victimes auraient appris qu'il s'était enfui. D'après les allégations, les autorités, qui sauraient parfaitement où il se trouve, ne feraient rien pour l'arrêter à nouveau. Après son évasion, Mme Ruíz Saquic et les autres témoins auraient reçu à nouveau des menaces de mort; elle se serait réfugiée, en compagnie d'un autre membre du GAM, dans les bureaux du Groupe à Guatemala. Le 7 novembre 1991, six hommes se seraient présentés devant le bureau et, avant de s'en aller, auraient brandi les armes qu'ils portaient sur eux.

230. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi qu'aux articles applicables de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, les personnes citées ayant collaboré régulièrement avec les mécanismes établis par l'Organisation des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a rappelé également la résolution 1991/70, en date du 6 mars 1991, par laquelle la Commission des droits de l'homme demandait instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Par ailleurs, il a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre

toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut. Il a aussi sollicité des renseignements sur les mesures qui seraient prises et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

231. Le 4 décembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement guatémaltèque à propos de renseignements selon lesquels la vie et l'intégrité physique d'Alba Méndez et de Vilma Martínez et des paysans du domaine El Pilar, La Reforma (San Marcos) étaient menacées. D'après les renseignements reçus, le 10 novembre 1991, des hommes armés se seraient introduits dans l'immeuble où résident deux religieuses de l'ordre des Dominicains, du nom de Méndez et Martínez, dans la zone 3 de Guatemala. Ces hommes qui, selon les renseignements, auraient partie liée avec les forces de sécurité du gouvernement, auraient laissé une note menaçant de mort les deux religieuses; celles-ci auraient fait savoir la veille que le 5 novembre 1991 on s'était introduit dans ce même appartement. Le 17 novembre 1991, des soldats du détachement de Santa Ana Berlin auraient réuni les paysans du domaine El Pilar, La Reforma (San Marcos) et les auraient menacés de mort.

232. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions ainsi qu'aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a demandé au Gouvernement guatémaltèque de n'épargner aucun effort et de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique des personnes mentionnées plus haut et il a sollicité des renseignements sur les mesures qui seraient prises et sur les enquêtes menées par les autorités dans ces affaires.

Réponses du gouvernement

233. Le 20 février 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement guatémaltèque qui transmettait des coupures de presse tirées de trois quotidiens, El Gráfico, Prensa Libre et Siglo Veinte, dénonçant le massacre de dix membres d'une patrouille d'autodéfense civile près de Playa Grande (département d'El Quiché), le 16 février 1991, attribué à des guérilleros et des trafiquants de drogue armés.

234. Le 21 mars 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement guatémaltèque qui transmettait des coupures de presse tirées de deux quotidiens, El Gráfico et Prensa Libre, rendant compte de la condamnation de quatre membres de la police nationale à des peines d'emprisonnement allant de 10 à 15 ans pour l'assassinat, le 4 mars 1990 à Guatemala, de Nahamán Carmona López, un enfant des rues.

235. Le 9 juillet 1991, une réponse a été reçue du Procureur aux droits de l'homme, Ramiro de León Carpio, qui annonçait la création d'une commission d'enquête sur les disparitions.

236. Le 10 juillet 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement guatémaltèque qui transmettait une déclaration du Procureur aux droits de l'homme dénonçant le massacre, le 16 février 1991, de 10 membres d'une patrouille d'autodéfense civile près de Playa Grande (département d'El Quiché), par un groupe armé irrégulier connu sous le nom de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

237. Le 17 juillet 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement guatémaltèque qui déclarait que les autorités compétentes avaient ouvert une enquête sur les menaces reçues par Amilcar Méndez Urizar et Miguel Sucuqui Mejía, membres du Conseil des communautés autochtones "Runujel Junam".

238. Le 28 novembre 1991, une réponse a été reçue du Gouvernement guatémaltèque concernant l'appel du Rapporteur spécial daté du 13 novembre 1991. Le Gouvernement guatémaltèque faisait tenir une ordonnance rendue le 21 novembre 1991 par le ministère public demandant à Verónica Ortiz Hernández, qui se trouverait aux mains des forces de sécurité à Sacatepequez, de se présenter en personne à la Cour suprême de justice.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

239. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement guatémaltèque pour lui communiquer des allégations faisant état d'exécutions sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu entre mai 1990 et juillet 1991, et concerneraient plus de 100 victimes, parmi lesquelles des militants syndicaux, des membres du CERJ ainsi que de nombreux paysans et membres des communautés autochtones. Par la même lettre, le Rapporteur spécial faisait également part d'autres renseignements selon lesquels plus de 200 paysans étaient menacés de mort pour avoir refusé de s'enrôler dans les patrouilles d'autodéfense civile. Il a également porté à la connaissance du Gouvernement guatémaltèque le cas de plus de 20 syndicalistes, membres de la CONAVIGUA, du CERJ et du GAM, d'un militant des droits de l'homme et de deux hommes politiques qui avaient reçu des menaces de mort.

240. Se référant aux instruments internationaux de défense des droits de l'homme applicables mentionnés en annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement guatémaltèque de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et plus particulièrement sur la progression et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

241. Le 16 décembre 1991 a été reçue du Gouvernement guatémaltèque une réponse qui donnait des renseignements sur les cas ci-après :

a) Gustavo Adolfo Paniagua Muñiz. Le deuxième tribunal d'instruction de première instance, saisi de l'affaire, a ordonné le 5 février 1991 l'ouverture d'une enquête par la police nationale à l'issue de laquelle Juan de la Cruz Regalado Monzón a été inculpé, le mobile du crime étant d'ordre passionnel;

b) Byron Estuardo Polanco. Personne n'a été inculpé. Le ministère public a déjà pris les mesures voulues dans cette affaire;

c) Margarita Chávez. Le tribunal de première instance du département d'El Petén a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur l'assassinat de Mme Chávez. A ce jour, personne n'a été inculpé;

d) Pedro García Chuc. Le tribunal saisi de l'affaire est le tribunal de première instance du département de Sololá et le point de la situation est le suivant : le 5 mars 1991, ayant reçu la plainte faisant état de la disparition de M. García Chuc, la police nationale avait ouvert une enquête; le fils de l'intéressé, Mario Rocaël García Yax, avait indiqué que son père était sorti le 4 mars 1991 à 4 h 40 du matin, ayant entendu plusieurs coups de feu; le lendemain, il avait appris que le cadavre de M. García Chuc se trouvait à l'hôpital national d'El Quiché, où il avait été transporté après avoir été découvert dans le canton de Chichuá (département de Chichicastenango). Le ministère public, s'étant constitué partie civile, a ordonné la comparution d'Alfredo Felipe García Yax, d'Oscar González Vásquez et d'Antonio Salazar Herrera, afin qu'ils entendent les déclarations préliminaires d'Esteban Alvarez et de Domingo Pascual Tax qui, d'après la police nationale, étaient suspects;

e) Manuel et Pablo Ajiataz Chivalan. L'information pour l'homicide de ces deux personnes a été ouverte par le deuxième tribunal d'instruction de première instance du département d'El Quiché. A ce jour, personne n'a été inculpé et le procès en est toujours au stade de l'instruction;

f) Juan Perebal, Manuel Perebal et Diego Perebal. Des poursuites pénales sont engagées devant le deuxième tribunal d'instruction de première instance du département d'El Quiché, contre Manuel Perebal Ajtzalam Tercero et Manuel León Lares, pour assassinat et blessures sur la personne des trois individus susmentionnés;

g) Miguel Sucuqui Mejía. A la demande de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a prié le gouvernement d'assurer la protection voulue à M. Sucuqui Mejía afin de protéger et de garantir sa vie, requête à laquelle le Gouvernement guatémaltèque s'est conformé;

h) Miguel Calel. A la suite des enquêtes sur l'assassinat de M. Calel, il a été établi que l'un des responsables était Cecilio Ajca Chanchavac. Plusieurs jours après les faits, Francisco Vicente, habitant dans le même canton, s'est présenté au domicile de Macedonia Calel López, mère du défunt, et l'a menacée de mort si elle donnait aux autorités quelque renseignement que ce soit sur la mort de son fils. L'enquête se poursuit activement;

i) Amilcar Méndez Urizar. Les poursuites suivantes sont en cours : a) devant la deuxième juridiction d'instruction de première instance de Santa Cruz (département d'El Quiché), poursuites pénales pour le délit de menaces (actuellement au stade de l'instruction secrète); b) devant le même tribunal, poursuites pénales pour le délit de menaces (également au stade de l'instruction); c) devant la juridiction de première instance de Santa Cruz d'El Quiché, poursuites pénales pour le délit de menaces contre l'inculpé, Guillermo Imul tun, gardien de prison; le tribunal n'a pas encore rendu sa sentence. A la demande de la Cour interaméricaine des droits de l'homme,

le Gouvernement guatémaltèque a assuré la protection voulue à M. Méndez Urizar contre toute atteinte à sa vie; malgré cela, l'intéressé a décidé de quitter le pays avec sa famille, en raison des menaces de mort qu'il avait reçues du "Jaguar Justiciero"; on sait qu'il réside actuellement à Washington;

j) Leandro Barillas. Des procédures pénales sont engagées devant le tribunal de première instance de Sololá contre la police nationale de la municipalité de San Lucas Tolimán (département de Sololá), qui est inculpée d'homicide. (Aucun individu n'est inculpé en particulier.) Le ministère public est intervenu dans cette affaire, en demandant à entendre le plaignant, César Barillas Pérez.

3. Renseignements supplémentaires reçus par le Rapporteur spécial

242. De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ont souligné dans leurs communications que des atteintes au droit à la vie continuaient de se produire au Guatemala de façon alarmante. Entre mars et juin 1991, plus de 400 personnes auraient été victimes d'une exécution extrajudiciaire, et plus de 350 autres auraient reçu des menaces de mort. D'après les renseignements reçus par le Rapporteur spécial, les responsables des exécutions sommaires ou arbitraires signalées étaient notamment les forces armées guatémaltèques et les autres forces de sécurité ainsi que des groupes paramilitaires dont il y avait lieu de croire qu'ils étaient rattachés aux autorités ou qu'ils agissaient en accord avec celles-ci. D'après les renseignements reçus, certains membres des forces officielles de sécurité retirés ou non actifs, auraient parfois agi aux côtés de ces groupes clandestins.

243. D'après les renseignements soumis au Rapporteur spécial, les principales cibles des exécutions sommaires ou arbitraires et des menaces de mort sont des personnes appartenant aux milieux des syndicats et des groupes d'opposition politique, des membres d'organisations qui représentent les autochtones - en particulier le Conseil des communautés ethniques "Nous sommes tous égaux" (CERJ), le Groupe d'entraide (GAM) et l'Association nationale des veuves guatémaltèques (CONAVIGUA) ainsi que des militants des droits de l'homme, des paysans, des étudiants, des universitaires et des enfants des rues. On a signalé, en particulier, qu'un grand nombre de paysans, surtout des communautés autochtones, recevaient des menaces de mort lorsqu'ils s'étaient refusés à s'enrôler dans les patrouilles d'autodéfense civile (PAC), censées composées de volontaires. Les PAC coopéreraient avec les forces de sécurité officielles.

244. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements supplémentaires qui indiquent que ces violations des droits de l'homme se commettent dans un climat d'impunité. Presque sans exception, les agents des organes officiels ne seraient jamais inculpés, même quand il existe des preuves précises de leur culpabilité et, dans les rares cas d'inculpation, aucune condamnation ni sentence ne serait prononcée pour violations graves des droits de l'homme. Les PAC en particulier agiraient en toute impunité. Un seul cas faisant exception à cette règle a été signalé : quatre membres de la police, responsables de l'assassinat sauvage, le 4 mars 1990, d'un enfant des rues du nom de Nahamán Carmona López, ont été condamnés en mars 1991 à plusieurs années d'emprisonnement.

245. On a appris également que l'assassin de Myrna Mack Chang serait rapatrié des Etats-Unis. L'agent secret de l'armée qui se trouvait à Los Angeles, en Californie, serait expulsé du pays parce qu'il y résiderait illégalement. Noel de Jesús Beteta Alvarez avait été déclaré en fuite, pour se soustraire à la justice, il y a plusieurs semaines après que les enquêtes de rigueur eurent permis d'établir qu'il était impliqué dans l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack Chang. A ce sujet, le Ministre de l'intérieur, Fernando Hurtado Prem, a déclaré qu'en aucun cas quiconque serait reconnu coupable ne serait couvert. Néanmoins, des proches de Mme Mack exigeaient également des sanctions contre les instigateurs de l'assassinat, qualifié de politique.

246. Par ailleurs, l'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur plusieurs incidents survenus tout au long de 1990 et de 1991, lors desquels des membres des PAC et d'autres civils auraient été assassinés par le groupe de guérilleros appelé Unité nationale révolutionnaire du Guatemala (UNRG). Des guérilleros auraient également causé la mort d'un certain nombre de membres de l'armée et de la police lors d'affrontements armés avec les forces gouvernementales et d'attentats terroristes.

Haïti

1. Demandes d'intervention d'urgence

247. Le 4 octobre 1991, Le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement haïtien pour appeler son attention sur les informations reçues selon lesquelles cent personnes au moins auraient été tuées et plus de 200 blessées à la suite de violentes émeutes commencées dans la soirée du 29 septembre 1991 à Port-au-Prince.

248. A cet égard, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions que le Conseil économique et social a adoptés dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a également attiré l'attention du gouvernement sur les principes de base concernant le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi, et, en particulier, sur les paragraphes 4, 5, 9 et 10 qui reposent sur le principe fondamental que l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre. Le Rapporteur spécial a prié instamment le gouvernement d'utiliser tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et l'intégrité physique des intéressés et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet, ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

249. Le 23 octobre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement haïtien indiquant que depuis le coup d'Etat qui avait destitué le président Jean-Bertrand Aristide, le lundi 30 septembre 1991, des centaines de personnes auraient été exécutées extrajudiciairement et des centaines d'autres blessées, la plupart par les forces de sécurité haïtiennes.

250. Le Rapporteur spécial a été informé en particulier des cas suivants :

a) Un groupe de soldats aurait fait irruption chez Jacques Caraïbe, le directeur de Radio Caraïbe, le lundi 30 septembre 1991. Ce dernier aurait été roué de coups en présence de sa famille et amené vers une destination inconnue. Son corps avait été retrouvé plus tard. Le même jour, Roger Lafontant, ministre du gouvernement déchu de Duvalier qui avait tenté un coup d'Etat en janvier 1991, aurait été tué dans l'enceinte du pénitencier national. Ce meurtre aurait ultérieurement donné lieu à une arrestation.

b) Le lendemain, Jacques Seus Jean-Gilles, 70 ans, aurait été tué et cinq autres personnes blessées quand les forces de sécurité avaient attaqué le local de l'orphelinat Lafanmi Selavi. Le 2 octobre 1991, à la cité Soleil, des soldats auraient tiré, tuant au moins 30 personnes et en blessant plusieurs autres en représailles à l'attaque d'un poste de police par une foule lors de laquelle deux policiers auraient trouvé la mort.

c) L'exécution extrajudiciaire de 30 à 40 personnes dans la zone de Lamentin par des soldats, apparemment en représailles pour le meurtre d'un soldat tué par une foule en colère. Des soldats auraient fait irruption dans plusieurs maisons du quartier, tiré et tué un certain nombre de personnes et forcé les autres à enterrer les morts.

d) L'exécution extrajudiciaire par les forces de sécurité de six personnes aux Gonaïves, apparemment en représailles pour l'érection de barricades dans différents points de la ville.

e) L'exécution extrajudiciaire de civils par les agents des forces de sécurité dans différents quartiers de Port-au-Prince; les agents auraient tiré délibérément dans le tas sur une foule de civils qui manifestaient pacifiquement leur soutien au président Aristide.

f) Des coups de feu auraient été tirés sur des ambulances par les forces de sécurité afin d'empêcher les blessés de recevoir des soins.

g) Trois partisans bien connus du président Aristide, Manno Charlemagne, Camille César et Camille Bazile, auraient été arrêtés le 9 octobre à la suite du coup d'Etat. Le lieu de leur détention n'est pas connu.

251. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a instamment prié le Gouvernement d'utiliser tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique des intéressés et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

252. Le 7 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement haïtien signalant que, nonobstant sa communication du 23 octobre 1991, dans laquelle il exprimait ses craintes pour la vie et l'intégrité physique de MM. César et Bazile, il venait d'être informé que

leurs corps, criblés de balles, avaient été trouvés à la morgue de Port-au-Prince; apparemment, ils auraient été exécutés extrajudiciairement. Le Rapporteur spécial a également été informé que Serge Etienne, un partisan du président Aristide, avait été arrêté le 27 octobre 1991 et il a exprimé la crainte que la vie et l'intégrité physique de cette personne se trouvent également menacées.

253. Le Rapporteur spécial, préoccupé par la perte de ces deux vies humaines, a fait appel au Gouvernement haïtien pour qu'il prenne toutes les mesures nécessaires afin de prévenir toute nouvelle effusion de sang dans des circonstances analogues et a demandé des précisions sur l'incident susmentionné, sur les résultats des enquêtes dont il avait fait l'objet, sur les mesures prises par les autorités pour empêcher que de tels incidents meurtriers ne se reproduisent, ainsi que sur les mesures prises pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique de M. Etienne.

254. Le 13 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement haïtien signalant qu'un groupe de soldats aurait encerclé la faculté des sciences de l'Université d'Haïti où, le 12 novembre 1991, se tenait une réunion convoquée par la Fédération nationale des étudiants haïtiens (FENEH). Les soldats auraient fait irruption dans le bâtiment et auraient tiré sur les étudiants, en blessant plusieurs, qui auraient été transportés hors de l'Université. Ils auraient également forcé les autres étudiants à monter dans des camions et les auraient conduits au service d'investigation et antigang. Plus tard, dans la soirée, des personnes résidant à proximité des locaux de ce service, ayant entendu des cris en provenant, auraient contacté des organisations humanitaires. Il semblerait par ailleurs que les forces armées haïtiennes infligent des tortures et des mauvais traitements aux personnes détenues dans le service d'investigation et antigang, et l'on a exprimé la crainte que certains détenus puissent faire l'objet d'exécutions extrajudiciaires.

255. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a également attiré l'attention du gouvernement sur les principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi et, en particulier, sur les paragraphes 4, 5, 9 et 10 qui reposent sur le principe fondamental que l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre. Il a prié instamment le Gouvernement haïtien d'utiliser tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique des intéressés et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet, ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

256. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement haïtien au moment de l'établissement du présent rapport.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

257. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement haïtien une lettre par laquelle il transmettait les renseignements qu'il avait reçus au sujet de plusieurs incidents. En mars 1990, à Borgne, ville située au nord d'Haïti, l'armée aurait ouvert le feu sur des manifestants du Mouvement paysan de Borgne qui s'étaient répandus dans les rues pour exprimer leur joie après le départ de l'ancien président, le général Prosper Avril. Quinze personnes auraient été tuées. Un deuxième incident au cours duquel la police aurait tiré sur des manifestants pacifiques se serait produit le 27 janvier 1991 à Carrefour, faubourg de Port-au-Prince, entraînant la mort de huit personnes.

258. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement haïtien d'autres allégations portées à sa connaissance en août 1990, selon lesquelles cinq militaires habillés en civil auraient tiré sur un homme d'affaires haïtien, opposant au régime Duvalier, dans sa maison de Musseau, zone résidentielle située près de Port-au-Prince. Le Rapporteur spécial avait reçu aussi des renseignements concernant la mort, le 30 août 1990, des suites de torture, d'un prisonnier du pénitencier national de Port-au-Prince. Les coupables seraient des membres du service d'investigation et antigang de la police.

259. Se référant aux instruments internationaux pertinents des droits de l'homme mentionnés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement haïtien de lui fournir des précisions au sujet des cas susmentionnés, en particulier en ce qui concerne les progrès et les résultats de l'enquête judiciaire menée par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

260. Le 20 novembre 1991, le Gouvernement haïtien, répondant à la lettre du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991, a souligné que la situation en Haïti était extrêmement préoccupante. Dès que le Président légitime Jean-Bertrand Aristide et son gouvernement seraient rétablis, la documentation serait acheminée vers les autorités haïtiennes pour qu'elles y donnent suite.

Honduras

1. Demandes d'intervention d'urgence

261. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

262. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement hondurien une lettre portant à sa connaissance 11 cas d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. Sept de ces cas concernaient des violences contre des militants paysans. Le 3 mai 1991, cinq paysans avaient été tués à Agua Caliente par un groupe d'environ 15 soldats et d'agents de services de sécurité privés. Cet incident s'était produit dans le contexte plus large des différends touchant la répartition des terres entre les paysans

dont les droits de propriété ne seraient pas suffisamment protégés par les autorités; les militaires exploiteraient cette situation pour s'approprier les terres. Trois de ces cas concernaient des militants de premier plan du Comité national des travailleurs agricoles (CNTC) qui auraient été tués par des agents des forces de sécurité publiques (FUSEP). Trois autres des cas signalés au Gouvernement hondurien dans la même lettre concernaient deux militants des droits de l'homme et un étudiant, qui auraient été exécutés respectivement par des membres de la FUSEP, de la Direction nationale de la sûreté (DNI) et par des policiers en civil. Les autorités n'auraient pas fait dûment procéder à des enquêtes judiciaires.

263. Se référant aux instruments internationaux pertinents des droits de l'homme mentionnés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement hondurien de lui fournir des précisions concernant les cas susmentionnés, en particulier au sujet de la progression et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Inde

1. Demandes d'intervention d'urgence

264. Le 24 décembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement indien un télégramme concernant Narra Prabhakar Reddy. Selon les renseignements portés à sa connaissance, M. Reddy, âgé de 35 ans, juriste, Président de district du Comité des libertés civiles d'Andhra Pradesh (APCLC) et Secrétaire du barreau du district, avait été tué par balle chez lui par quatre hommes non identifiés, se déplaçant sur des scooters sans plaques. Le barreau du district signalait que la police avait précédemment menacé M. Reddy en raison de l'aide juridique qu'il apportait à des militants politiques et qu'il avait demandé au juge de district de la région d'intervenir pour que la police cesse de persécuter l'avocat. Une autopsie avait été effectuée, mais aucune enquête n'aurait eu lieu. Il a aussi été signalé que des militants des droits de l'homme avaient parfois été la cible de la répression policière. Ainsi deux militants de longue date de l'APCLC auraient été tués par la police en 1985 et 1986.

265. Le Rapporteur spécial s'est référé aux paragraphes 4 et 18 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié instamment le Gouvernement indien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et garantir l'intégrité physique des militants des droits de l'homme et, en particulier, des avocats traitant d'affaires concernant les droits de l'homme, et il a demandé des renseignements au sujet des mesures prises à cet effet ainsi que de l'enquête menée par les autorités sur cette affaire.

266. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement indien au moment de l'établissement du présent rapport.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

267. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement indien 401 allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. D'après les renseignements portés à sa connaissance, des centaines de personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires du fait des excès auxquels s'étaient livrées à plusieurs occasions, de 1988 à 1991, des unités armées indiennes, notamment dans les Etats du Jammu-et-Cachemire, du Pendjab et de l'Uttar Pradesh. Dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire des manifestants réclamant l'indépendance auraient été abattus sans avertissement par la police, le 20 mai 1990. On a signalé une série d'exécutions arbitraires de personnes non armées d'octobre 1989 à mai 1990 - dont l'incident du 20 mai est un exemple - lors de manifestations au cours desquelles des centaines de personnes auraient été tuées par la police. Le 29 mai et le 3 juin 1991, le quotidien Aftab a publié la liste des noms fournis par l'hôpital de Srinagar au Cachemire.

268. Selon les renseignements reçus, le 11 juin 1991, les forces de sécurité auraient tué quelque 25 civils à Chotabazar, district de Srinagar.

Le 12 juin 1991, un policier de Srinagar aurait reconnu avoir tué 25 civils. Seize personnes seraient morte, en 1988 et 1989, des suites de tortures infligées par les autorités carcérales du Jammu-et-Cachemire.

Le 11 mars 1991, à Srinagar, les forces centrales de police de réserve ont ouvert le feu sur des magasins, tuant trois personnes et blessant un enfant de 10 ans. Cette version des événements aurait été confirmée par des responsables de la police à Srinagar. On a également signalé qu'en juillet 1990, le Gouvernement indien avait appliqué la loi investissant les forces armées de pouvoirs spéciaux au Jammu-et-Cachemire. En vertu de ces mesures, déjà en vigueur dans le nord-est de l'Inde, les forces de sécurité pouvaient tirer et tuer sans courir le risque d'être poursuivies en justice.

269. A la suite des troubles qui ont éclaté dans l'Etat d'Uttar Pradesh, fin 1990, entre les communautés hindoues et musulmanes, on a fait appel à la police armée provinciale (PAC), spécialement dans les villes d'Aligarh, Kanpur et Bijnore, pour faire face à la violence entre les deux communautés. Des membres de ces forces de police auraient en ces occasions tué plusieurs civils non armés. On signalait notamment des exécutions extrajudiciaires, début décembre 1990, de civils innocents à Aligarh. Entre le 7 et le 15 décembre 1990, la violence intercommunautaire aurait causé dans cette ville la mort de 57 personnes. On avait rapporté en particulier que, le 9 décembre, deux frères faisant l'un et l'autre le métier de pousse-pousse y auraient été abattus par six hommes de la PAC.

270. Il a en outre été signalé que, le 13 juillet 1991, la police aurait tué dix Sikhs près de Pilibhit, en Uttar Pradesh. Les 10 hommes auraient été enlevés d'un bus, affrété pour visiter les sanctuaires sikhs de la région, et accusés d'avoir des liens avec un groupe d'opposition sikh armé. Parmi les cas signalés était mentionné celui d'une personne que l'on avait retrouvée pendue à un arbre le 20 juillet 1991, à Vedaranyam, district de Thanjavur, Tamil Nadu. Cette personne aurait été arrêtée le 17 juillet 1991, au moment du meurtre de Rajiv Gandhi, placée en garde à vue et serait ainsi restée trois jours en prison où elle serait morte des suites de tortures.

271. D'autres exécutions extrajudiciaires au Pendjab lors d'"affrontements" provoqués par la police étaient également signalées. Ainsi, deux membres de la fédération des étudiants sikhs pour l'ensemble de l'Inde seraient décédés en juin 1990 après avoir été torturés pendant plusieurs heures par la police. Il a aussi été signalé que des centaines d'assassinats politiques avaient été commis par les forces gouvernementales à l'occasion des affrontements de l'année précédente.

272. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement indien de lui fournir des précisions au sujet des cas susmentionnés et en particulier de l'informer des progrès ou des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du Gouvernement indien

273. Le 31 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement indien une réponse à sa lettre du 8 novembre 1991, déclarant que le droit à la vie et à la liberté de la personne était un droit fondamental reconnu par la Constitution indienne à tous les citoyens. En outre, et plus important encore peut-être que la lettre de la loi, l'Inde était profondément attachée au principe de la démocratie et de la primauté du droit. Une presse libre, impartiale et curieuse, et une opinion publique qui se faisait entendre renforçaient des garanties démocratiques et des sauvegardes juridiques éprouvées. En outre, la manière dont l'Etat assurait le maintien de l'ordre faisait l'objet d'un contrôle judiciaire. Les conclusions mêmes des cours martiales et d'autres investigations menées par des instances analogues pouvaient être contestées par les intéressés et être examinées par des tribunaux supérieurs.

274. En ce qui concerne les allégations signalées dans la lettre du Rapporteur spécial, on faisait observer que pratiquement tous les cas d'exécutions sommaires ou arbitraires se seraient produits dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire. Dans la plupart d'entre eux, on ne donnait pas les dates précises des incidents allégués se bornant à indiquer qu'ils s'étaient produits entre octobre 1989 et mai 1990. Parfois on donnait seulement le nom de la personne qui aurait été exécutée, sans aucune précision quant à l'endroit ou la date où l'incident se serait produit. Lorsque des allégations n'étaient pas étayées par un minimum de faits, on pouvait raisonnablement considérer qu'elles étaient vraisemblablement forgées de toutes pièces ou qu'elles participaient à un effort de désinformation.

275. On soulignait que le gouvernement était responsable au premier chef du maintien de l'ordre sans lequel les citoyens ne pourraient jouir de leurs droits fondamentaux. Le Gouvernement indien agissait dans ce sens avec un maximum de retenue, alors qu'il était confronté à une campagne continue de terrorisme et de violences dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire, campagne menée à l'instigation de l'étranger par des groupes terroristes appuyés et entraînés dans la région.

276. Il semblait bien que toutes ces allégations s'inscrivent dans le cadre d'une campagne de désinformation. Le conseil de la presse de l'Inde, organe indépendant et impartial, qui avait mené récemment une enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme perpétrées par les forces

de sécurité dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire, avait conclu qu'elles étaient grossièrement exagérées, voire inventées. Certaines se sont révélées être une immense supercherie orchestrée par des groupes terroristes dans le cadre d'une vaste stratégie de guerre psychologique dans laquelle on recourait à une campagne de calomnies pour tenter d'internationaliser la question des droits de l'homme au Cachemire.

Indonésie

1. Demandes d'intervention d'urgence

277. Le 27 mai 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme urgent au Gouvernement indonésien concernant Kamjai Khong Thavorn, condamné à être fusillé et dont l'exécution apparaissait imminente. Selon les renseignements portés à sa connaissance, M. Thavorn avait été condamné à mort pour contrebande de drogue en janvier 1988. Ses appels devant la Haute Cour du Kalimantan oriental et la Cour suprême avaient été rejetés respectivement en mars et décembre 1988. En mars 1991, les autorités indonésiennes avaient annoncé publiquement que l'appel de M. Thavorn avait été rejeté le mois précédent et que les préparatifs de son exécution avaient commencé. La date exacte de l'exécution n'avait pas été annoncée. M. Thavorn n'aurait pas été informé que son appel à la clémence présidentielle avait été rejeté; en outre, ses avocats n'avaient participé qu'à son appel devant la Haute Cour. Ils n'auraient pas été informés qu'il avait fait appel devant la Cour suprême, ni de son appel à la clémence présidentielle; de plus, c'est par les journaux qu'ils auraient appris que le Président avait refusé la grâce. Depuis son emprisonnement en 1987, M. Thavorn, qui avait femme et enfant en Thaïlande, n'aurait pas reçu de visites ni de lettres de sa famille. En outre, il n'avait pas disposé d'un interprète qualifié lorsque son affaire avait d'abord été entendue devant le tribunal de district. Selon les renseignements reçus, M. Thavorn n'avait qu'une éducation primaire et ne parlait pas l'indonésien.

278. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 5 des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 datée du 25 mai 1984, à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au paragraphe 37 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a prié instamment le Gouvernement indonésien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée, lui demandant de lui préciser les mesures prises ainsi que les résultats de l'enquête menée sur cette affaire par les autorités.

279. Le 13 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement indonésien un télégramme concernant la mort le 12 novembre 1991, d'au moins 50 personnes à Dili, Timor oriental, où l'armée indonésienne avait abusivement usé de la force. Selon les renseignements communiqués, c'est à l'occasion d'un service célébré à la mémoire de deux jeunes gens qui avaient été tués le 28 octobre 1991 lors d'un affrontement avec la police, que se seraient élevées dans le cortège funèbre des protestations contre le gouvernement. En réponse, l'armée aurait ouvert le feu sur la foule, tuant entre 50 et 100 personnes.

280. Le Rapporteur spécial s'est référé aux Principes de base concernant le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi et aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, approuvés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989 et particulièrement aux paragraphes 9 à 17 et 18 à 20 desdits Principes concernant respectivement les enquêtes et la procédure judiciaire. Il a instamment prié le Gouvernement indonésien de lui fournir des renseignements concernant les mesures prises pour assurer que le droit à la vie soit sauvegardé et les enquêtes réalisées par les autorités à la suite de l'incident susmentionné.

281. Le 27 novembre 1991, il a envoyé au Gouvernement indonésien un télégramme accusant réception de sa réponse du 20 novembre 1991 à son télégramme du 13 novembre 1991. Il a pris note avec satisfaction du fait qu'une commission nationale d'enquête avait été mise en place; il a demandé au gouvernement de s'assurer qu'il y ait une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les circonstances des assassinats du 12 novembre et que soient rapidement traduits en justice ceux qui seraient identifiés par la Commission comme étant responsables d'exécutions extrajudiciaires et autres abus.

282. Il a également souligné qu'il avait reçu d'autres allégations selon lesquelles un grand nombre de personnes, qui pourrait atteindre 300, avaient été arrêtées à la suite des incidents du 12 novembre 1991. Certaines d'entre elles auraient été torturées et tuées alors qu'elles étaient en garde à vue aux mains de la police ou de l'armée. Selon une information, entre 60 et 80 détenus, dont des témoins de la tuerie du 12 novembre et des personnes soupçonnées de militantisme politique, auraient été extraits le 15 novembre 1991 de diverses prisons à Dili, emmenés en dehors de la ville et abattus et ensevelis dans des fosses non marquées. Les responsables de ces exécutions extrajudiciaires seraient des membres des bataillons Nos 700 et 744 de la division Hasanuddin, basés dans les Célèbes du Sud.

283. Le Rapporteur spécial s'est référé aux paragraphes 1, 9 et 18 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié instamment le Gouvernement indonésien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de ses citoyens, lui demandant de lui fournir des renseignements sur les mesures prises ainsi que sur le déroulement de l'enquête menée par les autorités.

Réponses du gouvernement

284. Le 20 novembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement indonésien une réponse à son télégramme du 13 novembre 1991. Celui-ci déclarait que la manifestation qui s'était produite à Dili, capitale du Timor oriental, avait dégénéré lorsqu'un groupe de personnes armées avait envahi les rues, portant des drapeaux du Fretilin (Frente Revolucionario de Timor del Este) et criant des slogans hostiles. Apparemment, excitée par quelques éléments décidés à provoquer un incident, la foule était devenue

tumultueuse, provocante et violente. La police et les responsables de la sécurité avaient immédiatement pris les mesures nécessaires pour restaurer l'ordre et ce faisant, avaient fait preuve de beaucoup de retenue, s'efforçant d'user de persuasion et évitant d'avoir recours à la force. Il avait été signalé qu'initialement, 19 personnes avaient été tuées et 91 blessées, dont deux se trouvaient dans un état critique. Le Gouvernement indonésien disait regretter profondément l'incident et les morts et les autres pertes qu'il avait causées et le Président Soeharto avait donné des instructions pour la mise en place d'une commission nationale d'enquête.

285. Le Rapporteur spécial a reçu le 24 décembre 1991 une réponse complémentaire du Gouvernement indonésien concernant les événements du 12 novembre précédant. Ce dernier faisait savoir qu'il ne pouvait pas accepter à la légère des allégations affirmant que jusqu'à 300 personnes avaient été arrêtées à la suite de l'incident et que l'armée avait tiré sur la foule faisant entre 60 et 80 victimes. De telles allégations n'étaient pas étayées par les faits et se basaient uniquement sur des renseignements empreints de partialité. Selon le Gouvernement indonésien, sur 288 suspects, 42 étaient détenus pour complément d'enquête, tandis que le reste avait été relâché. Le bien-être et l'intégrité physique des détenus étaient garantis pendant leur garde à vue. Le général Sutrisno, Chef des forces armées, niait catégoriquement qu'entre 60 et 80 personnes aient été abattues le 15 novembre; quelques jours plus tard, le 18 novembre, le porte-parole principal des forces armées indonésiennes avait lui aussi réfuté le reportage faisant état de cette allégation.

286. Le Gouvernement indonésien a également déclaré que quelque 200 personnes qui avaient participé à la manifestation et s'étaient enfuies du cimetière de Santa Cruz avaient tenté de se réfugier dans la résidence de l'évêque Belo. Bien que l'évêque ait refusé de les accepter, 80 personnes environ avaient réussi à pénétrer dans sa résidence. Avec l'accord des autorités locales, l'évêque les avait ensuite ramenées chez elles, effectuant 11 voyages en voiture. En outre, une trentaine de personnes s'étaient réfugiées au Comité de la Croix-Rouge internationale et avaient ultérieurement été ramenées chez elles. Enfin, le gouvernement soulignait que la Commission nationale d'enquête qui poursuivait ses travaux ne devait être gênée en rien dans sa tâche.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

287. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement indonésien l'informant que 17 cas d'exécutions sommaires ou arbitraires lui avaient été signalés. En outre, 56 détenus de la prison Rancong à Lohk Seumawe, Aceh, auraient été exécutés sans procès. Ils auraient tous été forcés de se dévêtir, puis abattus à Bukit Panglima. Des villageois avaient trouvé les corps, pour la plupart d'entre eux méconnaissables, trois jours plus tard, dans un ravin. Selon les renseignements reçus, 20 universitaires et fonctionnaires, prétendument militants du mouvement Merdeka (mouvement pour l'indépendance de l'Aceh), accusés de subversion, avaient été exécutées en Aceh. Entre le 11 et le 30 mars 1991, plus de 132 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires en Aceh.

à l'occasion de descentes d'unités de l'armée indonésienne sur plusieurs villages du Peureulak, pour écraser le mouvement Merdeka. Certains villageois se seraient échappés par bateau en Malaisie où ils avaient demandé l'asile. Le Rapporteur spécial a également envoyé des renseignements concernant les menaces de mort dont deux habitants du Timor oriental seraient l'objet.

288. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme mentionnés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement indonésien de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et en particulier, quant à la progression et aux résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Iran, République islamique d'

1. Demandes d'intervention d'urgence

289. Le 26 mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République islamique d'Iran un télégramme concernant neuf personnes condamnées à mort qui courraient le risque d'être exécutées. Selon les renseignements reçus, ces neuf personnes faisaient partie d'un groupe de 32 présumés trafiquants de drogue, arrêtés le 12 janvier 1991 à Urimiyeh près de la frontière turque. Les renseignements, datés du 5 mars 1991, précisait que ces 32 personnes avaient été arrêtées après que la police eut confisqué 2,4 tonnes de morphine et 52 armes à feu et qu'elles avaient tué sept membres de la force antidrogue de la République islamique d'Iran et en avaient capturé neuf autres lors d'une attaque antérieure. On avait signalé aussi que les procès pour les crimes pouvant entraîner la peine de mort manquaient fréquemment aux règles internationales minima.

290. Le Rapporteur spécial s'est référé aux articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Réitérant sa préoccupation devant le nombre inhabituellement élevé d'exécutions qui auraient lieu dans la République islamique d'Iran, il a instamment prié le Gouvernement iranien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour s'assurer que les dispositions et garanties prévues par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques soient pleinement respectées, lui demandant de l'informer des mesures qui seraient prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités.

291. Le 3 mai 1991 a été envoyé au Gouvernement de la République islamique d'Iran un autre télégramme concernant Hassan Zolfahari et Beshar Shahibi, apparemment menacés d'exécution imminente. Selon les renseignements reçus, MM. Zolfahari et Shahibi auraient fait partie d'un groupe de combattants de l'Organisation iranienne des moudjahidines du peuple (PMOI) qui, aux alentours du 25 mars 1991, se serait égaré au cours d'opérations militaires dans la région frontalière de l'Iraq. Ils auraient été faits prisonniers et l'un d'eux aurait été blessé. On précisait qu'en de telles circonstances, les membres connus du PMOI risquaient fort d'être torturés et sommairement ou arbitrairement exécutés.

292. Le Rapporteur spécial a rappelé la résolution 43/173 du 9 décembre 1988 de l'Assemblée générale et l'annexe contenant l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque

de détention ou d'emprisonnement, aux articles 3, 5 et 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié instamment le Gouvernement iranien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées, lui demandant de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités.

293. Le 24 décembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République islamique d'Iran un télégramme concernant les exécutions imminentes de Ali Reza Hamid Abad, Karim Jokesht et Hamid Kord. Selon les renseignements reçus, ces trois personnes avaient été arrêtées pour des raisons politiques 14 mois plus tôt et on les croyait détenues à Dezful. On craignait qu'elles ne soient sur le point d'être exécutées, leurs familles ayant été informées par les autorités de la prison que ces hommes ne s'y trouvaient plus. On ne disposait d'aucune information concernant le procès ni le lieu où ils pourraient se trouver. En outre, les procès des affaires politiques semblaient manquer gravement aux règles internationales minima : ils étaient souvent tenus à huis clos, pouvaient ne durer que quelques minutes, et les accusés n'avaient pas accès à un avocat.

294. Le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réitérés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; il a aussi rappelé la résolution 1989/64 du Conseil économique et social qui recommande au paragraphe 1 b) que les Etats Membres [instituent] une procédure d'appel obligatoire ou de réformation prévoyant un appel à la clémence ou un recours en grâce, dans toutes les affaires où l'accusé risque la peine capitale.

295. Le Rapporteur spécial a également exprimé la préoccupation que lui inspiraient les menaces de mort dont ferait l'objet Saleh Radjavi qui serait le représentant du Conseil national de la résistance iranienne. Cette personne aurait reçu plusieurs lettres de menaces et, selon les renseignements communiqués, certains responsables iraniens auraient parlé de plans visant à l'assassiner. La source de l'information affirmait qu'au vu des preuves qui impliquaient certains responsables iraniens dans ce crime, réunies par le juge suisse qui avait enquêté sur le meurtre du frère de Saleh Radjavi, Kazem Radjavi assassiné en Suisse, il y avait tout lieu de croire que la vie de Saleh Radjavi était en danger.

296. Le Rapporteur spécial a rappelé l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et prié le Gouvernement iranien de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées, lui demandant en outre de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités.

Réponse du gouvernement

297. Le Rapporteur spécial a reçu le 24 janvier 1991 du Gouvernement de la République islamique d'Iran une réponse à son télégramme du 12 décembre 1991 concernant de nombreuses allégations d'exécutions (voir E/CN.4/1991/36, par. 244 à 253). Selon cette réponse, aucune mesure n'avait

été prise à l'égard des personnes accusées autrement que sur l'ordre d'un tribunal compétent, le verdict ayant été examiné au préalable par une autorité judiciaire appropriée. Des renseignements complémentaires ont été communiqués concernant les personnes ci-après :

a) Amir Taavonanganji, Massoud Keshavarz, Davood Salahshour, Hassan Salari Hajiabadi, Hassan Saffaran, Mehidi Bolourforosh et Roya Bakhtiyari : il n'y avait pas de trace dans les dossiers judiciaires de l'exécution de ces personnes;

b) Abbas Raissi, Naser Sobhani et Mohsen Osman-pour : ces personnes avaient été exécutées après avoir été condamnées par le tribunal pour espionnage;

c) Davoud Mohammadi et Ali Ashraf Moradi : ces personnes n'avaient pas été exécutées pour leurs activités politiques en opposition au gouvernement mais, conformément au verdict du tribunal, pour avoir respectivement introduit 25 kg de drogue en contrebande et commis un meurtre avec préméditation;

d) Mohammad Rezai et Seid Sales Hosseini : ces personnes n'avaient pas été exécutées; elles étaient toutes deux en vie et menaient une vie normale;

e) Gholamhossein Golzar, Gholamhassan Golzar et Reza Khanian : ces personnes avaient été exécutées pour vol à main armée dans une banque à l'occasion duquel des personnes avaient été tuées. Les délinquants avaient avoué et le verdict du tribunal avait été examiné par les autorités judiciaires et confirmé par la Cour suprême;

f) Nasser Djalali et Nader Fathi : le Gouvernement de la République islamique d'Iran a réfuté les allégations selon lesquelles ces personnes avaient été victimes d'une exécution extrajudiciaire pour avoir participé aux fêtes du 1er mai. Elles avaient été exécutées en 1989 après avoir été condamnées par le tribunal pour avoir participé à une rébellion dans la partie occidentale du pays;

g) Mohammad Heydari : il avait été, comme d'autres personnes, grâcié par les dirigeants de la Révolution islamique et relâché;

h) Jamal Cheragh Disi : il avait été exécuté après avoir été condamné par le tribunal pour ses activités terroristes dans la région du Kurdistan;

i) Anvar Shariati : il avait aussi été exécuté après avoir été condamné par le tribunal pour avoir participé à plusieurs opérations armées dirigées contre des civils, qui avaient fait plus de 50 victimes, morts ou blessés;

j) Ahmad Mohammadi : il faisait de la contrebande de denrées alimentaires à la frontière Iran-Iraq et avait été tué lors d'un affrontement armé avec les forces militaires sur la frontière occidentale de l'Iran;

k) Mohammad Heydari : il avait été exécuté extrajudiciairement, après avoir reconnu s'être livré à la pédérastie.

298. Le 11 novembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement de la République islamique d'Iran une autre réponse à son télégramme du 3 mai 1991 (voir par. 291), au sujet de Hassan Zolfahari et Beshar Shahibi, et selon laquelle les résultats de l'enquête n'avaient rien révélé concernant leur arrestation ou leur condamnation judiciaire. En outre, la ville où ils auraient été faits prisonniers était située dans le nord de l'Iraq; or depuis le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq, aucune opération militaire n'avait été menée par l'armée iranienne et nul n'avait pu être capturé de la sorte contrairement à ce que prétendait la source de l'information. Le Gouvernement iranien ajoutait que le groupe de terroristes auquel auraient appartenu ces personnes avait commis de nombreux assassinats, individuels et en masse, non seulement en territoire iranien mais aussi en Irak où il s'était attaqué aux populations chiites et kurdes; il avait également pris part à des exécutions extrajudiciaires avec les forces iraqiennes. Le Gouvernement iranien transmettait également les extraits de la Constitution de mars 1979 qui concernent les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

299. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République islamique d'Iran une lettre lui transmettant 762 cas d'exécutions sommaires ou arbitraires qui lui avaient été signalés durant la période de décembre 1990 à juillet 1991. Selon les renseignements reçus depuis le début de l'année, des centaines de personnes condamnées pour des délits politiques et non politiques auraient été exécutées après un procès sommaire. Dans certains cas, les délinquants présumés auraient été arrêtés, jugés et exécutés en l'espace de quelques jours. Les accusés n'auraient pas eu le droit d'appeler des témoins à décharge ni de se faire représenter par un avocat et n'auraient pas eu non plus celui de faire appel contre le verdict ou la sentence.

300. Il a été signalé que la plupart des exécutions s'étaient déroulées dans le cadre d'une campagne officielle contre la détention et le trafic de drogue. D'autres exécutions auraient été motivées par des raisons politiques, pour meurtre, viol, vol à main armée, prostitution ou agitation sociale. Plusieurs opposants politiques auraient été exécutés pour des motifs non politiques. La plupart des exécutions auraient eu lieu par pendaison en public. Certaines personnes avaient été pendues après avoir reçu 74 coups de fouet (le nombre prescrit par la chari'a). Trois personnes avaient été lapidées à mort après avoir reçu 74 coups de fouet et un homme aurait été poussé du bord d'une falaise. Il aurait été interdit aux familles d'ensevelir les corps de leurs parents exécutés dans un cimetière public; d'autres fois, elles n'avaient pas été informées de l'endroit où ils avaient été ensevelis.

301. Il a également été signalé que les gardiens de la Révolution islamique auraient abattu, le 20 mai 1991, deux étudiants de l'Université de Tabriz, Hosein Ahari et Fariba Akhavi. Les gardiens de la Révolution islamique avaient en outre tiré sur plusieurs femmes, le 15 juin 1991, parce qu'elles protestaient contre l'obligation de porter le costume islamique. A aussi été signalée la mort des suites de tortures de Parivash Ameri, âgée de 19 ans, alors qu'elle se trouvait en garde à vue : elle avait été arrêtée le 24 avril 1991 par des gardiens de la révolution islamique, au motif qu'elle n'aurait pas été vêtue conformément à la règle islamique.

302. Il a été signalé que des opposants politiques avaient été attaqués à l'étranger par des agents du Gouvernement iranien. Au nombre des cas signalés figuraient le meurtre, le 7 août 1991, à Paris, de Shahpour Bakhtiar, dernier Premier Ministre avant la révolution islamique ainsi que celui de son secrétaire Katibeh Fallouch. Il a aussi été signalé que le Gouvernement iranien continuait à approuver l'arrêt de mort et ordre d'exécution officiel lancé contre la personne de Salman Rushdie, romancier de nationalité britannique, et contre les éditeurs et traducteurs de son roman Les Versets sataniques. Hitoshi Igarashi, âgé de 44 ans, qui avait traduit le roman en japonais a été assassiné le 12 juillet 1991. Alberto Ettore Capriolo, qui avait traduit le roman en italien, a été poignardé à Milan le 3 juillet 1991.

303. Rappelant les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement de la République islamique d'Iran de lui fournir des renseignements au sujet des affaires susmentionnées, et de l'informer en particulier de la progression et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Iraq

1. Demandes d'intervention d'urgence

304. Le Rapporteur spécial a lancé, le 22 janvier 1991, un appel en rapport avec les hostilités dans le Golfe. Il a précisé que son mandat reflétait l'importance attachée par la communauté internationale à la protection du plus fondamental de tous les droits de l'homme - le droit à la vie. C'était dans des situations de conflit et d'hostilités armées comme celle qui existait dans la région du Golfe qu'il fallait s'efforcer encore davantage de réduire au minimum la violation du droit à la vie. Le Rapporteur spécial a donc fermement demandé à tous les combattants en présence d'adhérer à la lettre et à l'esprit des conventions de Genève de 1949 et des protocoles additionnels.

305. Comme le Rapporteur spécial estimait que la situation en Iraq était telle que son seul appel pourrait ne pas suffire à sauvegarder les vies et la sécurité d'innombrables innocents étrangers aux actes de violence, il a également adressé au Secrétaire général des Nations Unies, le 19 mars 1991, un télégramme dans lequel il se référerait à la décision 44/415 de l'Assemblée générale du 4 décembre 1989. Dans cette résolution, les Etats parties à des différends étaient invités à recourir à l'assistance d'une tierce partie sous forme d'une commission de bons offices, de médiation ou de conciliation dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour résoudre leurs différends par des moyens pacifiques. A cet égard, le Rapporteur spécial priait instamment le Secrétaire général de prendre toutes mesures qu'il pourrait juger appropriées afin d'abaisser le niveau de violence et les pertes de vies qui s'ensuivent.

306. Le 18 mars 1991 et, à nouveau, le 27 mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement iraquien un télégramme concernant les milliers de personnes, notamment des personnes étrangères aux actes de violence, qui pourraient avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires, et les milliers d'autres, qui avaient été blessées à l'occasion des violences sévissant en Iraq. Selon les renseignements reçus, les villes ci-après avaient

particulièrement souffert : Amarah, Basrah, Karbala, Najaf, Nasiriya et Samawah dans le sud; Akra, Mosul et Kirkuk dans le nord, et Bagdad et ses environs. De violents combats se poursuivaient et les gens continuaient de s'enfuir pour aller se réfugier ailleurs. Des milliers de personnes étrangères aux actes de violence, y compris des handicapés, des femmes et des enfants, avaient été tués. D'innombrables autres avaient été blessées. Des réfugiés, en particulier ceux qui apparemment avaient appuyé, activement ou passivement, les forces de la coalition, avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires. Aux morts causées par des attaques au sol s'étaient ajoutées celles causées par le bombardement des centres de population civile par les forces gouvernementales.

307. Le Rapporteur spécial a rappelé au Gouvernement iraquien les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prévoyaient respectivement aux articles 3 et 6 que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. Il a en outre rappelé les règles humanitaires minima applicables dans toutes les situations - y compris les situations de violence interne, de troubles et de tensions - auxquelles il ne pouvait être dérogé en aucune circonstance. Il a instamment prié le Gouvernement iraquien de lui fournir des renseignements concernant les mesures prises pour sauvegarder dans toute la mesure possible la vie et l'intégrité physique de toutes les personnes touchées par ces violences.

308. Le 4 avril 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement iraquien un autre télégramme se référant à sa communication du 27 mars 1991, se déclarant profondément préoccupé de l'information selon laquelle des milliers de personnes, dont certaines n'avaient pris part à aucun acte de violence, avaient été tuées ou blessées par les forces gouvernementales au cours des événements se déroulant en Iraq. Selon les renseignements reçus, durant les attaques lancées contre les villes de Najaf, Karbala, Samawa, Diwania, Nasiriah, Basrah, Amarah, Souq Es Shiokh, Masharrah et Milla, un grand nombre de personnes étrangères aux actes de violence, y compris des femmes et des enfants, auraient été tuées, intentionnellement ou par hasard, par les forces gouvernementales. Dans les seules villes de Najaf et de Karbala, des milliers de personnes avaient été abattues depuis des hélicoptères des forces gouvernementales. Un grand nombre des personnes arrêtées auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires de la part de ces dernières. Durant les derniers combats, des centaines de milliers de Kurdes fuyant les régions reprises par les forces gouvernementales auraient été attaqués à la roquette depuis des hélicoptères, poursuivis par des tanks et des blindés et pilonnés par l'artillerie. Un grand nombre d'entre eux avaient été tués. La plupart des victimes n'avaient pris aucune part aux actes de violence et comprenaient des femmes, des enfants et des personnes âgées.

309. Le 9 avril 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement iraquien un autre télégramme concernant la mort de plusieurs personnes qui avaient essayé de protéger la maison du grand ayatollah Abul Qassem Al-Kho'i et l'arrestation, par les forces du président Saddam Hussein, à l'occasion des troubles qui agitent l'Iraq, des personnes dont les noms suivent :

Sayyid Mohammad Reza Moubavi Al-Khalkhali, 63 ans; Sayyid Ja'tar Bahrul Uloom, 56 ans; Sayyid 'Izzaddin Bahrul Uloom, environ 55 ans; Sayyid Muhammad Taghi Al Kho'i, 32 ans; Sayyid Muhyeddin Al-Ghuraif; Sayyid Muhammad Ridha Al-Kharsan; Sayyid Muhammad Al-Sabzwari; Sayyid Muhammad Ridha Al-Sa'idi; Sayyid Muhammad Saleh 'Abd Al-Rasul Al-Kharsan.

310. Selon les renseignements reçus, les quatre premières personnes mentionnées, qui étaient des assistants du grand ayatollah Abul Qassem Al-Kho'i et dix membres de sa famille, y compris sa fille, son fils, sa belle-fille et sept de ses petits-enfants, âgés entre 7 et 11 ans, ont été arrêtées le 20 mars 1991 par les forces gouvernementales iraqiennes qui avaient opéré une descente armée sur la résidence du grand ayatollah dans la ville méridionale de Najaf. On les croyait emprisonnés dans un lieu inconnu à Bagdad. Cinq autres assistants du grand ayatollah, dont les noms sont aussi mentionnés ci-dessus, auraient disparu et seraient aux mains des forces gouvernementales iraqiennes. Il a été signalé qu'un certain Sayyid Al-Kharsan aurait été tué par les forces gouvernementales. Le grand ayatollah est par la suite apparu à la télévision iraqienne où il a critiqué le soulèvement chiite contre le gouvernement du président Hussein. Le grand ayatollah, qui aurait 95 ans, et serait en mauvaise santé, semblait agir sous la contrainte.

311. Dans ses télégrammes des 4 et 9 avril 1991, le Rapporteur spécial a, une fois encore, attiré l'attention du Gouvernement iraquien sur les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le priant instamment de lui fournir des renseignements concernant toutes mesures prises pour sauvegarder, dans toute la mesure possible, la vie et l'intégrité physique des personnes touchées par la situation troublée qui règne en Iraq, y compris les personnes mentionnées ci-dessus.

Réponse du gouvernement

312. Le 28 mars 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement iraquien une réponse à son télégramme du 18 mars, dans laquelle il affirmait que les allégations transmises l'étaient sous la seule responsabilité de saboteurs et de hors-la-loi appuyés par des groupes étrangers. Il déclarait également qu'il aurait convenu d'attirer l'attention sur les membres de la coalition engagés dans la guerre et sur les règles et conventions protégeant les civils, particulièrement les enfants, en temps de guerre.

313. Le 19 avril 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement iraquien une autre réponse à son message urgent daté du 4 avril 1991, déclarant que les allégations figurant dans son télégramme se fondaient sur des renseignements provenant de groupes divers et des Etats qui les appuyaient, qui, profitant des difficultés de l'Iraq après l'agression étrangère, s'étaient livrés au meurtre et au pillage et avaient entrepris de détruire les institutions civiles et gouvernementales. Les autorités iraqiennes faisaient leur devoir qui était de protéger la sécurité et les biens des citoyens iraqiens conformément aux lois en vigueur. Point n'était besoin de leur rappeler l'obligation de s'abstenir d'utiliser des armes prohibées dans les conflits armés; le Rapporteur spécial se contentait de réitérer les allégations fallacieuses propagées par des parties notoirement hostiles à l'Iraq.

314. Le 27 avril 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement iraquien une autre réponse à son télégramme du 9 avril 1991 déclarant que les allégations dont il y était question concernant l'arrestation de ministres du culte nommément cités, ou les tortures ou exécutions dont ils seraient victimes, étaient sans aucun fondement. L'ayatollah Al-Kho'i était apparu à la télévision iraquienne et avait reçu des journalistes dans sa résidence de Najaf, absolument de plein gré, pour condamner les actes de sédition imputables à un petit groupe de personnes égarées qui se livraient au meurtre, au pillage et au viol. Le Rapporteur spécial était instamment prié de s'abstenir de se faire l'écho d'allégations émanant de criminels et des Etats étrangers qui les appuyaient. Les forces irakiennes avaient mis fin aux actes de sédition et aux troubles semés par ces hors-la-loi qui, profitant des difficultés de l'Iraq après l'agression étrangère, avaient tenté de fomenter des complots contre le peuple iraquien.

315. Le 3 juillet 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement iraquien une autre réponse à son télégramme du 4 avril 1991 déclarant que les allégations transmises étaient basées sur de fausses rumeurs. Les autorités irakiennes n'avaient pas bombardé aveuglément des zones civiles et leurs habitants, mais avaient rempli leur devoir qui était de protéger la sécurité et les biens des citoyens irakiens conformément aux lois en vigueur.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

316. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement iraquien une lettre lui signalant qu'il avait été informé de 273 cas d'exécutions sommaires ou arbitraires. Après le retrait des forces irakiennes du Koweït, le 26 février 1991, des violations des droits de l'homme avaient été signalées partout en Iraq. Ces violations s'étaient produites dans le sillage du soulèvement général qui avait commencé le 1er mars 1991 dans plusieurs villes du sud de l'Iraq et s'était étendu aux régions kurdes du nord. Des centaines de personnes auraient été arrêtées et torturées et celles soupçonnées d'avoir pris part au soulèvement auraient été exécutées extrajudiciairement en masse par l'armée et des membres des services de renseignements et de sécurité irakiens. Les civils, notamment des femmes et des enfants, n'avaient pas été épargnés.

317. Il a été signalé que le 1er mars 1991, dans le sud de l'Iraq, des opposants musulmans chiites arabes s'étaient soulevés contre le gouvernement et avaient brièvement pris le contrôle de plusieurs grandes villes et cités, notamment Al-Najaf, Karbala et Basrah. Après de violents affrontements entre les forces gouvernementales et les forces d'opposition, les premières avaient réussi, vers la mi-mars, à écraser en grande partie le soulèvement. Des milliers de personnes soupçonnées d'avoir pris part à la rébellion auraient été arrêtées après des fouilles maison par maison, dont certaines auraient par la suite été exécutées sommairement. Le sort des autres reste inconnu.

318. Le Rapporteur spécial a été informé d'exécutions extrajudiciaires en masse. Certains renseignements concernaient l'exécution sommaire de quelque 150 à 170 hommes et jeunes garçons, le 16 mars 1991, dans la garnison d'Al-Mahawil, près de la ville d'Al-Hilla. Plus de 70 civils non armés auraient été semblablement exécutés à Al-Hilla le 19 mars 1991.

Il a aussi été signalé qu'entre le 20 et le 29 mars 1991, des soldats iraquiens auraient pénétré dans la ville d'Al-Samawa et exécuté sommairement des dizaines de personnes après avoir fouillé toutes les maisons. Les forces gouvernementales auraient fait traîner les corps par des tanks dans les rues d'Al-Najaf ou les auraient laissés pendus à des pylônes. Selon les renseignements reçus, le 9 mars 1991, des soldats iraquiens avaient encerclé l'hôpital d'Al-Hilla et auraient jeté par les fenêtres du troisième étage, entre 60 et 70 personnes - malades et médecins - accusées d'avoir aidé les "saboteurs".

319. Le 14 avril 1991, 18 hommes auraient été tués et jetés à la rivière avec les mains liées. Il a été signalé que la sixième division de l'armée avait procédé à des exécutions en masse dans la province de Basrah et avait jeté les dépouilles dans le Tigre. Il serait interdit à quiconque d'enlever les corps rejetés par les eaux. Il a aussi été signalé que l'on avait vu pousser les cadavres de 30 à 35 hommes, les yeux bandés, les mains liées et les pieds lestés de poids, dans les eaux du Shatt Al-Arab.

320. Il a aussi été signalé que vers la mi-mars 1991, peu après que les forces gouvernementales eurent repris Al-Najaf, ordre avait été donné aux civils de quitter leurs maisons et de marcher vers le nord, en direction de Karbala. Alors qu'ils étaient en route, les forces iraquiennes auraient séparé les hommes des femmes et des enfants et les auraient fait sommairement exécuter par un peloton d'exécution. Il a aussi été signalé que les cadavres de quatre hommes, le visage mutilé, avaient été vus dans un dispensaire attaché à l'hôpital Al-Jumhuri, situé entre les districts d'Al-Sa'a et Al-Hussain.

321. Vers la mi-avril 1991, le Rapporteur spécial a été informé de l'exécution extrajudiciaire de plusieurs milliers de civils du village de Qara Hanjir (à l'est de Kirkuk). Par ailleurs, le 3 avril 1991, à Sulaimaniya, les forces iraquiennes auraient exécuté plusieurs personnes accusées d'avoir collaboré avec des opposants au gouvernement. Parmi les victimes figuraient plusieurs médecins accusés d'avoir soigné des combattants Peshmerga blessés. Dans le village d'Arbat, une quarantaine de civils non armés, accusés de collaborer avec les opposants au gouvernement, auraient été brûlés vifs par les forces iraquiennes.

322. Selon les renseignements reçus, entre le 1er et le 8 avril 1991, des centaines de Kurdes, pour la plupart des civils, avaient été tués lors du bombardement aveugle de zones résidentielles de villes et d'agglomérations ou alors qu'ils fuyaient vers l'Iran ou la Turquie. Il a été signalé aussi que la première semaine de mars 1991, les forces kurdes avaient pris le contrôle d'Arbil, Sulaimaniya, Duhok, Zakho et des villes avoisinantes. Les affrontements les plus sauvages se seraient produits dans la ville de Kirkuk entre les forces du gouvernement et de l'opposition. Selon les renseignements reçus, lorsque les forces gouvernementales avaient entrepris de reprendre ces villes et agglomérations, il s'était produit un exode massif de la population kurde. Selon les renseignements reçus, dans la ville de Kirkuk, des milliers d'hommes avaient été arrêtés la deuxième et la troisième semaine de mars par l'armée régulière iraquienne, les services de sécurité et de renseignements et des membres du parti Ba'ath ainsi que par les gardes républicains. La plupart des personnes arrêtées avaient été exécutées peu de temps après.

323. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement iraquien de lui fournir des renseignements au sujet des affaires susmentionnées et de l'informer, en particulier, de la progression et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

324. Le 18 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement iraquien une lettre déclarant que les autorités compétentes n'avaient pas d'informations au sujet des personnes mentionnées dans la lettre du 8 novembre 1991. Il convenait à cet égard de signaler que la période de troubles s'était accompagnée d'affrontements armés entre les autorités responsables de la sécurité et les éléments responsables des troubles. Après que l'Etat eut restauré l'ordre public, certains des agitateurs concernés avaient pris la fuite. Il n'était pas improbable que certains aient été tués durant les affrontements, les autorités compétentes n'étant pas en mesure de les identifier tous à l'époque et ne pouvant donc pas faire d'enquête au sujet du lieu où ils pouvaient se trouver.

Israël

1. Demandes d'intervention d'urgence

325. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

326. En date du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement israélien l'informant que 57 exécutions sommaires ou arbitraires lui avaient été signalées. Un Palestinien aurait été tué par les forces d'occupation israéliennes après avoir été emprisonné, le 17 septembre 1990, au centre de détention de Khiam, dans le Sud-Liban. Selon les renseignements reçus, la police des frontières aurait abattu, le 2 décembre 1990, un jeune Palestinien qui avait poignardé, près de Tel Aviv, les passagers d'un autobus. Un homme de 54 ans aurait été tué le 30 septembre 1990 par des membres de cette même police qui avaient ouvert le feu sur un groupe de personnes qui les avaient attaqués à coups de pierres. Soixante-dix personnes auraient également été tuées par les forces armées israéliennes dans diverses circonstances : certaines auraient péri lors d'affrontements, d'autres auraient été abattues pour avoir passé outre une injonction de s'arrêter, d'autres encore auraient trouvé la mort lors de heurts survenus après le couvre-feu ou au cours d'une tentative de fuite motivée par la crainte d'une arrestation. Dix-sept Palestiniens auraient été tués par la police israélienne lors d'un incident survenu le 8 octobre 1990, dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa. Les armes à feu seraient encore couramment utilisées pour réprimer les troubles. Les consignes officielles données à cet effet allaient à l'encontre des principes internationalement reconnus de la nécessité absolue du recours à la force et de la proportionnalité des moyens employés.

327. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement israélien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et de l'informer en particulier de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Jamaïque

1. Demandes d'intervention d'urgence

328. Le 1er mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement jamaïcain concernant l'ordre d'exécution de Earl Pratt et Ivan Morgan, le 7 mars 1991. En effet, son attention avait été appelée sur la décision du Comité des droits de l'homme en date du 6 avril 1989, selon laquelle, se fondant sur le paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, celui-ci estimait que les faits, tels qu'ils étaient présentés dans les communications Nos 210/1986 et 225/1987 concernant MM. Pratt et Morgan, faisaient apparaître qu'il y avait eu violation des articles 6, 7 et 14 du Pacte. Le Comité était donc d'avis que les intéressés avaient droit à réparation, sous forme d'une commutation de peine (voir document A/44/40, annexe X F). Compte tenu de cette décision, le Rapporteur spécial priait instamment le gouvernement de commuer la peine de mort frappant MM. Pratt et Morgan.

329. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement jamaïcain.

Jordanie

1. Demandes d'intervention d'urgence

330. Le 5 août 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement jordanien au sujet des cinq personnes, condamnées à mort et dont l'exécution était imminente, dont les noms suivent : Abdullah Yusuf Abd Al-Muhsen Mansur, Qasi Subhi Abd al-Rahman Abu Salem, Majed Hasan Dawud Al-Saifi, Muhammed Hasan Dawud Al-Saifi et Darar Mustafa Dawud Al-Saifi. Il apparaît que ces personnes, arrêtées en octobre 1989, seraient toujours en prison. M. Darar Mustafa Dawud Al-Saifi aurait été jugé par contumace. Les règles internationales minima relatives à un procès équitable n'auraient pas été respectées durant la période qui avait précédé le procès ni durant le procès proprement dit et les accusés n'auraient pas eu le droit de se pourvoir en appel devant une juridiction supérieure. En outre, durant leurs interrogatoires, MM. Abd Al-Muhsen Mansur, Abd Al-Rahman Abu Salem, Majed Hasan Dawud Al-Saifi et Muhammed Hasan Dawud Al Saifi auraient été torturés par le Service de renseignements généraux pour leur arracher des aveux qui auraient ensuite été utilisés contre eux lors de leur procès. Ils auraient été inculpés d'appartenance à une organisation palestinienne illégale, de possession et d'usage d'explosifs à des fins illégales et de possession, à des fins illégales, d'armes automatiques. Reconnus coupables en mars 1991 par le tribunal militaire, ils avaient été condamnés à mort.

331. Le Rapporteur spécial a rappelé, à ce propos, au Gouvernement jordanien les principes fondamentaux consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a également fait référence à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort que le Conseil économique et social avait approuvés par sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984, ainsi qu'à sa résolution 1989/64 du 24 mai 1989 par laquelle il avait approuvé l'application de ces garanties. Le Rapporteur spécial a exhorté le gouvernement à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et a demandé à être tenu au courant des mesures prises et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités à ce propos.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

332. Par lettre du 8 novembre 1991, adressée au Gouvernement jordanien, le Rapporteur spécial a fait part à celui-ci d'allégations selon lesquelles un agriculteur et un pilote de l'armée de l'air jordanienne auraient été exécutés le 3 février 1991 (en un lieu inconnu) après avoir été jugés par un tribunal militaire. Les règles internationales minima relatives à un procès équitable n'auraient pas été respectées lors de ce procès et ces deux personnes auraient été reconnues coupables de haute trahison. Selon les renseignements reçus, l'article 19 de l'ordonnance relative à la loi martiale exclut expressément toute possibilité de recours devant une autre juridiction, Haute Cour de justice comprise, en cas de condamnation par un tribunal militaire.

333. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement jordanien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de lui dire où en étaient les enquêtes ouvertes par les autorités compétentes, ou quels en avaient été les résultats.

Réponse du gouvernement

334. Le 17 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu une réponse du Gouvernement jordanien à sa lettre du 8 novembre 1991. Celui-ci l'informait qu'Ali Abdul Hafidh et Ahmad Muhammad Ahmad avaient été pris en flagrant délit de haute trahison. Confrontés aux faits, ils avaient accepté de passer des aveux et avaient été traduits en justice. Ils avaient été défendus par des avocats près les cours et tribunaux conformément à la procédure judiciaire. Se fondant sur les aveux qu'ils avaient passés devant elle, sur les preuves concluantes présentées par l'accusation et sur le fait que leur défenseur n'avait pas pu réfuter les charges pesant sur eux, la juridiction compétente les avait reconnus coupables et les avait condamnés à mort conformément à la loi. La condamnation avait été confirmée après que toutes les formalités juridiques requises eurent été accomplies. Les condamnés avaient été exécutés par pendaison en présence d'un médecin légiste, d'un ministre du culte et des personnes requises par la loi.

Koweït1. Demandes d'intervention d'urgence

335. Le 21 juin 1991, le Rapporteur spécial a adressé une demande d'intervention d'urgence au Gouvernement koweïtien au sujet des personnes condamnées à mort par un tribunal militaire dont les noms suivent : Mankhi Jaber Al-Shammari, 23 ans, "bidoun" (arabe apatride); Fatima Ramez Tafla Tapla, 26 ans, libanaise; Farhan Hajid Khalaf "bidoun"; Ahmad Fadi Al-Hussaini, libanais, ancien rédacteur en chef du journal koweïtien Al-Qabas; Ibtisam Berto Sulaiman Al-Dakhil, 35 ans, ancien journaliste de Al-Qabas; Suhail Abdallah Hussain, 24 ans, jordanien, ancien employé de Al-Qabas; 'Abd Al-Rahman Muhammad As'ad Al-Hussaini, 39 ans, jordanien, ancien rédacteur de l'Agence de presse koweïtienne KUNA; Ahmad 'Abd Mustafa, 39 ans, jordanien, ancien producteur à la télévision koweïtienne; Hassan Dawud Sulaiman (nom complet, âge et qualité inconnus); Huhsin Hadi (nom complet, âge et qualité inconnus); Yusuf Hustafa (nom complet, âge et qualité inconnus); Hamda As'ad Yunis, 55 ans, jordanien. Selon les renseignements reçus, les condamnations à mort auraient été prononcées entre le 8 et le 20 juin 1991. Cinq des accusés auraient été inculpés, jugés et condamnés par contumace. Ils auraient tous été inculpés de collaboration avec les autorités irakiennes durant les sept mois d'occupation du Koweït.

336. Les règles internationales minima relatives à un procès équitable n'auraient pas été respectées durant la période qui avait précédé le procès ni durant le procès proprement dit et les accusés n'auraient pas eu le droit de se pourvoir en appel devant une juridiction supérieure. En outre, ils n'auraient disposé ni du temps ni des moyens de préparer leur défense et certains juges n'auraient pas consacré le temps voulu à leur procès. Ils n'auraient pas bénéficié des services d'un avocat durant la période qui avait précédé leur comparution devant les juges, en dépit du fait que le droit à la défense durant l'instruction est garanti par la législation koweïtienne. En outre, ils n'auraient pas été informés de ce droit.

337. De plus, la plupart des preuves à charge utilisées contre certains accusés (Ahmad Fadi Al-Hussaini, Ibtisam Berto Sulaiman Al-Dakhil, Suhail Abdallah Hussain, Abd Al-Rahman Muhammad As'ad Al-Hussaini, et Hamda As'ad Yunis) auraient été des preuves par ouï-dire présentées par le parquet sur la base de témoignages émanant de témoins dont le nom avait été tenu secret. Le parquet aurait également fait usage de preuves écrites qui n'auraient pas été montrées aux accusés. Durant le procès, contrairement à l'obligation que la législation koweïtienne leur imposerait, les juges ne les auraient pas informés, avant de les interroger, de leur droit de ne pas répondre. Une fois jugés et condamnés par le tribunal militaire, les accusés n'auraient pas eu le droit de se pourvoir devant une juridiction supérieure, comme l'exigent les règles internationales. Enfin, selon les renseignements reçus, certains des accusés auraient été torturés pendant leur détention et l'on pouvait donc craindre que cela ait eu une incidence sur leur droit à ne pas reconnaître leur culpabilité. En outre, pendant leur détention, les accusés n'auraient pas pu voir un médecin indépendant.

338. Le Rapporteur spécial a rappelé, à ce propos, au Gouvernement koweïtien les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a également fait référence à la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants et notamment à l'article 6 de celle-ci ainsi qu'à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Enfin, il a invoqué les paragraphes 4, 5 et 6 des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort que le Conseil économique et social avait approuvées par sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984. Le Rapporteur spécial a instamment prié le gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour sauvegarder la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de le tenir au courant des mesures prises et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités.

Réponse du gouvernement

339. Le 23 juin 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement koweïtien une réponse à sa communication du 22 janvier 1991. Celui-ci lui faisait savoir qu'il appliquerait intégralement les conventions de Genève de 1949 et les protocoles additionnels à celles-ci.

340. Le 26 juin 1991, le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme a reçu une communication téléphonique du Représentant permanent du Koweït auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, suite aux demandes d'intervention d'urgence adressées par le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires et arbitraires, les 22 et 25 juin 1991, à propos des condamnations à mort qui auraient été prononcées par des tribunaux militaires koweïtiens contre des personnes inculpées de collaboration avec les autorités irakiennes durant les sept mois d'occupation du Koweït. Il a été informé de la décision de l'Emir du Koweït de commuer les condamnations en prison à perpétuité.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

341. Par lettre du 18 novembre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement koweïtien des informations qui lui étaient parvenues et selon lesquelles cinq Kurdes et Palestiniens détenteurs de passeports jordaniens auraient été sommairement exécutés ou seraient morts en prison des suites des tortures subies, dans la période qui avait suivi la guerre du Golfe. Ils auraient été arrêtés entre mars et mai 1991 par les forces de sécurité koweïtiennes et inculpés de collaboration avec les forces d'occupation irakiennes. L'un d'eux serait mort à l'hôpital Al-Addam au début d'avril 1991; des marques de tortures auraient été relevées sur son corps. Les autres seraient morts en prison des suites de tortures ou auraient fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire.

342. Par la même lettre, le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement koweïtien des informations à lui adressées au sujet de deux personnes que la police et la police militaire koweïtiennes auraient menacé de torturer et d'exécuter. Il avait notamment été informé des faits suivants :

a) En mars ou en avril 1991, un Kurde aurait été arrêté à un point de contrôle par trois Koweïtiens en tenue militaire et emmené à un poste de police où il aurait été frappé et menacé d'être exécuté. Une fois libéré, il aurait signalé la chose à la police qui aurait refusé d'enquêter mais l'aurait envoyé à l'hôpital Mubara Al-Kaber où un médecin l'aurait examiné et lui aurait remis un certificat;

b) Le 4 avril 1991, à un point de contrôle situé à Hawalli, un policier aurait tiré sur un médecin palestinien, l'atteignant à la tête, au cou et à la poitrine.

343. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement koweïtien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

3. Autres informations reçues par le Rapporteur spécial

344. Le 4 avril 1991, le Rapporteur spécial a reçu une communication faisant état d'une campagne menée au Koweït après le départ des forces irakiennes et avant le retour des autorités koweïtiennes dans le pays contre les Palestiniens qui y avaient été systématiquement tués, emprisonnés et torturés. Selon cette communication, le 11 mars 1991, il aurait été procédé, dans les districts de Hawalli, Al-Nugra et Al-Salmiyyeh, à des opérations de nettoyage et de ratissage. Des centaines de Palestiniens auraient été arrêtés et emmenés dans des lieux inconnus. Le 19 mars 1991, M. Salah Abdel Rahim (19 ans) avait déclaré que des éléments armés koweïtiens l'avaient torturé à l'école Al-Areidiyeh et M. Mahmoud Hussein (21 ans) avait affirmé avoir été frappé à coups de matraque électrique par des éléments armés koweïtiens, à l'école Al-Jahraa.

Lesotho

1. Demandes d'intervention d'urgence

345. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

346. Par lettre du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement du Lesotho des informations qui lui étaient parvenues et selon lesquelles 34 personnes auraient été exécutées lors d'une manifestation raciale contre les Indiens et les habitants originaires de Taïwan, manifestation qui avait éclaté dans la capitale, Maseru, en mai 1991 à la suite, semblerait-il, d'un incident qui aurait opposé une Noire à un commerçant originaire de Taïwan. Les forces gouvernementales seraient intervenues et auraient ouvert le feu sur des manifestants noirs sans armes, faisant 34 morts et 66 blessés.

347. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement du Lesotho de lui fournir des renseignements sur l'incident susmentionné et notamment de l'informer de la progression et des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Madagascar

1. Demandes d'intervention d'urgence

348. Le 12 août 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement malgache pour lui transmettre des allégations selon lesquelles, le 10 août 1991, des manifestants civils non armés se seraient rassemblés dans la capitale, Antananarivo, pour protester contre certains aspects de la politique du gouvernement. Les soldats de la Garde présidentielle auraient fait abusivement usage de la force pour disperser la foule, causant ainsi la mort d'au moins 18 personnes.

349. Le 14 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un télégramme au Gouvernement malgache pour lui transmettre des allégations selon lesquelles le 23 octobre 1991, 12 personnes, dont Jean Barton Ramitasoa, âgé de 22 ans, et Aly Aden Ouarssan, auraient été tuées et 70 autres au moins blessées par les forces de sécurité à Antsiranana. Selon les renseignements reçus, des membres d'une alliance de l'opposition, Hery Velona (Comité des forces vives), se seraient rassemblés à Antsiranana pour organiser une marche de protestation le jour suivant. Les forces armées auraient lancé des bombes lacrymogènes et ouvert le feu sur les manifestants qui s'approchaient de la résidence du gouverneur. Les soldats auraient fait abusivement usage de la force sur les manifestants pacifiques, causant ainsi la mort de 12 personnes.

350. Le Rapporteur spécial a également fait part de son inquiétude à propos des incidents du 10 août 1991, lors desquels la Garde présidentielle aurait tué au moins 30 manifestants et en aurait blessé 200 autres, et de l'absence d'enquête, selon les renseignements reçus.

351. Dans ces deux communications adressées au Gouvernement malgache, le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions que le Conseil économique et social avait adoptés dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux Principes consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'est également référé aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et, en particulier, aux paragraphes 4, 5, 9 et 10 qui reposent sur le principe fondamental selon lequel l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre. Le Rapporteur spécial a aussi prié instamment le Gouvernement malgache d'utiliser tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et l'intégrité physique de manifestants civils non armés et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

352. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement malgache au moment de l'établissement du présent rapport.

Malaisie

1. Demandes d'intervention d'urgence

353. Le 17 mai 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement malaisien au sujet de 109 demandeurs d'asile, originaires de l'Aceh qui seraient menacés d'être rapatriés de force de manière imminente. Ils auraient fui vers la Malaisie en bateau, entre le 15 mars et le 7 avril 1991, en provenance de l'Aceh, région de l'île indonésienne de Sumatra. Depuis 1989, tentant de réprimer un mouvement séparatiste dans l'Aceh, les forces armées indonésiennes auraient commis de nombreuses violations des droits de l'homme. Durant les 18 derniers mois, plus de 2 000 civils sans arme auraient été tués par les forces de l'ordre dans cette région et des centaines de personnes soupçonnées d'aider les rebelles auraient été détenues sans inculpation ni jugement, nombre d'entre elles auraient été torturées ou maltraitées pendant leur emprisonnement.

354. Le Rapporteur spécial s'est référé aux articles 3, 7 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'au principe fondamental du non-refoulement qui doit être appliqué à tout demandeur d'asile. Il a exhorté le gouvernement à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et l'a prié de le tenir au courant des mesures prises et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités sur ces affaires.

355. Le 5 août 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement malaisien un télégramme concernant les condamnations à mort des personnes suivantes : Atari Paweel (Philippin), Radja Sappayani (Philippin), Mario Eppa (Philippin), Jul Alih (Philippin), Abdul Rizal Cesar (Philippin), Hassim Hj Escandar (Philippin), Antoni Julkani (Philippin), Khairulla Khan (Pakistanaï), Shorin Khan (Pakistanaï), Kullah Lawari (Philippin), Edjing Abdullah (Philippin), Antoni Najali (Philippin), Assidin Itting (Philippin), Rudi Jamjali (Philippin) et Talib Sahijuan (Philippin). Celles-ci auraient été reconnues coupables de délits de drogue dans l'Etat de Sabah. MM. Paweel, Sappayani, Eppa, Alih et Rizal Cesar, qui avaient adressé une demande de grâce au chef de l'Etat de Sabah, attendaient sa décision. MM. Escandar, Julkani, Khairulla Khan, Shorin Khan, Lawari, Abdullah, Najali, Itting, Jamjali et Sahijuan avaient saisi la Cour suprême d'un recours en appel. En vertu d'un amendement de 1983 à la loi de 1952 sur les drogues dangereuses, la peine de mort était obligatoire pour toute personne reconnue coupable de trafic de drogue en Malaisie. Les règles internationales minima relatives à un procès équitable n'auraient été respectées ni pendant l'instruction ni au cours du procès. Les inculpés auraient été torturés en prison et contraints de signer des déclarations rédigées en malais, langue qu'ils ne pouvaient ni lire ni comprendre.

356. Le Rapporteur spécial a rappelé, à ce propos, les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture

et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a également fait référence à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort que le Conseil économique et social avait approuvées par sa résolution 1984/50, du 25 mai 1984, ainsi qu'à sa résolution 1989/64, du 24 mai 1989, par laquelle il avait approuvé l'application de ces garanties. Le Rapporteur spécial a exhorté le Gouvernement malaisien à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et l'a prié de le tenir au courant des mesures prises et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités à ce propos.

357. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement malaisien.

Mali

1. Demandes d'intervention d'urgence

358. Le 25 mars 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement malien un télégramme au sujet d'affrontements qui avaient opposé des manifestants non armés et la police ou les forces de sécurité à Bamako, les 22 et 23 mars 1991, au cours desquels au moins 150 personnes auraient été tuées et d'autres blessées. Selon les informations reçues, des manifestants civils non armés se seraient rassemblés dans la capitale de Bamako pour protester contre certains aspects de la politique du gouvernement : la police ou les forces de sécurité auraient fait un usage abusif de la force contre la foule, causant ainsi la mort d'au moins 12 personnes. Les 23 et 24 mars 1991, les manifestants se seraient une nouvelle fois réunis, pour une part en réaction à la violente répression du jour précédent; il aurait à nouveau été fait abusivement usage de la force contre la foule, ce qui aurait entraîné un grand nombre de victimes, 150 morts et de nombreux blessés.

359. Le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a également attiré l'attention du Gouvernement malien sur les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et, en particulier, sur les paragraphes 4, 5, 9 et 10 qui reposent sur le principe fondamental que l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre.

360. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement malien au moment de l'établissement du présent rapport.

Autres renseignements communiqués par le Rapporteur spécial

361. Par lettre du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement malien des informations à lui adressées selon lesquelles les forces armées auraient procédé, dans le nord du pays, à 90 exécutions extrajudiciaires au moins de Touaregs et de Maures les 12 mai et 21 juin 1991, en dépit de l'Accord de paix de Tamanrasset signé en janvier 1991 entre

les forces armées maliennes et un groupe de séparatistes dans cette région. Le 20 mai 1991, 35 prisonniers touaregs et maures auraient été exécutés à leur tour à la prison de Léré.

362. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement malien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Mauritanie

1. Demandes d'intervention d'urgence

363. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

Réponse du gouvernement

364. Le 16 janvier 1991, le Gouvernement mauritanien, répondant à la lettre du 6 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 306 à 307) que lui avait adressée le Rapporteur spécial, indiquait que le droit mauritanien garantissait le droit à la vie et que l'Etat assurait la protection et la sécurité de tous les citoyens sans distinction aucune; les instances judiciaires étaient à la disposition de tous les citoyens conformément à leurs droits et tous les cas portés devant elles étaient élucidés et examinés dans un délai raisonnable et nul ne pouvait échapper au châtement de la loi, une fois sa culpabilité établie. Cela étant, il régnait depuis plus d'une année dans la partie méridionale du pays une situation exceptionnelle dont la responsabilité n'incombait pas à la Mauritanie.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

365. Par lettre du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement mauritanien des informations qui lui étaient parvenues et selon lesquelles une bonne centaine de personnes appartenant au groupe ethnique des Hal-Pulaar auraient été exécutées sans jugement ou auraient "disparu" après avoir été arrêtées par les forces de l'ordre mauritaniennes au début de 1990. Il lui a également communiqué des informations se rapportant à d'autres cas d'exécutions extrajudiciaires, à savoir que, le 27 novembre 1990, 33 soldats auraient été exécutés sans jugement alors qu'ils étaient détenus à la prison d'Inoj, et qu'à la fin de 1990, 60 autres soldats seraient morts des suites de tortures subies dans les casernes d'Aleg et d'Akjoujt.

366. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement mauritanien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression et des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Mexique

1. Demandes d'intervention d'urgence

367. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

368. Par lettre du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a communiqué au Gouvernement mexicain un certain nombre de renseignements qui lui étaient parvenus au sujet de divers incidents.

a) Le 19 octobre 1989, un homme aurait été arrêté par la police judiciaire fédérale lors d'une opération antidrogue visant une communauté de 3 000 personnes de la région de San Francisco de la Joya (Chihuahua), où se cultive le pavot. Conduit dans une chambre d'hôtel louée par la police, il aurait été torturé et tué par les policiers;

b) Le 5 mars 1990, un autre homme serait mort après avoir été arrêté par des soldats dans le cadre d'une enquête sur la vente de drogues;

c) Le 6 mars 1990, un membre du Parti démocratique révolutionnaire (Partido Democrático Revolucionario - PDR) aurait été tué par des policiers. Avec une cinquantaine d'autres personnes, il aurait occupé la mairie d'Ometepec (Guerrero), pour protester contre la fraude électorale. La police aurait cerné le bâtiment, lancé des grenades lacrymogènes puis ouvert le feu sur les manifestants;

d) Le 23 avril 1991, un militant du Frente Democrático Oriental de México Emiliano Zapata (FDOMEZ), organisation autochtone représentant 200 000 autochtones Nahuatl et Huasteco vivant dans les Etats de Veracruz et d'Hidalgo, aurait été tué par des membres des forces armées et des groupes paramilitaires apparentés;

e) Le 10 mars 1990, le directeur d'un hebdomadaire de Tula (Etat d'Hidalgo) aurait été tué par la police antiémeute qui aurait dressé un barrage routier dans le dessein de se livrer à des exactions.

369. Selon les renseignements reçus, dans les cas visés aux alinéas a) à c) ci-dessus, aucune enquête judiciaire n'aurait été ouverte ni aucune procédure judiciaire engagée contre les responsables des actes incriminés. La même allégation a été formulée dans l'affaire d'un avocat mexicain et de trois professeurs vénézuéliens qui auraient été enlevés, le 22 février 1990, dans la ville de Culiacán puis tués par des agents de la police judiciaire fédérale. Le Rapporteur spécial a été informé que l'enquête n'avait pas progressé.

370. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement mexicain de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

371. Le 23 janvier 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement mexicain une réponse à sa lettre du 9 novembre 1990 faisant état de nombreuses allégations d'exécutions. De plus amples renseignements ont été fournis sur les personnes suivantes :

a) Agustín Pérez Contreras [voir document E/CN.4/1991/36, par. 315 c) ii)] : la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) avait constaté qu'il y avait des contradictions entre le certificat de décès délivré par le représentant du parquet fédéral, le rapport du coroner et le rapport que le chef de la police judiciaire avait fourni lors de la remise de la dépouille de M. Pérez Contreras à son service. En outre, la Commission avait recommandé au Procureur général de la République d'ouvrir une enquête sur la responsabilité de la police fédérale dans le décès de M. Pérez Contreras et sur le rôle joué par le représentant du parquet dans l'enquête ouverte sur les événements survenus les 5, 6 et 7 mai 1990 dans la ville d'Aguililla (Michoacán);

b) Adelaida Barrera Sánchez, Ismael Reyes de la Cruz et Antonio Pablo Terrero [voir par. 315 b) ii)] : l'enquête menée par les services du Procureur général de l'Etat de Guerrero avait permis d'identifier les responsables de la mort des personnes susmentionnées et d'en déterminer les motifs à savoir une rixe. Le 12 février 1990, un mandat d'arrêt avait été lancé contre ces individus qui étaient tenus à la disposition du juge de première instance au civil et au pénal de la circonscription judiciaire de Guerrero depuis le 8 février 1990;

c) Donaciano Rojas Lozano [voir par. 315 b) vi)] et Florentino Salmerón [voir par. 315 b) vi)] : le premier avait trouvé la mort près du Princess Hotel à Acapulco et le second, au kilomètre 227, sur la route nationale de Zihuatanejo, lors d'un affrontement entre la police et un groupe de manifestants, membres du PRD déterminé à s'emparer illégalement de l'aéroport international de cette ville. Etant donné que cette action portait atteinte à la sécurité, à l'ordre public et au bon fonctionnement des moyens de transport, la police s'était interposée. Une enquête avait été ouverte et des examens balistiques effectués il ressortait que la balle qui avait tué M. Salmerón García provenait d'une arme d'un calibre différent de celui des armes utilisées par la police.

372. Le 9 avril 1991 avait été reçue une autre réponse du Gouvernement mexicain en complément à sa communication du 23 janvier 1991, concernant les cas suivants :

a) José Antonio Simón Zamora [voir par. 315 a) iii)] : l'autorité compétente avait procédé à une enquête préliminaire et deux des auteurs présumés de ce crime avaient été écroués. Il restait diverses formalités à accomplir pour permettre au juge de clore l'instruction;

b) Erik Dante Quijano Santoyo, Jaime Mauro Quijano Santoyo et Héctor Ignacio Quijano Santoyo [voir par. 315 c) i)] : Le 23 janvier 1991, la Commission nationale des droits de l'homme avait présenté les recommandations suivantes au Procureur général de la République, M. Enrique Alvarez del Castillo :

- i) Dans le cadre de l'enquête sur les événements survenus le 14 janvier 1990 devant le numéro 1 du Paseo de la Escondida, Fraccionamiento Hacienda Ojo de Agua, commune de Tecamac (district fédéral) au cours desquels Erick Dante Quijano Santoyo, Jaime Mauro Quijano Santoyo et Héctor Ignacio Quijano Santoyo avaient trouvé la mort, les services du Procureur général de la République, faisant pleinement usage de toutes les ressources juridiques et humaines disponibles, devraient ouvrir une enquête préliminaire destinée à établir les circonstances exactes de ces événements et vérifier le comportement des agents suivants de la police judiciaire fédérale : Manuel Ramón Olivos Madrid, placé à la tête du groupe, Roberto Alejandro Velázquez Quiroz, chef du groupe P-3935; Héctor Arturo Rojas Díaz, sous-chef du groupe P-3112, Arturo Vanegas Mendoza; Carlos J. Dávila Cano; le chef de la police Fernando Ventura; des membres du groupe dénommé "Tiburón" et tous ceux qui, ne figurant pas sur cette liste, pouvaient avoir participé à cette opération et s'être rendus coupables d'homicide, avoir commis des actes de torture et avoir privé illégalement des personnes de leur liberté;
 - ii) Pendant la durée de l'enquête recommandée, les chefs de police, les chefs de groupes et les agents énumérés ci-dessus devraient être suspendus de leurs fonctions;
 - iii) Si l'enquête établissait que ces fonctionnaires avaient commis un ou plusieurs actes illicites, des poursuites devraient être engagées contre eux.
- c) Paulino Martínez Delia et Bonifacio Merino Delia (voir par. 315 a) i)), Manuel Velazco Ortega (voir par. 315 a) ii)), Santiago Merino Hernández (voir par. 315 a) iv)) et Juan Domingo Pérez Castillo (voir par. 315 a) v)) : la Commission nationale des droits de l'homme avait demandé au service du Procureur général de l'Etat d'Oaxaca où en étaient les enquêtes en cours.

373. Le 9 octobre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement mexicain, en réponse à sa lettre du 11 juillet 1990, une communication par laquelle celui-ci lui faisait tenir le texte d'un discours prononcé, le 26 septembre 1991, par le Président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), M. Jorge Carpizo, sur l'assassinat de Norma Corona Sapiéns (voir par. 310 a)). Au vu des éléments réunis au cours de l'enquête, la CNDH estimait qu'il y avait suffisamment de preuves pour engager des poursuites contre l'ancien Directeur de la police judiciaire fédérale, M. Mario Alberto González Treviño, et plusieurs fonctionnaires de son service.

3. Renseignements supplémentaires reçus par le Rapporteur spécial

374. Le Rapporteur spécial a reçu des informations de plusieurs sources non gouvernementales faisant état d'un recours généralisé à la violence par les membres de la police judiciaire fédérale, en particulier la brigade des stupéfiants, par les forces armées ainsi que par les polices de plusieurs Etats du pays. La répression contre les communautés autochtones en particulier aurait augmenté durant les cinq dernières années en raison des litiges agraires. De nombreux journalistes feraient également l'objet de menaces de mort et autres actes d'intimidation.

375. Le Rapporteur spécial a également été informé de l'inauguration de la Commission nationale des droits de l'homme par le Président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, en juin 1990. Il a relevé avec satisfaction qu'elle s'était mise à l'ouvrage avec beaucoup d'ardeur, enquêtant sur plusieurs cas de violations des droits de l'homme et publiant les résultats de ces enquêtes.

Maroc

1. Demandes d'intervention d'urgence

376. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

Réponse du gouvernement

377. Le 1er février 1991, le Gouvernement marocain, répondant à la communication du Rapporteur spécial du 9 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 330), a fait référence aux allégations faisant état de la mort de 24 détenus parmi les officiers et sous-officiers impliqués dans des attentats contre le Roi en 1971 et 1972. D'après la communication, malgré l'extrême gravité de ces actes passibles de la peine capitale aux termes de la loi marocaine, ces militaires auraient été jugés et condamnés à des peines d'emprisonnement et n'auraient pas été exécutés. Aucune exécution n'avait eu lieu au Maroc depuis 1982, comme il était indiqué dans le deuxième rapport périodique du Maroc soumis au Centre pour les droits de l'homme (CCPR/C/42/Add.10) et examiné les 7 et 8 novembre 1990. Les cas signalés au Rapporteur spécial avaient été transmis aux autorités compétentes et au Conseil consultatif des droits de l'homme; ce dernier devait les examiner à la lumière d'une enquête effectuée auprès des autorités militaires compétentes. Les suites qui seraient réservées aux recommandations que le Conseil consultatif soumettrait à l'appréciation du Roi seraient communiquées au Rapporteur spécial à l'issue des travaux de la réunion de mars 1991.

2. Autres renseignements communiqués par le Rapporteur spécial

378. Par lettre du 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement marocain des informations qui lui étaient parvenues sur des cas d'exécutions sommaires et arbitraires présumées à la suite de tortures subies en garde à vue dans différents commissariats de police marocains. En mars 1989, un homme serait mort des suites des tortures qui lui auraient été infligées au commissariat de police d'Ouarzazate. Le 10 août 1989, à Larache, province de Tanger, une personne serait morte au commissariat de police local après avoir été torturée. La police serait responsable de ces deux décès. Selon une information reçue, aucune enquête officielle n'aurait été ouverte. Le 20 mars 1991, un prisonnier politique, incarcéré à la prison civile de Tétouan, serait mort dans cet établissement. Les autorités seraient responsables de son décès. Le 18 avril 1991, un étudiant aurait trouvé la mort et dix autres auraient été blessés lorsque des agents des forces de sécurité avaient investi la faculté de médecine de l'Université Hassan II de Casablanca pour disperser une manifestation d'étudiants qui réclamaient de meilleures conditions de travail.

379. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement marocain de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

380. Le 18 décembre 1991, le Gouvernement marocain, répondant à la lettre du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991, a transmis des renseignements sur les trois cas suivants :

a) Abdeljalil Yakouti : l'intéressé s'était pendu à l'aide de sa chemise dans les locaux du commissariat de police à Ouarzazate. Une instruction préparatoire avait été ouverte par le juge d'instruction d'Ouarzazate;

b) Abdeslam Ouahabi : l'intéressé s'était suicidé par pendaison dans les locaux du commissariat de Larache : il avait fixé un morceau d'étoffe au câble de transmissions accroché au plafond de sa cellule et l'avait attaché autour de son cou, provoquant ainsi la mort;

c) Larbi Charrat : l'intéressé se serait asphyxié par pendaison. Une instruction préparatoire avait été ouverte par le juge d'instruction de Kenitra.

La réponse marocaine donnait, en outre, des précisions sur les conditions de détention dans les prisons marocaines, décrivant dans le détail les efforts déployés par l'Administration pénitentiaire pour améliorer de façon notable les conditions de détention.

Myanmar

1. Demandes d'intervention d'urgence

381. Le 25 avril 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement du Myanmar au sujet de la condamnation à mort prononcée le 3 avril 1991 par un tribunal militaire contre Soe Lwin alias Maung Soe, 21 ans, et Win Naing alias Na Kok, 23 ans, reconnus coupables d'avoir tué, le 10 août 1988, sept personnes dont un commissaire de police. Selon les renseignements reçus, les deux personnes en question auraient été jugées en application des décrets 1/89 et 2/89 relatifs à la loi martiale qui permettraient aux tribunaux militaires de faire abstraction des garanties énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

382. Le Rapporteur spécial a fait référence à la lettre que lui avait adressée, le 13 décembre 1989, le Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Office des Nations Unies à Genève dans laquelle il affirmait notamment qu'aucune condamnation à mort n'avait été exécutée au Myanmar ces dernières années (à l'exception de celle qui avait été prononcée à l'encontre d'un ressortissant étranger responsable de l'explosion d'une bombe à Yangon en 1983). Il a également fait référence à l'annexe à la résolution 1984/50

du 25 mai 1984 du Conseil économique et social intitulée "Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort", à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions que le Conseil économique et social avait adoptés le 24 mai 1989 par sa résolution 1989/65 ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a instamment demandé au gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et l'a prié de le tenir au courant de ces mesures et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités à ce sujet.

Réponse du gouvernement

383. Le 28 mars 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement du Myanmar une réponse à sa lettre du 6 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 332) sur les événements dont Mandalay avait été le théâtre en août 1990. Dans cette réponse on affirmait que les allégations dont il était question émanaient de rumeurs dénuées de fondement qui trouvaient leur origine dans des assertions dénaturées et mensongères concernant la situation au Myanmar. La réalité était la suivante : depuis le 1er août 1990, des éléments perturbateurs hostiles au gouvernement intriguaient dans l'espoir de célébrer, le 8 août 1990, le deuxième anniversaire de la journée dite des "quatre huit" (c'est-à-dire celle du 8.8.88). Ils se livraient à diverses activités subversives afin de créer des troubles et de répandre de fausses rumeurs selon lesquelles, devant l'agitation des étudiants dans certaines écoles secondaires, les forces de l'ordre auraient tiré, tuant deux étudiants et une étudiante. Deux moines auraient également été tués à la baïonnette.

384. Les événements qui étaient à l'origine de ces rumeurs remontaient au 3 août 1990 lorsque des étudiants de l'école secondaire No 13 de Mandalay avaient crié des slogans politiques. L'un d'eux, qui s'appelait Ngwe Soe, furieux contre ceux qui refusaient d'en faire autant, s'était blessé en brisant la vitre d'une fenêtre. Il en avait profité, dans une intention malveillante, pour faire circuler des rumeurs selon lesquelles il aurait été pris à parti par les forces de l'ordre et blessé par une baïonnette. Dans l'échauffourée qui avait ensuite opposé les parents qui voulaient ramener leurs enfants chez eux à des moines, un novice, Shin Eindaw Bhasa, avait été blessé à la tête. Rapidement conduit à l'hôpital du Peuple, il avait reçu les soins qu'exigeait son état dans la salle des moines.

385. Le gouvernement indiquait que les forces de l'ordre avaient pris grand soin d'éviter autant que possible de recourir à la force. Comme le voulait la règle en matière de répression des émeutes et de dispersion des foules, règle qui était scrupuleusement appliquée au Myanmar, la force n'était utilisée qu'en cas de nécessité absolue et uniquement dans la mesure où les circonstances l'exigeaient. Néanmoins, des agences de presse et des stations de radio étrangères, hostiles au Gouvernement du Myanmar, avaient colporté de fausses rumeurs sur ces événements et il était regrettable que ces informations fallacieuses soient parvenues d'une façon ou d'une autre jusqu'au Rapporteur spécial.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

386. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement de Myanmar pour lui transmettre des informations qui lui étaient parvenues sur les cas suivants :

a) Cinq personnes auraient été condamnées à mort par un tribunal militaire siégeant au quartier général de l'armée, à Yangon, le 6 mars 1991. La procédure aurait été sommaire et n'aurait pas été conforme aux normes internationales minima relatives à un procès équitable;

b) Le 9 novembre 1990, un dirigeant de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) serait mort dans un centre de détention militaire, au nord de Yangon, des suites des tortures qui lui auraient été infligées;

c) Six prisonniers incarcérés à la prison Insein de Yangon auraient fait l'objet d'une exécution extrajudiciaire, le 18 septembre 1990. Le Rapporteur spécial avait appris que plusieurs prisonniers politiques incarcérés dans cette prison avaient entrepris une grève de la faim pour protester, notamment, contre les conditions de détention qui étaient déplorables et contre les tortures et les sévices. On aurait frappé les grévistes pour les amener à cesser leur mouvement. Six d'entre eux seraient morts et une bonne quarantaine auraient été hospitalisés.

387. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement de Myanmar de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Nicaragua

1. Demandes d'intervention d'urgence

388. Le 3 juin 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement nicaraguayen un télégramme concernant Raymond Genie Pemalba, qui aurait reçu des menaces de mort et dont le fils, Jean-Paul Genie, aurait été assassiné - assassinat pour lequel plainte avait été déposée - par des éléments paramilitaires ou gouvernementaux, le 28 octobre 1990, sur la route qui relie Managua à Masaya. Depuis lors, M. Genie Pemalba s'active pour obtenir qu'une enquête soit dûment menée et que les responsables soient traduits en justice. Pendant les jours qui ont suivi l'assassinat de son fils, M. Genie Pemalba a reçu plusieurs appels téléphoniques anonymes le menaçant de mort, lui et sa famille. Selon l'information reçue, dans la soirée du 24 janvier 1991, un inconnu, se présentant comme un ancien membre de l'armée sandiniste, l'aurait contacté et lui aurait demandé de lire une note contenant les détails d'un plan visant à assassiner Humberto Ortega. Il lui aurait également demandé de se joindre à lui, ce que M. Genie Pemalba aurait refusé de faire, déclarant qu'il ne voulait qu'une chose en ce qui concernait la mort de son fils, que la justice soit rendue dans le respect de la loi. L'inconnu aurait toutefois suggéré à M. Genie Pemalba, s'il changeait d'avis, de le retrouver durant la nuit à l'endroit où son fils était mort. M. Genie Pemalba n'en avait rien fait.

Craignant pour sa vie et son intégrité physique à la suite de ces incidents, M. Genie Pemalba avait demandé au Rapporteur spécial de prendre les mesures qui s'imposaient.

389. Le Rapporteur spécial a fait référence, à ce propos, au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, que le Conseil économique et social avait approuvés le 24 mai 1989 par sa résolution 1989/65 ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Etant donné, en outre, que l'intéressé coopérait régulièrement avec des organes mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour protéger les droits de l'homme, le Rapporteur spécial a également fait référence à la résolution 1991/70 du 6 mars 1991 de la Commission des droits de l'homme par laquelle celle-ci demandait instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchaient à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Il a par ailleurs demandé au gouvernement de tout mettre en oeuvre pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et l'a prié de le tenir au courant des mesures prises à cet effet et de la progression des enquêtes ouvertes par les autorités à ce sujet.

Réponse du gouvernement

390. Le 7 août 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement nicaraguayen une réponse à son télégramme du 3 juin 1991 disant que ni la Direction de la police ni le Ministère de l'intérieur n'avaient reçu de plainte de M. Genie Pemalba faisant état de menaces contre sa vie et son intégrité physique ou celles de sa famille. Il était, en outre, précisé que le Ministère de l'intérieur était disposé à accorder à M. Genie Pemalba et à sa famille la protection nécessaire si les menaces susmentionnées étaient avérées.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

391. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement nicaraguayen pour lui transmettre des informations qui lui étaient parvenues et selon lesquelles il y aurait eu 59 exécutions sommaires ou arbitraires. Lors de deux incidents survenus à Nueva Guinea, Yolaina, en novembre 1990, sept paysans auraient été tués et 24 autres blessés, lors de manifestations non violentes en faveur du chef de la police rurale démis de ses fonctions et pour réclamer des avantages sociaux et économiques, par les troupes du bataillon "Pedro Altamirano" agissant en collaboration avec les forces de police nationales et locales. Dix-sept autres personnes auraient également été tuées durant le deuxième semestre de 1990. Il s'agirait d'anciens combattants de la résistance nicaraguayenne (Resistencia Nicaragüense - RN), groupement armé qui avait pris les armes contre le Gouvernement sandiniste. Ces personnes auraient été tuées par des policiers, des soldats et des civils sandinistes armés. L'une d'elles l'aurait été au cours d'une violente dispute sur la répartition des terres qui aurait éclaté vers la fin de 1990 lorsque d'anciens membres de la "contra" avaient protesté contre le fait que les terres dont ils devaient bénéficier tardaient à leur être distribuées.

392. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement nicaraguayen de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et notamment de l'informer de la progression ou des résultats des enquêtes ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

393. Le 27 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement nicaraguayen une réponse à sa note du 8 novembre 1991 qui lui communiquait des informations sur les cas suivants :

a) L'affaire de Yolaina. Des membres démobilisés de l'ancien Frente Sur de la Resistencia Nicaragüense (Front Sud de la résistance nicaraguayenne), des civils rapatriés et des habitants de Yolaina et d'autres communes voisines s'étaient rassemblés pour marcher sur Nueva Guinea. Ils entendaient protester contre la réduction des effectifs de la police rurale affectée au secteur qui était imputable au manque de discipline notoire du chef de la force locale, M. Erwin Barberena Morales. L'autorisation nécessaire pour une manifestation de cette nature n'avait pas été délivrée. La police locale avait tenté, à plusieurs reprises, de persuader les manifestants de renoncer à leur projet. Le Ministre de l'intérieur avait ensuite expressément interdit aux manifestants de marcher sur Nueva Guinea. Pour exécuter les ordres du ministre, la police avait dressé des barrages sur la route de Nueva Guinea et informé les manifestants qu'ils pouvaient défiler dans Yolaina mais qu'ils ne pouvaient pas se rendre à Nueva Guinea. Les manifestants avaient refusé de renoncer à leur projet et le 28 octobre, à 10 heures, ils étaient arrivés devant le premier barrage de police. Il y avait d'abord eu des accusations et des insultes proférées de part et d'autre, puis les manifestants avaient lancé des pierres, des bâtons, etc., sur la police. Cinq civils et un policier avaient été blessés. Le lendemain, lors d'un nouvel affrontement, une personne était morte et quatre autres avaient été blessées. Saisi de l'affaire, le tribunal militaire de première instance du parquet militaire de la cinquième région militaire avait, se fondant sur le paragraphe 3 de l'article 28 du Code pénal, prononcé un non-lieu définitif et total, le 6 novembre 1991, estimant qu'il n'y avait pas lieu d'engager de poursuites pour homicide et coups et blessures contre José Benítez Soza, José Francisco Lagos Núñez et José Sevilla Loza, militaires d'active. En d'autres termes, le tribunal avait estimé qu'ils avaient agi conformément à la loi.

b) L'affaire de Jean-Paul Genie. L'organisme régional de défense des droits de l'homme dans les Amériques, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, est actuellement chargé du dossier de l'assassinat de ce jeune garçon. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission a, par une note du 22 juillet 1991, informé le Gouvernement nicaraguayen de cette plainte qui porte le numéro 10792. La demande de renseignements qu'il a présentée était donc antérieure à celle du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions sommaires ou arbitraires datée, elle, du 8 novembre de la même année;

c) L'affaire de Nueva Guinea (cordillère de Yolaina). Le tribunal militaire de première instance du parquet militaire de la cinquième Région militaire des forces armées a rendu, le 8 novembre 1991, une ordonnance de non-lieu provisoire partiel à l'encontre d'Erwin Barberena Morales,

Leoncio Urbina Amador et José Castellón López, inculpés de sédition et de meurtre. Il a également rendu un non-lieu définitif total en faveur d'Erwin Rivera Brizuela, Yader Gutiérrez Velázquez et Miguel Centeno Sáenz, militaires d'active inculpés de meurtre et de coups et blessures volontaires, estimant que leur responsabilité pénale n'était pas engagée car ils avaient agi conformément aux obligations qui leur incombaient et en état de légitime défense, leur vie étant menacée.

3. Renseignements supplémentaires reçu par le Rapporteur spécial

394. Le Rapporteur spécial a reçu d'autres renseignements selon lesquels le Nicaragua aurait promulgué deux lois d'amnistie qui mettraient un terme aux enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises dans le passé.

Niger

1. Demandes d'intervention d'urgence

395. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

396. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement nigérien pour lui transmettre des renseignements qui lui étaient parvenus selon lesquels, en mai 1991, 63 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires imputables à des militaires à Tchintabaraden, département de Tahoma, dans le nord du Niger. Il se serait agi de représailles faisant suite à une attaque de rebelles touaregs, groupe ethnique minoritaire.

397. Le Rapporteur spécial s'est référé aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe et a demandé au Gouvernement nigérien de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Nigéria

1. Demandes d'intervention d'urgence

398. Le 18 janvier 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement nigérian un télégramme concernant une quarantaine de personnes condamnées à mort par les tribunaux spéciaux compétents en matière de vols qualifiés et d'armes à feu. Il semble que les condamnés n'aient pas le droit d'interjeter appel auprès d'une instance supérieure mais qu'ils puissent adresser une requête au gouverneur militaire de l'Etat considéré. Il s'agissait des cas suivants :

a) Etat d'Anambra

- i) John Ezugwu, condamné à mort. Il a déposé un recours en grâce auprès du gouverneur militaire, apparemment accompagné de nouvelles preuves qui n'avaient pas été présentées au moment du procès. Gabriel Ali, lui aussi, condamné à mort;

- ii) Dix autres personnes dont les noms ne sont pas cités auraient également été condamnées à mort.

b) Etat de Lagos

- i) Sheidi Bukari, Mohammed Hassan, Ibrahim Abdulkareem, Fatai Taiwo, Tajudeen Amady et Atanda Abel, condamnés à être fusillés par un peloton d'exécution;
- ii) Olusegun Falase, condamné à 18 ans de prison;
- iii) Six personnes dont le nom n'est pas cité auraient été condamnées à mort.

c) Etat d'Ondo

- i) Oluranti Olasoji et Akinsanmi Alfonso, condamnés à être fusillés par un peloton d'exécution;
- ii) Deux autres personnes dont on ne cite pas le nom auraient également été condamnées à mort.

399. Le 28 janvier 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement nigérian à propos de 12 jeunes gens condamnés à mort, en juin 1988, par le tribunal compétent en matière de vols qualifiés et d'armes à feu d'Ikeja, Etat de Lagos, et dont l'exécution paraissait imminente. Il s'agissait des personnes suivantes : Augustine Eke, Kiki Francis, Isa Garuba, Mohammed Garuba, Saidu Garuba, Oluwole Jitrey, Mohammed Ibrahim, Kabiru Mohammed, Shahabu Mohasu, Awuji Roshe, Mohammed Sani et Jubril Sumaila. Le Rapporteur spécial avait déjà signalé ces cas dans la lettre qu'il avait adressée le 9 novembre 1988 au Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et les avait cités dans le rapport qu'il avait présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-cinquième session (E/CN.4/1989/25, par. 197 a)). Selon les informations reçues, les intéressés n'avaient pas le droit d'interjeter appel auprès d'une instance supérieure et leur procès présentait un certain nombre de vices de procédure. De plus, Augustine Eke avait 14 ans à peine au moment de son arrestation, en 1984. Un treizième accusé, Alkasu Mamunan, serait mort pendant le procès, faute de soins médicaux semble-t-il. Toujours selon les informations reçues, la vie des personnes en question était en grand danger en raison de la dureté des conditions de détention et du manque de soins médicaux appropriés.

400. A propos des deux derniers cas, le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort que le Conseil économique et social avait adoptées dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984; il a instamment prié le Gouvernement nigérian de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour sauvegarder le droit à la vie et à l'intégrité physique des personnes susmentionnées, et lui a demandé de l'informer des mesures prises et du déroulement des enquêtes effectuées par les autorités à ce sujet.

401. Le 26 août 1991, le Rapporteur spécial a adressé un autre télégramme au Gouvernement nigérian concernant le cas de 13 personnes condamnées à mort par les tribunaux compétents en matière de vols qualifiés et d'armes à feu de trois juridictions, à l'issue de procès qui ne semblaient pas remplir les conditions minimales d'un procès équitable, et dont l'exécution paraissait imminente. Selon les renseignements reçus, Benjamin Chukwu, 42 ans, aurait été condamné à mort le 26 septembre 1990 par un tribunal compétent en matière de vols qualifiés et d'armes à feu d'Owerri, Etat d'Imo. Solomon Adebajji, Morufu Taiwo et Tajudeen Yisa, âgés de 28 à 34 ans, auraient été condamnés à mort, au début de mai 1991, par le tribunal compétent en matière de vols qualifiés et d'armes à feu de l'Etat de Lagos. Neuf hommes (dont on ne connaît pas le nom et sur lesquels on ne dispose d'aucun renseignement) auraient été condamnés à mort le 16 mai 1991 par le tribunal compétent en matière de vols qualifiés et d'armes à feu d'Ikot Ekpene, Etat de Cross River.

402. Le Rapporteur spécial a également fait état de renseignements selon lesquels, pour la seule année 1991, 15 personnes auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort par les tribunaux compétents en matière de vols qualifiés et d'armes à feu de diverses juridictions. Il s'agissait des cas suivants :

a) Le 23 ou 24 mars 1991, dans l'Etat d'Akwa Ibom, auraient été condamnées à mort et fusillées par un peloton d'exécution les personnes dont les noms suivent : Mfon Jackson, Sunday Isiah Akpan, Udo Akpan Ekpo, Sunday Jacob Aki, Okon Friday David, Emmanuel Efiong Udo Udo, Okon Uduofo, Nsini Udofia Ukpog, Udo Okon Akpan, Friday Udofia et Okon Yong;

b) Le 10 avril 1991, Godwin Nkem et Joseph Nwole avaient été exécutés sur la place publique, sous les yeux de centaines de personnes à Nguru, Etat de Borno; on ne savait ni quand ni où ils avaient été condamnés;

c) Le 16 mai 1991, Saidu Angare et Hassan Umaru, ressortissants tchadiens, avaient été exécutés sur la place publique à Jos, Etat de Plateau; on ne savait ni quand ni où ils avaient été condamnés.

403. Le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux consacrés à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, et à leur application, que le Conseil économique et social avait adoptées dans sa résolution 1989/64 du 24 mai 1989. Il a prié le Gouvernement nigérian de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé en outre de l'informer des mesures prises et des progrès des enquêtes effectuées par les autorités à ce sujet.

Réponse du gouvernement

404. Le 5 février 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement nigérian une communication en réponse aux allégations qu'il lui avait transmises. Le Gouvernement nigérian reconnaissait que la Commission des droits de l'homme était l'instance suprême chargée de veiller au respect et à l'application par les Etats membres de toutes les normes relatives aux droits de l'homme.

Le Nigéria, en tant que Membre de l'ONU, respectait ces fonctions fondamentales, qui étaient entièrement conformes aux objectifs de la Charte des Nations Unies. Il transmettait à cet égard des précisions sur les principes et la pratique juridiques en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales au Nigéria.

405. Le Gouvernement nigérian n'avait jamais admis l'interprétation restrictive qui veut que la question des droits de l'homme relève exclusivement ou entièrement de la gestion des affaires intérieures d'un Etat. Depuis longtemps au contraire sa position - position d'ailleurs de plus en plus universellement acceptée - était qu'il était légitime que la manière dont un Etat souverain traite ses citoyens fasse l'objet d'un débat à l'échelle internationale. Il se félicitait de cette occasion qui lui était donnée de préciser sa position au sujet des droits de l'homme : le Gouvernement nigérian tirait fierté de ses efforts constants pour améliorer le bien-être de tous les Nigérians et édifier un système fort, stable et juste, et n'avait rien à cacher.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

406. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement nigérian une lettre lui transmettant des allégations d'exécution extrajudiciaire par des instances gouvernementales de personnes soupçonnées de vol à main armée. En décembre 1990, à Ikor Ikpené, Etat d'Akwa Ibon, dix hommes auraient été exécutés sur la place publique pour vol à main armée. Selon les allégations, les victimes n'avaient le droit ni d'interjeter appel, ni de demander une révision de leur procès. Entre janvier 1990 et mai 1991, neuf personnes soupçonnées de vol à main armée auraient été victimes d'exécution extrajudiciaire. Six d'entre elles auraient été exécutées à Lagos, trois autres dans l'Etat d'Amambra et deux dans la province d'Ondo.

407. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial transmettait au Gouvernement nigérian des renseignements touchant des exécutions extrajudiciaires qui seraient le fait de membres de la police lors de manifestations pacifiques. Le 25 mai 1991, un étudiant du Collège de technologie Yaba aurait été exécuté par des agents armés des forces de sécurité au cours d'une manifestation pacifique qui se déroulait à Lagos. Deux autres hommes auraient été exécutés par la police en 1990 au cours d'une manifestation non violente organisée par des négociants mécontents, qui se déroulait au marché d'Alaba à Lagos.

408. Toujours dans la même lettre, le Rapporteur spécial transmettait des allégations concernant le cas de plusieurs personnes qui seraient mortes des suites de tortures alors qu'elles étaient en garde à vue. Entre mai 1990 et janvier 1991, huit personnes au moins seraient mortes après avoir été torturées par des policiers dans différents postes de police de Lagos, dont les postes des avenues Llopeju, Pedro et Western.

409. Le Rapporteur spécial transmettait également au Gouvernement nigérian des allégations concernant la mort de 48 détenus de la prison d'Apa, Etat de Lagos, et de 16 détenus de la prison de Kiri Kiri à Lagos, en 1989 et 1990, mort qui serait imputable aux mauvaises conditions de détention. L'un des détenus de la prison de Kiri Kiri aurait été torturé, puis transféré à l'hôpital psychiatrique Yaba, à Lagos, où il serait mort.

410. Le Rapporteur spécial transmettait également quatre cas d'exécution d'extrajudiciaire perpétrées par la police et des membres de l'équipe spéciale d'assainissement de l'Etat de Lagos, survenus entre janvier 1990 et mai 1991 à Lagos. Il signalait deux autres incidents survenus l'un à Port Harcourt, Etat de Rivers en janvier 1990, l'autre à Agbado, Etat d'Ogun, en février de la même année, au cours desquels deux personnes auraient été exécutées par des policiers.

411. Le Rapporteur spécial s'est référé aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe et a prié le Gouvernement nigérian de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et de l'informer en particulier des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Pakistan

1. Demandes d'intervention d'urgence

412. Le 11 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé un message urgent au Gouvernement pakistanais à propos de la condamnation à mort d'au moins 20 personnes par "des tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée", condamnations qui auraient été prononcées à l'issue de procès qui ne se seraient pas déroulés conformément aux normes internationales, et qui seraient sur le point d'être mises à exécution.

413. En août 1991, le Parlement avait adopté le douzième amendement à la Constitution qui prévoyait l'institution de tribunaux d'exception usant d'une procédure accélérée. Onze de ces tribunaux seraient entrés en fonction en août 1991. Selon les allégations, les procès à l'issue desquels la peine de mort était prononcée ne duraient bien souvent pas plus de trois ou quatre jours et la procédure serait loin d'être conforme aux normes internationales garantes d'un procès en bonne et due forme.

414. Vingt à 40 personnes condamnées à mort par les tribunaux d'exception en question risquaient d'être exécutées publiquement. Parmi elles figurerait un certain Zafar Iqbal condamné à mort pour viol et meurtre.

415. Le Rapporteur spécial s'est référé aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984 et au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, ainsi qu'à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a instamment prié le Gouvernement pakistanais de prendre toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

416. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement pakistanais.

Paraguay1. Demandes d'intervention d'urgence

417. Le 10 avril 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement paraguayen concernant des menaces de mort à l'égard de Rodolfo M. Aseretto, Pedro Portillo et Francisco de Vargas. Selon les informations reçues, MM. Aseretto et Portillo, avocats du Comité de Iglesias para Ayudas de Emergencia (CIPAE) (Commission des églises pour les secours en cas d'urgence) avaient porté plainte devant le parquet après avoir reçu des menaces de mort répétées, sous forme de coups de téléphone anonymes et par écrit. Les intéressés estimaient que ces menaces étaient liées au fait qu'ils avaient participé à des procès concernant des violations des droits de l'homme, tous deux ayant défendu des victimes de violations de cet ordre et étant intervenus notamment dans des cas de tortures, disparitions involontaires et exécutions extrajudiciaires concernant des prisonniers politiques mis en détention sous le gouvernement précédent. Quelques-uns des procès mettant en cause d'anciens fonctionnaires en étaient au stade du jugement. Selon les mêmes informations, M. Vargas, ancien avocat de la CIPAE et vice-président en exercice de la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés du Congrès et député du parti libéral radical authentique, aurait été attaqué à son domicile le 10 mars 1991 vers 3 heures du matin par des individus non identifiés qui avaient tiré des coups de feu sur sa maison; il avait, lui aussi, porté plainte au parquet.

418. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989 ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié le Gouvernement paraguayen de faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées, et lui a demandé en outre de bien vouloir l'informer des mesures prises et du déroulement des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

Réponse du gouvernement

419. Le Rapporteur spécial a reçu, le 19 août 1991, une réponse au télégramme qu'il avait adressé au Gouvernement paraguayen le 11 juillet 1990 à propos d'un incident survenu sur le site du barrage d'Itaipú le 12 décembre 1989 (voir E/CN.4/1991/36, par. 359). Le bureau du Procureur faisait savoir à ce sujet que l'affaire avait été portée devant le juge compétent de la circonscription du Haut Paraná qui aurait à connaître de troubles de l'ordre public et d'atteinte à l'intégrité physique des personnes. Le Procureur chargé de l'affaire, M. Ramón Echeverría, avait reçu instruction d'accélérer la procédure. Des magistrats du bureau du Procureur général de la République étaient chargés d'accélérer la procédure dans les affaires concernant les droits de l'homme, en collaborant avec les magistrats instructeurs.

Pérou1. Demandes d'intervention d'urgence

420. Le 1er juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement péruvien concernant des informations selon lesquelles Magno Sosa Rojas et Necías Taquiri, alias Necho, journalistes d'Huamanga, Département d'Ayacucho, auraient reçu des menaces de mort. Selon ces informations, le 10 juin 1991, un groupe paramilitaire qui s'intitulait "Comando de Liberación Antiterrorista" aurait forcé le personnel de Radio Wari à transmettre aux deux journalistes en question un message contenant des menaces de mort conçues en des termes qui ne laissaient aucune équivoque.

421. Selon les plaintes reçues depuis décembre 1982, date à laquelle l'état d'urgence avait été décrété pour la première fois dans le Département d'Ayacucho, des personnes qui critiquaient l'action de l'armée, - défenseurs des droits de l'homme et journalistes qui avaient attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme - feraient l'objet de menaces de mort et d'un harcèlement de la part des forces armées ou de groupes soupçonnés d'avoir leur aval.

422. Parmi les actes de violence dont auraient été victimes des journalistes par le passé, il faut mentionner le meurtre, le 26 janvier 1983, de huit journalistes à Uchuraccay, province de Huanta, Département d'Ayacucho, la disparition involontaire, en août 1984, de Jaime Ayala Sulca, correspondant du quotidien de Lima La República, qui avait été arrêté à Huanta; et la disparition d'Hugo Bustios Saavedra, correspondant de la revue Caretas, qui aurait été exécuté en novembre 1988 par des membres des forces armées alors qu'il enquêtait sur l'assassinat d'une femme et de son fils. Il était à noter que Bustios Saavedra avait reçu plusieurs menaces de mort à la suite d'articles publiés dans la presse dans lesquels il dénonçait les violations des droits de l'homme commises par l'armée.

423. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires, et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 en date du 24 mai 1989, ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié le Gouvernement péruvien de faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé en outre de bien vouloir l'informer des mesures prises et du déroulement des enquêtes effectuées par les autorités sur ces cas.

424. Le 3 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un télégramme concernant Juan Arnaldo Salomé Adauto, artisan âgé de 22 ans, qui avait été arrêté le 24 avril 1991 à Huancayo, Département de Junín, par quatre hommes armés en civil (membres présumés des forces armées ou des forces de sécurité), puis amené à un poste de police proche du collège "María Inmaculada" où il avait été détenu; il avait été transféré ultérieurement à la prison militaire du 9 décembre à bord d'une camionnette.

Il s'est plaint par la suite d'avoir été cruellement torturé; pendant son séjour dans cette prison il avait vu d'autres détenus qui avaient eux aussi été torturés et auxquels on laissait les menottes. Le 10 juin 1991, il avait réussi à s'échapper de la prison en se cachant dans un véhicule pour le transport de militaires. Le lendemain la police avait fait irruption à son domicile et ses frères Víctor Luis et Rodolfo Alberto Salomé Adatao avaient été passés à tabac. Salomé Adatao a témoigné par la suite devant le ministère public de son arrestation et des tortures qui lui avaient été infligées. On craignait que l'intéressé ou des membres de sa famille n'aient fait l'objet de représailles et que leur vie ne soit en danger.

425. Le Rapporteur spécial s'est référé aux normes et instruments juridiques évoqués au paragraphe 423 et également, les personnes intéressées ayant régulièrement coopéré avec l'Organisation des Nations Unies dans le cadre des mécanismes de protection des droits de l'homme mis en place par celle-ci, à la résolution 1991/70 de la Commission des droits de l'homme en date du 6 mars 1991, dans laquelle cette dernière demandait instamment aux gouvernements de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles, sous quelque forme que ce soit, contre des particuliers ou des groupes privés qui cherchent à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement péruvien de faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé, en outre, de bien vouloir l'informer des mesures prises et du déroulement des enquêtes ouvertes par les autorités sur ces cas.

426. Le 3 juillet 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un autre télégramme concernant Bertha López, enseignante âgée de 43 ans, veuve de Jaime Cerrón Palomino, vice-recteur de l'Université de Huancayo (Universidad Nacional de Centro del Perú), département de Junín, lequel avait été enlevé le 8 juin 1990 vraisemblablement par des groupes paramilitaires, puis assassiné (son cadavre avait été retrouvé le 17 juin 1990). Leurs trois enfants Fritz Elias Cerrón Rojas, 22 ans, Vladimir Roy Cerrón Rojas, 21 ans, et Waldemar José Cerrón Rojas, 18 ans, se sont plaints d'avoir fait l'objet de persécutions et de menaces de mort pour avoir entamé des poursuites en raison de l'assassinat de Jaime Cerrón Palomino, et demandé l'ouverture d'une enquête et le châtimement des coupables. On pense que les menaces sont le fait des auteurs du crime, qui sont toujours en liberté. Mme Rojas López aurait reçu récemment de nouvelles menaces la sommant de quitter Huancayo, où elle vit et où elle travaille, pour qu'elle cesse ses démarches en vue de tenter d'élucider les circonstances de l'assassinat de son mari.

427. Le 19 août 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un télégramme concernant Jorge Chavez Morales, journaliste au quotidien La República de Lima, qui aurait reçu le 9 août 1991 une lettre dans laquelle on le menaçait de mort; la lettre était signée par un groupe qui s'intitulait "Comando de Liberación Antiterrorista" (Commando de libération antiterroriste) soupçonné de jouir du soutien de l'armée. Selon les informations reçues, M. Chavez Morales aurait recueilli et publié dans le journal des informations sur l'assassinat du journaliste Luis Morales Ortega perpétré le 13 juillet 1991 à Ayacucho. M. Chavez Morales aurait porté plainte auprès

du parquet et aurait demandé à ce qu'on veille à sa sécurité : il était d'autant plus inquiet que d'autres journalistes avaient été victimes, par le passé, d'exécutions sommaires et de disparitions et que l'un d'entre eux, Luis Morales Ortega, avait été assassiné après avoir été menacé de mort par un groupe paramilitaire.

428. Le 24 septembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un télégramme concernant Macedonio Lirio León, âgé de 40 ans, marié et père de sept enfants, dirigeant paysan et président de la Fédération des agriculteurs du Département d'Ancash "Atusparia Uchcu Pedro". Selon les informations dont il disposait, le colonel P.T. Idolfo F. Cueva Retuerto et des membres de la police judiciaire auraient menacé l'intéressé de leur révoquer au cours d'un meeting organisé par la Fédération dans la ville de Huaraz le 1er mai 1991. Il aurait par la suite été accusé du vol d'une voiture auprès de la police technique et une information aurait été ouverte par le juge d'instruction de la première circonscription de Huaraz. Toujours selon ces sources, Lirio León voulait se présenter devant le juge pour s'expliquer, mais il craignait d'être mis en détention préventive et de se retrouver avec des prisonniers appartenant au Sentier Lumineux, mouvement qui l'avait aussi menacé de mort après qu'il ait fait des déclarations disant qu'il ne lui apportait aucun appui que ce soit. Le plaignant précisait que dans la prison où on l'enverrait il n'y avait pas suffisamment de place pour que l'on puisse séparer les détenus.

429. Le 8 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement péruvien un télégramme signalant qu'il avait reçu des informations concernant des menaces proférées contre la vie et l'intégrité physique des personnes ci-après : Egidio Ore Mallco, président de la communauté de paysans de Tamara; Máximo de la Cruz Baraona, gardien de bétail de la communauté; Nacario Palomino Tolentino, ancien agent municipal, Víctor Tadeo Escalente, vice-président du Comité de développement, et Próspero Solís, qui s'occupait de la distribution d'eau. Le 2 août 1991, à 3 heures du matin, des soldats de la base militaire de Quinches, province de Yauyos, Département de Lima, vêtus de ponchos et de passe-montagnes, s'étaient introduits dans la communauté de Tamara se faisant passer apparemment pour des membres du Sentier Lumineux; selon les informations communiquées, ils auraient forcé les habitants à se grouper sur la place et demandé où se trouvaient les personnes susmentionnées. Egidio Ore Mallco et Máximo de la Cruz Baraona auraient fui en direction de Lima. Les soldats avaient arrêté Próspero Solís et l'avaient amené au détachement militaire de la localité et il avait comparu après 20 jours devant la police judiciaire de Yauyos. Les soldats avaient menacé de mort les membres de la famille d'Egidio Ore Mallco et de Máximo de la Cruz Baraona si les intéressés ne se livraient pas.

430. Les menaces de mort avaient été réitérées 15 jours plus tard par des soldats qui s'étaient présentés à nouveau dans la localité, contraignant les parents des intéressés à s'enfuir eux aussi vers Lima. Selon les informations reçues, le 18 septembre 1991, les personnes menacées, accompagnées d'édiles locaux et du député Anastasio Vega Ascencio, avaient rencontré un conseiller du général Cesar Ramal, chef du corps d'élite qui, après avoir nié tout acte illicite de la part de l'armée, leur avait dit de se présenter le 24 septembre à la base de Quinches pour rencontrer le lieutenant en chef.

431. Le 5 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien un télégramme à propos des informations ci-après: le 10 octobre 1991, Ruth Melissa Alfaro Mendez, journaliste de 23 ans chargée des informations à l'hebdomadaire Cambio, avait été tuée par une bombe placée dans un paquet de journaux étrangers adressé au directeur de la revue, Carlos Arroyo, et déposé dans les locaux du journal. Selon l'auteur de la plainte, le directeur de Cambio aurait fait l'objet de menaces réitérées de la part d'un groupe paramilitaire qui s'intitulait "Comando Rodrigo Franco", et aurait déjà revendiqué des attentats perpétrés contre des vendeurs de cette revue dans le Département de Junín.

432. Le 21 juin 1991, une autre bombe aurait explosé devant les locaux de Cambio, tuant M. Víctor Hugo Ruiz León. Selon la plainte, outre ces attentats, l'hebdomadaire Cambio avait fait l'objet d'autres formes de harcèlement : par exemple plusieurs numéros avaient été saisis sans qu'il y ait eu une décision de justice et une plainte avait été déposée contre le directeur accusé d'avoir fait l'apologie du terrorisme, accusation dont il avait été lavé. Il était précisé en outre que l'explosif qui avait causé la mort de Mme Alfaro Mendez était composé de 200 g de gélatine-gomme à l'usage de l'armée, apparemment analogue à celle qui avait été utilisée dans l'attentat dirigé contre le conseiller juridique de la Commission des droits de l'homme, Augusto Zuñiga.

433. Le 14 novembre 1991, le Rapporteur spécial avait adressé au Gouvernement péruvien un télégramme concernant les faits survenus dans la communauté de Santa Bárbara, Huancavelica, auxquels le gouvernement s'était référé dans deux notes verbales adressées au Centre pour les droits de l'homme par la Mission permanente du Pérou à Genève, les 29 septembre et 1er novembre 1991 (voir par. 445). Selon la communication reçue, Nicolás Hilario Moran et Lorenzo Quispe Huamen, respectivement président et procureur de cette communauté, avaient été remis en liberté après avoir passé plusieurs jours en prison, en liaison semble-t-il avec les événements de Santa Bárbara. Ces deux personnes, ainsi que Máximo Pérez Torres et d'autres membres de la communauté, auraient été les premières à porter plainte à propos des faits survenus à Santa Bárbara. Les auteurs de la communication craignaient pour la vie des susnommés ainsi que pour celle d'autres personnes qui avaient également porté plainte et été témoins des faits, puisque c'était grâce à elles que les graves violations des droits de l'homme commises à l'égard de membres de leur communauté avaient été portées au grand jour et qu'une enquête avait été ouverte. Comme l'avait indiqué le gouvernement, divers membres des forces armées avaient été accusés de délits graves à la suite de cette enquête et l'on craignait que les personnes intéressées ne fassent l'objet de représailles et que leur vie ne soit en danger. Ces craintes se fondaient sur le fait que lorsque, en des occasions antérieures, des membres des forces armées avaient été impliqués dans un procès, les témoins des faits avaient été assassinés (c'est le cas des témoins du massacre de Cayara; voir E/CN.4/1991/36, par. 363).

434. A propos des cas susmentionnés, le Rapporteur spécial s'est référé dans ses télégrammes au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 en date du 24 mai 1989,

ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié le Gouvernement péruvien de faire tout ce qui était en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de bien vouloir l'informer des mesures prises et du déroulement des enquêtes effectuées par les autorités sur ces affaires.

Réponses du gouvernement

435. Le 8 mars 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication relatant l'assassinat de 13 paysans perpétré le 1er mars 1991 à Mantaro, province de la Mar, Département d'Ayacucho, par une colonne du mouvement subversif Sentier lumineux. On y relatait également l'assassinat par quelque 150 membres du même mouvement de 23 paysans (dont 8 femmes), dans la nuit du 23 au 24 février 1991 à Jano, localité du district d'Ayna, province de la Mar, Département d'Ayacucho; au cours de cette incursion, 11 personnes avaient été blessées et 5 autres enlevées. Par ailleurs, la localité avait été pratiquement rasée, la majorité des maisons (au nombre de 60) ayant été pillées et incendiées.

436. Le 30 mai 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication contenant copie de deux tableaux émanant du Ministère de la défense fondés sur des statistiques de 1990 et de 1991, concernant des plaintes relatives à des exécutions sommaires ou arbitraires survenues au Pérou.

437. Le 3 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication concernant l'exécution sommaire ou arbitraire présumée de Porfirio Suni Quispe, chef de la Fédération départementale de Puno et député de la région José Carlos Mariátegui. Selon les recherches faites par le Ministère de la défense, le député Suni Quispe aurait participé à diverses opérations en tant qu'activiste sympathisant de groupes subversifs puis, après avoir été élu membre de l'Assemblée régionale, il se serait érigé en protecteur de la SAIS Aricoma et aurait été à l'origine du système de rondes effectuées par les paysans de l'endroit, ce qui pourrait expliquer que le Sentier lumineux l'ait catalogué comme un ennemi et ait décidé de l'abattre en raison de son revirement.

438. Le gouvernement ajoutait que le Ministère de la défense avait demandé que le commandement interarmes des forces armées donne les garanties requises à la famille de Bertha López, veuve Cerrón.

La communication contenait en outre les renseignements ci-après émanant du Ministère de la défense :

a) Teodoro Crespo Villavicencio et Elías Fernández Aguilar n'avaient en aucunes circonstances été détenus par les forces stationnées dans la province de Parinacochas, Département d'Ayacucho;

b) Silvio Alejandro Campos Bravo, Edmundo Campos Zevallos, Juan Carlos Goetencia Alarcón, Jesús Canchari Pérez et Aristóteles Iturrizaga Huamán n'avaient en aucunes circonstances été détenus par des forces stationnées dans les provinces de Satipo et Chanchamayo, Département de Junín.

439. Le 4 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication contenant le texte du décret-loi promulgué par le Président de la République Alberto Fujimori, le 2 septembre 1991. Ce texte autorise l'accès des fonctionnaires du Ministère public aux installations militaires et aux centres de détention de la police dans toutes les régions du territoire soumises à l'état d'urgence, pour enquêter sur le cas des personnes détenues ou portées disparues.

440. Le 10 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication selon laquelle la police judiciaire d'Ayacucho avait procédé à une enquête sur l'assassinat présumé de Fernando Colonio Arteaga, Máximo Rico Bazán, Gabriel Tupia Huamancusi et Ciro Aramburú Villanueva, et entendu en temps utile les dépositions des témoins qui avaient été transmises au bureau du procureur de la première juridiction mixte de Huamanga en mai 1991.

441. Le 13 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication selon laquelle le Ministère de la défense avait ordonné que le commandement interarmes des forces armées adopte les mesures pertinentes afin de préserver l'intégrité physique et la vie de Magno Soso Rojas et Necias Taquiri. Par ailleurs, selon des renseignements émanant du Procureur général adjoint chargé de la défense du peuple et des droits de l'homme, un procès avait été engagé contre Magno Soso Rojas accusé de terrorisme et sa déclaration avait été enregistrée le 23 août à l'hôpital Apoyo de Huancaayo où il était soigné pour un ulcère gastrique aigu; l'action engagée par le procureur contre M. Soso avait débouché sur un non-lieu et l'intéressé avait été remis en liberté.

442. Le 24 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication lui transmettant la liste de 33 personnes mentionnées dans le rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires, et qui n'avaient été ni appréhendées ni détenues par des membres des forces armées stationnées dans les diverses régions où la lutte était engagée contre la subversion. La liste était la suivante : Estanislao Polanco Rojas, Francisco Ramos Bautista, Virgilio Barrientos Ramos, Virgilio Barrientos Polanco, Esteban Barrientos Vega, Andrés Numani Polanco, Mana Bautista Quispe, France Ramirez, Ignacio Tito, Clemente Chaupín Barrientos, Domingo Quispe, Cirsostomo Condori Quispe, Natividad Quispe, Alejandro Quispe Condori, Balbino Huamani Medina, Marcos Torres Salhua, Juan Huisa Pacco, Marcos Zacarias Huisa, Gregorio Alferez Huisa, Julio Huamani Huisa, José Huamani Charcahuana, Julio Apfata Tanire, Jesús Jauja Sullo, Eustaquio Apfata Salhua, Hermenegildo Jaas, Falconeri Saravia Castillo, José Burneo Labrin, Máximo Rico Bazón, Fernando Luis Colonio Arteaga, Gabriel Tupia Huamancusi, Ciro Aramburu Villanueva, Jaime Cerrón Palomino et Armando Tapia Gutierrez.

443. Le 25 septembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication selon laquelle María Guinarita Pisco Pisango n'avait pas été appréhendée par les forces de l'ordre.

444. Le 22 octobre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une communication précisant que M. Lirio León, président de la Fédération des agriculteurs du Département d'Ancash, avait été déchu de ses droits

de représentant de la Fédération en question puisqu'il se cachait dans le district de Macará, Carhuaz. Il était considéré comme fugitif et un mandat d'arrêt pour terrorisme avait été lancé contre lui par le juge d'instruction de la première circonscription de Huaraz. Ne sachant pas où il se trouvait, on ne pouvait pas lui assurer les garanties et la protection demandées par le Rapporteur spécial (voir par. 428).

445. Le 1er novembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu une réponse à un télégramme concernant les événements survenus le 4 juillet dans la communauté de Santa Bárbara. Selon les renseignements fournis par le Ministère de la défense, il ressortait des enquêtes effectuées qu'une patrouille du bataillon No 43 Pamapas de lutte contre la subversion se serait livrée à des abus à l'égard de 14 paysans présumés coupables d'actes subversifs. En conséquence, les membres ci-après des forces armées avaient été traduits devant le Conseil de guerre permanent du deuxième parquet militaire :

a) Le lieutenant d'infanterie, Javier Bendezu Vargas, pour homicide qualifié, abus d'autorité et mainmise sur les biens, avec circonstances aggravantes;

b) Le sous-officier de troisième division Duilio Chipana Tarqui, pour manquement à son devoir et à la dignité de sa fonction et à l'administration de la justice;

c) Le sous-officier de deuxième division Fidel Eusebio Huaytalla, pour manquement à son devoir et à la dignité de sa fonction;

d) Le sergent chef Oscar Carrera Gonzales, pour abus d'autorité;

e) Le deuxième sergent Carlos Prado Chinchay, pour homicide qualifié, mainmise sur les biens et atteinte à la liberté sexuelle.

Le Gouvernement péruvien tenait à faire ressortir sa ferme volonté de faire procéder à une enquête approfondie sur toute allégation de violation des droits de l'homme et d'imposer aux auteurs les sanctions prévues par la loi.

446. Le 2 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement péruvien une autre réponse concernant les mêmes événements. Il serait confirmé qu'il ressortait bien des enquêtes menées par le Ministère de la défense qu'une patrouille du bataillon No 43 Pamapas de lutte contre la subversion se serait livrée à des abus à l'égard de 14 paysans et qu'une plainte avait été déposée devant le Conseil de guerre permanent du deuxième parquet militaire contre un officier et quatre sous-officiers. Le procès en question se déroulait conformément à la loi.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

447. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement péruvien une lettre lui transmettant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires survenues entre août 1990 et juin 1991, et concernant plus de 40 personnes. Les renseignements suivants concernant les incidents ci-après lui étaient notamment parvenus :

a) Le 22 août 1990, des soldats et des membres d'un comité de défense civile contrôlé par l'armée auraient tué 16 personnes de la communauté d'Iquicha, proche d'Uchuraccay, province de Huanta. Les intéressés auraient refusé de participer à une attaque organisée contre le Sentier lumineux, de crainte d'être utilisés par les soldats comme boucliers. Selon les renseignements fournis au Rapporteur spécial, il n'y avait pas eu d'information approfondie;

b) Le 26 septembre 1990, des soldats de la base militaire d'Adcomarca auraient arrêté 16 paysans de la communauté de Pucapaccana, district d'Independencia, province de Vilcashuamán. Les victimes auraient fait l'objet de tortures, qui auraient provoqué la mort de trois hommes; les survivants auraient été menacés de mort s'ils portaient l'incident à la connaissance des autorités;

c) Le 18 octobre 1990, 18 cadavres auraient été exhumés de trois fosses communes à Chillcahuaycco, district de Santiago de Pischa. Les victimes auraient été détenues, puis exécutées par des membres des forces armées accompagnés de groupes de défense civile contrôlés par l'armée. Une commission sénatoriale créée en octobre 1990 aurait été chargée de procéder à une enquête et aurait conclu que les auteurs du massacre étaient des membres de l'armée;

d) En novembre 1990, un homme aurait été tué et trois autres blessés par des membres de la police et de milices privées qui auraient tiré sur des travailleurs non armés qui manifestaient pour obtenir des avantages sociaux dans une usine de produits alimentaires de Samanco, Chimbote, département d'Ancash;

e) En mai 1991, quatre hommes de la communauté de Sillota, district d'Asillo, Azangara, auraient été arrêtés et torturés avant d'être exécutés par les membres d'une patrouille militaire;

f) Le 21 juin 1991, trois étudiants auraient été torturés, puis tués à Lima par des policiers qui les accusaient d'être des terroristes. Une instruction aurait été ouverte, neuf policiers suspendus et cinq d'entre eux accusés de meurtre; selon la source des informations, on attendait que la Cour suprême statue sur le point de savoir si l'affaire resterait entre les mains des tribunaux civils ou serait transférée à un tribunal militaire.

448. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, a demandé au Gouvernement péruvien de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

3. Renseignements complémentaires reçus par le Rapporteur spécial

449. Des violations massives du droit à la vie ont continué d'être signalées au Rapporteur spécial : de nombreuses exécutions extrajudiciaires se produisaient dans le cadre du conflit armé qui divise le pays et plus de la moitié du territoire était soumis à l'état d'urgence depuis la fin de 1991. Selon des sources non gouvernementales, depuis juillet 1990, plus de 3 000 personnes étaient mortes victimes de la violence politique, souvent

à l'occasion d'affrontements entre l'armée et l'opposition armée; plus de la moitié de ces cas étaient l'oeuvre de groupes d'opposition armés. Le Sentier lumineux, en particulier, aurait continué d'exécuter des paysans constitués en groupes de défense civile (Rondas Campesinas) ou soupçonnés de collaborer avec les forces gouvernementales; dans les zones urbaines, le Sentier lumineux prendrait pour cible des ressortissants étrangers, des ecclésiastiques et des Péruviens d'origine japonaise. Le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) serait aussi responsable d'assassinats, mais dans de moindres proportions.

450. De nombreuses exécutions seraient à mettre au compte de l'armée et des forces de sécurité, ainsi que d'autres groupes agissant en liaison avec eux ou avec leur aval ou leur complicité. Après la disparition du Commando Rodrigo Franco en juillet 1990, de nouveaux groupes utilisant les méthodes des escadrons de la mort auraient commencé de se manifester en octobre 1990, notamment dans les zones où l'état d'urgence est en vigueur. Selon les renseignements communiqués au Rapporteur spécial, pendant les 12 premiers mois d'exercice du gouvernement actuel 58 exécutions extrajudiciaires correspondant à 14 incidents différents seraient à porter au compte des forces de sécurité officielles et de groupes connexes. Les victimes en seraient principalement des paysans qui avaient refusé de rallier les groupes de défense civile et qui auraient été exécutés à titre de représailles à la suite d'attaques du Sentier lumineux, ou qui étaient soupçonnés par l'armée de sympathiser ou de coopérer avec le Sentier lumineux. Des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, agissant soit à titre personnel, soit au nom d'organisations de défense des droits de l'homme comme l'Association pour les droits de l'homme (APRODEH) et la Commission non gouvernementale des droits de l'homme (COMISEDH) étaient eux aussi les victimes désignées d'exécutions ou de menaces de mort.

451. Le Rapporteur spécial a appris en outre que ces violations des droits de l'homme restaient toujours impunies. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, seulement quatre enquêtes judiciaires concernant des allégations de violations des droits de l'homme avaient été ouvertes. Les efforts du Ministère public pour élargir le champ et renforcer l'efficacité des enquêtes menées suite aux allégations de violations des droits de l'homme se heurteraient à d'énormes difficultés dues au manque de ressources, au défaut de soutien des autorités et à l'obstruction de l'armée qui refusait de coopérer avec le Ministère public, en particulier dans les zones où l'état d'urgence était en vigueur. Il semblait que les membres des forces armées jouissent d'une impunité quasiment totale puisque dans les cas de violations des droits de l'homme les tribunaux militaires continuaient de revendiquer et d'exercer leur compétence.

Philippines

1. Demandes d'intervention d'urgence

452. Le 12 avril 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement philippin un télégramme concernant Romeo Capulong, avocat défenseur des droits de l'homme et membre du Groupe d'assistance juridique gratuite (FLAG), qui défendait plusieurs personnes accusées de faire partie du Parti communiste philippin interdit et de crimes analogues. M. Capulong avait été l'objet

d'intimidations de la part d'hommes armés que l'on croyait liés aux forces de sécurité philippines. Le 19 mars - alors qu'il se rendait en voiture de Manille à sa maison dans la province de Nueva Ecija - il avait été suivi par des hommes dans une Toyota Cressida, aux vitres fumées, immatriculée NRB 838; on ne connaissait pas l'identité des passagers de la voiture mais on les croyait liés aux services de renseignement de l'armée. La veille de l'incident, M. Capulong avait été mêlé à une controverse au tribunal alors qu'il défendait en tant qu'avocat deux importants membres présumés du Parti communiste. Le 1er avril 1991, durant un procès impliquant six membres présumés de la Nouvelle armée du peuple (NPA), un homme armé en civil avait pénétré dans le tribunal et demandé le chauffeur personnel de M. Capulong; après qu'un des militaires escortant les six accusés eut identifié M. Capulong, l'homme armé avait quitté la salle du tribunal avec un autre homme identifié. Selon un témoin, les deux hommes étaient partis sur une motocyclette Honda rouge dépourvue de plaques d'immatriculation. Trois avocats défenseurs des droits de l'homme au moins avaient été assassinés les trois dernières années par des hommes non identifiés en civil se déplaçant sur des motocyclettes identiques. A cet égard, le Rapporteur spécial soulignait le fait que le gouvernement avait la responsabilité d'interdire et de prévenir, conformément à la loi, toutes les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

453. Le 12 août 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement philippin un télégramme concernant Benedicto Pacheco, Vidal Tombo et Roberto de Vera, apparemment victimes d'une tentative d'exécution extrajudiciaire. Selon les renseignements reçus, M. Tombo, avocat défenseur des droits de l'homme, se trouvait chez lui en compagnie de deux amis, Benedicto Pacheco et Roberto de Vera, le 17 juillet 1991. Vers 23 heures 30, il avait remarqué qu'une motocyclette et une jeep rouge, transportant chacune deux hommes, étaient passées devant sa maison; peu de temps après, elles étaient revenues : deux hommes étaient descendus des véhicules et avaient tiré pendant près de 10 minutes en direction des trois hommes dans la maison. M. Pacheco avait été blessé au coude et à la cheville gauches; M. Tombo au bras droit et à l'estomac et M. de Vera avait reçu une balle dans la jambe et au bras droits. Il semblerait que la cible principale de l'attentat fût M. Tombo qui avait assuré la défense de prisonniers politiques et de personnes accusées d'appartenir à la Nouvelle armée du peuple. Il avait également été président d'une coopérative agricole dans sa ville natale.

454. Au cours des trois dernières années, au moins six avocats défenseurs des droits de l'homme auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires : sur les six, trois étaient membres du Groupe d'assistance juridique gratuite (FLAG) qui s'occupe de la défense des droits de l'homme et communique les violations perpétrées par des membres des forces de sécurité gouvernementales.

En outre, durant cette période, bien d'autres avocats avaient reçu des menaces de mort ou avaient été autrement intimidés. En 1991, un avocat du FLAG, Nerio Zamora, avait été menacé de mort par le commandant de la police provinciale de Bohol, et l'avocat défenseur des droits de l'homme Romeo Capulong avait été suivi par des hommes non identifiés qui seraient liés aux services de renseignement de l'armée.

455. Le 6 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement philippin un télégramme concernant Wilfred D. Asis, avocat défenseur des droits de l'homme et membre du FLAG, organisation qui collabore en permanence avec les mécanismes des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme. M. Asis assurait la défense de six personnes accusées d'appartenir au Parti communiste philippin interdit. Ces six personnes avaient été acquittées du chef de subversion le 22 août 1991. Le 29 août 1991, M. Asis avait reçu une lettre d'un homme du nom de Guyong qui prétendait représenter le Front démocratique national (NDF), organisation du front uni clandestin contrôlé par le Parti communiste. L'auteur commençait par féliciter M. Asis pour ses activités en faveur des droits de l'homme, mais disait ensuite qu'il faisait l'objet d'une "enquête" en rapport avec l'assassinat de deux personnes appelées Leo et Mike. La lettre se terminait par des "condoléances" pour la mort prochaine de M. Asis, qui avait déclaré ne connaître personne du nom de Guyong, Leo ou Mike. En septembre 1991, M. Asis avait signalé à la police nationale philippine qu'il était menacé de mort. Un inspecteur lui aurait dit que des éléments des forces armées philippines envisageaient peut-être de "se débarrasser de lui"; il lui aurait également conseillé de demander l'aide du Secrétaire d'Etat à la justice.

456. En ce qui concerne les trois cas ci-dessus, le Rapporteur spécial s'est référé dans ses télégrammes au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, ainsi qu'aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a en outre prié instamment le Gouvernement philippin de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes concernées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête ouverte par les autorités sur ces cas.

Réponse du gouvernement

457. Le 25 juillet 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement philippin une réponse à son télégramme du 28 novembre 1990 par laquelle celui-ci transmettait une liste de 42 militaires qui avaient été reconnus coupables de graves violations des droits de l'homme aux Philippines de 1986 à juillet 1991, réfutant ainsi, d'après le Gouvernement philippin, l'allégation selon laquelle les militaires commettaient "impunément" des violations des droits de l'homme aux Philippines.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

458. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement philippin une lettre lui transmettant des allégations concernant 46 cas d'exécutions sommaires ou arbitraires, dont les cas suivants :

a) Le 21 décembre 1990, un travailleur agricole aurait été abattu par des militaires sous les yeux de sa famille à San Isidro, Samar septentrional. Le 13 janvier 1991, l'armée aurait arrêté un autre travailleur agricole qui avait été ultérieurement retrouvé mort à Bangaray, Sitio Lebanon, Samar septentrional;

b) Le 10 janvier 1991, deux hommes non identifiés, que l'on croyait liés aux forces de sécurité, auraient tué un pasteur de l'Eglise indépendante des Philippines (Aglipaya);

c) Le 24 février 1991, des militaires en civil auraient arrêté dans le Mindanao deux ouvriers d'une organisation de paysans qu'on avait retrouvés morts le 26 février dans la ville de Butuan;

d) Le 28 juin 1990, des officiers de l'armée auraient tué deux syndicalistes durant un enterrement au cimetière du nord à La Loma, dans la ville de Quezon. Les militaires auraient tiré sur la foule désarmée assistant à l'enterrement, tuant deux personnes et en blessant un grand nombre d'autres;

e) De juin à novembre 1989, pendant et après un long conflit du travail, des forces de sécurité ou des gardes chargés de la sécurité de la société et des hommes de main, agissant avec l'appui ou la complicité des autorités militaires et policières locales, auraient tué six employés de la Golden Taxi Company;

f) En septembre 1990, des gardes chargés de la sécurité de la société ou des hommes de main auraient tué trois personnes durant une grève à la boulangerie Golilocks à Mandaluyong, zone métropolitaine de Manille;

g) Le 22 novembre 1990, des membres des Unités territoriales des forces armées des citoyens, groupe paramilitaire, auraient tué dans la province du Negros occidental trois syndicalistes membres de la Fédération nationale des travailleurs du sucre.

459. Outre ce qui précède, le 17 janvier 1991, des menaces de mort auraient été adressées à un avocat défenseur des droits de l'homme par le commandant de province de la police paramilitaire philippine (PC) dans la province de Bohol. Le 19 mars 1991, des hommes armés, qui auraient des liens avec les forces de sécurité, auraient intimidé un autre avocat défenseur des droits de l'homme, membre du groupe d'assistance juridique gratuite (FLAG). Bien des avocats du Negros occidental auraient été menacés par des groupes appuyés par l'armée. Un prêtre catholique romain avait reçu toute une série de lettres contenant des menaces de mort dont la plus menaçante lui était parvenue le 23 janvier 1991. Le 10 février 1991, à Cauayan, Negros occidental, un coordonnateur paroissial de la paroisse d'Isio avait été menacé par des bandits armés non identifiés qui auraient des liens avec l'armée.

460. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement philippin de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

Rwanda1. Demandes d'intervention d'urgence

461. Le 5 mars 1991, le Rapporteur spécial a adressé un télégramme au Gouvernement rwandais, appelant son attention sur les informations reçues selon lesquelles certaines personnes auraient été condamnées à mort le 7 janvier 1991 par le tribunal de la Cour de sûreté de l'Etat qui n'aurait pas respecté les règles internationales minima pour un jugement équitable; il s'agissait de : Carpophore Gatera, Jean-Baptiste Karinijabo, Jean-Chrysostome Karuranga, Donatien Rugema, Carles Tamba, Narcisse Munyabaraga, Charles Mukurarinda et Emmanuel Ntakiyimana. D'après les renseignements reçus, l'audience, à la suite de laquelle les condamnations à mort avaient été prononcées, aurait duré moins de cinq heures; les accusés étaient passibles de la peine capitale, mais aucun d'entre eux n'aurait bénéficié de l'assistance d'un représentant légal; cela aurait entravé non seulement leur droit à leur défense, mais aussi leur possibilité de faire appel à une juridiction supérieure. De plus, les accusés avaient informé la Cour que, au cours de leur détention provisoire, ils auraient été battus ou menacés afin de leur faire reconnaître leur culpabilité; cependant, la Cour n'aurait pas enquêté sur ces allégations et aurait considéré ces preuves comme irrecevables. En outre, des preuves matérielles n'auraient pas été apportées à toutes les accusations dont faisaient l'objet les prévenus. Enfin, la plupart des juges siégeant au tribunal auraient des liens étroits avec les forces armées ou le gouvernement, et n'auraient pas de formation juridique adéquate. Depuis le procès, la composition de la Cour aurait été modifiée.

462. Le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et aux paragraphes 4, 5 et 6 des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984. Il a prié instamment le gouvernement d'user de tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et l'intégrité physique des intéressés et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

463. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement rwandais au moment de l'établissement du rapport.

2. Autres affaires transmises par le Rapporteur spécial

464. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement rwandais une lettre transmettant des renseignements qu'il avait reçus concernant six incidents allégués d'exécutions extrajudiciaires. Les trois premiers concernaient plus de 200 membres du Front patriotique du Rwanda (FPR), armée de l'opposition en exil sur la frontière ougandaise; ils avaient été tués par des membres des forces armées rwandaises en représailles d'attaques antérieures menées par le FPR. Deux autres incidents concernaient des centaines de membres des groupes ethniques tutsi et bagogwe, qui auraient appuyé les forces rebelles. Là, ce seraient les forces armées qui se seraient livrées à ces exécutions. Le dernier cas concernait la mort d'un prêtre épiscopalien en garde à vue qui, selon les allégations, aurait succombé à la suite de tortures, dans la préfecture de Mekibongo; il a été signalé au Rapporteur spécial qu'aucune enquête n'avait été ouverte à ce sujet.

465. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme figurant dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement rwandais de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés, et de l'informer en particulier des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

466. Le 18 décembre 1991, en réponse à la lettre du Rapporteur spécial, en date du 8 novembre 1991, le Gouvernement rwandais a transmis les renseignements suivants sur les affaires évoquées :

a) Alfred Cyafubire. Arrêté le 6 décembre 1990 pour collaboration avec les Inkotanyi, il avait été conduit à la brigade de Rwamagana où son état de santé s'était dégradé; immédiatement conduit à l'hôpital, il y était décédé peu de temps après. Les enquêtes se poursuivaient au parquet général de la cour d'appel de Kiga;

b) Sabin Nshutinzi et Pierre Chrysologue Mutanguha. Figuraient probablement au nombre des personnes tuées durant l'attaque de la préfecture de Ruhengeri. Des enquêtes judiciaires avaient été ouvertes sur ces cas et se poursuivaient également au parquet général auprès de la cour d'appel de Ruhengeri;

c) Cent personnes (noms inconnus). Membres du Front patriotique du Rwanda; ces combattants étaient morts sur le champ de bataille;

d) Samuel Ndagijimana, Nathanaël Karasira, Moïse Cyintama et ses quatre frères, ainsi que plus de 100 membres de l'ethnie Bagogwe. Ces cas étaient en cours d'instruction au parquet général auprès de la cour d'appel de Ruhengeri;

e) Plusieurs centaines de personnes au Mutara. Ces personnes, qui étaient aussi bien des combattants du Front patriotique du Rwanda en civil que des militaires rwandais, étaient tombées sur le champ de bataille;

f) Famille Rukingamubiri, Phocas Nkunzingabo et plusieurs autres personnes mortes en détention à la préfecture de Gsien, commune de Kanama. Un dossier avait été ouvert et son instruction se poursuivait au parquet de la république à Gisenyi.

467. Le Gouvernement rwandais avait pris des mesures additionnelles pour empêcher que d'autres pertes de vies humaines ne se produisent dans des conditions analogues, à savoir : des négociations pour mettre fin à la guerre interethnique dans le nord du pays et un séminaire à l'intention des militaires avec pour thème le respect des droits de l'homme en période de guerre.

Sénégal

1. Demandes d'intervention d'urgence

468. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

469. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sénégalais une lettre transmettant cinq allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. Quatre des incidents en question se seraient produits en 1990 en différents endroits de la Casamance et concernaient des exécutions extrajudiciaires ou le décès en garde à vue de membres du groupe séparatiste Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), principale organisation politique faisant campagne pour l'autonomie ou l'indépendance de la Casamance. Les assassinats auraient été commis par des militaires, des membres de la police régionale et des autorités pénitentiaires.

470. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement sénégalais de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

3. Renseignements supplémentaires reçus par le Rapporteur spécial

471. Le Rapporteur spécial a pris note de l'accord de cessez-le-feu conclu entre le Gouvernement sénégalais et le mouvement séparatiste de Casamance le 31 mai 1991, qui supposerait le retrait complet des forces gouvernementales des zones du conflit, la fin des hostilités et la libre circulation des biens et des personnes dans la région de Casamance. On espérait que cet accord amènerait une amélioration de la situation des droits de l'homme en Casamance.

Afrique du Sud

1. Demandes d'intervention d'urgence

472. Le 15 mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant des menaces contre la vie du révérend Mzamo Phumzike Mathe, militant des droits de l'homme. Selon les renseignements reçus, le révérend Mathe était le secrétaire du Conseil des Eglises du Natal septentrional à Ladysmith. Il avait apporté son aide à des communautés menacées d'être dépossédées de leurs maisons et de leurs terres en conséquence des lois sur l'apartheid et avait mis sur pied des "comités de crise", à Ladysmith et dans les villes avoisinantes, chargés de faire office de médiateurs dans le violent conflit politique qui se déroulait dans la province du Natal depuis 1987. Au début de 1990, le révérend Mathe avait reçu plusieurs appels téléphoniques de menaces, y compris de menaces de mort. Le 22 mars 1990, il avait fait part de ces appels à la police. Les menaces par téléphone n'avaient pas cessé. Le 30 juillet 1990, la police avait dit à son avocat que l'affaire faisait l'objet d'une enquête approfondie mais qu'il n'y avait pas de suspect. Le 26 février 1991, le révérend Mathe avait reçu un appel téléphonique dans son bureau émanant d'un homme qui avait mentionné l'assassinat du chef Maphumulo, militant politique, et avait ajouté "Le suivant, ce sera vous".

473. Le Rapporteur spécial s'est référé au principe fondamental énoncé à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et a instamment prié le Gouvernement sud-africain de prendre toutes les mesures

en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée. Il a en outre demandé à être informé des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités à ce sujet.

474. Le 21 juin 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant 18 personnes condamnées à mort au Bophuthatswana, et qui allaient être exécutées. Il s'agissait de : Johannes Chauke, Thomas Makhubela, Charles Mokwena, Stephen Mlate, Paul Ramulta, Jonathan Konopi, David Maaroganye, Patrick Mokotedi, Jonathan Molema, Stephen Mashinii, Robert Monstsho, Molehegi Molekwa, Adam Mashele, Barnabas Thipi, Thomas Phiri, Zacharia Machaisa, Samuel Mhisi et David Mzimela. Selon les renseignements reçus, certains d'entre eux s'étaient pourvus en appel, à d'autres l'aide juridique nécessaire pour ce faire avait fait défaut ou encore l'appel ayant été rejeté, certains avaient présenté un recours en grâce ou au contraire n'avaient pu le faire, faute d'assistance juridique. Il a été signalé que MM. Molekwa et Mashele, coaccusés, avaient été informés le 14 juin 1991 que leur exécution aurait lieu le 19 juin. Le 18 juin 1991, un sursis à l'exécution avait été accordé. Lorsqu'ils avaient reçu l'avis de leur exécution, la procédure en était à un stade différent selon le coaccusé : l'autorisation d'interjeter appel avait été refusée le 8 mai 1990 pour M. Molekwa tandis que M. Mashele ne s'était pas encore pourvu en appel. Il semblerait donc qu'il y ait eu des irrégularités de procédure. En outre, selon les renseignements reçus, les procédures judiciaires au titre desquelles tous les accusés avaient été jugés coupables et condamnés à mort, de même que les procédures relatives aux pourvois en appel et au recours en grâce, n'auraient pas répondu aux règles internationales en matière d'équité.

475. Le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à une décision du Comité des droits de l'homme concernant l'aide juridique et la représentation juridique efficace (Carlton Reid c. Jamaïque), et aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution du 25 mai 1984. Le Rapporteur spécial a instamment prié le Gouvernement sud-africain de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête menée par les autorités concernant ces cas.

476. Le 26 août 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant Frans Mahuma, Thomas Mavundla, Thomas Monene et Elliot Rampau, tous de la cité noire de Khutsong, contiguë à Carletonville dans le Transvaal occidental, qui avaient été arrêtés par des membres de la police sud-africaine le 23 juillet 1991. Ils avaient été détenus au commissariat de Welverdiend, près de Carletonville et libérés quelques jours plus tard sans avoir été inculpés. Selon les renseignements reçus, les quatre hommes avaient déclaré à leur avocat qu'on les avait torturés durant leur interrogatoire pour les amener à avouer des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Plusieurs policiers, y compris un officier récemment nommé à la tête du commissariat, seraient impliqués dans ces tortures. Au moins un des hommes avait été menacé de mort s'il révélait qu'il avait été torturé.

477. Il a aussi été signalé que des membres de la police sud-africaine du commissariat de Welverdiend auraient été impliqués à plusieurs reprises dans des tortures et exécutions extrajudiciaires (voir document E/CN.4/1991/36, par. 463 e)). Le décès de M. Mbuyiselo "Nixon" Phiri mort en 1990 après avoir été détenu au commissariat de Welverdiend où il aurait été torturé a également été signalé. Durant la même période, six autres détenus du commissariat de Welverdiend avaient été abattus par la police dans des circonstances suspectes. Quatre des six détenus avaient affirmé à leurs avocats qu'ils avaient été torturés durant leur interrogatoire et qu'on avait torturé d'autres détenus en leur présence.

478. Le Rapporteur spécial a noté qu'au début juillet 1991, le Président De Klerk avait constitué une équipe spéciale sous la direction du major général R. Van Der Westhuizen chargée d'enquêter, entre autres choses, sur les allégations selon lesquelles la police aurait participé à des actes de torture et à des exécutions extrajudiciaires dans la cité noire du Khutsong et au commissariat de Welverdiend. Cinq des policiers antérieurement affectés au commissariat de Welverdiend auraient été suspendus de leurs fonctions à la fin du mois de juillet. Néanmoins, selon les renseignements reçus, d'autres policiers qui auraient commis des violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires, restaient à leur poste.

479. Le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Déclaration et la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en 1955, et aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social par sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989. Il a instamment prié le Gouvernement sud-africain de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités concernant ces cas.

480. Le 13 septembre 1989, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant l'information selon laquelle, dans la cité noire de Thokoza, au moins 57 personnes avaient été tuées et 44 autres blessées par des assaillants non identifiés qui avaient tiré sur un groupe qui se rendait à un rassemblement. Selon les renseignements reçus, le 8 septembre 1990, alors qu'un groupe de partisans de l'Inkatha se rendait à un rassemblement en faveur d'habitants du même baraquement, un homme vêtu d'une longue veste noire et brandissant un AK-47 avait surgi en donnant des coups de sifflet et avait été rejoint par d'autres hommes portant également des fusils, qui avaient ouvert le feu sur la foule. Apparemment, les militaires escortant les marcheurs n'avaient pas immédiatement essayé de désarmer les assaillants, bien qu'après la tuerie, la police et l'armée soient intervenues pour forcer les marcheurs à réintégrer leur baraquement et empêcher d'autres attaques. Au moins un suspect avait été arrêté et ordre avait été donné à la police de faire une enquête sur l'incident.

La tuerie s'était produite dans le contexte des tensions croissantes qui se manifestaient dans les usines du Rand oriental entre membres du syndicat Uwusa, affilié à l'Inkatha, et partisans de l'African National Congress (ANC). Six personnes au moins auraient ainsi été tuées et plus d'une douzaine blessées depuis juillet 1991.

481. Le Rapporteur spécial s'est référé aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux articles 3 et 6 respectivement de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a instamment prié le Gouvernement sud-africain de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de ses citoyens et lui a demandé de l'informer des mesures prises, ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités à ce sujet.

482. Le 13 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant Solomon Nhleko, militant d'une communauté et membre de l'African National Congress (ANC). Celui-ci avait été grièvement blessé, le 20 octobre 1991, lors d'une attaque menée par un groupe connu sous le nom d'Amasinyoras, qui aurait des liens avec les forces de défense sud-africaines (SADF) et la police de Kwazulu. Il a aussi été signalé que, le 9 septembre 1991, son frère, Buti Nhleko, avait été enlevé en même temps que trois autres militants de l'ANC, dans une embuscade qui aurait été montée par des membres de la police de Kwazulu. Les corps de M. Nhleko et de Boy Duba avaient été retrouvés le 13 septembre 1991. La troisième personne serait morte à l'hôpital et la quatrième se cacherait, craignant pour sa vie.

483. Selon d'autres renseignements, Solomon Nhleko avait déjà été attaqué précédemment. Le 12 mai 1990, il avait été enlevé par des membres des forces de défense sud-africaines avec l'aide de membres de l'Amasinyoras. Sa maison avait été fouillée, et des documents contenant des plaintes de résidents Kwamashu adressées à la police de Kwazulu contre les Amasinyoras avaient été saisis; on l'aurait alors emmené dans un véhicule militaire vers une zone qui serait une place forte Amasinyoras et roué de coups. Ensuite, on l'avait emmené dans un champ de canne à sucre où les soldats auraient menacé de le tuer. Bien qu'il ait officiellement porté plainte auprès de la police militaire (responsable des enquêtes sur les plaintes contre les forces de défense sud-africaines) et qu'il ait - croit-on - formellement identifié le véhicule en cause ainsi que les individus impliqués, il avait été informé trois mois après les événements que ceux-ci ne donneraient lieu à aucune poursuites. Les personnes ayant participé à l'attaque contre M. Nhleko, le 20 octobre 1991, auraient été vues dans le voisinage de l'hôpital où il était en convalescence.

484. Le 19 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain un télégramme concernant Chechela Machitje, membre de l'African National Congress (ANC) qui, le 19 octobre 1990, avait été condamné à 5 ans de prison en vertu de l'Internal Security Act de 1982. Le 5 septembre 1991, cette condamnation avait été commuée, après qu'il eut fait appel, en une peine de 5 ans avec sursis. Selon les renseignements reçus, entre le 18 septembre 1991 et le moment où il avait décidé de se cacher, vers la mi-octobre, M. Machitje aurait été suivi par des hommes dans une Mazda blanche qui aurait été vue

régulièrement devant sa maison dans la cité noire de Thokoza et devant celle d'un ami proche. Il a été signalé que la voiture appartenait à une société de location de voitures et avait été louée par un homme qui, à plusieurs reprises vers la fin de 1990, avait rencontré M. Machitje auquel il avait demandé où en était son procès. L'un des occupants de la voiture aurait été reconnu comme étant un policier qui avait participé à l'arrestation et à l'interrogatoire de M. Machitje avant son procès de 1990; un autre des occupants avait été identifié comme étant une personne qui avait cherché à approcher d'autres membres de l'ANC. Etant donné la situation extrêmement tendue dans la cité noire de Thokoza depuis les incidents du 8 septembre et du 7 octobre 1991, on craignait que M. Machitje ne soit la cible d'un assassinat.

485. En ce qui concerne ces deux cas, le Rapporteur spécial s'est référé aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions et aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Déclaration et Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a en outre instamment prié le Gouvernement sud-africain de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités à son sujet.

486. Au moment où a été établi le présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement sud-africain.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

487. Le 18 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sud-africain une lettre lui transmettant les allégations ci-après concernant des exécutions extrajudiciaires de civils dont il avait eu connaissance :

a) Le 1er janvier 1991, 35 personnes auraient été tuées et 40 autres blessées lorsque des bandits armés d'armes automatiques avaient ouvert le feu sur les participants à la veillée funèbre d'un animateur de jeunesse de l'ANC qui avait été abattu précédemment. Selon les survivants, les responsables de la fusillade étaient des partisans de l'Inkatha qui auraient agi avec la complicité de la police;

b) Le 27 mars 1991, à Alexandra, 20 bandits armés d'armes automatiques auraient ouvert le feu, lors d'une veillée funèbre, sur les amis assoupis du défunt. Les survivants de la fusillade auraient été attaqués à coups de pangas et de couteaux. Quinze personnes au moins auraient été tuées et 15 autres blessées. Bien qu'elle ait été appelée au secours, la police n'aurait pas bougé;

c) Le 12 mai 1991, à Kagiso, Johannesburg, au moins 25 personnes auraient été tuées et 30 autres blessées lorsque 1 000 zoulous avaient fait une descente, avant l'aube, sur un camp de squatters Xhosa contigu à Kagiso. Des membres de la police auraient escorté les bandits vers le camp dans des véhicules blindés;

d) Le 13 septembre 1990, à Johannesburg, une attaque contre un train de navetteurs aurait fait au moins dix morts et cent blessés. Le 25 juin 1991 à Soweto, six personnes auraient été abattues et 18 autres blessées lorsque des bandits armés avaient ouvert le feu sur un train bondé de navetteurs. Dans les deux cas, les bandits armés auraient agi avec l'assentiment du gouvernement. Les accusations contre les responsables des massacres de septembre 1990 avaient été retirées, la police n'ayant pu produire des preuves suffisantes;

e) Le 22 juillet 1991, dans la cité noire de Kwa Madala, un homme aurait été tué à la hache lorsque plus de 300 hommes armés avaient attaqué les habitations de la cité. La police n'aurait opéré aucune arrestation et aurait même escorté les attaquants retournant à leur baraquement;

f) Le 5 mai 1991, à Bekkersdal, Rand oriental, deux personnes au moins auraient été tuées et quatre autres blessées lorsque 4 000 à 5 000 partisans de l'Inkatha avaient ouvert le feu au hasard sur un camp de squatters. La police aurait assisté à la scène sans intervenir. Après un certain temps, elle aussi aurait ouvert le feu sur le camp.

488. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement sud-africain les allégations ci-après concernant des décès en garde à vue dans des commissariats :

a) Des membres de la police sud-africaine du commissariat de Welverdiend, Transvaal occidental, auraient été liés à plusieurs reprises à des cas de tortures et d'exécutions extrajudiciaires de témoins potentiels. De janvier 1990 à avril 1991, 14 personnes au moins auraient été torturées et parfois exécutées par des policiers à Welverdiend;

b) En décembre 1990, au commissariat de Protea, des membres du service de la police chargé des meurtres et des vols à main armée à Soweto auraient torturé et exécuté un homme;

c) En juin 1990, dans le commissariat de Potgietersburg, un enseignant, prédicateur laïc, serait mort alors qu'il était en garde à vue et détenu au secret. Il serait décédé des suites de tortures.

489. Le Rapporteur spécial a transmis en outre, au Gouvernement sud-africain, des renseignements qui lui avaient été adressés et selon lesquels, de janvier à juillet 1991, au moins 20 militants de l'ANC avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires aux mains de membres des escadrons de la mort du Civil Cooperation Bureau (CCB) officiellement dissous.

490. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement sud-africain de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

Sri Lanka

1. Demandes d'intervention d'urgence

491. Le 12 septembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sri-lankais un télégramme concernant les menaces que les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul (LTTE) - groupe engagé dans un conflit armé avec les forces de sécurité sri-lankaises dans le nord-est du pays - faisaient peser sur la communauté musulmane de Kattankudi. Selon les renseignements reçus, vers la mi-juillet 1991, les Tigres avaient collé des affiches à Kattankudi, ville musulmane de l'est du Sri Lanka, ordonnant aux habitants de quitter la ville ou de "faire face aux conséquences". La même organisation aurait aussi envoyé des lettres à des mosquées locales menaçant les membres de la communauté musulmane de mort, s'ils ne partaient pas. Le 15 août 1991, apparemment par représailles pour ces menaces, plusieurs membres de milices musulmans ("home guards") auraient arrêté quatre jeunes Tamouls de Manchentoduvai. Les jeunes gens auraient été roués de coups puis relâchés avec mission de donner à toute leur communauté le message d'évacuer la région dans les 10 jours. Depuis le déclenchement des combats entre les forces de sécurité sri-lankaises et les Tigres en juin 1990, la tension entre les communautés tamoule et musulmane s'était considérablement accrue dans le nord-est du Sri Lanka. Des centaines de villageois musulmans et cingalais auraient été tués dans cette province en 1990.

492. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'est également référé aux Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et à l'annexe desdits principes.

493. Le 4 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sri-lankais un télégramme concernant les agissements de la police qui harcélerait un avocat, Me D.H. Weerasiri, et menacerait d'atteintes à sa vie et à son intégrité physique. Selon les renseignements reçus, le barreau sri-lankais aurait demandé à Me Weerasiri de représenter certaines personnes qui avaient été, entre autres, accusées de vol. La police aurait demandé à plusieurs reprises à Me Weerasiri de ne pas intervenir dans ces affaires et sa vie serait menacée. Fin août 1991, il avait été attaqué alors qu'il se rendait à son bureau. Il avait alors voulu porter plainte officiellement au commissariat de Homagama, où on l'avait ignoré. Le barreau sri-lankais avait maintenant entrepris de faire réaffecter Me Weerasiri.

494. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

495. Au sujet de ces deux cas, le Rapporteur spécial a instamment prié le Gouvernement sri-lankais de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des communautés et des personnes concernées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités compétentes.

496. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement sri-lankais au moment où a été établi le présent rapport.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

497. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement sri-lankais une lettre transmettant 18 cas présumés d'exécutions sommaires ou arbitraires. Cinq personnes seraient mortes des suites de tortures infligées par la police : l'une dans le district de Kandy, en août 1990, et les quatre autres dans le district d'Amparai le 14 janvier 1991. Selon les renseignements reçus, les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul contrôleraient effectivement le nord-est du pays après le retrait, en mars 1990, de la Force indienne de maintien de la paix; des combats acharnés auraient repris entre les forces gouvernementales et les Tigres entraînant la mort de nombreux civils à Jaffna, Trincomalee, Batticaloa et Amparai.

498. Il a été signalé que plus de 185 personnes avaient été tuées dans le district de Batticaloa, la nuit du 12 juin 1991, lorsque les forces de sécurité avaient pénétré dans les villages d'Ampilanthurai et de Mahiladithiru près de Kokkoddichobi, où elles auraient tué des civils tamouls, notamment des femmes, des enfants et des nourissons, et incendié de nombreuses maisons.

499. Après que des centaines de civils musulmans eurent été tués selon les allégations, par les Tigres, des groupes musulmans, dont certains auraient été armés par le gouvernement, auraient massacré des civils tamouls en représailles dans l'est du pays. Depuis l'éruption de la violence, la tension entre les communautés tamoules et musulmanes dans la province du nord-est s'était considérablement accrue.

500. Il a aussi été signalé que 30 personnes auraient été tuées à Jaffna en conséquence des bombardements effectués par les forces aériennes sri-lankaises entre le 13 janvier et le 4 avril 1991.

501. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, le Rapporteur spécial a prié le Gouvernement sri-lankais de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

502. Le 18 décembre 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement sri-lankais une réponse à sa lettre du 8 novembre 1991. Le Gouvernement sri Lankais faisait savoir qu'il avait décidé de réexaminer la structure du commandement des forces de sécurité et d'exercer un contrôle rigoureux sur les milices ("Home Guards"). Il indiquait, en outre, dans un aide-mémoire que, tenant compte des préoccupations en matière de droits de l'homme, il avait pris les mesures ci-après :

a) Une commission d'enquête indépendante composée de cinq membres avait été nommée pour examiner tous les aspects des violations alléguées des droits de l'homme;

b) Une équipe spéciale avait été constituée pour tenir le registre des détenus et établir l'identité de toutes les personnes disparues;

c) Après une conférence réunissant tous les partis, le Parlement avait été saisi d'un projet de loi visant à élargir la portée des droits de l'homme déjà consacrés dans la Constitution;

d) Le Gouvernement s'employait à faire remettre en liberté celles des personnes soupçonnées d'activités subversives qui étaient en état d'arrestation contre lesquelles il n'existait pas de preuves d'activités illégales. Le Comité Yayaletth avait été mis en place pour accélérer ce processus;

e) Le Président avait nommé une commission de trois membres, chargée d'enquêter sur les incidents qui s'étaient produits dans la nuit du 12 juin 1991.

En outre, le Gouvernement sri-lankais déclarait qu'il lui importait au plus haut point de répondre aux allégations transmises par les mécanismes de l'ONU chargés des droits de l'homme et qu'il entendait continuer de coopérer pleinement avec le Centre pour les droits de l'homme.

Soudan

1. Demandes d'intervention d'urgence

503. Le 4 février 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement soudanais un télégramme concernant trois personnes : Hani Shakour, Siddik Mohamed Ahmed et Dawina Mohamed Dawina que des tribunaux spéciaux de Khartoum avaient condamnés à mort. On avait signalé, en outre, que leurs procès ne se seraient peut-être pas déroulés dans le respect des règles internationales minima et qu'ils risquaient tous trois d'être exécutés incessamment. Selon les renseignements reçus, M. Shakour avait été accusé d'avoir enfreint la récente réglementation sur le contrôle des changes; il avait apparemment été arrêté en mai 1990 et condamné le 21 janvier 1991. M. Ahmed avait été déclaré coupable d'avoir fait du marché noir et condamné à mort vers la mi-janvier 1991. M. Dawina avait été reconnu coupable de meurtre à la suite d'un incident au cours duquel trois membres des forces de sécurité avaient trouvé la mort en février 1989; il avait été condamné à mort le 30 septembre 1990. Il n'était pas sûr que les trois hommes aient pleinement bénéficié de l'assistance d'un avocat durant leurs procès; ils n'auraient pas eu le droit d'interjeter appel auprès d'une juridiction supérieure ni du jugement de culpabilité ni de la peine à laquelle ils avaient été condamnés. Depuis que le National Salvation Military Command Council (NSRCC) avait pris le pouvoir en juin 1989, il apparaissait que les condamnés à mort ne bénéficiaient pas d'une assistance juridique appropriée lors de leur procès, ni ne pouvaient interjeter appel auprès d'une juridiction supérieure.

504. Le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui énonce les garanties touchant à la procédure et au fond visant à protéger les droits de l'accusé avant et durant son procès et à ce qu'il se voie accorder certains droits après le jugement, y compris celui de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité ou la condamnation. Il s'est référé, en outre, aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 24 mai 1984, qui renforcent l'obligation faite aux Etats de respecter l'article 14 du Pacte. Le Rapporteur spécial a instamment prié le Gouvernement soudanais de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête ouverte par les autorités à propos de ces cas.

505. Le 21 septembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement soudanais un télégramme concernant l'exécution imminente d'un certain nombre de personnes. On connaissait le nom de 43 d'entre elles : colonel Ahmed Khalid (armée de terre), colonel Yahya Gamal (armée de terre), colonel Shaa El-Din Awad el Karim (armée de terre), colonel El-Fatih Salih Humaida (armée de terre), colonel Abdalla Mohamed El-Amin (armée de terre), colonel Abdel Karim Kafi (armée de terre), lieutenant-colonel Adil Mohamed El-Haj (armée de terre), lieutenant-colonel Hamid El-Tayed (armée de terre), lieutenant-colonel Khalid Fadl el-seed (armée de terre), lieutenant-colonel Mohamed Hamadto (armée de terre), major général Mohamed Osman Abdalla Halifi (armée de terre, en retraite), général Tijani Ali Salih (armée de terre, en retraite), général de brigade Mohamed Ahmed El Rayah (armée de terre, en retraite), général de brigade Sayid Hamouda (armée de terre, en retraite), général de brigade Ali Tijani Ali (armée de terre, en retraite), colonel Mustafa El-Tinai (armée de terre, en retraite), Abdelrahman Abdalla Nugudalla (ancien ministre des affaires religieuses, membre du Parlement dissous, membre du bureau politique du Parti Oumma), Abdel Latif El-Gimaibi (membre de l'Organisation de jeunesse du Parti Oumma), Omer Mohamed Omer (membre du Parti Oumma), Mutassim El-Goreishi (homme d'affaires), général El-Sheik Mustafa (armée de terre, en retraite), général El-Rashid Abdallah (armée de terre, en retraite), général Mirghani Babiker Ali (armée de terre, en retraite), capitaine Faisal Kabballo (armée de terre, en retraite), lieutenant-colonel Shakir Ali El-Tahir (armée de terre), lieutenant-colonel Ahmed Ali Maghoub (armée de terre), lieutenant-colonel El-Baghir Omar Ahmed (armée de terre), lieutenant-colonel Mohamed Sir El-Khatim (armée de terre), général de brigade Moatasim El-Rayah Obeid (armée de terre), colonel Abu el-Gassim Hassan Bilil (armée de terre), colonel Omar Mohamed Abdallah (armée de terre), général Ali Hussein Ali (armée de terre, en retraite), général Ahmed El-Bashir Ahmed (armée de terre, en retraite), colonel Mohamed Hashim Mahmoud (armée de terre, en retraite), général de brigade Mohamed El-Busra Salim (armée de terre, en retraite), général de brigade Ramadan Hamad (armée de l'air, en retraite), colonel Sidiq Abdel Asiz (armée de terre, en retraite), lieutenant-colonel Abdel Marouf El-Dissougi (armée de terre, en retraite), général de brigade Abdel Salman Sir El-Khatim (armée de terre, en retraite), général de brigade Abdel Hafiz Khidir Hafzalla (armée de terre, en retraite), médecin général Mohamed Bilal (armée de terre, en retraite), amiral Tijani Ali Saleh (forces navales, en retraite), général de brigade Sharaf El-Din Ali Malik (armée de terre, en retraite).

506. Figuraient également parmi un nombre inconnu d'autres militaires en exercice et en retraite, et de civils, les personnes suivantes : Alsheukh Mustafa (armée de terre, en retraite), Rashid Abdallah (armée de terre, en retraite), Mairghani Ali Betty (armée de terre, en retraite), Beshir Omer (membre du Parti Oumma; ancien Ministre des finances, ancien Ministre de l'information, ancien membre du Parlement, conférencier à l'université de Khartoum), Omer Nour Al-Di'En (ancien Ministre des finances, ancien Ministre de l'agriculture, ancien membre du Parlement, membre du Bureau politique du Parti Oumma), Bakri Adiel (ancien Ministre de l'énergie, membre du Bureau politique du Parti Oumma), Salah Abdel Salam (ancien Ministre des affaires présidentielles, ancien membre du Parlement, membre du Bureau politique du Parti Oumma), Ahmed Bilal (ancien Ministre d'Etat à la santé, ancien membre du Parlement, membre du Bureau politique du Parti unioniste démocratique), Mairghani Abdelrahman Al-Haij Suleiman (ancien Ministre du commerce, ancien membre du Parlement, membre du Bureau politique du Parti unioniste démocratique).

507. Selon les renseignements reçus, le 20 août 1991, ou autour de cette date, les officiers de l'armée de terre susmentionnés, les officiers en retraite et les civils, de même qu'un nombre inconnu d'autres militaires et civils, avaient été arrêtés à Kharthoum et aux environs de cette ville. Rien n'indiquait que les personnes arrêtées avaient été officiellement inculpées; on les croyait au secret au quartier général militaire, au quartier général de la sécurité et dans la prison de Kober à Khartoum. On avait torturé au moins un des détenus, le colonel Mustafa El-Tinai, afin de lui extorquer des "informations" qui pourraient être utilisées contre d'autres personnes. Les personnes condamnées à mort depuis le coup d'Etat de 1989 n'auraient pas bénéficié de la protection qu'auraient dû leur garantir les règles internationales minima pour un jugement équitable. Il apparaissait que les accusés n'avaient pas bénéficié d'une représentation juridique appropriée, ni du droit de faire appel de leur condamnation devant une juridiction supérieure.

508. Ces insuffisances présumées étaient l'objet des communications du Rapporteur spécial, datées du 7 mai et du 26 juillet 1990, concernant l'exécution de plus de 28 officiers supérieurs de l'armée de terre arrêtés à la fin du mois d'avril 1990 (E/CN.4/1991/36, par. 487 à 490). Le Rapporteur spécial y transmettait des renseignements concernant le procès et l'exécution des officiers, relevant que le procès n'aurait duré que deux heures, que les accusés n'avaient pas bénéficié de l'assistance d'un défenseur, qu'ils n'avaient pas eu la possibilité de faire appel devant une juridiction supérieure du jugement ou de la condamnation et qu'ils avaient été exécutés dans les 24 heures suivant le jugement. A l'époque, le Rapporteur spécial s'était dit préoccupé de ces exécutions qui avaient eu lieu après un procès qui ne s'était vraisemblablement pas déroulé conformément aux règles internationales minima pour un jugement équitable et comptait que le gouvernement ferait en sorte que lesdites règles soient respectées à l'avenir.

509. Depuis, le Rapporteur spécial avait reçu des renseignements supplémentaires signalant que deux des officiers supérieurs en retraite qui avaient été exécutés, le major général Osman Idriss al-Bolol et le colonel Mohamed Ahmad Ghassim, avaient été arrêtés au moins trois jours avant

la tentative de coup d'Etat présumée. Ces personnes, de même que le major général Khalid al-zein Ali, auraient été exécutées le 20 avril 1990, c'est-à-dire avant même la tentative de coup d'Etat et le procès en question.

510. Le Rapporteur spécial avait accusé réception le 21 mai 1990, de la réponse qu'avait faite le Gouvernement soudanais à sa communication du 7 mai 1990 précisant notamment que les 28 personnes en question avaient été fusillées par un peloton d'exécution après avoir été jugées "devant une haute cour militaire compétente, de façon tout à fait équitable et que, aux termes de la législation militaire pertinente, leur condamnation n'était pas susceptible de recours" (E/CN.4/1991/36, par. 493). Ceci amenait à conclure, entre autres choses, qu'il n'était pas prévu de cour d'appel militaire, ce qui était contraire aux règles internationales minima en vigueur pour un jugement équitable.

511. Le 14 février 1991, le Gouvernement soudanais a répondu à la communication du Rapporteur spécial du 26 juillet 1990 dans laquelle il était pris note, entre autres choses, de la base juridique des accusations dirigées contre les 28 officiers d'active et en retraite et des règles de procédure du tribunal militaire devant lequel ils étaient passés en jugement.

512. Compte tenu des réponses susmentionnées du Gouvernement soudanais aux allégations qui lui avaient été communiquées, qui ne différaient guère de cas précédemment transmis, le Rapporteur spécial s'est référé aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que dans la Déclaration et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, faisant observer que ces principes incluaient le droit pour toute personne d'être présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie conformément à la loi, droit qui était censé garantir, entre autres choses, qu'une accusation soit prouvée au-delà d'un doute raisonnable et que toutes les autorités publiques s'abstiennent de préjuger l'issue d'un procès, ainsi que le droit à une assistance juridique effective.

513. Le Rapporteur spécial s'est référé, en outre, à l'article 6 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en 1955 et approuvé par le Comité économique et social dans sa résolution 663 (XXIV) C du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977. Il s'est également référé aux paragraphes 4, 5 et 6 des Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Comité économique et social dans sa résolution 1984/50, du 25 mai 1984, ainsi qu'à l'application à donner à ces garanties telle qu'approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/64 du 24 mai 1989. Le Rapporteur spécial a instamment prié le Gouvernement soudanais de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès des enquêtes ouvertes par les autorités concernant ces cas.

Réponses du gouvernement

514. Le 12 février 1991, le Rapporteur spécial a reçu du Gouvernement soudanais une réponse à sa lettre du 26 juillet 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 490) donnant des précisions sur la procédure au titre de laquelle les officiers de l'armée de terre en retraite mentionnés par le Rapporteur spécial avaient été jugés, ainsi que des renseignements concernant l'état d'urgence dans le pays, les tribunaux spéciaux et l'administration de la justice.

515. Le 18 octobre 1991 est parvenue une réponse du Gouvernement soudanais au télégramme du Rapporteur spécial, du 21 septembre 1991, concernant des allégations selon lesquelles un certain nombre d'officiers et de civils auraient été arrêtés à Khartoum et aux environs, vers le 20 août 1991. Il était précisé que l'enquête préliminaire avait conduit à inculper les détenus mentionnés de rébellion ou de conspiration de rébellion contre l'autorité légitime pour être entrés en lutte ouverte ou avoir soutenu la lutte ouverte contre le gouvernement. Le Gouvernement soudanais réfutait les allégations, niant que les intéressés aient été détenus au secret, qu'un des détenus, le colonel Mustafa El-Tinai, ait été torturé et que, depuis l'avènement au Soudan, en 1989, de la révolution pour le salut national, les personnes reconnues coupables et condamnées à mort n'aient pas bénéficié de la protection qui leur était garantie par les règles internationales pour un jugement équitable. Il se déclarait d'autre part déterminé à observer strictement les principes relatifs aux règles internationales minima pour un jugement équitable qui étaient incorporées dans ses lois.

516. le 23 décembre 1991 est parvenue du Gouvernement soudanais une autre réponse concernant les allégations d'arrestations d'officiers et des civils : le 2 décembre 1991, 50 officiers d'active et en retraite et quelques hommes politiques étaient passés en jugement; en dépit des rumeurs selon lesquelles les conspirateurs auraient été torturés et certains d'entre eux tués, ils étaient apparus en excellent état de santé à la télévision où, une heure durant, ils avaient fait des aveux devant les caméras. La plupart d'entre eux, notamment M. Abdelrahman Abdalla Nugudalla, ancien ministre du parti Oumma, avaient remercié le tribunal de sa patience et de sa justice. Vingt-cinq des conspirateurs, dont M. Nugudalla et le colonel Ahmed Khalid qui avait dirigé la tentative de coup d'Etat, avaient été condamnés à mort. Toutefois le président et commandant en chef des forces armées, usant de la prérogative que lui confèrent les règles de procédure criminelle, avait commué les sentences de mort en peine de réclusion à perpétuité et réduit la durée de toutes les autres condamnations. Sept officiers avaient été acquittés.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

517. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement soudanais une lettre lui transmettant l'information ci-après :

a) Fin mai 1991, à Port Soudan, un prisonnier d'Al-Bakr Al-Ahmar serait décédé en garde à vue, des suites de torture : la victime avait été arrêtée en même temps que son frère par des membres des forces de sécurité de Port Soudan, prétendument parce que leur cousin, partisan du parti unioniste démocratique interdit, s'était évadé de prison;

b) Fin mai 1990, quatre hommes, dont deux enseignants catholiques romains auraient été arrêtés par des troupes gouvernementales à Meridi (Soudan méridional), roués de coups et inondés de pétrole auquel on aurait mis le feu : l'un d'entre eux serait mort; aucune enquête n'aurait été ouverte sur cette affaire.

c) Le 23 janvier 1991, un employé du Ministère de l'éducation était mort à la prison Kober de Khartoun : souffrant de plusieurs maladies, il aurait reçu les soins médicaux nécessaires pendant son emprisonnement.

518. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme énumérés dans l'annexe, a prié le Gouvernement soudanais de lui fournir des renseignements sur les cas susmentionnés et lui a demandé, en particulier, de l'informer des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires ouvertes par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

519. Le 20 décembre 1991 a été reçue du Gouvernement soudanais une réponse à la lettre du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991 dans laquelle il déclarait que les cas transmis avaient été portés à l'attention des autorités.

Suriname

1. Demandes d'intervention d'urgence

520. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

521. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement surinamais une lettre lui transmettant des allégations concernant la mort d'un inspecteur de police près du quartier général militaire de Free Zeelandia le 4 août 1990. Selon cette information, ledit inspecteur aurait dirigé un certain nombre d'enquêtes sur des crimes auxquels auraient été mêlés des militaires et sa mort serait intervenue alors qu'il enquêtait sur un trafic de cocaïne dont étaient accusés des officiers supérieurs. Selon les allégations, il aurait été tué par des membres de l'armée. Le syndicat des officiers de police aurait pressé le gouvernement de faire une enquête mais les résultats n'en auraient pas été rendus publics.

522. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement surinamais de lui donner des renseignements sur ce cas, et de l'informer en particulier des progrès et des résultats de l'enquête judiciaire ouverte par les autorités compétentes.

Thaïlande1. Demandes d'intervention d'urgence

523. Le 4 juin 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement thaïlandais un télégramme à propos de l'expulsion possible des demandeurs d'asile du Myanmar réfugiés dans la zone frontalière qui étaient exposés - craignait-on - à des risques d'exécution extrajudiciaire, de tortures ou de détention arbitraire s'ils rentraient dans leur pays. Selon les renseignements reçus les 20 et 21 mai 1991, les autorités militaires thaïlandaises, en l'occurrence, la Task Force 34 dont le quartier général était à Mae Sot dans la province de Tak, avaient annoncé qu'il était prévu d'expulser entre 15 000 et 20 000 Myanmar qualifiés d'"immigrants illégaux" avant la fin du mois de mai. Les mêmes autorités avaient aussi fait savoir que plus aucun demandeur d'asile ou autre - habitant du Myanmar - ne serait autorisé à entrer en Thaïlande "illégalement". Selon ces renseignements, les autorités de la province de Tak devaient procéder à cette expulsion assistées de forces de police et de l'armée. L'opération devait être prochainement mise à exécution et rapidement menée à terme. Les futurs expulsés seraient pour la plupart venus en Thaïlande chercher du travail. Cependant, il semble qu'un officier de la Task Force 34 ait affirmé que des étudiants, militants politiques, qui avaient fui le Myanmar pour échapper à la répression du Conseil pour la restauration de l'ordre public, qui dirigeait le pays, seraient, eux aussi, rassemblés et renvoyés de l'autre côté de la frontière. Ces étudiants militants et les "immigrants illégaux" membres de groupes ethniques minoritaires au Myanmar ne devaient pas être remis aux autorités du Conseil, mais expulsés vers une région du Myanmar qui n'était pas sous son contrôle, par exemple vers les zones tenues par les insurgés de l'Union des nations Karen. Celles-ci avaient récemment été attaquées par les troupes du Conseil, à la suite de quoi des milliers de personnes s'étaient réfugiées en Thaïlande. Il semblait que les Myanmar qui venaient tout juste d'arriver en Thaïlande doivent aussi être expulsés.

524. La fermeture de la frontière empêcherait les populations de chercher refuge en Thaïlande au cas où le Conseil lancerait des attaques contre le reste du territoire encore contrôlé par les insurgés. Depuis que le Conseil avait pris le pouvoir, en septembre 1988, des milliers de militants politiques et d'autres personnes s'étaient réfugiés en Thaïlande pour échapper aux violations des droits de l'homme auxquelles il se livrait au Myanmar. Il semblait que de nombreuses personnes menacées d'expulsion ou de refoulement à l'entrée en Thaïlande risquaient, si elles tombaient aux mains du Conseil, l'exécution extrajudiciaire, la torture ou la détention arbitraire pour leurs activités politiques non violentes.

525. Le Rapporteur spécial a fait référence au Principe fondamental de non-refoulement et a demandé que ces personnes aient la possibilité d'entrer en contact avec un représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Il a aussi fait référence aux articles 3, 7 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a fait appel au Gouvernement thaïlandais pour qu'il prenne toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes mentionnées et l'a prié de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête menée par les autorités à leur sujet.

526. Le 3 juillet 1991 est parvenue la réponse du Gouvernement thaïlandais au télégramme du Rapporteur spécial du 4 juin 1991. Le gouvernement déclarait que les informations émanant des médias selon lesquelles des demandeurs d'asile du Myanmar allaient être refoulés de Thaïlande étaient incorrectes étant donné qu'aucun "demandeur d'asile" originaire du Myanmar n'était inclus dans le groupe visé, à savoir des immigrants du Myanmar entrés illégalement en Thaïlande pour y chercher du travail. Le refoulement des immigrants myanmar illégaux se ferait conformément aux procédures normales d'immigration applicables aux étrangers entrés illégalement sur le territoire national. Les habitants du Myanmar qui avaient été contraints d'entrer en territoire thaïlandais par la situation politique au Myanmar en 1988, bénéficiaient présentement d'arrangements d'ordre humanitaire distincts en vertu desquels ils étaient autorisés à séjourner temporairement en Thaïlande. Ils bénéficiaient également d'un traitement et d'une assistance humanitaires tant que la situation ne leur permettait pas de retourner dans leur pays dans des conditions de sécurité. Aucun des immigrants illégaux en provenance du Myanmar sur le point d'être refoulés de Thaïlande ne prétendait appartenir à la catégorie susmentionnée.

Togo

1. Demandes d'intervention d'urgence

527. Le 9 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement togolais un télégramme au sujet de personnes qui auraient été tuées ou blessées par les forces de sécurité lors de manifestations à Lomé. D'après les renseignements reçus, le 8 septembre 1991, des civils non armés se seraient rassemblés dans la capitale et les forces de sécurité auraient fait un usage excessif de la force contre la foule afin de la disperser, causant ainsi la mort d'au moins sept personnes et en blessant d'autres.

528. Le Rapporteur spécial s'est référé aux paragraphes 4, 5, 9 et 10 des Principes de base concernant le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, qui stipulent que l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre. Cette théorie entre dans le cadre du Principe fondamental exposé à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Par ailleurs, se référant aux paragraphes 9 à 20 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, le Rapporteur spécial a prié instamment le Gouvernement togolais d'user de tous les moyens en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de manifestants et lui a demandé de l'informer des mesures prises à cet effet, ainsi que des progrès des enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

529. Au moment où a été établi le présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement togolais.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

530. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement togolais une lettre lui transmettant quatre cas présumés d'exécution sommaire ou arbitraire. Ces cas concernaient des victimes de l'agitation et des manifestations antigouvernementales qui s'étaient produites à Lomé en 1991 : un garçon de 12 ans serait mort, un agent de police et six autres personnes auraient été blessés lorsque, le 16 mars 1991, des camions et des jeeps militaires étaient entrés dans la foule des manifestants. Le 11 avril 1991, on aurait retiré de la lagune de Lomé les corps de plus de 22 jeunes gens. On pense qu'il s'agissait de manifestants qui auraient été tués par les forces armées. Le 5 avril 1991, deux jeunes gens auraient aussi été victimes d'exécutions extrajudiciaires de la part de membres des forces de sécurité alors qu'ils tentaient de renverser une statue du président Gnassingbé Eyadema. Toujours au cours des émeutes, un militant des droits de l'homme et de la démocratie aurait fait l'objet de graves menaces de la part de membres des services de sécurité : le 16 mars 1991, ses deux voitures avaient été incendiées ainsi que sa maison après qu'elle eut été mise à sac. Sa femme et une cousine avaient été rouées de coups.

531. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement togolais de lui fournir des informations sur ces cas, et en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Trinité-et-Tobago

1. Demandes d'intervention d'urgence

532. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

533. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la Trinité-et-Tobago une lettre dans laquelle il lui transmettait un cas présumé d'exécution extrajudiciaire dont aurait été victime, le 15 août 1990, un jeune homme, fils du chef du mouvement Jamaat Al Muslimeen, qui aurait été abattu par la police chez sa mère à camp Fleur Neighbourhood. Le Jamaat Al Muslimeen serait l'organisation qui, le 27 juillet 1990, avait envahi le Parlement de Trinité-et-Tobago, retenu en otages le Premier Ministre, des ministres membres du cabinet et d'autres parlementaires et fait appel au gouvernement pour qu'il organise des élections générales. Le gouvernement avait négocié avec ce groupe, qui aurait également bénéficié de l'amnistie présidentielle pour les infractions commises. Selon les informations reçues, une enquête sur ce cas avait été engagée par un coroner, sans l'assistance d'un jury; aucun résultat officiel de l'enquête n'avait encore été publié.

534. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago de lui fournir l'information voulue sur ces cas, et en particulier sur les progrès et les résultats des investigations judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

Tunisie

1. Demandes d'intervention d'urgence

535. Le 18 janvier 1991, le rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement tunisien un télégramme au sujet de Dali Laamari, 59 ans, ancien membre du corps diplomatique tunisien, qui aurait été reconnu coupable de haute trahison par un tribunal criminel et condamné à mort le 25 décembre 1990. Le 28 décembre 1990, la Cour de cassation aurait maintenu la sentence. D'après les renseignements reçus, le jugement de M. Laamari aurait duré une journée et aurait eu lieu à huis clos; le condamné, détenu au secret après son arrestation, le 16 octobre 1990, aurait fait l'objet de tortures et de mauvais traitements. De plus, M. Laamari n'aurait pas été autorisé à voir son avocat pendant les deux premières semaines de sa détention.

536. Le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a été ratifié par la Tunisie, et à la résolution 1984/50 du 25 mai 1984 du Conseil économique et social sur les garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort. Des craintes ayant été exprimées quant à l'exécution imminente de M. Laamari, le Rapporteur spécial a prié instamment le Gouvernement tunisien d'user de tous les moyens en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de l'intéressé et lui a demandé des renseignements sur les mesures prises à cet effet, ainsi que sur les enquêtes menées par les autorités compétentes concernant cette affaire.

Réponse du gouvernement

537. Le 12 février 1991, le Gouvernement tunisien a répondu à la lettre que le Rapporteur spécial lui avait envoyée le 28 novembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 499) et à son télégramme du 18 janvier 1991 concernant respectivement Hédi Boutaieb et Dali Laamari.

538. Selon cette réponse, le 3 avril 1990, M. Boutaieb, conscrit en cours de formation de base, avait eu une crise d'hystérie et avait crié "je suis le prophète attendu"; un camarade, le soldat Qamal bin Omar Salama, avait tenté de le calmer, sans résultat. Profitant de ce que son groupe était occupé à nettoyer la caserne, il s'était glissé à l'extérieur. Son absence avait été remarquée vers midi. Les recherches à l'intérieur et à l'extérieur de la caserne avaient commencé. Le 11 avril 1990, son corps avait été trouvé par des gardes frontière à 4 kilomètres de la caserne dans le lit d'un oued à sec, près de la frontière entre la Tunisie et la Libye; le corps n'avait pu être identifié immédiatement étant donné son état de décomposition et du fait que le soldat s'était débarrassé de son uniforme; cependant, ses empreintes avaient prouvé qu'il s'agissait bien du soldat Hédi Boutaieb. L'autopsie n'avait révélé aucune trace de violences ou d'empoisonnement; étant donné l'état de décomposition du corps, la cause de la mort n'avait pu être déterminée de manière irréfutable. Cependant, l'absence d'eau dans l'estomac et d'urine dans la vessie, ainsi que la sécheresse de la peau, avait conduit à conclure que la mort avait été causée par la soif et l'exposition à la chaleur du soleil et non par la violence ou le poison.

539. Concernant le cas de Dali Laamari, le Gouvernement tunisien a indiqué que, suite à une inculpation d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat par le Procureur de la République de Tunis, M. Laamari, ministre plénipotentiaire au Ministère des affaires étrangères, avait fait l'objet d'un réquisitoire d'information devant le doyen des juges d'instruction. Au cours de l'instruction, l'inculpé avait bénéficié de toutes les garanties indispensables à sa défense; lors de sa première comparution, il avait été notamment averti qu'il était libre de ne faire aucune déclaration et qu'il était en droit de choisir un conseil. Au cours de sa détention, l'inculpé avait pu communiquer avec les avocats qu'il avait désignés. L'instruction terminée, le juge d'instruction, ayant estimé que les faits reprochés à l'inculpé constituaient le crime de trahison prévu et puni par les articles 60 bis et suivants du Code pénal, avait ordonné, le 29 novembre 1990, la transmission de la procédure à la Chambre d'accusation. Celle-ci avait décidé le renvoi de l'accusé pour les mêmes faits et sous la même qualification devant le Tribunal criminel de Tunis. L'accusé avait comparu devant le Tribunal criminel, assisté de ses deux avocats. Conformément à l'article 143 du Code de procédure pénale, les débats sont publics à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre public ou les moeurs. Cela étant le cas, le Tribunal avait décidé le huis clos. Condamné à la peine capitale, M. Laamari s'était pourvu en cassation, mais son pourvoi avait été rejeté par la Cour de cassation par arrêt rendu le 26 décembre 1990. Le Gouvernement tunisien a toutefois indiqué ultérieurement que le président Zine El-Abidine Ben Ali avait commué par voie de grâce, le 9 octobre 1991, la peine de mort en peine d'emprisonnement à perpétuité.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

540. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement tunisien une lettre dans laquelle il lui transmettait trois cas. Les deux premiers concernaient la mort en détention d'Abdelaziz Ben Hamuda Mahwachi et d'Abderraouf Laaribi qui auraient succombé à des tortures infligées pendant leur détention préventive prolongée, en mars et avril 1991. Dans les deux cas, on avait fait dire aux familles que les victimes avaient eu une crise cardiaque; on ne leur aurait fourni ni certificat de décès, ni rapport d'autopsie ni certificat médical indiquant la cause du décès et elles n'auraient pas été autorisées à voir les corps.

541. Le troisième cas concernait des étudiants qui seraient morts au cours des heurts violents avec les forces de sécurité qui s'étaient produits en Tunisie pendant tout le mois de mai 1991. Selon les informations reçues, cinq étudiants membres de l'Union générale des étudiants tunisiens étaient morts le 5 mai 1991 au cours d'une violente manifestation d'étudiants islamistes intégristes.

542. Le Rapporteur spécial, faisant référence aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement tunisien de lui fournir des renseignements sur ces cas, et en particulier sur les progrès et les résultats des investigations judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

543. Le 17 décembre 1991, le Gouvernement tunisien a répondu à la lettre du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991 : il soulignait que les informations évoquées étaient fallacieuses et auraient été délibérément déformées; il s'agissait en fait d'une tentative de certains milieux hostiles au gouvernement d'abuser des procédures en matière de droits de l'homme. Le Gouvernement tunisien signalait en outre que suite à des allégations de traitements dégradants et de dépassement des délais de détention, le Président de la République avait chargé le Président du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales de créer une commission d'investigation sur les allégations de violation des droits de l'homme. Créée le 25 juin 1991, cette commission était composée de six membres indépendants : deux avocats, deux médecins, un représentant de la Ligue tunisienne des droits de l'homme ainsi qu'un représentant du Croissant-Rouge tunisien; elle menait ses enquêtes en toute liberté dans tous les lieux de détention et auprès des familles de détenus, et rendait publiques ses conclusions et recommandations. Ses enquêtes et ses conclusions confirmaient de manière publique qu'il n'y avait aucun détenu gardé au secret en Tunisie. La Commission avait tout au plus signalé "les doléances des familles qui demeuraient un certain temps dans l'ignorance des lieux de détention de leurs parents"; les enquêtes judiciaires avaient indiqué qu'il s'agissait le plus souvent de personnes en fuite. Des sources d'information qui étaient loin d'être objectives profitaient de cette situation pour entretenir la confusion entre le temps que ces personnes passaient en fuite et la durée de la garde à vue. La Commission avait également relevé certains abus, dus à des agissements individuels et non conformes à la politique de l'Etat; elle avait mentionné l'ouverture d'enquêtes judiciaires au sujet de ces abus et les mesures disciplinaires prises à l'encontre de leurs auteurs. Des enquêtes judiciaires au sujet de certains abus avaient été engagées avant même que la Commission d'investigation n'entame sa mission.

544. Les informations suivantes ont été transmises sur les affaires évoquées :

a) Abdelaziz Ben Hamuda Mahwachi. Les informations disponibles à son sujet avaient permis d'établir qu'il était effectivement décédé; une enquête judiciaire avait été ouverte pour déterminer la cause du décès;

b) Abderraouf Laaribi. Il n'avait été ni arrêté, ni placé en garde à vue; une enquête avait été ouverte pour déterminer la cause du décès;

c) Cas des cinq étudiants tués. Ces allégations ne comportaient pas suffisamment de précisions susceptibles d'orienter les recherches des services intéressés (aucun nom n'avait été fourni).

545. Le Gouvernement tunisien a également transmis un bref résumé des mesures mises en oeuvre pour limiter la garde à vue et la détention préventive, prévenir toute sorte de traitements inhumains et dégradants, et sanctionner tout manquement ou tout abus dans ce domaine.

Turquie

1. Demandes d'intervention d'urgence

546. Le 11 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement turc un télégramme au sujet d'allégations de harcèlement et de menaces contre la vie et l'intégrité physique de Zubeyir Aydar, avocat, président adjoint de l'Association turque des droits de l'homme et membre du Comité exécutif général du Parti populaire du travail, sa femme, Evin Aydar, journaliste et présidente du bureau de l'Association turque des droits de l'homme de Siirt, ainsi que d'autres personnes, dont certaines étaient associées à l'Association turque des droits de l'homme. Selon les informations reçues, M. Aydar aurait commencé à recevoir des menaces de mort au début de 1989 après avoir effectué des recherches et publié des détails sur la rivière dite "rivière du boucher" où seraient jetés les corps des victimes d'exécutions extrajudiciaires. Les commandants d'unités militaires locales auraient menacé M. Aydar de lui faire rejoindre les corps jetés dans la rivière. Après avoir révélé que trois détenus seraient morts sous la torture à Findik (province de Siirt), M. Aydar avait de nouveau reçu une série de menaces de mort. En septembre 1989, il avait été exilé à Malatya en vertu de la législation d'urgence; un deuxième arrêté d'exil, daté de juillet 1990, avait été annulé. A cause des enquêtes que Mme Aydar effectuait en tant que journaliste et de ses fonctions au sein de l'Association turque des droits de l'homme, sa sécurité serait également grandement menacée.

547. En mai 1991, M. Abdulkerim Celek, du village de Tasli, près de Sirvan, aurait été tué par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Sa famille avait reçu la visite du commandant du régiment de gendarmerie de la province, qui lui aurait dit qu'il avait été tué par M. Aydar. Le 5 juillet 1991, à minuit, M. Vedat Aydin, président de la section du Parti populaire du travail de Diyarbakir et membre de l'Association turque des droits de l'homme, avait été enlevé à son domicile par plusieurs hommes se faisant passer pour des policiers. Trois jours plus tard, son corps avait été retrouvé près d'une route très fréquentée, à environ 60 km de Diyarbakir. Selon les informations reçues, il présentait de multiples blessures par balle et des traces de torture. Il semblerait que des membres de la police aient dit à un détenu de Siirt qu'ils avaient tué Vedat Aydin et que, dans le mois courant, ils tueraient Zubeyir Aydar.

548. Le Rapporteur spécial a fait référence au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a fait appel au Gouvernement turc pour qu'il prenne toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes mentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête effectuée par les autorités sur ces cas.

Réponse du gouvernement

549. La réponse du Gouvernement turc au télégramme envoyé le 11 octobre 1991 par le Rapporteur spécial est parvenue le 20 novembre 1991. Le Gouvernement turc déclarait qu'après l'assassinat de Vedat Aydin, président de la section du Parti populaire du travail de Diyarbakir, par des individus déguisés en policiers, Zubeyir Aydar avait sciemment fait courir le bruit qu'il risquait de subir le même sort. Il faut noter que M. Aydar était candidat aux élections générales du 20 octobre 1991. En outre, il n'avait pas signalé aux autorités de la province de Siirt qu'il avait reçu des menaces de mort.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

550. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre au Gouvernement turc pour lui transmettre des allégations concernant des menaces de mort formulées par des membres de l'armée et de la police turques. Les circonstances dont faisaient état ces allégations étaient les suivantes :

a) A plusieurs occasions, en 1991, des membres d'organisations de défense des droits de l'homme et des militants des droits de l'homme des villes de Van et de Siirt, ainsi qu'un avocat d'Ankara, auraient reçu des menaces de mort de la part d'agents de la police politique;

b) Trois villageois, l'un à Gokeedug, le 11 octobre 1990, l'autre à Kersafe (en 1991, date exacte inconnue) et le troisième à Mecelidive, le 27 mai 1991, auraient été menacés d'exécution par des membres de l'armée turque;

c) Toujours en 1991, un étudiant de Brisa et un homme d'Hasankeyf auraient été menacés alors même qu'ils étaient torturés par des membres de la police politique des districts dont dépendent ces localités;

d) En juin 1991, une bombe aurait explosé dans le bureau du correspondant d'un périodique d'information à Diyarbakir. La bombe aurait été envoyée par des membres de la police politique turque;

e) Le 2 juillet 1991, à Batman, une bombe aurait explosé dans la voiture d'un membre d'une association de défense des droits de l'homme, blessant grièvement celui-ci ainsi que son fils de 10 ans. Il s'agirait d'un engin explosif militaire que des membres de la police politique auraient placé dans la voiture.

551. Dans la même lettre du 18 novembre 1991, le Rapporteur spécial a aussi transmis au Gouvernement turc les informations qu'il avait reçues concernant des décès qui se seraient produits à la suite de tortures, ainsi que d'autres cas d'exécutions extrajudiciaires. Les allégations étaient les suivantes :

a) Du 31 janvier 1991 au 12 juillet 1991, huit personnes seraient mortes en détention préventive après avoir été torturées par des officiers de police dans différents commissariats d'Ankara, d'Alik, d'Istanbul, de Siirt, de Diyarbakir et de Cizre;

b) Le 28 mai 1991, des membres de l'armée turque auraient torturé cinq fermiers et les auraient exécutés sans procédure judiciaire à Pazarcik;

c) A Tatvan, en mai 1991, deux membres du Parti populaire du travail auraient été tués par des groupes paramilitaires, avec l'accord présumé du gouvernement;

d) Le 28 juin 1991, deux fermiers de Siirt auraient été tués près de leur village par des membres de l'armée turque;

e) Le 3 juillet 1991, deux Kurdes auraient été tués par un commissaire de police à Avcilar (Istanbul) pour avoir chanté et parlé en kurde;

f) En juin et juillet 1991, des membres de l'armée et de la police politique auraient tué trois personnes devant leur maison, à Mardin et Diyarbakir, et une quatrième, à Makkari, qui tentait de quitter son village;

g) Les 8 et 27 juillet 1991 respectivement, trois personnes avaient été tuées après avoir disparu de Diyarbakir. Elles auraient été enlevées et tuées par des membres de la police politique;

h) Le 28 juin 1991, à Sirnak (province de Siirt), des membres de groupes paramilitaires cautionnés par l'armée turque auraient assailli cinq personnes qui seraient mortes des suites des mauvais traitements qui leur auraient été infligés.

552. Le Rapporteur spécial a transmis en outre, dans la même lettre, au Gouvernement turc des informations selon lesquelles trois personnes auraient été tuées au cours de manifestations pacifiques. Le premier incident, lors duquel deux personnes auraient été abattues par des membres d'une "équipe spéciale" de la police pendant une manifestation à Sirnak (province de Siirt), aurait eu lieu le 28 février 1991. Le 28 avril 1991, un garçonnet de 13 ans aurait été tué par des membres de l'armée au cours d'une manifestation à Bingöl.

553. Le Rapporteur spécial, faisant référence aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement turc de lui fournir des renseignements sur ces cas et lui a demandé, en particulier, de l'informer des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

Réponse du gouvernement

554. Le 18 décembre 1991, le Gouvernement turc, répondant à la lettre du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991, donnait des renseignements sur les cas suivants :

a) Saddrettin Akbay. A la suite du meurtre de M. Akbay par Nurettin Güzel, Kamil Güzel, Gazi Güzel Hüseyin Bartin et Mehmet Sait Bartin pour cause d'animosité, un procès avait été engagé devant la cour d'assises de Hakkari suivant acte d'accusation dressé le 12 août 1991;

b) Mecit Kaplan. Le conseil administratif de la sous-préfecture de Tatvan (Bitlis) avait décidé, le 3 avril 1991, de déférer le cas de l'agent de police Durmus Ozgöl devant la cour d'assises de Bitlis avec pour chef d'accusation le meurtre de M. Kaplan lors d'un incident survenu à Tatvan, le 25 janvier 1991, pendant une manifestation dans la rue. L'affaire était en instance;

c) Avni Ongen. Le parquet de Bitlis avait fait savoir qu'on ne trouvait trace dans les registres officiels d'aucun recours ni d'aucune plainte selon lesquels Avni Ongen aurait été assassiné; par ailleurs, le parquet de Bitlis avait fourni un exemplaire de certificat d'état civil en date du 5 décembre 1991 attestant qu'Avni Ongen était en vie;

d) Abdullah Okuyucu. Le parquet de Batman avait fait savoir qu'on ne trouvait trace dans les registres officiels d'aucun recours ni d'aucune plainte selon lesquels Abdullah Okuyucu aurait été assassiné;

e) Ismail Efe. Un procès avait été engagé devant la cour d'assises d'Agri contre le sous-officier de gendarmerie Osman Gökdemir avec pour chef d'accusation le meurtre d'Ismail Efe avec abus des prérogatives de ses fonctions. L'affaire était actuellement en instance;

f) Hamit Döner. Avait été tué par balles lors de l'escarmouche qui l'avait opposé, avec Hakan Teomete, aux forces de sécurité alors qu'il essayait de franchir illégalement la frontière turco-iranienne (bornes de frontière 16-17); son complice Hakan Teomete avait été appréhendé. Le parquet de Dogubeyazit, saisi de l'affaire, s'était déclaré incompétent le 17 janvier 1991 et avait transféré le dossier au parquet de la cour de sûreté de l'Etat d'Erzincan;

g) Ulveys Elma. Les parquets de Kütahya, de Dursunbey et de Tavasli n'avaient été saisis d'aucun recours ni d'aucune plainte selon lesquels Ulveys Elma aurait été menacé de mort, dans la rue, le 11 octobre 1990;

h) Ramazan Ferat. Le 7 juin 1991, à Sanliurfa, s'était produite une altercation entre Ramazan Ferat et Halil Esenboga à propos d'un parcage de voiture : selon les dépositions, Halil Esenboga n'avait pas voulu déplacer sa voiture pour permettre à Ramazan Ferat de garer la sienne. A la suite de l'intervention des officiers de police de la circulation routière Zeki Kece et Seyit Eren, il y avait eu altercation avec voies de fait entre Ramazan Ferat et les deux officiers de police. Un procès avait été engagé devant le tribunal pénal de Sanliurfa sur réquisitoire du 7 juin 1991. Toutefois, les susmentionnés ayant réciproquement retiré leurs plaintes, une décision d'extinction de l'action en vertu des articles 460 et 489 du Code pénal avait été rendue. Ramazan Ferat avait été conduit directement au palais de justice de Sanliurfa à la suite de l'incident survenu le 7 juin 1991, et le procès avait été engagé le même jour;

i) Gülseren Havaci. Suite à des renseignements selon lesquels des personnes suspectes utilisaient l'appartement de Mme Havaci, celui-ci avait été perquisitionné par la police de Bursa, le 20 mai 1991, en présence du propriétaire de l'appartement et du maire de la localité; il avait été établi que Huseyin Isik, présenté en tant que fiancé de Mme Havaci, utilisait cet appartement. On avait trouvé dans celui-ci deux pistolets avec 14 balles. Mme Havaci et M. Isik avaient été arrêtés et placés en garde à vue le 26 mai 1991, le jour où ils étaient repassés dans l'appartement. Le 27 mai 1991, le parquet de Bursa avait décidé de prolonger de cinq jours la période de garde à vue, afin de terminer l'interrogatoire. Le tribunal de paix de Bursa devant lequel ils avaient été déférés le 31 mai 1991 avait décidé le même jour d'élargir Mme Havaci et de mettre en état d'arrestation M. Isik,

ainsi que de transférer le dossier au parquet de la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. Les personnes susmentionnées n'avaient pas porté plainte ni formé de recours devant le parquet de Bursa au motif qu'elles auraient été soumises à la torture ou à des mauvais traitements. Le parquet considérait que l'allégation à cet égard n'était ni juste ni sincère;

j) Mehmet Sen, Süleyman Ascan et Sükrü Cetin. On ne trouvait nulle trace dans les registres officiels d'aucun recours ni d'aucune plainte émanant de ces personnes selon lesquels elles auraient été menacées par le lieutenant Halil Batur;

k) Nurettin Sevinc. Il avait été établi par le parquet de Pervari sur la foi d'un extrait d'acte d'état civil daté du 5 décembre 1991, que cette personne, prétendument assassinée le 20 mai 1991, était en vie;

l) Murat Argic. La mort de cette personne ayant été causée le 28 avril 1991 par le soldat Selim Kurnâz, qui avait ouvert le feu dans le domaine militaire de la brigade de Bingol, le parquet de ladite province, après avoir engagé une instruction préliminaire, s'était déclaré incompétent le 30 avril 1991 et avait transféré le dossier au parquet militaire du 8ème corps d'armée à Erzincan;

m) Yakup Kara, Hamit Kara et Hüseyin Babat. Alors qu'ils se dirigeaient en voiture d'Uludere (province de Sirnak) vers Sirnak, la route leur avait été barrée par les militants de l'organisation terroriste PKK et les cinq personnes qui se trouvaient dans la voiture avaient été tuées par des tirs de mitraillettes; le PKK avait laissé plusieurs communiqués sur le lieu du crime. Après avoir engagé une instruction, le parquet de Sirnak s'était déclaré incompétent et avait transféré le dossier au parquet de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir;

n) Mehmet Kilinc. La nuit du 28 juin 1991, lors d'une escarmouche avec les forces de sécurité aux environs du village de Dagkonak (province de Sirnak), Mehmet Kilinc, membre de l'organisation illégale PKK, accompagné d'une autre personne, avait été tué; plusieurs chargeurs et des grenades avaient été trouvés sur son corps. Le parquet de Sirnak avait transféré le dossier au conseil d'administration de la province.

o) Agit Altürk. M. Altürk avait été tué par tirs de roquettes et d'armes automatiques lors de l'attaque menée le 31 juillet 1991 contre les logements des fonctionnaires de la sous-préfecture d'Uludere par le PKK. Lors de l'escarmouche, M. Altürk, dont la maison se trouvait dans l'angle de tir des agresseurs, était sorti de chez lui et avait été atteint par leurs projectiles. Le parquet d'Uludere s'étant déclaré incompétent, le dossier avait été transmis au parquet de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir;

p) Salih Kalay et Sehnuz Yorga. Le 28 février 1991, des gendarmes avaient essayé d'empêcher des personnes de voler du charbon des mines de Sirnak; les voleurs avaient alors mené leurs mulets en direction des gendarmes qui avaient tiré en l'air pour les disperser : une balle avait rompu des câbles électriques qui étaient tombés, foudroyant un soldat. Malgré des tirs d'avertissement, la foule avait chargé les gendarmes avec des pelles et des pioches, les obligeant à tirer sur les mulets, dont 20 ou 30 avaient été tués.

La foule voulant manifester dans la rue armée de pelles et pioches, les forces de sécurité avaient essayé d'expliquer qu'une telle manifestation serait illégale. La foule avait alors commencé à jeter des pierres en leur direction. Un coup de feu avait été tiré depuis la foule, et celle-ci avait attaqué les forces de sécurité qui avaient tiré quelques coups de feu en l'air; deux balles avaient atteint M. Salih Kalay et M. Yorga qui avaient été tués. La foule s'étant alors dispersée dans la ville, plusieurs bâtiments administratifs y compris la banque, l'école et l'hôpital avaient été attaqués à coups de pierres. La foule s'était dispersée après avoir obtenu gain de cause à propos de certaines revendications adressées aux autorités compétentes. Le parquet de Sirkak, incompétent, avait transféré le dossier au conseil d'administration de la province de Sirkak; il considérait néanmoins que, si les forces de sécurité avaient tiré sur la foule avec l'intention de l'atteindre, des dizaines de personnes auraient été tuées : les deux personnes qui avaient malencontreusement été touchées se trouvaient très probablement aux premiers rangs de la manifestation;

q) Nurettin Turgut. M. Turgut avait été arrêté pour avoir participé aux agissements de l'organisation terroriste PKK. Le parquet de Van avait transféré son dossier d'instruction à la cour de sûreté de l'Etat. On ne trouverait nulle trace dans les registres officiels de recours ou de plainte selon lesquels il aurait été menacé par la police;

r) Ibrahim Doner. Il avait été établi que M. Doner, iman du village de Kayadelen (province de Bitlis, sous-préfecture de Hizan) s'était donné la mort avec son pistolet. Le parquet de Hizip, après instruction préliminaire, avait conclu que la lettre écrite par Ibrahim Doner de ses propres mains juste avant sa mort, les déclarations des témoins, le rapport d'autopsie et les rapports d'expertise étaient autant de preuves qui confirmaient la thèse du suicide, et avait émis une ordonnance de non-lieu le 12 novembre 1990;

s) Idris Can. Suite à l'instruction engagée par le parquet de Beykoz (Istanbul) concernant le meurtre d'Idris Can, les inculpés Umit Suekinci, Mehmet Cetin et Ozbey Salman avaient été déférés devant la cour d'assises d'Uskûdar; un procès leur avait été intenté sur réquisitoire du parquet de la même localité en date du 5 août 1991. L'affaire était en instance;

t) Kemal Karatay et Ali Haydur Aydogan. Le procès intenté contre le commissaire de police Ilyas Kaya concernant l'assassinat de Kemal Karatay et Ali Haydar Aydogan devant la 3ème cour d'assises de Bakurkoy (Istanbul), sur réquisitoire du parquet de la même localité, était en cours d'instance;

u) Besir Algan. Le parquet de Midyat (province de Mardin), après avoir effectué l'instruction préliminaire concernant le meurtre de Besir Algan dans le village de Budakli, le 21 mai 1990, avait transféré le dossier au Conseil d'administration de la sous-préfecture de Mudyat;

v) Ali Balcin, Ali Soytut, Nasir Göksungur, Mehmet Kartalkanat, Hasan Camkiran, Naci Donat, Mehmet Yürekirmaz, Yakup Atkas et Mehmet Vural. Ces personnes étaient soupçonnées d'avoir commis des attentats à la bombe et des attaques armées à des fins séparatistes; localisées dans une région rurale, elles avaient répondu aux appels des forces de sécurité en ouvrant

le feu sur celles-ci. Lors de l'escarmouche, les membres de l'organisation illégale PKK susmentionnés avaient été tués. Le parquet de Pazarcik (province de Maras), après avoir engagé une première instruction, avait transmis le dossier à la cour de sûreté de l'Etat de Malata, le 19 juin 1991;

w) Mustafa Ozge et Emire Aldur. Le parquet de Pazarcik (province de Maras) avait fait savoir qu'on ne disposait d'aucune information indiquant que ces deux personnes auraient été tuées ou qu'il aurait été engagé une procédure les concernant;

x) Ismail Oral et Hatice Dilek. La police d'Istanbul s'était rendue le 19 mai 1991 au domicile de ces personnes : leurs noms et adresses avaient été découverts parmi des documents appartenant à Barbara Anna Kistler, arrêtée à la suite de recherches et d'enquêtes effectuées sur plusieurs assassinats et attentats à la bombe commis à Istanbul. Lors d'un affrontement armé avec les forces de sécurité, Ismail Oral et Hatice Dilek avaient été capturés alors qu'ils étaient blessés : emmenés à l'hôpital (Haydarpasa Numune Hastanesi), ils y étaient morts. Lors de la perquisition effectuée dans leur appartement après l'incident, des armes automatiques, des pistolets, des grenades, des munitions et des douilles de balles vides ainsi que plusieurs documents de l'organisation terroriste TKP-ML/TIKKO avaient été découverts. Le parquet de Kadikoy (Istanbul) s'était déclaré incompétent et avait transmis le dossier au parquet de la cour de sûreté de l'Etat. L'instruction préliminaire engagée contre les membres des forces de sécurité impliqués suivait son cours;

y) Salih Dogan et Ahmet Dogan. Des personnes dont l'identité n'avait pu être déterminée avaient lancé une grenade à l'intérieur de la voiture conduite par Ahmet Dogan et dans laquelle se trouvait également Salih Dogan : Salih Dogan avait été tué et Ahmet Dogan blessé. Le parquet de Kiziltepe (Mardin) s'étant déclaré incompétent après avoir entamé l'instruction, avait transmis le dossier, le 6 novembre 1991, à la cour de sûreté de Diyarbakir;

z) Ramazan Arslan. Le parquet de Midyat (province de Mardin) poursuivait l'instruction du meurtre de Ramazan Arslan tué avec une arme automatique devant sa maison la nuit du 13 juin 1991. On recherchait les coupables;

aa) Ali Turan. On ne trouvait nulle trace dans les registres d'aucune information selon laquelle Ali Turan aurait été tué;

ab) Osman Ekinci. Il avait été établi après autopsie qu'Osman Ekinci était mort à Eruh-Serkepki (province de Sirnak) d'un infarctus du myocarde. Le parquet d'Eruh avait jugé inutile d'ouvrir une enquête;

ac) Ahmet Turendi et Mehmet Serif. Soupçonnés d'aider l'organisation terroriste PKK, MM. Turendi et Serif avaient été placés en garde à vue respectivement le 27 juillet 1991 et le 29 juillet 1991. Le parquet de Batman, après avoir reçu leurs dépositions le 31 juillet 1991, les avait relâchés et avait transféré les dossiers au parquet de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. Ni l'un ni l'autre n'avaient porté plainte ni formé de recours faisant état de torture et de mauvais traitements lors de l'instruction.

555. Le 19 décembre 1991, des renseignements complémentaires ont été reçus du Gouvernement turc concernant les cas suivants :

a) Ishan Basbügu. Il avait été établi que M. Basbügu s'était suicidé le 31 janvier 1991 alors qu'il était en garde à vue. Le procès intenté contre les agents de police Cüneyt Demir et Osman Yolu, dont la négligence avait été constatée dans ce cas, suivait son cours devant le 21ème tribunal de grande instance d'Ankara;

b) Haydar Arman. Le procès intenté contre les agents de police Bayram Aydemir, Cahit Selekoglu, Mecit Turan et Sahindas, inculpés d'avoir causé la mort de M. Arman par coups et blessures, suivait son cours devant la 1ère cour d'assises d'Ankara;

c) Ibrahim Sarica. M. Sarica avait été tué alors que, ne tenant pas compte des sommations, il tentait de s'enfuir et avait ouvert le feu sur les forces de sécurité lors d'une perquisition effectuée par celles-ci le 18 juin 1991;

d) Ali Riza Aydogan. Suspecté d'avoir participé à des activités illégales, Ali Riza Aydogan avait été conduit à l'hôtel de police de Beyoglu (Istanbul); il s'était suicidé en sautant du troisième étage où il était monté pour aller aux toilettes. Après instruction, un procès avait été intenté contre les responsables devant la cour d'assises de Beyoglu;

e) Emine Latifeci. Mme Latifeci avait été tuée lors d'un affrontement armé entre les forces de sécurité et des terroristes. L'instruction concernant cette affaire suivait son cours;

f) Ramazan Durmaz. M. Durmaz avait été trouvé mort aux environs du village de Dargecit Sarp (province de Mardin) le 30 juin 1991. L'instruction engagée par le parquet de Midyat suivait son cours;

g) Cavidan Kocaacar et Bedii Yarayici. MM. Yarayici et Kocaacar avaient été arrêtés et placés en garde à vue respectivement le 12 juin 1991 et le 13 juin 1991, pour avoir travaillé en faveur de l'organisation terroriste Dev-Sol. La cour de sûreté de l'Etat devant laquelle ils avaient été déférés avait décidé le 28 juin 1991 d'écrouer Bedii Yarayici et de relâcher Cavidan Kocaacar;

h) Yakup Aktas. Yakup Aktas était mort lors de son transfert à l'hôpital à la suite d'un malaise survenu pendant sa garde à vue;

i) Mehmet Tefvik Timurtas. M. Timurtas avait été arrêté et placé en garde à vue le 4 janvier 1991 pour avoir aidé, par un recel, l'organisation terroriste PKK. Tombé malade le 4 janvier 1991, il avait été transféré à l'hôpital militaire de Sirnak où il était décédé; lors d'un examen médical réalisé avant sa mort, une arythmie cardiaque avait été diagnostiquée;

j) Necmi Suna et Ummet Suna. Après une instruction préliminaire engagée suite à la plainte selon laquelle Necmi Suna et Ummet Suna auraient subi des tortures lors de la période de garde à vue, le dossier avait été envoyé par le parquet à la Préfecture d'Ankara.

556. Le 23 décembre 1991, des renseignements complémentaires ont été reçus du Gouvernement turc concernant les cas suivants :

a) Mustafa Tan. L'instruction engagée par le parquet de Diyarbakir concernant la mort de Mustafa Tan suivait son cours;

b) Hasan Hüseyin Emer. L'instruction engagée par le parquet de Diyarbakir concernant le lancement d'un explosif dans le bureau de Hasan Hüseyin Emer suivait son cours.

Ouganda

1. Demandes d'intervention d'urgence

557. Le 17 mai 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement ougandais un télégramme concernant les exécutions extrajudiciaires de plus de 70 personnes dans le district du sud de Kitgum. Selon les informations reçues, le 10 avril 1991, des unités de l'armée opérant dans les zones d'Atang et d'Acholibur, situées dans ce district, auraient détenu plusieurs centaines d'hommes et de femmes et les auraient rassemblés sur le domaine d'un commandant rebelle présumé. La plupart des femmes avaient été menacées d'exécution, mais relâchées par la suite; cependant, deux d'entre elles, Santa Achero et une autre dont le nom est inconnu, qui avaient vécu avec les insurgés après avoir, alléguait-on, été enlevées par eux, auraient été victimes d'une exécution extrajudiciaire. Dans les mêmes zones, des hommes avaient été détenus et auraient été interrogés à quelque distance du domaine par groupes de six. Plusieurs avaient été relâchés, mais jusqu'à 38 personnes auraient été victimes d'une exécution extrajudiciaire : parmi elles, Santo Alero, chef d'une communauté locale, son fils Ochieng et un fermier appelé Modesto Agaba. En outre, des troupes régulières seraient responsables de la mort d'au moins 33 civils faits prisonniers au cours d'opérations dans le district du nord de Kitgum durant la première semaine d'avril. En outre, dans le contexte de l'insurrection armée qui sévissait dans certaines parties du pays, les forces armées régulières auraient procédé à de nombreuses exécutions extrajudiciaires de prisonniers et de civils sans armes.

558. Le Rapporteur spécial a fait référence aux principes fondamentaux consacrés dans l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989. Il a fait appel au Gouvernement ougandais pour qu'il prenne toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de tous les citoyens ougandais et lui a demandé de l'informer des mesures prises, ainsi que des progrès de l'enquête effectuée par les autorités sur ces cas.

559. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement ougandais au moment où a été établi le présent rapport.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

560. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement ougandais une lettre lui transmettant des renseignements selon lesquels en février 1991, plus de 11 civils auraient été exécutés par l'armée ougandaise dans le district de Soroti pour collaboration présumée avec des groupes rebelles. En mai 1991, les forces militaires ougandaises auraient tué plus de 100 personnes, y compris des membres des forces rebelles, à Padibe, près de Kitgum (nord de l'Ouganda).

561. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement ougandais des allégations concernant un incident au cours duquel une centaine de personnes auraient été tuées par des membres de l'armée dans le district de Kumi (Okungoro) en juillet 1989; elles auraient été entassées dans un wagon de chemin de fer désaffecté et brûlées vives. L'armée ougandaise aurait agi dans le contexte d'une campagne contre les forces rebelles. Aucune enquête n'aurait été effectuée sur cette affaire.

562. Le Rapporteur spécial, faisant référence aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement ougandais de lui fournir des renseignements sur ces cas et de l'informer, en particulier des progrès et des résultats des investigations judiciaires effectuées par les autorités compétentes.

Union des Républiques socialistes soviétiques

1. Demandes d'intervention d'urgence

563. Le 14 janvier 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques un télégramme concernant la mort d'au moins 13 manifestants civils (tandis que plus d'une centaine avaient été blessés) lors de la prise, par les troupes soviétiques, des locaux de radio-télévision à Vilnius, en Lituanie. Des parachutistes, appuyés par des tanks, auraient ouvert le feu sur une foule sans armes rassemblée en cet endroit.

564. Le Rapporteur spécial a demandé instamment au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toutes autres pertes de vie et pour faire en sorte que le droit à la vie de la personne humaine reconnu à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques soit pleinement garanti et protégé. Il a demandé en outre des renseignements sur l'incident susmentionné ainsi que sur les mesures prises pour prévenir d'autres morts.

565. Le 8 octobre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de l'Union soviétique un télégramme concernant des incidents qui, les 25 septembre et 4 octobre 1991, avaient amené les forces de sécurité à tirer sur des manifestants civils à Tbilisi, en Géorgie. Selon les renseignements reçus durant la nuit du 25 septembre 1991, quatre personnes au moins auraient trouvé la mort et cinq auraient été blessées lors de violents affrontements à Tbilisi entre les troupes de la garde nationale loyales au président de l'Etat, Gamsakhurdia, et les opposants au gouvernement. D'autres actes de violence s'étaient produits la nuit du 3 octobre 1991, lorsque des éléments de l'OMON (forces de police spéciales) avaient attaqué la garde rebelle en retraite près d'un lac à la périphérie de Tbilisi. Durant la même nuit,

les forces de sécurité du gouvernement auraient ouvert le feu sur des opposants, apparemment sans armes, au président de l'Etat qui s'étaient rassemblés dans les rues. La violence s'était poursuivie dans la matinée du lendemain, lorsque les forces de sécurité du gouvernement avaient intensifié leur attaque contre les opposants civils au Président; certains membres des forces de sécurité auraient été habillés en civil. Outre leurs armes à feu, les soldats auraient brandi des barres de fer.

566. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux paragraphes 4, 5, 9 et 19 des Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à La Havane en 1990. Il a instamment prié le gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des citoyens et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que des progrès de l'enquête menée par les autorités concernant ces cas.

567. Le 11 décembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement soviétique un télégramme concernant Vyacheslav Sharayevsky, 32 ans, père de deux jeunes enfants, qui aurait été condamné à mort le 21 septembre 1990 par la Cour suprême de la Fédération de Russie, après avoir été déclaré coupable du meurtre de deux femmes en 1989. Il n'aurait pas eu le droit d'interjeter appel. Selon les renseignements reçus, le 3 janvier 1991, dans une interview pour le journal russe Smolenskiye Novosti, Vyacheslav Sharayevsky avait affirmé avoir avoué avoir commis ces crimes lors de l'instruction pour sauver la vie de son jeune frère, Vitaly, le véritable meurtrier. Vitaly Sharayevsky aurait été condamné à 15 ans de prison pour sa participation aux meurtres. Pendant l'enquête, qui a duré une année, les deux frères auraient changé leurs témoignages plusieurs fois, chacun à son tour prétendant être le coupable. Le 19 octobre 1990, Vyacheslav Sharayevsky avait présenté un recours en grâce au Soviet suprême de la Fédération de Russie. Selon les renseignements reçus, il n'avait pas, à ce jour, reçu de réponse. On craignait que, si son recours en grâce était rejeté, il ne courre le risque d'être incessamment exécuté.

568. Le Rapporteur spécial s'est référé aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1989, aux Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, et à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il a instamment prié le Gouvernement de l'URSS de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités concernant cette affaire.

Réponse du gouvernement

569. Le 29 janvier 1991, le Gouvernement soviétique a répondu au télégramme du Rapporteur spécial daté du 14 janvier 1991, en lui transmettant une déclaration faite par le président Mikhail Gorbatchev à Moscou, le 22 janvier 1991, au sujet de la situation en Lituanie.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

570. Aucun autre cas n'a été transmis par le Rapporteur spécial en 1991.

3. Autres renseignements reçus par le Rapporteur spécial

571. Le 23 mai 1991, une communication a été reçue du Gouvernement de la République de Lituanie qui attirait l'attention du Rapporteur spécial sur le comportement des militaires soviétiques envers les citoyens lituaniens et lui demandait d'informer les Etats Membres des Nations Unies dans le monde des violations des droits de l'homme commises sur le territoire lituanien.

République-Unie de Tanzanie

1. Demandes d'intervention d'urgence

572. Aucune demande d'intervention d'urgence n'a été envoyée par le Rapporteur spécial en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

573. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie une lettre transmettant des allégations selon lesquelles le dirigeant du Mouvement démocratique de la jeunesse tanzanienne, groupe clandestin d'opposition, détenu à la prison d'Ukanga, serait décédé au centre médical Muhimbili après avoir été torturé durant sa garde à vue.

574. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de lui fournir des renseignements sur le cas susmentionné, en particulier sur les progrès et les résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Etats-Unis d'Amérique

1. Demandes d'intervention d'urgence

575. Le 22 février 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un télégramme concernant le cas de M. Joe Giarratano qui devait être exécuté par électrocution en Virginie, le 22 février 1991, après avoir épuisé tous les recours. Des éléments récemment découverts donnaient à penser que des circonstances potentiellement atténuantes n'avaient pas été communiquées à la défense au moment du procès et aussi que l'accusé était peut-être incapable d'agir en justice. Selon l'information, M. Giarratano, à présent âgé de 34 ans, avait été déclaré coupable en 1979 du meurtre de Barbara Klein, ainsi que du viol et du meurtre de sa fille de 15 ans,

Michelle, à Norfolk, Virginie. M. Giarratano qui, à l'époque, était un grand toxicomane, avait prétendu qu'il avait découvert les corps après être revenu à lui dans l'appartement où il vivait avec les victimes. Il avait pris la fuite en Floride, son Etat d'origine, mais s'était immédiatement rendu à la police et avait passé des aveux. Jusqu'à présent, les seules preuves matérielles qui liaient M. Giarratano à la scène du crime étaient un cheveu et quelques empreintes digitales. M. Giarratano avait renoncé à son droit à un procès devant jury, refusé de coopérer avec son avocat et demandé la peine de mort. Il avait été déclaré coupable et condamné à mort après un procès d'une demi-journée. Par la suite, les avocats chargés de son appel avaient découvert des indices qui suscitaient des doutes graves quant à sa culpabilité; ils avaient aussi contesté son état mental au moment du procès et, en particulier, la fiabilité des aveux qui avaient été utilisés comme preuve pour obtenir sa condamnation.

576. Le 19 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un télégramme concernant l'exécution imminente de Andrew Lee Jones. Selon les renseignements reçus, M. Jones, qui était Afro-Américain, avait été déclaré coupable du meurtre d'une fillette afro-américaine de 11 ans et condamné à mort en novembre 1984; il devait être exécuté en Louisiane le 22 juillet 1991. M. Jones serait arriéré mental et souffrirait de lésions au cerveau causées par plusieurs blessures graves à la tête reçues dans son enfance. Il était représenté à son procès par un avocat nommé d'office qui, en raison apparemment de son inexpérience, n'avait pas protesté lorsque le procureur avait récusé tous les jurés afro-américains potentiels. Durant la procédure d'appel, la question avait été soulevée de savoir si le tribunal avait violé la décision de la Cour suprême de 1986 (Babson c. Kentucky), dans laquelle la Cour avait statué qu'il était inconstitutionnel d'éliminer des jurés noirs d'un jury en raison de leur race. En outre, en janvier 1991, dans le souci d'utiliser une méthode d'exécution plus humaine, l'Etat de Louisiane avait renoncé aux exécutions par électrocution en faveur de l'injection d'un poison mortel; l'effet de la loi n'était toutefois pas rétroactif. Aussi les prisonniers condamnés à mort avant le 1er janvier 1991 n'avaient-ils pas le choix entre l'ancienne et la nouvelle méthode d'exécution; ils devaient être exécutés par électrocution.

577. Le 19 septembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un télégramme concernant l'exécution imminente d'Antonio James et de James Russell. Selon les renseignements reçus, Antonio James, âgé de 36 ans, Afro-Américain, avait été condamné à mort par les tribunaux de la Louisiane pour le meurtre d'un homme blanc à l'occasion d'un vol à main armée, en 1979; il devait être exécuté le 19 septembre 1991. On affirmait que M. James était peut-être arriéré mental. M. James Russell, âgé de 42 ans, Afro-Américain, avait été condamné au Texas pour l'enlèvement et le meurtre d'un homme d'affaires blanc, M. Thomas Stearns. Il avait été condamné à mort en novembre 1977 après une procédure qui, aussi bien à l'étape du procès qu'à celle des appels, pourrait avoir pâti d'insuffisances susceptibles de soulever des questions quant au respect des règles internationales minima pour un jugement équitable. M. Russell avait épuisé ses recours le 28 juin 1991, date à laquelle la Cour suprême des Etats-Unis avait rejeté son recours en habeas corpus au niveau fédéral. Il devait être exécuté le 19 septembre 1991. M. Russell avait été arrêté peu de temps après le meurtre de M. Stearns et était resté trois ans en prison en attendant

d'être jugé. Durant la sélection du jury, le procureur avait réussi à écarter plusieurs jurés afro-américains potentiels qui auraient été parfaitement qualifiés : il en était résulté un jury exclusivement blanc. Durant le procès, il était apparu que certains des arguments du procureur insistaient indûment sur le fait que l'inculpé était Afro-Américain et que sa victime était blanche.

578. En ce qui concerne les trois cas ci-dessus, le Rapporteur spécial s'est référé aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort approuvées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984, au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a en outre instamment prié le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des personnes susmentionnées et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités concernant ces cas.

579. Le 24 décembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un télégramme concernant l'exécution imminente de Johnny F. Garrett. Selon les renseignements reçus, M. Garrett devait être exécuté dans l'Etat du Texas le 7 janvier 1992 après avoir été condamné à mort en septembre 1982 pour le viol et le meurtre d'une religieuse de 76 ans. M. Garrett, âgé de 27 ans, avait 17 ans à l'époque du crime; on savait maintenant qu'il était drogué et alcoolique et on avait diagnostiqué chez lui une psychopathie chronique. Ces éléments n'auraient pas été présentés au jury. En juin 1989, la Cour suprême des Etats-Unis avait déterminé que les délinquants juvéniles de 16 ans pouvaient être exécutés, mais au Texas, il fallait avoir au minimum 17 ans pour être condamné à mort.

580. Le Rapporteur spécial s'est référé aux règles établies par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques pour ce qui est de l'imposition d'une sentence de mort, et en particulier au paragraphe 5 de son article 6, concernant les sentences de mort imposées pour des crimes commis par des personnes de moins de 18 ans; aux règles minima pour un jugement équitable, énoncées dans les résolutions et les instruments juridiques internationaux concernant l'administration de la justice. Le Rapporteur spécial s'est référé, en outre, au paragraphe 4 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a prié instamment le gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités concernant cette affaire. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au moment où a été établi le présent rapport.

Venezuela

1. Demandes d'intervention d'urgence

581. Le Rapporteur spécial n'a envoyé aucune demande d'intervention d'urgence en 1991.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

582. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement vénézuélien une lettre transmettant des renseignements concernant l'enquête judiciaire sur la découverte de fosses communes au cimetière "La Peste" à Caracas, et notamment les progrès réalisés dans l'identification des cadavres. Les personnes enterrées dans ces fosses communes auraient été victimes des exécutions extrajudiciaires de février et mars 1989 décrites dans le rapport du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session (E/CN.4/1991/36, par. 521 à 531). Il avait été signalé qu'après des retards qui seraient imputables aux autorités, l'ordre judiciaire d'exhumer les corps à "La Peste" émanant d'un juge civil avait été exécuté en novembre 1990 : on aurait retrouvé les corps de 68 jeunes gens. On avait aussi informé le Rapporteur spécial que l'ancien Ministre de la défense et le Président du conseil municipal de Caracas, tous deux convoqués comme témoins lors de l'enquête en décembre 1990, avaient nié l'existence des fosses communes et refusé de fournir des informations sur ce qu'ils considéraient comme un secret militaire. Après que le juge civil initialement chargé de l'affaire eut été promu et transféré dans une autre juridiction en avril 1991, le Rapporteur spécial a appris que l'on craignait que l'enquête ne ralentisse.

583. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, a prié le Gouvernement vénézuélien de l'informer des progrès et des résultats de l'enquête judiciaire concernant le cas susmentionné.

Réponse du gouvernement

584. Le 19 décembre 1991 a été reçue du Gouvernement vénézuélien une réponse à la note du Rapporteur spécial du 8 novembre 1991, dont la teneur était la suivante : le Gouvernement vénézuélien, soucieux de marquer son attachement aux droits de l'homme et de mener le combat pour en garantir le respect, tenait à ce que, dans tous les cas, sa réponse soit donnée en son nom par le ministère public de la République, organe indépendant du gouvernement national (le Procureur général était nommé par le Congrès de la République), chargé de défendre les droits de l'homme et de garantir la conformité à la Constitution. C'était donc la réponse de cet organe indépendant que le gouvernement national transmettait comme étant la sienne au Centre pour les droits de l'homme et au Rapporteur spécial de la Commission. Dans ces conditions, le délai accordé au gouvernement national pour répondre à cette plainte était insuffisant. Il serait regrettable qu'il ne soit pas fait mention de la réponse du Gouvernement vénézuélien dans le rapport qui serait présenté à la quarante-huitième session de la Commission des droits de l'homme en même temps que la plainte à laquelle se référait le Rapporteur spécial pour la seule raison que l'on n'avait pas disposé de suffisamment de temps pour fournir les renseignements demandés, ce dont la responsabilité ne pouvait être imputée au Gouvernement vénézuélien.

Yémen

1. Demandes d'intervention d'urgence

585. Le 22 avril 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yéménite un télégramme concernant Hamza Abu Zeid, un Palestinien qui aurait assassiné des représentants de l'OLP à Tunis le 14 février 1991 : il avait été signalé que les autorités tunisiennes l'avaient remis à l'OLP, laquelle l'avait emmené au Yémen; M. Abu Zeid serait détenu dans un camp à Sanaa et il aurait été jugé par un tribunal militaire de l'OLP, déclaré coupable des meurtres de Tunis et condamné à mort. Il avait en outre été signalé que l'exécution de M. Abu Zeid était imminente.

586. Le Rapporteur spécial, se référant aux articles 2 et 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a instamment prié le gouvernement de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique de la personne susmentionnée et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités concernant cette affaire.

587. Aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement yéménite au moment où a été établi le présent rapport.

Yougoslavie

1. Demandes d'intervention d'urgence

588. Le 19 mars 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yougoslave un télégramme concernant les exécutions extrajudiciaires dont deux personnes auraient peut-être été victimes et le fait qu'au moins 76 autres auraient été blessées durant des échauffourées entre des manifestants civils et la police à Belgrade, le 9 mars 1991. Selon les renseignements reçus, une grande manifestation pacifique dans le centre de Belgrade avait tourné à la violence lorsque la police avait fait usage de gaz lacrymogènes et d'un canon à eau et avait ouvert le feu pour disperser une foule de 3 000 à 10 000 personnes qui demandaient le départ du Président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic : les personnes décédées avaient été identifiées comme étant un policier de 54 ans et un jeune homme de 18 ans; deux autres personnes avaient été soignées pour des blessures par balle et au moins 76 autres avaient été blessées dans les accrochages.

589. Le Rapporteur spécial s'est référé aux paragraphes 4, 5, 9 et 10 des Principes de base relatifs au recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, au principe fondamental énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

590. Comme le Rapporteur spécial estimait qu'étant donné la situation en Yougoslavie, la demande qu'il adressait au Gouvernement yougoslave ne saurait à elle seule suffire pour sauvegarder les vies et la sécurité d'innombrables personnes innocentes, étrangères à ces actes de violence, il a également envoyé, le 19 mars 1991, un télégramme au Secrétaire général des Nations Unies dans lequel il se référait à la décision 44/415 de l'Assemblée générale du 4 décembre 1989. Celle-ci invitait les Etats parties à recourir à l'assistance d'une tierce partie sous forme d'une commission de bons offices,

de médiation ou de conciliation dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour régler pacifiquement leurs différends. Le Rapporteur spécial demandait instamment au Secrétaire général de prendre les mesures qu'il pourrait juger appropriées pour calmer la violence et prévenir les pertes de vies humaines qui en résultaient.

591. Le 2 juillet 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yougoslave un télégramme exprimant la préoccupation que lui inspirait le fait que plus de 100 personnes avaient été tuées dans les troubles survenus en Slovénie et Croatie. Le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il s'est référé en outre aux règles humanitaires minima applicables dans toutes les situations de conflit armé, y compris les conflits n'ayant pas un caractère international, et auxquelles il ne pouvait être dérogé en aucune circonstance. Il a instamment prié le Gouvernement yougoslave de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour protéger la vie et l'intégrité physique des citoyens et lui a demandé de l'informer des mesures prises ainsi que du déroulement de l'enquête menée par les autorités à ce sujet.

592. Le 15 novembre 1991, le Rapporteur spécial a exprimé à nouveau au Gouvernement yougoslave l'inquiétude que lui inspirait la situation dans le pays; depuis son télégramme précédent, le chiffre des pertes civiles aurait dépassé 10 000. Il s'est à nouveau déclaré profondément préoccupé de l'évolution récente des événements en Croatie, spécialement à Dubrovnik et dans plusieurs villes et villages de la Slovénie occidentale, et surtout de la situation critique de la population civile, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées, ainsi que des difficultés éprouvées par les membres des organisations d'aide humanitaire internationales pour évacuer les blessés et acheminer les secours vers les zones touchées. Le Rapporteur spécial s'est référé une fois de plus aux principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et a demandé à être informé des mesures prises par le gouvernement pour protéger la population des zones ainsi touchées par la violence.

Réponse du gouvernement

593. Le 18 janvier 1991 a été reçue du Gouvernement yougoslave une réponse à la lettre du Rapporteur spécial du 10 décembre 1990 (voir E/CN.4/1991/36, par. 541 et 542) déclarant que le mouvement sécessionniste albanais du Kosovo, bien organisé et agressif, offrait l'exemple le plus flagrant d'abus des droits des minorités à des fins de sécession, comme jamais l'Europe d'après guerre n'en avait fait l'expérience. Devant un séparatisme si agressif, il avait été nécessaire de prendre toutes les mesures requises par la loi pour défendre l'intégrité territoriale de la Serbie et l'unité de la Yougoslavie dans son ensemble; malheureusement, le recours à ces mesures s'était soldé par des pertes en vies humaines. Le 13 septembre 1990, à Palatna, durant une perquisition effectuée à 5 h 30 du matin, à la recherche d'armes de contrebande, la police avait encerclé plusieurs immeubles d'habitation et autres bâtiments; les personnes bloquées dans ces bâtiments et celles qui se cachaient dans les bois avoisinants avaient opposé une forte résistance, jusqu'à 11 h 10 du matin; des coups de feu avaient été tirés sur les policiers

et les véhicules de la police. Malgré ses sommations, la fusillade avait redoublé et un policier, Milan Muratovic, avait été grièvement blessé par des coups de feu tirés par Besim Latifi; la police avait riposté tuant Latifi sur le coup. Alors que des policiers perquisitionnaient dans l'un des bâtiments, Skender Monolli avait ouvert le feu et grièvement blessé l'un d'entre eux, Miloje Blagojevic; la police avait riposté et blessé Monolli qui était décédé plus tard dans un hôpital à Pristina. Les allégations rapportées dans l'annexe de la lettre du Rapporteur spécial du 10 décembre 1990, selon lesquelles la police avait tiré aveuglément sur des civils albanais non armés, étaient donc dénuées de fondement.

594. Le 27 novembre 1991 a été reçue du Gouvernement yougoslave une réponse au télégramme du Rapporteur spécial du 2 juillet 1991 concernant les activités de l'armée populaire yougoslave en Slovénie et Croatie. Il y était déclaré que durant toute leur intervention dans les Républiques de Slovénie et de Croatie, les unités et les institutions de l'armée avaient systématiquement et inconditionnellement adhéré à toutes les règles du droit international en vigueur en temps de guerre. Tel n'était manifestement pas le cas des unités militaires des Républiques de Slovénie et de Croatie. Conformément à sa compétence constitutionnelle et aux décisions des organes fédéraux compétents, l'armée avait déployé ses unités dans les zones touchées par les événements en République de Croatie afin de séparer les belligérants et d'empêcher l'escalade des affrontements armés entre les groupes ethniques. L'armée n'avait pu prévenir tous les conflits, mais il était certain que sans elle les victimes auraient été plus nombreuses. Depuis le 9 mai 1991, il y avait eu, en République de Croatie, 126 actes de provocation et agressions contre des membres de l'armée populaire yougoslave et ses installations. Dans la majorité des cas, ils étaient le fait d'unités et d'organes des escadrons de la garde nationale et d'unités du Ministère des affaires intérieures de Croatie qui encourageaient des civils armés à se livrer à des actes terroristes isolément et en groupe. Le gouvernement précisait que les actions entreprises par l'armée populaire yougoslave étaient limitées et ne constituaient pas la base d'une solution permanente au problème; une telle solution passait nécessairement par des moyens politiques et l'accord démocratique de toutes les nations et républiques yougoslaves. La décision de retirer les unités de l'armée populaire yougoslave de Slovénie proposée par le quartier général du commandement suprême visait à créer les conditions préalables à une solution pacifique de la crise yougoslave, tandis que son intervention en République croate était indispensable pour prévenir l'escalade des conflits interethniques.

2. Autres cas transmis par le Rapporteur spécial

595. Le 18 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement yougoslave une lettre lui transmettant les renseignements suivants qui lui étaient parvenus :

a) Plusieurs incidents se seraient produits dans le contexte du conflit armé en Croatie après la déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie le 25 juin 1991;

b) Le 1er juillet 1991, trois membres du conseil municipal de Tenja auraient trouvé la mort après qu'un extrémiste, qui n'aurait pas été arrêté, eut criblé leur voiture de balles;

c) Les 17 et 20 juillet 1991, à Sibenik et Lovinac respectivement, quatre personnes auraient trouvé la mort, victimes d'un tir de mortier des forces paramilitaires serbes;

d) Lors de trois autres incidents, les 5, 24 et 30 juillet 1991, près de Vukovar, cinq personnes seraient mortes lors d'une attaque au mortier lancée par des forces paramilitaires serbes, qui auraient été appuyées par des troupes de l'armée fédérale dotées de roquettes;

e) Le 25 juillet 1991, des membres de l'armée fédérale auraient tiré sur deux soldats qui essayaient de s'échapper de la garnison d'Osijek pour rejoindre la garde nationale croate;

f) Une femme et trois policiers croates auraient été victimes d'une exécution extrajudiciaire à Stug, dans la région de Banija, le 26 juillet 1991. Lors d'une offensive, les troupes paramilitaires serbes auraient capturé une cinquantaine de personnes, auxquelles elles auraient donné l'ordre de courir et qu'elles auraient alors abattues.

596. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a également transmis au Gouvernement yougoslave des allégations concernant un certain nombre de morts des suites de tortures ou par exécutions extrajudiciaires qui se seraient produites, entre le 3 mars 1990 et le 27 mai 1991, dans la région autonome du Kosovo.

a) Un jeune étudiant aurait été torturé et tué à Kuzmin par des paysans appartenant au groupe paramilitaire armé serbe "Bozur". Deux autres personnes seraient mortes dans les villages de Shupkove et Peranas, présume-t-on après avoir été torturées par la police serbe.

b) Le 2 janvier 1991, à Mitrovice, et le 4 mars 1991, à Gjukove, deux personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, abattues par la police serbe avec des armes automatiques;

c) Près de la frontière albanaise, à Morine, un élève d'école secondaire aurait été tué, le 27 juin 1991, par des membres de l'armée fédérale.

d) Le 13 septembre 1990, le corps d'un homme qui aurait été tué par des membres de l'armée fédérale a été retrouvé dans une rue de Kosovo; on prétendait qu'il aurait été exécuté en représailles de la proclamation par le Parlement de la République du Kosovo.

597. Le Rapporteur spécial, se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, dont la liste figure en annexe, a demandé au Gouvernement yougoslave de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

Zaïre

1. Demandes d'intervention d'urgence

598. Le 4 septembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement zaïrois un télégramme appelant son attention sur des informations selon lesquelles des personnes auraient été tuées et blessées à Kinshasa par les forces de sécurité. D'après les renseignements reçus, le 2 septembre 1991, des manifestants civils non armés se seraient rassemblés dans le but de protester contre différentes politiques gouvernementales; les forces de sécurité auraient fait un usage excessif de la force contre la foule afin de la disperser, causant ainsi la mort d'au moins 10 personnes et en blessant d'autres.

599. Le 9 septembre 1991, le Rapporteur spécial a adressé au Gouvernement zaïrois un télégramme appelant son attention sur des informations selon lesquelles trois personnes auraient été tuées et d'autres personnes blessées à Kinshasa. D'après les renseignements reçus, le 4 septembre 1991, quelques agents des forces de sécurité auraient attaqué et saccagé les bureaux des deux partis politiques, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et l'UFERI, et causé la mort d'une personne du bureau de l'UDPS et de deux personnes du bureau de l'UFERI.

600. Dans ses deux télégrammes du mois de septembre 1991, le Rapporteur spécial s'est référé aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et, en particulier, aux paragraphes 4, 5, 7, 8, 9 et 10 qui sont fondés sur la règle fondamentale selon laquelle l'intensité de la force utilisée doit être proportionnelle à l'objectif à atteindre. Il s'est également référé aux paragraphes 9-17 et 18-20 des Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, approuvés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/65 du 24 mai 1989, aux principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

601. Le Rapporteur spécial a en outre instamment prié le Gouvernement zaïrois d'user de tous les moyens dont il disposait pour protéger la vie et l'intégrité physique des citoyens, et lui a demandé de l'informer des mesures prises à cet effet, ainsi que du déroulement des enquêtes menées par les autorités compétentes concernant ces affaires.

2. Autres cas transmis au gouvernement

602. Le 8 novembre 1991, le Rapporteur spécial a envoyé au Gouvernement zaïrois une lettre transmettant des informations qui lui étaient parvenues concernant l'exécution extrajudiciaire présumée de manifestants par des membres de la garde civile et de la police. Le 3 décembre 1990, durant une manifestation violente contre la hausse des prix des denrées de base à Kinshasa, il y aurait eu au moins 20 tués et 200 blessés, lorsque les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur les manifestants. Le 4 décembre 1990, des membres des forces de sécurité auraient tué un étudiant à Matadi dans le Bas-Zaïre. Un autre incident, au cours duquel 29 personnes seraient mortes et 28 auraient été blessées, s'était produit entre le 13 et le 15 avril 1991

à Mbuji-Mayi, après que la police eut fait irruption dans une maison privée où se tenait une réunion de l'Union pour la démocratie et le progrès social; la maison aurait été saccagée et 7 personnes avaient été arrêtées. Cet incident avait donné lieu à des protestations dans la rue et la police aurait tiré sur les manifestants.

603. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial a transmis au Gouvernement zaïrois d'autres allégations selon lesquelles 20 prisonniers seraient morts de faim, de tuberculose et de paludisme, entre avril et mai 1991, dans la prison centrale Makala de Kinshasa, par suite des mauvaises conditions de détention. Le Rapporteur spécial a en outre été informé que le directeur d'un programme destiné aux paysans, diffusé sur Radio Candib à Bunia dans le Haut-Zaïre, avait fait l'objet de menaces de mort. Apparemment, ces menaces avaient commencé après qu'il eut interviewé le représentant régional d'ANEZA/ITURI au sujet des problèmes socio-économiques auxquels était confrontée la population locale; elles seraient le fait de membres du Service national des renseignements.

604. Se référant aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme dont la liste figure en annexe, le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement zaïrois de lui fournir des renseignements au sujet des cas susmentionnés et de l'informer, en particulier, des progrès et des résultats des enquêtes judiciaires menées par les autorités compétentes.

IV. EXAMEN ET RECOMMANDATIONS

A. Examen de la première décennie d'activités

1. Le mandat du Rapporteur spécial

605. Le mandat du Rapporteur spécial nommé par le Conseil économique et social dans sa résolution 1982/35 du 7 mai 1982 a évolué au cours des dix dernières années. Cette évolution est due, d'une part, à la diversité des situations soumises au Rapporteur spécial, qui a dû interpréter la notion d'"exécution sommaire ou arbitraire" et, d'autre part, aux résolutions adoptées par la suite par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme concernant ce mandat, ainsi qu'à l'élaboration constante de nouvelles normes internationales traitant directement ou indirectement du droit à la vie. De même, la nécessité impérieuse de faire face le plus efficacement possible aux situations où le droit à la vie est gravement compromis, et les réactions des gouvernements, de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme à l'égard des activités du Rapporteur spécial, ont contribué à modifier les méthodes de travail de celui-ci. On trouvera ci-après un examen de certains faits nouveaux concernant plus particulièrement son mandat et ses méthodes de travail.

606. Dans son premier rapport, le Rapporteur spécial a adopté les définitions ci-après concernant l'accomplissement de son mandat :

a) par "exécution sommaire", il faut entendre la privation arbitraire de la vie en vertu d'un jugement prononcé au terme d'une procédure sommaire au cours de laquelle les garanties prévues par la loi et, en particulier,

les garanties minimales de procédure énoncées à l'article 14 du Pacte, ont été restreintes, dénaturées ou purement et simplement ignorées;

b) par "exécution arbitraire", il faut entendre la privation arbitraire de la vie par homicide exécuté soit sur ordre d'un gouvernement soit avec sa complicité, sa tolérance ou son acquiescement en l'absence de toute procédure judiciaire ou légale (E/CN.4/1983/16, par. 66).

607. Dans sa résolution 1985/40 du 30 mai 1985, le Conseil économique et social priait le Rapporteur spécial "de donner suite efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsque de telles exécutions sont imminentes ou risquent d'avoir lieu". L'adoption de cette résolution a contribué à modifier sensiblement le mandat du Rapporteur spécial, qui a commencé d'adresser aux gouvernements des demandes d'intervention d'urgence au sujet non seulement de personnes en détention, lorsqu'il y avait lieu de croire que leur exécution était imminente, mais également de personnes en liberté qui faisaient l'objet de menaces de mort, ainsi qu'au sujet de situations donnant lieu de craindre que ne se reproduisent des abus de la part des forces de sécurité tels qu'il en avait déjà été signalés. Les cas de ce genre tendent à se multiplier dans plusieurs pays et, en de nombreuses occasions, l'intervention du Rapporteur spécial a amené les pouvoirs publics à veiller à la protection des personnes concernées.

608. Deux questions essentiellement se posent au Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat : celles de savoir si la privation de la vie peut être considérée comme une mesure "sommaire ou arbitraire" - c'est-à-dire dans quelle mesure la privation de la vie dans certaines circonstances est compatible avec les normes internationales - et si la responsabilité des Etats à cet égard est suffisamment engagée pour justifier la préoccupation du Rapporteur spécial et son intervention au nom de la communauté internationale.

609. C'est le plus souvent dans le cas de condamnations à mort qu'on est amené à se demander s'il y a lieu de considérer s'il y a eu exécution sommaire ou arbitraire. Le Rapporteur spécial n'a cessé de soutenir, conformément aux Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, approuvées par le Conseil économique et social en 1983, que l'application de la peine de mort sans que soient pleinement respectées les garanties de même nature énoncées aux articles 6, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques constitue une exécution arbitraire. Dans son cinquième rapport (E/CN.4/1987/20), il déclarait :

"Etant donné que les normes énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont été reprises dans la grande majorité des législations nationales, sont citées et approuvées dans un grand nombre de résolutions et de déclarations d'organismes internationaux et ont été expressément acceptées par une majorité importante des membres de la communauté internationale lorsqu'ils ont ratifié le Pacte, elles ont acquis le caractère de règles du droit international coutumier ayant force obligatoire pour tous les Etats, qu'ils aient ou non ratifié le Pacte."

610. Au cours de ces 10 dernières années, le Rapporteur spécial a adressé des lettres ou des appels urgents à plus de 100 Etats, dont de nombreux portaient sur l'application de la peine de mort sans que soient pleinement respectées les normes énoncées dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les dispositions pertinentes du Pacte sont citées dans tous ces lettres et messages, que l'Etat auquel ils sont adressés soit ou non partie au Pacte. Seuls deux Etats ont fait savoir qu'ils ne se considéraient pas liés par ces dispositions, et l'une de ces réponses au moins ne concernait pas les garanties énoncées à l'article 14 mais l'âge minimal pour l'application de la peine de mort (E/CN.4/1990/22, par. 431, et E/CN.4/1991/36, par. 99), ce qui démontre une fois de plus que les garanties énoncées à l'article 14 sont devenues, en ce qui concerne la peine de mort, des règles reconnues du droit international coutumier.

611. Pour ce qui est des homicides commis par des particuliers, des groupes ou des forces d'opposition, le Rapporteur spécial proposait dans son premier rapport que la notion d'"exécution arbitraire" soit interprétée comme s'appliquant aux homicides exécutés "sur ordre d'un gouvernement soit avec sa complicité, sa tolérance ou son acquiescement" (E/CN.4/1983/16, par. 66). Cette interprétation a été parfois contestée par quelques gouvernements, qui estiment que le mandat du Rapporteur spécial devrait être limité aux cas "où des agents de l'Etat sont effectivement impliqués" (E/CN.4/1991/36, par. 49).

612. Le Rapporteur spécial ne peut approuver cette interprétation de son mandat. L'obligation de l'Etat de protéger le droit fondamental à la vie de toute personne s'applique à toute menace d'exécution sommaire ou arbitraire, quelle que soit l'identité de son auteur. Les renseignements reçus au cours des dix dernières années font état de nombreux exemples de situations dans lesquelles des particuliers ou des groupes agissant indépendamment du gouvernement compromettent très gravement le droit à la vie, comme parfois peut le faire un gouvernement. On veut parler notamment des violences communautaires, raciales, ethniques, religieuses et tribales, des assassinats ou des massacres commis par des mouvements révolutionnaires, contre-révolutionnaires ou séparatistes, des assassinats perpétrés par des éléments de la police ou des forces armées gouvernementales ou des milices qui ne relèvent pas du contrôle effectif du gouvernement ou encore des assassinats commis par des particuliers ou des groupes rémunérés pour défendre les intérêts économiques de grands propriétaires terriens, de trafiquants de drogue ou d'autres personnes.

613. Dans de tels cas, qui ne constituent pas des homicides commis isolément pour des motifs personnels, mais des assassinats délibérés et systématiques d'un grand nombre de personnes, le gouvernement peut être considéré comme responsable devant la communauté internationale soit parce qu'il est directement impliqué dans de tels actes ou les a tolérés, c'est-à-dire lorsqu'il s'abstient délibérément d'empêcher ces assassinats, d'enquêter à leur sujet ou de punir les personnes qui en sont responsables; ce qui ne veut pas dire que le mandat du Rapporteur spécial s'étend aux crimes de droit commun. Dans le cas où, dans sa réponse, un gouvernement fait savoir qu'une enquête approfondie a permis d'identifier les auteurs d'un assassinat, et que les motifs du crime étaient purement personnels, le Rapporteur spécial met un terme à son examen. Il convient de noter que les cas où un gouvernement

n'est pas directement impliqué sont pour le Rapporteur spécial parmi les plus difficiles à traiter efficacement. Etant donné les moyens limités dont il dispose et les difficultés auxquelles il se heurte pour recueillir le type de renseignements nécessaires pour déterminer clairement si le gouvernement a été ou non négligent dans l'obligation qui lui incombe de prévenir, d'enquêter sur des crimes au sujet desquels rien ne prouve sa participation directe et de les réprimer, le Rapporteur spécial a souvent été obligé de mettre fin à l'examen d'un cas ou d'une situation sans faire connaître son avis sur les allégations portées à sa connaissance et sur la réponse reçue. Il faut espérer que l'on s'efforcera encore d'améliorer l'efficacité de ses méthodes de travail. Si la qualité de la coopération avec les gouvernements s'améliore et si l'assistance fournie au Rapporteur spécial par l'intermédiaire du Centre pour les droits de l'homme est renforcée, de plus grands progrès pourront être accomplis pour élucider de tels cas.

614. La situation en ce qui concerne les exécutions commises par des forces d'opposition soulève un problème différent, puisque la question de la tolérance ou de l'acquiescement du gouvernement ne se pose pas. Néanmoins, ces groupes sont responsables dans une très large mesure d'exécutions sommaires et arbitraires, et dans sa résolution 1990/75 du 7 mars 1990, la Commission des droits de l'homme a expressément prié le Rapporteur spécial de faire figurer dans son rapport des renseignements sur de telles exécutions ainsi que sur les violences commises par des trafiquants de drogue. De très nombreux renseignements concernant les exécutions perpétrées par des groupes d'opposition ont été reçus au cours des années, et une attention particulière a été accordée à cette question dans le sixième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1988/22, par. 182 à 187). Le présent rapport contient des renseignements et des allégations concernant les exécutions perpétrées par l'armée de libération nationale et les forces armées révolutionnaires de Colombie, le Front de libération Farabundo Marti d'El Salvador, le Front populaire de libération de l'Erythrée et le Front révolutionnaire du peuple éthiopien, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, le Front national patriotique du Libéria, le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru au Pérou et les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul et les Gardes nationaux musulmans au Sri Lanka.

615. La participation des trafiquants de drogue à des exécutions sommaires et arbitraires a été analysée au cours d'une mission du Rapporteur spécial en 1989 en Colombie. Dans ce rapport, il était indiqué que pour atteindre leurs buts, en particulier pour agir sans être gêné par des mouvements de guérilla menant des opérations dans les mêmes zones rurales, les trafiquants de drogue avaient constitué des organisations paramilitaires : on estime qu'il y a aujourd'hui plus de 140 groupes paramilitaires opérant en Colombie. Ces groupes sont entraînés et financés par des trafiquants de drogue et sans doute par quelques propriétaires terriens. Ils agissent en étroite coopération avec des éléments des forces armées et de la police. La plupart des assassinats et des massacres se produisent dans des régions fortement militarisées. Les groupes paramilitaires peuvent se déplacer facilement dans ces régions et commettre des meurtres en toute impunité. Ce sont les principaux responsables des violations du droit à la vie dans la société colombienne aujourd'hui (E/CN.4/1990/22/Add.1, par. 52 à 57). On dispose d'un nombre très limité de renseignements fiables sur les exécutions sommaires et arbitraires perpétrées par des trafiquants de drogue dans d'autres pays, et on ne sait pas actuellement si la même situation se retrouve ailleurs.

2. Nombre et types de cas signalés

616. Le nombre de cas signalés a sensiblement augmenté, en particulier ces dernières années. Un tableau indiquant le nombre de gouvernements auxquels ont été adressées des communications entre 1982 et 1988 a été publié dans le septième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1989/25, par. 304). Au cours de la dernière année prise en compte dans ce tableau, 100 communications ont été envoyées à 46 pays; le présent rapport traite de 174 communications adressées à 65 pays, à la fois sous la forme de demandes d'intervention d'urgence et de demandes de renseignements concernant des allégations. Au cours de l'année écoulée, le nombre de demandes d'intervention d'urgence a presque doublé, passant de 64 adressées à 25 pays en 1990 à 125 adressées à 44 pays en 1991.

617. Le premier rapport du Rapporteur spécial décrit les quatre types de situations susceptibles généralement de donner lieu à des exécutions sommaires ou arbitraires et énumère les principales dispositions des traités internationaux, déclarations et autres instruments les concernant. Il s'agit des situations suivantes :

- a) Application de la peine de mort sans que toutes les garanties d'une procédure régulière soient respectées;
- b) Exécutions à l'occasion d'un conflit armé, de troubles intérieurs, ou en période d'état d'urgence;
- c) Morts résultant d'un recours excessif à la force par les responsables de l'application des lois ou du maintien de l'ordre;
- d) Décès de personnes détenues.

618. Le deuxième rapport du Rapporteur spécial était consacré en grande partie à la classification des situations qui donnent lieu fréquemment à des exécutions sommaires ou arbitraires, et aux facteurs qui semblent contribuer à ces exécutions. Les situations qui donnent lieu le plus souvent à des exécutions sommaires ou arbitraires sont les suivantes :

- a) Les soulèvements politiques (notamment après un changement de gouvernement par la violence, ayant déclenché un conflit armé interne);
- b) L'élimination de membres de groupes d'opposition politique, notamment activités d'escadrons de la mort, abus commis par la police et les forces militaires en période d'état d'urgence et représailles à la suite de coups d'Etat manqués;
- c) Les abus de pouvoir, en particulier la répression des mouvements populaires;
- d) Les campagnes vigoureuses contre la criminalité entraînant des assassinats extrajudiciaires ou des exécutions sommaires de criminels de droit commun.

619. Le Rapporteur spécial considère que les facteurs à l'origine d'exécutions sommaires ou arbitraires sont notamment l'absence d'un processus politique démocratique, l'imposition de l'état d'urgence ou d'une situation équivalente, l'existence de tribunaux spéciaux, le défaut d'indépendance de la magistrature, le manque de discipline des responsables de l'application des lois et des forces militaires, l'existence d'une police secrète et de groupes paramilitaires, les conflits ethniques, l'intolérance religieuse et la discrimination raciale. Il souligne également l'importance d'une répartition inégale des richesses qui est une des causes des conflits sociaux dans lesquels les groupes défavorisés se heurtent parfois à des réactions violentes de l'Etat ou de groupes puissants sur le plan économique.

620. Dans ses rapports ultérieurs, le Rapporteur spécial a analysé plus en détail un grand nombre des phénomènes mentionnés ci-dessus, en proposant dans certains cas de nouvelles normes ou d'autres mesures, ainsi que des aspects nouveaux du problème qui ressortent des renseignements qu'il a recueillis. En 1986, il s'est penché en particulier sur les conflits armés internes et les morts en détention; en 1988, il s'est attaché à examiner les violations du droit à la vie par des groupes d'opposition et des escadrons de la mort ne relevant pas du contrôle d'un gouvernement; et en 1990, il s'est intéressé spécialement aux menaces de mort et aux exécutions dont sont victimes des défenseurs des droits de l'homme.

621. Le présent rapport contient des renseignements concernant deux pays où on estime qu'un grand nombre de réfugiés ou de demandeurs d'asile risquent d'être refoulés, c'est-à-dire d'être renvoyés par la force dans leur pays d'origine. Selon les renseignements fiables dont dispose le Rapporteur spécial, dans les deux cas, les groupes sociaux ou ethniques auxquels ces personnes appartiennent ont été victimes d'un grand nombre d'exécutions sommaires et arbitraires dans leur pays d'origine. Il est évident que la protection du droit à la vie de ces personnes incombe essentiellement à leur gouvernement et qu'elles ont le droit de regagner leur pays et leur foyer en bénéficiant de pleines garanties quant à leur sécurité physique. Toutefois, lorsque des personnes ont été forcées de quitter leur pays, craignant à juste titre de faire l'objet d'exécutions sommaires ou arbitraires, le pays où elles ont fui a aussi l'obligation de s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient leur faire courir le risque d'être sommairement ou arbitrairement exécutées, et notamment de les renvoyer dans leur pays d'origine avant que les conditions offrant des garanties suffisantes quant à leur sécurité physique et leur droit à la vie ne soient rétablies.

3. Méthodes de travail

622. La plupart des allégations concernant des exécutions sommaires et arbitraires et des menaces de mort ont été portées à la connaissance du Rapporteur spécial par des organisations non gouvernementales. Certains gouvernements formulent aussi des allégations concernant des exécutions sommaires ou arbitraires attribuées aux forces de l'opposition. En outre, pour accroître la complémentarité et l'efficacité des diverses procédures thématiques et par pays existant au sein du système des Nations Unies et en renforcer la coordination, le Rapporteur spécial s'efforce de se tenir au courant des informations obtenues dans le cadre d'autres mandats ou procédures et, le cas échéant, prend des mesures sur la base de ces informations.

623. Lorsque le Rapporteur spécial a connaissance d'allégations indiquant qu'une exécution sommaire ou arbitraire peut être imminente, et dans les cas où il semble qu'une intervention urgente du gouvernement pourrait prévenir de nouvelles pertes en vies humaines ou empêcher les responsables du maintien de l'ordre de recourir de nouveau à l'usage excessif de la force, la procédure normale consiste à envoyer un message urgent au gouvernement concerné, conformément à la résolution 1985/40 du Conseil économique et social dans laquelle celui-ci prie le Rapporteur spécial de donner suite efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution sommaire ou arbitraire est imminente ou risque d'avoir lieu.

624. Des demandes d'intervention d'urgence sont également envoyées lorsqu'il est allégué que des individus ou des groupes qui cherchent à coopérer avec l'ONU et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme, ou qui ont cherché à recourir aux procédures mises en place par l'Organisation pour assurer la protection des droits de l'homme, sont victimes de mesures d'intimidation ou de représailles de nature à porter atteinte au droit à la vie. Ces demandes d'intervention d'urgence répondent à une volonté expressément exprimée par la Commission des droits de l'homme dans ses résolutions 1990/76 du 7 mars 1990 et 1991/70 du 6 mars 1991. Au cours de l'année considérée, le Rapporteur spécial a ainsi, en vertu de la résolution 1991/70, envoyé à 49 gouvernements des demandes d'intervention d'urgence concernant quelque 4 200 cas de menaces de mort à l'encontre de personnes qui cherchaient à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et des représentants de ses organes chargés des droits de l'homme ou qui avaient tenté de recourir aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Rapporteur spécial a également pris des mesures urgentes lorsque des représailles étaient exercées contre les victimes elles-mêmes, leurs représentants, des membres de leur famille ou des témoins, dans le cas d'affaires ou d'incidents relevant de son mandat.

625. La teneur précise du message dépend de la nature des allégations et de la quantité d'informations disponibles. Dans certains cas, en particulier les menaces de mort, le gouvernement est généralement prié d'assurer la protection de la personne ou des personnes intéressées et d'enquêter sur les origines de la menace. Lorsqu'il s'agit d'une sentence de mort prononcée par les autorités judiciaires, le gouvernement est d'ordinaire prié de fournir des renseignements complémentaires afin de déterminer si la sentence a été ou non prononcée dans le plein respect des normes internationales pertinentes; il est arrivé que le Rapporteur spécial demande au gouvernement de ne pas exécuter la sentence avant qu'il ait eu le temps d'évaluer sa réponse. Dans certains cas, le Rapporteur spécial demande une commutation de la peine pour des raisons humanitaires, par exemple lorsque l'information disponible autorise le doute quant à la compatibilité du procès ou de la sentence avec les normes internationales.

626. Lorsqu'une exécution, y compris une exécution extrajudiciaire, ne semble pas imminente, un résumé des allégations est transmis au gouvernement concerné par lettre, accompagné des observations du Rapporteur spécial quant aux normes internationales pertinentes, au type d'information qu'il aimerait recevoir afin de déterminer la véracité des allégations et la compatibilité des faits

avec les normes internationales concernant les exécutions sommaires ou arbitraires. Dans sa résolution 1991/31 du 5 mars 1991, la Commission des droits de l'homme a encouragé les gouvernements à répondre promptement aux demandes d'information qui leur sont adressées.

627. En de rares occasions, des allégations concernant des exécutions par les forces de l'opposition ont été signalées au gouvernement de l'Etat dans lequel elles se seraient produites ou seraient imminentes. Mais le plus souvent ces allégations émanent du gouvernement lui-même. Un problème se pose alors, étant donné qu'il n'y a pas d'entité reconnue en droit international à qui demander des explications. En réalité, il n'est guère possible au Rapporteur spécial d'évaluer de telles allégations à moins que l'Etat concerné ne l'invite à se rendre en mission sur place pour évaluer la situation personnellement. En outre, il n'existe en pareil cas aucune entité reconnue en droit international que l'on puisse prier de s'abstenir de procéder à une exécution imminente ou de renoncer à des pratiques qui violent le droit à la vie. Les représentants du Secrétaire général qui sont chargés de missions humanitaires ou de maintien de la paix contactent les groupes d'opposition armée, comme le font aussi le Comité international de la Croix-Rouge et certains organismes des Nations Unies qui fournissent une aide humanitaire. Les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme estiment généralement qu'il serait inapproprié d'adresser des appels à de telles entités ou de leur donner l'occasion de répondre à des allégations de violations des droits de l'homme, étant donné leur statut juridique. Les méthodes de travail existantes ne permettent donc guère de donner suite efficacement aux allégations qui concernent des groupes d'opposition. Les observations de la Commission des droits de l'homme en la matière seraient les bienvenues.

628. Lorsqu'une communication a été envoyée à un gouvernement et qu'aucune réponse n'a été reçue, la demande d'information est généralement réitérée. Lorsqu'il y est répondu, un certain nombre de cas peuvent se produire. L'information fournie par le gouvernement peut parfois clairement démontrer que les allégations ne sont pas fondées, que les individus responsables des exécutions ont été dûment reconnus coupables ou condamnés, ou que le gouvernement prend des mesures énergiques pour prévenir toute nouvelle exécution sommaire ou arbitraire et pour faire la lumière sur celles qui se sont produites.

629. La réponse peut aussi faire apparaître la concordance des faits, ou une faible divergence entre eux, un désaccord sur le point de savoir si le cas signalé constitue ou non une exécution sommaire ou arbitraire. C'est ce qui se produit souvent dans les cas concernant l'application de la peine de mort. Dans quelques cas, il peut être possible au Rapporteur spécial de parvenir à une conclusion quant au caractère sommaire ou arbitraire de l'exécution, compte tenu des normes et principes juridiques indiqués au chapitre I. Ses vues figurent alors parmi les observations qu'il formule à l'intention de la Commission des droits de l'homme dans son rapport; il peut aussi les envoyer directement au gouvernement concerné en le priant de prendre des mesures précises.

630. Lorsque le Rapporteur spécial juge que l'information fournie par un gouvernement est insuffisante ou que les faits ne concordent pas avec d'autres informations en sa possession, il demande des précisions supplémentaires.

Le plus souvent, l'information fournie laisse subsister des contradictions et des doutes qu'il est difficile, voire impossible, de dissiper sur la base de pareils renseignements. Dans de tels cas, le Rapporteur spécial est contraint de laisser l'affaire sans solution et d'informer la Commission des droits de l'homme des mesures prises et de la teneur de toute réponse reçue, sans formuler de conclusion. Dans ses résolutions 44/159 du 15 décembre 1989 et 45/162 du 18 décembre 1990, l'Assemblée générale a prié le Rapporteur spécial "de favoriser les échanges de vues entre les gouvernements et ceux qui lui communiquent des éléments d'information fiables, lorsqu'il estime que de tels échanges pourraient être utiles". Le Rapporteur spécial a pour habitude d'offrir de rencontrer les représentants de tout pays auquel des communications ont été adressées; les consultations qui ont eu lieu ont contribué à mieux faire comprendre ce que le Rapporteur spécial attendait des gouvernements, à mieux situer les cas dans leur contexte et à élucider les intentions des gouvernements s'agissant des cas non résolus. Il n'a pas encore été possible de donner à ces consultations la dimension d'"échanges de vues", comme l'Assemblée générale en avait exprimé le souhait dans les résolutions susmentionnées; le Rapporteur spécial est pourtant convaincu que pareils échanges de vues contribueraient dans une très large mesure à réduire le nombre de cas qui restent non résolus et, partant, à renforcer l'efficacité du mécanisme.

631. Les missions sont un moyen précieux, et qui n'est pas assez utilisé, de déterminer la véracité des allégations et elles sont particulièrement appropriées lorsque ces allégations portent sur des nombres importants d'exécutions sommaires ou arbitraires. En outre, elles donnent au Rapporteur spécial la possibilité d'engager un dialogue constructif avec le gouvernement concerné et de déterminer comment une assistance internationale émanant de l'ONU ou d'autres sources pourrait l'aider à lutter contre les exécutions sommaires et arbitraires. On trouvera ci-dessous, sous la rubrique "Coopération avec les gouvernements", un compte rendu de l'expérience acquise par le Rapporteur spécial en la matière.

632. Enfin, en 1991, deux conflits armés, dont l'un a impliqué de nombreux gouvernements et entraîné des pertes en vies humaines considérables et l'autre a opposé un gouvernement à deux autres qui, à l'époque, n'avaient pas de statut en droit international, ont incité le Rapporteur spécial à prendre une mesure inhabituelle, à savoir adresser des appels au Secrétaire général afin de le prier de prendre toute mesure qu'il pourrait juger appropriée pour que diminuent le niveau de la violence et les pertes en vies humaines qui en résultaient.

4. Coopération avec les gouvernements

633. Depuis 1982, le Rapporteur spécial a communiqué avec plus de 100 pays afin de demander des informations, d'exprimer sa préoccupation au sujet d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires ou de demander l'adoption de mesures précises pour protéger le droit à la vie. La grande majorité des pays auxquels le Rapporteur spécial a écrit ont coopéré avec lui en répondant à un certain nombre d'allégations ou de demandes au moins. Comme indiqué ci-dessus, la teneur des réponses est très variable. Dans certains cas, ces réponses révèlent que le gouvernement a la sincère volonté de coopérer de manière constructive afin d'assurer une protection accrue contre

les exécutions sommaires et arbitraires et de renforcer l'efficacité des méthodes de travail du Rapporteur spécial. D'autres réponses, si elles traduisent une certaine volonté de coopérer avec le Rapporteur spécial et la communauté internationale, ne font pas apparaître la même attitude constructive.

634. On trouvera ci-après des exemples de réponses constructives à des interventions du Rapporteur spécial :

a) Certains gouvernements ont indiqué que des membres de la police ou de l'armée et des tueurs à gage à la solde de grands propriétaires avaient été reconnus coupables et condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 37 ans;

b) Dans certains pays, des commissions gouvernementales des droits de l'homme suivent les enquêtes ouvertes sur les allégations transmises au gouvernement par le Rapporteur spécial, ou procèdent à leurs propres enquêtes indépendantes, et recommandent que des poursuites soient intentées contre des agents de l'Etat qui, sinon, n'auraient pas eu à répondre des exécutions dont ils étaient coupables;

c) Dans certains cas, des médecins légistes ont enquêté sur la cause du décès et leurs conclusions ont été communiquées au Rapporteur spécial;

d) Dans plusieurs pays, des peines de mort ont été commuées en peines de prison à vie;

e) Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à accepter de fournir une protection policière spéciale à des personnes qui ont reçu des menaces de mort;

f) Quelques gouvernements ont promulgué des réformes renforçant ou élargissant les pouvoirs des autorités civiles afin que celles-ci puissent ouvrir des enquêtes sur les militaires soupçonnés ou accusés d'exécutions sommaires ou arbitraires ou qu'elles puissent les juger.

635. Ces faits positifs ne signifient pas nécessairement qu'il sera mis un terme aux exécutions sommaires ou arbitraires dans les pays intéressés et, dans certains d'entre eux, le nombre de cas dans lesquels des mesures positives ont été adoptées ne représente qu'un faible pourcentage du nombre total de cas signalés. Ils permettent néanmoins d'espérer des progrès encore plus considérables.

636. Dans sa résolution 1988/38 du 27 mai 1988, le Conseil économique et social a prié instamment tous les gouvernements, en particulier ceux qui n'ont jamais répondu aux communications qui leur ont été adressées par le Rapporteur spécial, d'apporter leur concours et leur assistance au Rapporteur spécial afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat. Comme indiqué ci-dessus, la plupart des gouvernements répondent à certaines communications au moins que leur adresse le Rapporteur spécial. Toutefois, quelques gouvernements continuent à ne jamais répondre, en dépit de l'appel lancé par le Conseil économique et social en 1988. Le Rapporteur spécial estime donc qu'il convient d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les pays qui s'obstinent à refuser toute coopération, et qui sont les suivants :

a) Tchad : communications envoyées en 1983, 1985, 1988, 1989, 1990, 1991 et 1992. Aucune réponse n'a été reçue;

b) Haïti : en 1988, des informations de nature générale ont été reçues en réponse à des cas signalés la même année. Depuis lors, aucune réponse n'a été reçue pour des cas communiqués en 1990, 1991 et 1992;

c) Libye : cas transmis en 1983, 1984, 1987 et 1988. Aucune réponse n'a été reçue;

d) Pakistan : des réponses ont été reçues en 1984, 1985 et 1987, mais le gouvernement n'a pas répondu aux allégations qui lui ont été transmises en 1989, 1990 et 1992;

e) Somalie : Des cas ont été communiqués en 1986, 1987, 1988, 1989, 1990 et 1991. Aucune réponse n'a été reçue;

f) Afrique du Sud : en 1986, le gouvernement a répondu à un message urgent que le Rapporteur spécial lui avait adressé la même année. Depuis lors, aucune réponse n'a été reçue aux cas communiqués en 1988, 1989, 1990, 1991 et 1992;

g) Thaïlande : des cas ont été communiqués en 1983, 1989 et 1992. Aucune réponse n'a été reçue;

h) Ouganda : des cas ont été communiqués en 1988, 1989 et 1992. Aucune réponse n'a été reçue.

i) Zaïre : des cas ont été communiqués en 1985, 1986, 1988, 1989, 1991 et 1992. Aucune réponse n'a été reçue.

637. Les pays peuvent également coopérer en invitant le Rapporteur spécial à effectuer une mission afin de déterminer la véracité des allégations reçues et de se familiariser avec les efforts réalisés pour prévenir les exécutions sommaires et arbitraires et enquêter à leur sujet. En 1983, le Rapporteur spécial a été invité à se rendre au Guatemala; toutefois, la Commission des droits de l'homme ayant chargé un rapporteur d'établir un rapport sur la situation générale des droits de l'homme dans ce pays, il a été décidé qu'il ne serait pas nécessaire d'entreprendre une mission séparée pour enquêter sur les allégations d'exécutions sommaires et arbitraires. Les missions qui ont eu lieu sont les suivantes :

a) En 1984, le Rapporteur spécial a effectué une mission au Suriname. Le rapport de la mission est publié dans le troisième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1985/17);

b) En 1986, le Rapporteur spécial a effectué une mission en Ouganda, pays qui avait créé une commission d'enquête chargée d'examiner les cas de violation des droits de l'homme. Le rapport de la mission figure dans le cinquième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1987/20, annexe II);

c) En 1987, une seconde mission a été effectuée au Suriname. Un rapport détaillé a été établi et publié, qui figure dans le sixième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1988/22, annexe V);

d) En 1989, le Rapporteur spécial a effectué une mission en Colombie. Un rapport détaillé sur cette mission a été publié en tant qu'additif au huitième rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1990/22/Add.1);

e) En 1991, le Rapporteur spécial a effectué une mission au Zaïre; le rapport de la mission sera distribué séparément, en tant qu'additif au présent rapport, sous la cote E/CN.4/1992/30/Add.1.

638. Les Gouvernements du Pérou et du Sri Lanka ont invité le Rapporteur spécial à se rendre dans leurs pays mais il n'a pu encore le faire en raison en partie d'autres obligations professionnelles, en partie des difficultés rencontrées par le Centre pour les droits de l'homme dans la préparation de ces missions, dues au manque d'effectif.

639. Il ne fait aucun doute que les missions sont la méthode la plus efficace dont dispose le Rapporteur spécial pour vérifier la véracité des allégations reçues et pour comprendre le contexte social, juridique, politique et économique dans lequel ont lieu les exécutions. Lorsqu'un gouvernement conteste les aspects factuels d'une allégation, lorsque se pose la question de l'impunité ou celle de savoir si les tribunaux respectent les normes internationales de justice et de procédure légale, le Rapporteur spécial peut difficilement évaluer les allégations sans se rendre dans le pays et s'entretenir avec les autorités, personnes et organisations intéressées. Le petit nombre d'invitations qu'a reçues le Rapporteur spécial durant les dix années écoulées est l'un des principaux obstacles qui l'empêche d'accomplir sa mission avec toute l'efficacité voulue, de sorte qu'il faudrait encourager vivement les pays que concernent de nombreux cas en suspens que le Rapporteur spécial n'a pu régler sur la seule base des communications écrites à l'inviter à entreprendre une mission. Il ne faut pas oublier d'autre part, et c'est là une raison supplémentaire de renforcer l'appui dont dispose le Rapporteur spécial, que les missions sont une source de travail additionnel considérable pour le secrétariat déjà surchargé par un volume de travail qui croît régulièrement.

5. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales

640. Le Rapporteur spécial a étroitement coopéré avec le Groupe de travail spécial sur l'Afrique australe et a participé à diverses auditions conjointes sur la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud qui ont eu lieu à Londres et dans d'autres villes d'Afrique en 1985, 1986, 1988, 1989 et 1990. Les témoignages qu'il a eu l'occasion d'entendre lors de ces auditions lui ont permis de mieux comprendre le phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires en Afrique du Sud et d'aider certaines personnes à obtenir une aide par l'intermédiaire du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture.

641. Le Rapporteur spécial a également travaillé en collaboration étroite avec le Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à l'élaboration des principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/6

642. A diverses reprises, le Secrétaire général a demandé au Rapporteur spécial d'examiner des situations dans lesquelles on lui avait demandé de prêter ses bons offices.

643. Grâce aux missions qu'il a effectuées, le Rapporteur spécial a pu déterminer les besoins du pays visité sur le plan de l'assistance technique et encourager et faciliter la fourniture par le Programme de services consultatifs des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme d'une assistance technique appropriée ainsi que l'aide bilatérale.

644. Le Rapporteur spécial a travaillé en relation étroite avec d'autres rapporteurs chargés d'autres sujets et pays, ainsi qu'avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et a échangé des informations avec eux.

645. Comme son mandat vise essentiellement l'application des articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Rapporteur spécial a suivi de près les travaux du Comité des droits de l'homme s'agissant de l'application et de l'interprétation de ces dispositions du Pacte. Il a cité fréquemment en tant que guide pour l'interprétation des normes internationales concernant les exécutions sommaires ou arbitraires, les observations générales du Comité des droits de l'homme et les décisions prises dans des cas examinés en vertu du Protocole facultatif. En outre, il a aidé le Comité des droits de l'homme à exercer les fonctions qui sont les siennes en vertu du Protocole facultatif en demandant à un gouvernement de donner suite à deux décisions du Comité précisant que deux prisonniers avaient été condamnés à mort sans que leur procès se fût déroulé selon les normes de procédure légale et de ce fait devaient bénéficier d'une commutation de peine (voir Jamaïque, par. 328).

646. Dans la même optique, le Rapporteur spécial s'est efforcé d'appuyer, là où il y avait lieu, le travail d'organismes comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international de la Croix-Rouge en demandant aux gouvernements accusés de violer les principes de base des normes juridiques internationales concernant les réfugiés et les conflits armés de respecter les principes relatifs au droit à la vie et d'autoriser les représentants de ces organismes à avoir accès aux personnes dont les cas relèvent de leur mandat. Le présent rapport contient deux exemples de cas dans lesquels le Rapporteur spécial a demandé aux pays de respecter le principe du non-refoulement dans des situations où contraindre les réfugiés à regagner leur pays d'origine les aurait exposés à des exécutions sommaires ou arbitraires (voir Malaisie, par. 353 et 354 et Thaïlande, par. 523 à 525).

647. La plupart des informations et allégations concernant des exécutions arbitraires et extrajudiciaires reçues par le Rapporteur sont communiquées par des organisations non gouvernementales. Ces informations, de même que la coopération des gouvernements, lui sont indispensables pour s'acquitter efficacement de son mandat. Dans leur grande majorité, les renseignements reçus sont objectifs et fiables, et à ce propos le Rapporteur spécial tient à exprimer sa gratitude aux très nombreuses organisations non gouvernementales, nationales et internationales de toutes les régions du monde qui, en lui communiquant de telles informations, ont très utilement servi la cause des droits et de la dignité de l'homme.

B. Recommandations

648. Se fondant sur l'expérience acquise durant les dix années pendant lesquelles il a suivi la question des exécutions sommaires et arbitraires partout dans le monde, le Rapporteur spécial formule à l'intention des gouvernements en général, des gouvernements auxquels étaient adressées ces communications, de la communauté internationale et du Centre pour les droits de l'homme les recommandations ci-après.

1. Recommandations d'ordre général aux gouvernements

649. Le Rapporteur spécial recommande aux gouvernements :

a) De ratifier, dans le domaine des droits de l'homme, les instruments internationaux relatifs à la protection du droit à la vie et de faire largement connaître ces instruments et autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, en particulier ceux qui sont mentionnés au chapitre II du présent rapport;

b) D'analyser les lois et pratiques nationales afin de veiller à ce qu'elles soient parfaitement compatibles avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et d'assurer aux responsables de l'application des lois, au personnel judiciaire, pénitentiaire et militaire la formation nécessaire concernant l'interprétation et l'application de ces normes;

c) D'enquêter rigoureusement sur toutes les allégations concernant des exécutions sommaires ou arbitraires qui peuvent être présentées, indépendamment de la situation des responsables ou de la position qu'ils occupent, et de veiller à ce qu'ils soient sans tarder poursuivis par un tribunal indépendant et impartial qui garantisse aux victimes le plein respect de leurs droits;

d) De prendre toutes les mesures nécessaires pour que, rapidement et sans exception, hors les morts naturelles, il ne se produise plus en garde à vue aucun décès par suite de tortures, de brutalités ou d'une alimentation ou de soins de santé insuffisants;

e) D'envisager la création d'un organe gouvernemental indépendant chargé de promouvoir, défendre et protéger les droits de l'homme et habilité, entre autres choses, à vérifier les allégations de violations de droits de l'homme et de faciliter la coopération entre le gouvernement et les organes des Nations Unies actifs dans le domaine des droits de l'homme ainsi que d'autres organismes internationaux, régionaux et nationaux compétents;

f) De coopérer pleinement avec le Comité international de la Croix-Rouge en cas de situation de conflit intérieur armé, de troubles ou de tensions et de faire des tentatives de réconciliation, le cas échéant, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'organes régionaux compétents;

g) De faire des efforts concertés à long terme pour éliminer les causes profondes de la violence et de l'intolérance, en particulier l'injustice économique, les idéologies totalitaires et les préjugés raciaux, nationaux, ethniques et religieux.

2. Recommandations aux gouvernements qui ont reçu des communications

650. Le Rapporteur spécial recommande aux gouvernements auxquels il a adressé des communications :

- a) De répondre rapidement et avec précision aux demandes qui leur sont faites;
- b) D'examiner la possibilité de participer à un échange d'informations ou d'inviter le Rapporteur spécial à effectuer une mission, s'il considère que de telles mesures lui permettraient d'éclaircir les allégations reçues.

3. Recommandations à la communauté internationale

651. Le Rapporteur spécial recommande à la communauté internationale :

- a) De veiller à ce que les gouvernements qui ont besoin d'une aide technique ou matérielle pour éliminer les causes des exécutions sommaires ou arbitraires et pour renforcer les mécanismes nationaux mis en place pour protéger les droits de l'homme reçoivent avec efficacité l'aide requise, soit par l'intermédiaire des programmes et organes du système des Nations Unies soit par la voie bilatérale, notamment en améliorant les moyens d'analyses médico-légales dont ils disposent, en accroissant l'efficacité, le professionnalisme et l'indépendance du judiciaire et en modernisant le système pénitentiaire;
- b) De ne ménager aucun effort pour faire face rapidement et efficacement aux conflits armés internes et aux troubles civils qui demeurent les principales causes des exécutions sommaires ou arbitraires, notamment en s'offrant à servir de médiateur dans la recherche de solutions pacifiques et en encourageant vivement les parties intéressées à accepter ces solutions;
- c) De promouvoir les campagnes d'information et de sensibilisation, notamment les campagnes nationales et régionales dans des zones particulièrement touchées par les exécutions sommaires ou arbitraires, en vue d'éliminer les causes profondes de la violence en prônant la tolérance, la solidarité sociale et le respect des droits de l'homme et de la dignité inhérente à la personne humaine.

4. Recommandations au Centre pour les droits de l'homme

652. Le Rapporteur spécial formule les observations et recommandations suivantes concernant ses propres procédures et méthodes de travail et celles du Centre pour les droits de l'homme :

- a) Durant l'année écoulée, un effort particulier a été fait pour donner suite plus rapidement aux allégations concernant des exécutions imminentes, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1985/40 du Conseil économique et social dans laquelle cet organe prie le Rapporteur spécial "de donner suite efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsque des exécutions sommaires ou arbitraires sont imminentes ou risquent d'avoir lieu".

Nombre des demandes d'intervention urgente envoyées conformément à la volonté de la Commission des droits de l'homme exprimée dans ses résolutions 1990/76 et 1991/70 concernaient des menaces de mort contre des particuliers et des groupes de défense des droits de l'homme;

b) Pour pouvoir agir plus souvent et plus rapidement dans des cas de cette nature, il a fallu mettre à contribution, jusqu'à la limite des possibilités, le personnel du Centre pour les droits de l'homme affecté au Rapporteur spécial. Il est toutefois nécessaire d'améliorer à d'autres égards également l'efficacité des méthodes de travail de ce dernier. Dans ses résolutions 44/159 et 45/162 l'Assemblée générale l'a prié, comme indiqué plus haut, "de favoriser les échanges de vues entre les gouvernements et ceux qui lui communiquent des éléments d'information fiables, lorsqu'il estime que de tels échanges pourraient être utiles". Dans diverses résolutions, la Commission des droits de l'homme a invité les gouvernements à informer le Rapporteur spécial des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations qu'il leur adresse et à encourager les gouvernements qui se heurtent à des problèmes dans le domaine des droits de l'homme à l'inviter à se rendre dans leurs pays. Le Rapporteur spécial estime essentiel que l'on fasse en sorte non seulement que la première réaction, lorsqu'il y a risque d'exécution imminente, soit plus efficace, mais également que l'on puisse avoir accès à davantage de renseignements fiables pour que lui-même soit en mesure de se former une opinion sur un plus grand nombre des cas portés à son attention. Il estime également nécessaire, à ce stade de son mandat, de donner suite plus efficacement aux cas restés sans réponse ou sur lesquels l'insuffisance de la réponse ne permet pas d'éclaircir les allégations, et de suivre les efforts faits par les gouvernements pour mettre en oeuvre les recommandations qui leur ont été adressées, comme l'a demandé la Commission des droits de l'homme;

c) A l'heure actuelle, le Rapporteur spécial ne peut compter que sur un collaborateur. Tout en appréciant le zèle et les compétences de ceux qui ont travaillé pour lui sans faille pendant ces dix années, force lui est de constater qu'il sera matériellement impossible de donner suite plus efficacement aux allégations reçues sauf augmentation notable des ressources qui lui sont affectées. En effet, le nombre d'allégations reçues augmente régulièrement à mesure que le travail du Rapporteur spécial devient plus connu. Mais si rien n'est fait pour augmenter les ressources ce travail ne fera que se dégrader. Il est absolument impératif de prévenir de nouvelles exécutions sommaires ou arbitraires, de s'efforcer de faire rendre justice aux victimes et d'examiner avec le plus grand soin et un sens aigu des responsabilités les allégations concernant des questions très délicates pour les gouvernements. Il est donc indispensable de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour accroître les ressources dont dispose le Rapporteur spécial pour exécuter tous les aspects de son mandat.

653. En conséquence, le Rapporteur spécial demande à la Commission des droits de l'homme, et, par son intermédiaire, à la communauté internationale de prendre rapidement les mesures qui s'imposent pour préserver et renforcer ce mécanisme essentiel pour la protection des droits de l'homme.

Annexe

LISTE DES INSTRUMENTS ET AUTRES TEXTES QUI CONSTITUENT
LE CADRE JURIDIQUE DU MANDAT DU RAPPORTEUR SPECIAL

1. Déclaration universelle des droits de l'homme, résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1948 (art. 3).
2. Pacte international relatif aux droits civils et politiques, résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1966; entré en vigueur le 23 mars 1976 (art. 4, 6, 7, 9, 10, 14, 15).
3. Conventions de Genève du 12 août 1949.
4. Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1975.
5. Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, résolution 663 C (XXIV) du Conseil économique et social en date du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977.
6. Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, résolution 34/169 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1979.
7. Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, résolution 1984/50 du Conseil économique et social en date du 25 mai 1984.
8. Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, résolution 39/46 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1984; entrée en vigueur le 26 juin 1987.
9. Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir, résolution 40/34 de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1985.
10. Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, résolution 43/173 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1988.
11. Application des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, résolution 1989/64 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1989.
12. Prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, résolution 1989/65 du Conseil économique et social en date du 24 mai 1989.

13. Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, adoptés par le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, Cuba, 27 août - 7 septembre 1990).

14. Convention relative aux droits de l'enfant, résolution 44/25 de l'Assemblée générale en date du 20 novembre 1989.
